

مركز الأمل

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15985 - 7 F

MERCREDI 19 JUIN 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

he folle» :
isseur
aite
mission
mentaire

Le programme de Benjamin Netanyahu reste fidèle à ses engagements électoraux, notamment sur la reprise de la colonisation des territoires occupés.

Le programme de Benjamin Netanyahu reste fidèle à ses engagements électoraux, notamment sur la reprise de la colonisation des territoires occupés.

Le programme de Benjamin Netanyahu reste fidèle à ses engagements électoraux, notamment sur la reprise de la colonisation des territoires occupés.

Le programme de Benjamin Netanyahu reste fidèle à ses engagements électoraux, notamment sur la reprise de la colonisation des territoires occupés.

Le programme de Benjamin Netanyahu reste fidèle à ses engagements électoraux, notamment sur la reprise de la colonisation des territoires occupés.

Le programme de Benjamin Netanyahu reste fidèle à ses engagements électoraux, notamment sur la reprise de la colonisation des territoires occupés.

Le nouveau gouvernement israélien

Le programme de Benjamin Netanyahu reste fidèle à ses engagements électoraux, notamment sur la reprise de la colonisation des territoires occupés.

Le deutschemark en forte hausse

Le deutschemark s'inscrit en forte hausse, mardi matin 18 juin. Il cote 3,3990 francs, son cours le plus élevé depuis deux mois face à la devise française.

L'affaire Tiberi

Eric Halphen, juge d'instruction à Créteil, a transmis au parquet le dossier relatif à l'appartement HLM attribué au fils du maire de Paris. Le magistrat estime qu'il y a délit.

Un sommet européen à l'automne ?

Jacques Chirac et Helmut Kohl vont proposer à leurs partenaires européens de réunir un sommet extraordinaire informel destiné à relancer la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la révision du traité de Maastricht. La rencontre pourrait avoir lieu à l'automne.

La France et les étrangers

La France ne respecte pas les droits des étrangers. « Le seuil de tolérable a été franchi », estime un rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme.

Un dîner avec Montrachet



La chronique « Goûts » de Jean-Pierre Quélain est consacrée au restaurant Lamelloise de Chagny, en Bourgogne.

L'échec du Sidaction

Au-delà des provocations d'Act Up, les réticences des donateurs illustrent les risques inhérents aux vastes opérations de charité publique.

L'avenir des éoliennes

Cette énergie renouvelable n'a plus rien d'une lubie d'écologiste.

Le gouvernement s'engage à créer un « statut de l'étudiant » dans un an

M. Bayrou prolonge la concertation sur la réforme des universités

FRANÇOIS BAYROU, ministre de l'éducation nationale, et Alain Juppé, premier ministre, devaient présenter, mardi 18 juin après-midi à la Sorbonne, les grandes orientations de la réforme de l'enseignement supérieur.

Cette réforme ne devrait pas entrer en application avant l'année scolaire 1997-1998. M. Bayrou entend en effet ouvrir une nouvelle période de concertation.

Concernant les premiers cycles, le ministre devait s'inspirer des mesures prises en 1992 par Lionel Jospin dans le cadre de la rénovation des DEUG. L'annonce de la création d'un statut de l'étudiant s'accompagnera d'une refonte complète des aides sociales existantes. Le gouvernement n'envisage pas de traduire cette réforme dans une loi de programmation pour l'enseignement supérieur.

Lire pages 10 et 11



Les Américaines sont à l'aise dans leurs baskets

WASHINGTON de notre correspondante

C'est un sujet de la plus haute importance que personne n'osait aborder ouvertement : il recèle les germes de la division. C'est pourquoi le *Washington Post* vient de s'y attaquer. Dans un article publié en première page de son cahier « Style », celui que l'on surnomme d'abord dans le métro avant d'entreprendre la lecture du cahier principal, le grand quotidien américain a osé critiquer une habitude de plus en plus répandue dans la capitale fédérale : le port des tenues de sport par les femmes qui travaillent, employées de bureau, cadres ou avocates, pour compléter leurs stricts tailleurs-jupes droites.

Attention ! Ce n'est pas la petite basket de toile légère que portent volontiers les Françaises avec un pantalon cigarette ou une jupe longue. Lorsque les Américaines, qui font toujours les choses à fond, portent des tenues de sport, c'est la vraie Reebok aérodynamique qui emboîte la cheville, avec semelle renforcée et coussin d'air. « Arrêtez ! Les chaussures de sport sont pour le sport. Pas pour aller au bu-

reau ! », implore le *Washington Post*, qui situe le début du mouvement à la grande grève des transports en commun de New York, en avril 1980. Contraintes, comme les Parisiennes l'hiver dernier, à marcher des kilomètres faute de métro, les New-Yorkaises mirent leur paire d'escarpins dans leur sac et chaussèrent des tennys pour les trajets aller et retour. Mais si la réapparition du métro à New York fut suivie de celle des chaussures de ville, beaucoup d'autres citadines, en particulier à Washington, en profitèrent pour adopter insidieusement la technique des tennys-chaussettes de sport (sur les collants) que l'on quitte pour enfiler discrètement des escarpins sous son bureau en arrivant.

Le résultat est d'une esthétique contestable. Dans une ville où les hommes, témoins par le « politiquement correct » et le spectre du harcèlement sexuel, marchent les yeux baissés, l'image de la femme qu'ils emportent chez eux à la fin de la journée risque de se résumer à des milliers de paires de tennys désemparément semblables trotinant vers le métro.

Preuve qu'elle a touché une corde sensible, l'auteur de l'article, Robin Givhan, déclare avoir rarement suscité autant de réactions. Son téléphone, dit-elle, n'a pas cessé de sonner le jour de la parution de l'article. Certaines lectrices ont tenu à lui exprimer leur gratitude. Beaucoup d'autres, en revanche, ont été scandalisées, voire offensées, qu'on puisse leur demander de faire de pareilles concessions à la mode.

Pour Robin Givhan, ces réactions reflètent la complexité de la relation qu'entretiennent les femmes actives américaines avec la mode et les hommes. Washington reste le royaume de la « career woman » qui, tout en refusant de s'abaisser à s'habiller pour plaire, accepte néanmoins le conformisme vestimentaire le plus bridé. Et attache malgré tout de l'importance aux apparences. Selon les fabricants de lingerie, les dessous dits « correctifs » - ceux qui raffermissent les fesses, rehaussent les seins et aplatisent le ventre - connaissent un boom depuis le début des années 90.

Sylvie Kauffmann

La paix bosniaque sans l'union

SIX MOIS après la signature de l'accord de Dayton, tandis que l'OTAN a accompli la moitié de son mandat, la paix en Bosnie-Herzégovine est un succès fragile. Car si personne ne souhaite que les combats reprennent, les chefs de guerre continuent de mener leur politique de haine et de séparation ethnique. Les Bosniaques, qui commencent l'erreur de confier leur destin aux partis nation-

listes lors des élections de 1990, ne sont pas près de retrouver leur unité. Le pays est divisé en trois morceaux, ce qui signifie qu'environ 70 % du territoire sont contrôlés par les Etats voisins, la Serbie et la Croatie. Trois armées, qui se sont certes repliées dans leurs casernes, se tiennent prêtes à défendre leur parcelle de Bosnie.

La communauté internationale

ne paraît pas fermement résolue à renverser cette situation explosive, tant la division de la Bosnie-Herzégovine semble procurer un confort intellectuel aux diplomates occidentaux. L'idée d'une « Grande Serbie », gendarme des Balkans, a simplement disparu au profit d'un axe serbo-croate de stabilité régionale. Et, puisque la fédération croato-bosniaque est une coquille vide, la Bosnie-Her-

zégovine est réduite à un minuscule territoire enclavé. La seule différence qu'offre la paix américaine par rapport aux plans de paix européens est que la Bosnie pourra désormais se défendre. L'embargo sur les armes a été levé, et les Etats-Unis entament leur programme d'équipement et d'entraînement de l'armée bosniaque, afin qu'elle puisse résister à d'éventuelles agressions des pays voisins. En revanche, les dispositions de l'accord de Dayton qui auraient dû œuvrer pour une réunification et une démocratisation de l'Etat bosniaque sont restées lettre morte. Et les élections prévues pour la mi-septembre, qui permettraient surtout à l'OTAN d'envisager un retrait de ses soldats, ne devraient pas modifier le paysage politique et institutionnel du pays.

Sans l'intervention occidentale - militaire et diplomatique - de l'automne 1995, les perspectives auraient été évidemment bien pires : la poursuite d'un conflit sanglant et un enracinement des haines interethniques. Grâce à l'action américaine et européenne, un solide cessez-le-feu a été établi, et Sarajevo a connu la fin d'un terrible siège de quarante-sept mois. Les sinistres perspectives héritées de la guerre n'en sont pas moins toujours présentes.

Rémy Ourdan

Lire la suite page 16

Le général Lebed se rallie au candidat Boris Eltsine

Le ministre russe de la défense a été limogé

CONSCIENT du duel très serré que sera le second tour de l'élection présidentielle, fin juin ou début juillet, Boris Eltsine a voulu prendre de vitesse son adversaire communiste, Guennadi Ziouganov, en tentant, mardi 18 juin, de s'assurer les faveurs de l'électorat d'Alexandre Lebed. Le président sortant a promu ce dernier à la tête du tout-puissant Conseil de sécurité russe, tout en chassant un autre général du gouvernement, l'impopulaire Pavel Gratchev, ministre de la défense et dur parmi les durs sur l'affaire tchétchène.

A l'évidence, M. Eltsine (35,02 % des suffrages au premier tour) guigne les 15 % de M. Lebed pour vaincre Guennadi Ziouganov (31,95 %). En acceptant de se rallier au camp Eltsine, le général Lebed se place en position d'éventuel successeur au cas où le président sortant l'emporterait. Il a lancé un appel implicite à ses sympathisants dont le report des

voix n'est pas assuré : « Je suis persuadé qu'au moins 70 % de mes électeurs me comprendront et me suivront. » Certains sondages indiquaient récemment que plus de la moitié des électeurs du général Lebed entendaient apporter leur soutien à M. Ziouganov.

Le Conseil de sécurité russe est l'instance suprême du pays pour toutes les questions de sécurité. Alexandre Lebed, qui a promis de se vouer à la lutte contre la grande criminalité, devient également conseiller du président Eltsine pour les questions de sécurité nationale. Au-delà du scrutin présidentiel, la nomination de cet opposant résolu à la guerre en Tchétchénie et la mise à l'écart du général Gratchev - qui a remis sa démission - devraient faciliter la recherche d'une solution négociée dans le Caucase.

Lire page 2, et le portrait de Boris Eltsine page 15

Shakespeare et le Shaxicon

QUI A ÉCRIT l'Élégie funèbre en versuise mémoire de feu William Peter de Whilton près d'Exeter qui paraît prochainement en France ? William Shakespeare, affirme Donald Foster, un universitaire américain, qui a utilisé, pour prouver ses dires, un logiciel, le Shaxicon, fondé sur la fréquence des termes shakespeariens. Si ce poème en hommage à un jeune homme assassiné était bien de Shakespeare, il éclaircirait certaines zones d'ombre qui pèsent sur sa vie. Certains « shakespeariques » mettent en doute la thèse de Foster. Henri Suhaimy notamment, chargé de l'édition des poèmes du dramaturge dans la Pléiade, qui met en doute l'infirmité du Shaxicon.

Lire page 27

Un électrochoc pour Moulinex



PIERRE BLAYAU

NOUVEAU PRÉSIDENT du directoire de Moulinex, Pierre Blayau, quarante-cinq ans, va infliger un électrochoc au groupe électroménager. 2 600 emplois seront supprimés, deux usines normandes fermées immédiatement et une partie de la production transférée au Mexique. Moulinex a accumulé depuis des années les erreurs de gestion. M. Blayau espère sortir Moulinex de l'ornière en trois ans : les marques du groupe, Moulinex et Krups, sont toujours mondialement connues.

Lire page 18

International	2	Agenda	26
France	7	Alimentation	26
Société	10	Météorologie	26
Cronos	14	Mots croisés	26
Horizons	15	Culture	27
Entreprises	18	Guide culturel	29
Finances	21	Communication	30
Aujourd'hui	23	Radio-Télévision	31

Béatrice Majnoni d'Intignano

femmes, si vous saviez...

Un nouveau combat pour les femmes



M 0147 - 0619 - 7,00 F



RUSSIE Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, Boris Eltsine, talonné de près par le candidat communiste, a multiplié, mardi 18 juin, les concessions envers

le général Alexandre Lebed, l'homme pivot du scrutin, arrivé en troisième position avec près de 15 % des voix. **● M. ELTSINE A ANNONCÉ** le limogeage du ministre de la dé-

fense, Pavel Gratchev, bête noire de M. Lebed. Ce dernier a été promu à la tête du conseil de sécurité russe et nommé conseiller des affaires de sécurité nationale du président.

● PAVEL GRATCHEV, en poste depuis 1992, était le plus ancien ministre du gouvernement et passait pour un « dur » du camp eltsinien, notamment en ce qui concerne la guerre

en Tchétchénie. **● L'ÉLECTORAT** du général Lebed ne sera pas forcément sensible aux tractations en cours au Kremlin, estime la sociologue Marie Mendras.

Boris Eltsine promeut le général Lebed et se sépare de Pavel Gratchev

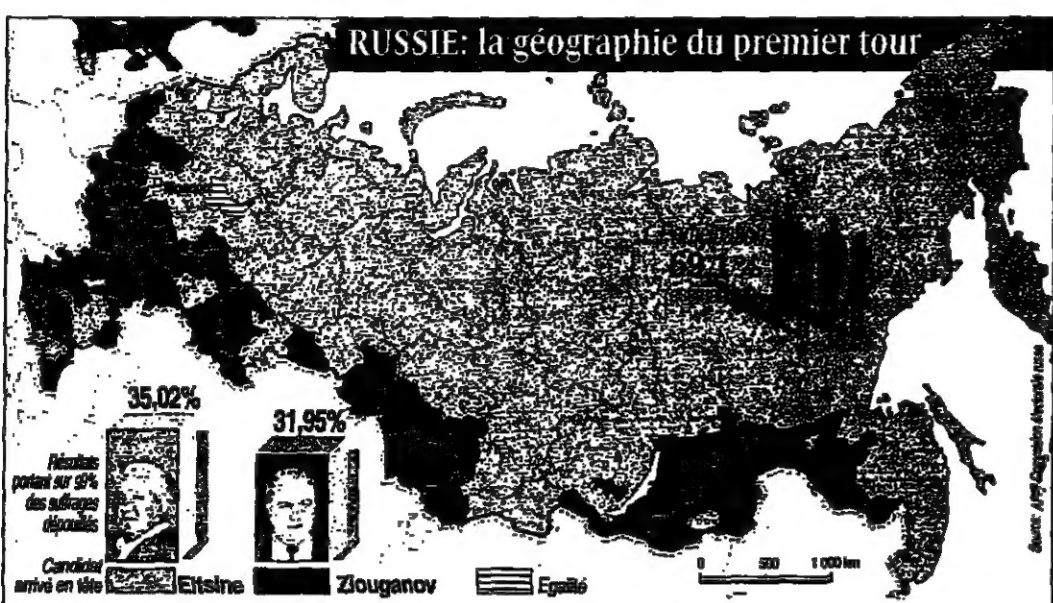
En limogeant son ministre de la défense et en nommant aux plus hautes fonctions le troisième homme de l'élection présidentielle, le maître du Kremlin, talonné par son adversaire communiste, veut séduire un électoral encore hésitant

MOSCOU
de notre correspondante
La réaction du Kremlin au premier tour de l'élection présidentielle a été d'une rapidité exceptionnelle: lors d'une seconde rencontre en 24 heures entre Boris Eltsine et Alexandre Lebed, ce dernier a été nommé, mardi 18 juin, assistant du président pour la sécurité nationale et secrétaire de son Conseil de sécurité. D'un même mouvement, le président a « accepté la démission » de son ministre de la défense Pavel Gratchev, l'homme sans doute le plus honni en Russie. Le général Lebed, devenu l'arbitre du duel Eltsine-Ziouganov, a accepté les offres du président avant même d'écouter celles qui s'apprêtaient à lui faire, dès mardi, le candidat communiste.

Boris Eltsine a annoncé le ralliement de M. Lebed en affirmant qu'ils avaient « unifié leurs deux programmes politiques ». « Le programme de Lebed enrichit le programme présidentiel. Je considère avoir reçu une injonction des électeurs à réaliser ce que le peuple a vu de bon dans le programme d'Alexandre Lebed », a-t-il affirmé. Le président a précisé qu'il allait « corriger » son programme pour y ajouter les idées de Lebed en matière de réforme de l'armée, de sécurité nationale et de lutte contre la corruption. Alexandre Lebed a confirmé son ralliement en l'expliquant par un choix idéologique: « Devant moi se trouvaient deux pensées, la vieille qui a fait couler beaucoup de sang, et la nouvelle, qui est en train d'être réalisée, mais d'une façon encore très mauvaise ». Il s'est dit persuadé que « 70 % au moins de mes électeurs me comprendront et me suivront ». En mai, il expliquait que son électoral était composé de « 80 % de partisans potentiels de Guennadi Ziouganov ».

« FONCTION BUREAUCRATIQUE »
Lundi soir pourtant, à l'issue de sa première rencontre avec M. Eltsine, le général Lebed avait affirmé qu'il éviterait d'appeler « directement » ses électeurs à voter pour le président car ces derniers « ont leurs propres cervelles et je ne suis pas un propagandiste ». Il était déjà clair que son choix était fait: « Il n'y a pas de retour possible au communisme pour la Russie », avait-il ajouté, « la Russie doit aller de l'avant et seulement de l'avant ». Les différents prix mis dans sa corbeille semblent l'avoir convaincu qu'il pouvait annoncer son ralliement sans trop de risques pour lui.

La tête de Pavel Gratchev est censée lui apporter la reconnaissance des 90 à 95 % de la population (selon d'anciens sondages) qui désavouaient le ministre de la défense. Ce dernier a été reçu lundi soir par Boris Eltsine et lui aurait signifié son refus de travailler sous les ordres d'Alexandre Lebed. Une grande part de la popularité de ce dernier, acquise en Transnistrie en 1994 et 1995, tenait aux qualificatifs, du genre « prostitué politique », dont il n'hésitait pas à abreuver son ministre et chef hiérarchique d'alors. Autre raison de la popularité du général Lebed: son opposition à la



guerre en Tchétchénie. En décembre il s'était prononcé pour un retrait des forces russes au nord du fleuve Terek, qui partage la Tchétchénie en deux, le nord étant moins indépendantiste que le sud. Il appelait aussi à mettre fin à la guerre en « coupant les racines » de la corruption qui l'alimentait, selon lui, de Moscou. Les deux postes qui lui ont été confiés suffiraient-ils à mener ces tâches à bien ou, du moins,

à en présenter quelques résultats aux électeurs avant le deuxième tour ?

Dimanche, Alexandre Lebed expliquait que le poste de secrétaire du Conseil de sécurité ne lui convenait pas car c'était une « fonction bureaucratique ». Celui de ministre de la défense non plus, car il ne donnait « aucun pouvoir ». « Il faudrait ajouter quelque chose à quelque chose », avait-il dit. Ce qui fut fait: au poste « bureaucratique » de secrétaire du Conseil de sécurité fut ajouté celui « d'assistant » du président pour la sécurité nationale. Un tel poste existe déjà, il est occupé par Iouri Batouline, un « libéral » dont les bonnes idées n'ont jamais suffi à contrecarrer, auprès du président, l'influence de sa « camarilla » de généraux va-t-en guerre. La conjonction des deux postes permettrait-elle de changer radicalement la situation ? Avant qu'une telle éventualité ne se réalise, les résistances, au sein même de l'entourage de Boris Eltsine, devraient être fortes.

Dans l'accord conclu, il n'est pas question du sort d'Alexandre Koirak, le chef de la garde prétorienne du président, porte-parole du clan voulant reporter l'élection. Ni du ministre de l'Intérieur Anatoli Koulkov, qui mène la guerre en Tchétchénie et qui avait réclamé une nationalisation des banques et de l'économie russe bien plus poussée que tous les plans du parti communiste. Mais c'est sur eux, comme sur leurs alliés placés à la tête du FSB (ex-KGB) et autres services secrets, qu'Alexandre Lebed devra chercher à prendre de l'autorité s'il veut réussir son pari. C'est-à-dire obtenir de réels leviers de pouvoir avant que le second tour de l'élection, et la victoire de Boris Eltsine que sa démission facilitée fortement, ne vienne rendre sa présence au sein du Kremlin beaucoup moins indispensable.

Il apparaît que « l'opération Lebed » a été préparée depuis longtemps par l'autre partie de l'entourage de Boris Eltsine, autour de son premier assistant Viktor Ilouchine et de son ancien responsable de la réforme économique Anatoli Tchoubaï, qui a su convaincre le président de risquer l'avenir d'une élection, corrigée par les moyens de la télévision, de l'argent et de l'administration plutôt que par ceux des canons. Intervenant lundi soir à la télévision, Viktor Ilouchine a confirmé que lui-même et M. Tchoubaï avaient plaidé pour que le président joue la « carte Lebed ». L'assistant du président avait cependant affirmé que les résultats des entretiens Eltsine-Lebed ne seraient pas connus avant quelques jours. L'histoire, en Russie, s'accélère.

Sophie Shihab

Marie Mendras, chercheur au CNRS

« Les tractations au sommet n'auront pas nécessairement un effet déterminant sur l'électorat »

SPECIALISTE de la Russie au Centre d'études et de recherches internationales (Sciences-Po), Marie Mendras apparaît comme une des meilleures spécialistes françaises des pays de l'ex-URSS. De retour de Moscou et de Nijni-Novgorod, elle nous livre son analyse sur les résultats du premier tour de la présidentielle russe.

« S'attendait-on à un écart aussi mince entre Boris Eltsine et Guennadi Ziouganov ?

— A Moscou, la belle assurance de Boris Eltsine et de son entourage avait imprégné toute la capitale au point de faire croire à une victoire immédiate et obligée. En revanche, dans la province de Nijni-Novgorod, et surtout dans les cantons ruraux, on savait que les votes communistes et protestataires se

raient nombreux comme aux élections législatives de décembre 1995. Le rapport de forces était, me disait-on, de « fifty-fifty ». Et c'est ce à la grande nouvelle de ce scrutin: l'électeur choisit librement son chef d'Etat ! Le président en place ne décide pas du contenu des urnes, les Russes votent comme ils l'entendent mais les « boyards » du Kremlin n'arrivent pas à s'y faire. Ils croient toujours que le « tsar » est plus fort que le suffrage universel.

— Le second tour n'est donc pas joué d'avance ?

— Les jeux ne sont pas faits. Boris Eltsine est un peu mieux placé que son rival avec deux à trois points d'avance. Mais la marge est si faible que les deux ou trois semaines qui nous séparent du second tour peuvent réserver des surprises. Toute la question est de savoir comment les quelque vingt millions d'électeurs qui ont porté leur choix sur les huit autres candidats en lice se comporteront.

— Comment envisagez-vous ce report ?

— La question concerne essentiellement les électeurs d'Alexandre Lebed (14 à 15 % des suffrages le

16 juin), de Grigori Iavinski (7 % à 8 %) et de Vladimir Jirinovski (près de 6 %). Boris Eltsine compte sur un report massif des voix d'Alexandre Lebed. Les deux hommes se sont vus dès lundi et il est évident que le calcul de Boris Eltsine est de faire alliance avec Lebed en lui proposant un poste important. Cependant, les tractations au sommet n'auront pas nécessairement un effet déterminant sur l'électorat. Il ne faut pas croire que les millions de Russes qui ont voté Lebed préfèrent Eltsine à Ziouganov. La campagne de l'ancien général de la guerre en Afghanistan a été rythmée par deux slogans: l'ordre et la défense de la nation. Mais ce sont également des thèmes forts des communistes. De plus, les résultats préliminaires par régions montrent qu'Alexandre Lebed a fait de bons scores là où Vladimir Jirinovski avait bien réussi aux élections législatives de décembre dernier. Il a donc grignoté sur l'électorat de l'extrémiste Jirinovski, un électoral essentiellement protestataire dont on ne peut guère prévoir le comportement. Les partisans de l'économiste Iavinski se tourneront

majoritairement, mais pas en totalité, vers Boris Eltsine au second tour. Grigori Iavinski a mené une campagne très critique à l'égard du régime actuel et ne séduit pas que des « réformateurs » ou des « libéraux ». Le danger enfin pour le président sortant est qu'une abstention trop forte au second tour joue contre lui. Le scrutin du 16 juin a encore une fois montré que l'électeur plus âgé, plus rural, plus insatisfait se rend aux urnes alors que le citoyen plus jeune et plus réformateur participe moins aux élections.

— Boris Eltsine peut-il rassembler une majorité autour de lui ?

— D'abord, Eltsine peut, tout comme Ziouganov, gagner l'élection sans atteindre les 50 % et une voix. La troisième option, voter « contre tous », implique que la majorité absolue n'est pas requise, ce que précise d'ailleurs la loi électorale. Le second tour est en fait un « duel à trois ». On peut imaginer les résultats suivants: 49 % pour un candidat, 47 % pour son rival, 4 % « contre tous ». Ce système présente de nombreux inconvénients et donne du grain à moudre à ceux qui voudront mettre en question la

légitimité du président élu. Pour faire mieux que Ziouganov, Eltsine doit s'engager dans une nouvelle campagne, énergique sans être trop agressive, et obtenir le ralliement de Lebed et de Iavinski. Il faut mobiliser autour d'un discours positif qui ne se limite pas au slogan: « Halte aux communistes ! ». Le chiffon rouge de la menace d'un retour en arrière n'est pas si dissuasif. Trouvera-t-il la force et la conviction pour rassembler ? L'« eltsinisme » affiché, et choquant, des médias russes peut être à double tranchant sur un électoral indécis et fatigué.

« Le duel s'annonce très serré car les deux protagonistes ont fait le plein de leurs voix au premier tour. Boris Eltsine a même déjà élargi son électoral bien au-delà de ses sympathisants, le 16 juin. Une bonne partie de ses électeurs l'ont choisi sans passion, pour faire obstacle au Parti communiste ou pour éviter de grands bouleversements au sommet. C'est certainement la meilleure carte d'Eltsine: la peur de changements trop brutaux.

Propos recueillis par J.-A. F.

Pavel Gratchev, l'âme damnée de Boris Eltsine

MOSCOU
de notre envoyée spéciale
Impopulaire parmi les troupes pour cause de guerre en Tchétchénie, méprisé par les officiers pour son manque de professionnalisme, détesté par la population qui lui reprochait d'être corrompu, Pavel Sergueïevitch Gratchev, âme damnée du président Boris Eltsine, vient, mardi 18 juin, d'être limogé de son poste de ministre de la défense de Russie.

Courtaud, le cheveux ras, les traits épaus, cet ancien parachutiste, héros d'Afghanistan, apparaissait aux yeux de tous comme l'incarnation des basses œuvres du chef de l'Etat: n'est-ce pas lui qui, en octobre 1993, avait accepté, après plusieurs heures d'hésitation et non sans avoir érigé de Boris Eltsine un ordre d'arrêt signé, de mobiliser une partie de l'armée réticente,

pour donner le canon sur les insurgés retranchés dans le bâtiment du Soviet suprême ? N'est-ce pas lui qui, en décembre 1994, entraîna l'armée dans le borborygme tchéchène allant même jusqu'à affirmer pouvoir prendre Grozny « en deux heures » et « avec un seul régiment de parachutistes » ? Sorti du rang par les bonnes grâces de Boris Eltsine, qui voulait le récompenser pour le loyalement qu'il fit preuve envers le camp « démocrate » lors de la tentative de putsch fomentée par les durs du régime soviétique en août 1991, le petit parachutiste, originaire de Toulou (Russie du centre), n'a pas su mener à bien la réforme de l'armée entamée dès la chute de l'URSS à la fin de 1991, battant des records d'impopularité.

Malgré ses coups de gueule à la Douma (la chambre basse du Parlement russe), le budget de l'armée et ses effectifs fondent, les troupes soviétiques rapatriées d'Allemagne et des anciens satellites de l'URSS, jadis considérées comme l'élite de l'armée, connaissent un sort peu

enviable en rentrant au pays: logés dans des baraques, les militaires touchent des soldes de misère et maudissent les « réformes », donnant leur voix aux communistes ou aux ultra-nationalistes. En 1992, la diffusion par la télévision d'un documentaire sur « les appels de l'île Rousski » en Extrême-Orient glaça le pays d'effroi. On y voit des adolescents faméliques qui n'ont plus que la peau sur les os, au fond de leurs lits d'hôpital. Quatre sont déjà morts de faim parce que la direction de la base a fait main basse sur les réserves de nourriture, revendues ensuite à bon prix.

En 1994, l'assassinat, par un colis piégé, d'un jeune journaliste moscovite enquêtant sur les malversations au sein de l'armée accroît l'impopularité de Pavel Gratchev, surnommé « Pacha Mérodes » par la population en raison de sa passion pour les voitures de marques étrangères.

Alors que son limogeage est périodiquement annoncé, Pavel Gratchev survit à tous les remanie-

ments ministériels car il a « toute la confiance » du chef de l'Etat. Entré au Conseil de sécurité (sorte de Politburo bis où se prennent les grandes décisions) le 20 octobre 1993, il est un des plus fermes partisans de l'écrasement par la force de l'indépendance tchéchène.

Mais l'opération tourne au désastre. Malgré sa puissance de feu, l'armée russe est tenue en échec pendant dix-huit mois par une poignée de Tchétchènes qualifiés de « bandits » par la direction russe. Gabegie, pillages, exactions, la guerre révèle alors l'état catastrophique de l'armée et achève de rendre impopulaire le général Gratchev. Alors que la hiérarchie militaire cache le chiffre exact des pertes dans ses rangs, alors que, comme à l'époque de l'Afghanistan, des cercueils en zinc arrivent dans les villages reculés de la Russie, Pavel Gratchev affirme pour sa part que « les jeunes meurent avec le sourire aux lèvres ».

Marie Jégo

TEMPLE UNIVERSITY - IGS

MDA INTERNATIONAL

MASTEROF BUSINESS ADMINISTRATION

ACCREDITÉ AACSB

10 mois intensifs en anglais

4 à Paris - 5 à Philadelphie - 1 à Tokyo

Gestion des entreprises internationales.
Intégration des ressources offertes par Internet.
Chaque participant est parrainé par un cadre dirigeant d'entreprise multinationale.
Mission dans une entreprise internationale aux Etats-Unis.
Etude terrain au Japon.

Conditions d'admission: Bac-4 (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Eco).
TOEFL, GMAT, dossier, entretien, cours pré-requis dans certains cas.

Renseignements: Jarish Dillon, IGS, 12, rue Alexandre Parodi, 75010 Paris - Tél.: (1) 48 03 15 04
Don Minsky, CFAM, 107 rue de Marseille, 69007 Lyon - Tél.: 72 73 47 83

DEMANDE D'INFORMATION MDA

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél. _____

Signature _____

Ilie Nastase a été battu à Bucarest

FAYARD

Le programme du gouvernement israélien menace le processus de paix.

Benjamin Nétanyahou reste fidèle à ses engagements électoraux, notamment sur la reprise de la colonisation dans les territoires occupés. L'Autorité palestinienne devra dorénavant livrer tout « terroriste » présumé à la justice israélienne, faute de quoi les discussions s'arrêteront.

Le programme que Benjamin Nétanyahou, le nouveau premier ministre israélien, devait présenter à la Knesset, mardi 18 juin, s'inscrit dans la continuité des discours agressifs prononcés par le candidat du

Likoud au cours de la campagne électorale. Alors que le gouvernement, qui devait être présenté, ce même jour, au Parlement, fait la part belle aux religieux et aux nationalistes, les réactions des Palestiniens face à

ce programme incompatible avec leurs propres aspirations sont très pessimistes. « Le cycle de la paix est achevé », a ainsi estimé Hassan Astour, directeur général du département « négociations » dans

l'équipe de Yasser Arafat. « Ce programme menace dangereusement la sécurité, la stabilité et la paix dans la région », a-t-il ajouté. Pour la première fois depuis la guerre du Golfe, en 1990, la quasi-totalité des pays

arabes doivent se réunir, à partir du vendredi 21 juin, au Caire, pour examiner le programme de M. Nétanyahou et ses conséquences pour le processus de paix. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Le premier ministre Benjamin Nétanyahou devait présenter, mardi 18 juin, à la Knesset un gouvernement dont le programme affiché aussi bien que les ministres pressentis pour le mettre en œuvre, ne trahissent en rien les grands thèmes d'une campagne marquée par la remise en cause du processus de paix suivi, depuis trois ans, avec les Palestiniens et les Syriens. A ces derniers, qui ont réagi avec vigueur, qualifiant le programme de M. Nétanyahou de « déclaration de guerre contre le processus de paix », le nouveau gouvernement promet la reprise des négociations - interrompues, au début de mars, par Shimon Pérès - « sans pré-condition », sauf que « la base de tout arrangement avec la Syrie sera la rétrocession de la souveraineté israélienne sur le Golan ». Conquis en 1967 et annexé en 1981, le plateau du Golan, dont la restitution totale est la première condition syrienne à la paix, héberge aujourd'hui une quinzaine de colonies juives qui « seront consolidées et développées » avec l'aide de l'Etat.

La poursuite, « le renforcement, l'élargissement et le développement » de la colonisation juive « sur les hauteurs du Golan, la vallée du Jourdain, la Judée, la Samarie et Gaza », c'est-à-dire dans tous les territoires encore occupés par Israël depuis la guerre de six jours en 1967, sont considérés par le nouveau gouvernement comme un objectif « d'intérêt national pour la défense d'Israël et une expression de l'accomplissement sioniste ». Le gouvernement « allouera, dans ces régions, les ressources

nécessaires à cette entreprise » et il « sauvegardera ses ressources aquifères vitales sur le Golan et en Judée-Samarie » (Cisjordanie). Si Yasser Arafat, chef de l'OLP et président élu de l'Autorité palestinienne autonome, souhaite continuer les négociations avec « Bibi » Nétanyahou, il devra accepter ce programme. Il doit aussi savoir que si le nouveau gouvernement entend « renforcer et développer ses relations pacifiques avec l'Egypte et la Jordanie », pour ce qui le concerne, Israël ne discutera avec lui, « dans l'intention de parvenir à un arrangement permanent, qu'à la condition que les Palesti-

niens honorent complètement leurs engagements ».

LE DROIT AU RETOUR

En clair, et bien que le programme gouvernemental ne comporte aucune mention des trois accords israélo-palestiniens déjà signés, si Yasser Arafat tient à continuer la coopération sécuritaire avec Israël, il ne devra plus se contenter d'arrêter dans ses enclaves autonomes les Palestiniens qui s'opposeraient violemment à la reprise des négociations. Il devra dorénavant livrer tout « terroriste » présumé à la justice israélienne, faute de quoi les

discussions s'arrêteront. Cette condition nouvelle que jamais le gouvernement précédent n'avait osé exiger de son « partenaire de paix » au risque d'apparaître trop clairement comme un suppléant de l'armée d'occupation aux yeux de son peuple, s'appuie sur une lecture, juridiquement contestée, des accords israélo-palestiniens signés, en mai 1994, au Caire. On imagine mal le chef de l'OLP, qui contrôle aujourd'hui 6 % des 5 500 km² de la Cisjordanie et 60 % des 350 km² de la bande de Gaza, s'y conformer. D'autant qu'il est aujourd'hui flanqué d'une assemblée législative de 88 élus, dont

certaines savent se faire entendre... En tout état de cause, la voie de l'autodétermination puis de la souveraineté que Shimon Pérès et Itzhak Rabin avait laissée entrouverte, ne serait-ce que pour assurer la bonne marche du processus de paix, apparaît désormais refermée. « Le gouvernement d'Israël », indique l'article 7 du premier chapitre du programme de M. Nétanyahou, « proposera aux Palestiniens un arrangement aux termes duquel ils pourront conduire leurs vies librement dans le cadre de l'autonomie. Le gouvernement s'opposera à l'établissement d'un Etat palestinien ou de toute autre souveraineté

étrangère à l'ouest du Jourdain » (Cisjordanie). Le nouveau gouvernement « s'opposera aussi au « droit au retour » de populations arabes sur n'importe quelle partie d'Eretz Israël [Grand Israël] à l'ouest du Jourdain ». Depuis septembre 1993, les travailleurs avaient laissé rentrer à Gaza et en Cisjordanie plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens, parmi les trois millions qui vivent aujourd'hui en majorité dans des camps surpeuplés des pays arabes voisins.

Enfin, pour ce qui concerne « Jérusalem, la capitale d'Israël, une et indivisible, elle restera pour toujours sous la souveraineté d'Israël ». Jérusalem-Est, dont M. Arafat entend faire « la capitale » d'un « Etat indépendant », sera particulièrement surveillée. « Le gouvernement empêchera toute action opposée à la souveraineté exclusive d'Israël sur la ville ». Sont visées les visites de dignitaires étrangers à la Maison d'Orient, dernier symbole de la présence politique palestinienne et de l'OLP dans la partie arabe de la Ville sainte.

Le choix proposé aux diplomates est le suivant : ou bien ils cessent les visites de haut niveau à la Maison d'Orient, ou bien ils seront responsables de sa fermeture. Le gouvernement israélien « allouera des ressources spéciales » au « Grand Jérusalem », qui s'étend bien au-delà des limites municipales, élargies en 1967, dévore déjà un bon cinquième de la Cisjordanie occupée et comprend une demi-douzaine de colonies-dortoirs réservées aux citoyens juifs.

Un nouveau cabinet dominé par les religieux et les nationalistes

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Six religieux et apparentés dont trois rabbins, deux « Russes » laïcs, un transjuge de l'ailé droite travailliste et neuf nationalistes plus ou moins « durs » élus sur les listes du Likoud. Telle est la physionomie du gouvernement qui devait être présenté, mardi 18 juin, à la Knesset. L'idée d'un gouvernement d'union nationale avec les travaillistes, qui n'était prise au sérieux par personne, s'est envolée.

Benjamin Nétanyahou, le nouveau premier ministre, est parvenu comme prévu, à former, en échange de divers portefeuilles et avantages, une coalition majoritaire de 66 sièges sur 120. Cette coalition comprend, outre les 32 élus du Likoud, les 23 des trois partis religieux, les 7 du parti « russe » de Nathan Sharanski et les 4 de la « troisième voie », le parti dit « du

Golan ». La cérémonie de prestation de serment des 120 députés, qui a eu lieu, lundi, lors de la séance inaugurale du nouveau Parlement, aurait dû s'accompagner de la présentation du gouvernement. Mais plus de deux semaines après avoir remporté la première élection directe d'un premier ministre en Israël, M. Nétanyahou, qui devait prononcer, mardi, son premier grand discours d'investiture, semble avoir rencontré quelques difficultés de dernière minute.

LE « BULLDOZER »

Sujet du litige, Ariel Sharon, soixante-huit ans, une réputation justifiée de « bulldozer » et un énorme appétit de pouvoir. L'ancien ministre de la défense lors de la guerre la plus impopulaire jamais menée par Israël - celle du Liban en 1982 -, voulait le portefeuille de la défense ou, à défaut, celui des fi-

nances. L'un ou l'autre aurait effrayé, dit-on au Likoud, les partenaires étrangers de l'Etat juif, notamment arabes et américains. Dans ses mémoires parues en 1995, James Baker, ancien secrétaire d'Etat américain, écrivait : « Son zèle expansionniste et sa rhétorique enflammée font de Sharon un obstacle à la paix ».

Après deux semaines d'atermoiements, l'homme qui, selon tous les observateurs, a permis la victoire de « Bibi » en lui apportant sur un plateau le retrait de sa propre candidature au poste de premier ministre - et celui de son ami David Lévy, ancien et futur ministre des affaires étrangères - avait fini par accepter de reprendre un ministère qu'il connaît bien, celui du logement. Titulaire de ce portefeuille-clé - 15 milliards de francs de budget annuel - dans le dernier gouvernement Likoud de Itzhak Shamir,

M. Sharon, idole des colons, avait mené, de 1988 à 1992, une politique de colonisation intensive dans les territoires occupés, Jérusalem-Est comprise.

Alors que son porte-parole annonçait, dimanche, la chose comme acquise, c'est un rabbin, Meïr Porush, un des 4 élus du judaïsme unifié de la Torah (ultra-orthodoxes ashkénazes) qui, lundi, s'annonçait à son tour titulaire du même portefeuille. Confusion classique des tractations ministérielles de dernière minute en Israël. Que M. Sharon obtienne ou non le portefeuille du logement, la colonisation des territoires palestiniens occupés avec son lot habituel d'expropriations musclées et de confiscations brutales de terres privées ou communales arabes va bel et bien reprendre dans tout le « Grand Israël ».

P. C.

Patrice Claude

(Publicité)

INTERSYNDICALE du CRÉDIT FONCIER de FRANCE Lettre ouverte à M. Jacques CHIRAC Président de la République

Monsieur Jacques CHIRAC, vous êtes aujourd'hui le Président de tous les Français parce que vous avez lors de votre campagne présidentielle rassemblé des citoyens au-delà de votre famille politique d'origine. Pour ce faire, vous avez notamment dénoncé des carences et des abus dont souffre notre société et que ne supporte plus la majorité de la population.

Vous avez mis notamment en avant les problèmes graves de l'emploi et du logement et vous avez exprimé votre révolte devant la montée grandissante et étouffante de la technocratie.

Monsieur le Président, la situation du Crédit Foncier de France résume aujourd'hui toutes vos inquiétudes et vos engagements.

Le personnel du Crédit Foncier est menacé dans son emploi pour des fautes et des erreurs qui ne sont pas de son fait.

Si le Crédit Foncier, outil essentiel depuis près de 50 ans des Pouvoirs Publics en matière de financement aidé du logement, n'est pas pérennisé, le logement social, qu'il soit locatif ou en accession à la propriété, risque d'être abandonné à la loi du marché.

Ce sont des hauts fonctionnaires qui sont à l'origine de la crise sans précédent de cette Institution Financière Spécialisée et ce sont aussi des hauts fonctionnaires qui font peser de graves incertitudes sur son avenir.

Lors d'une réunion publique en date du 15 mars 1995, vous déclariez : « Je redoute le monopole du pouvoir par une certaine caste éloignée des Français. Elle se replie sur elle-même, possède sa propre culture, secrète un certain conformisme de la pensée, se partage les places et les faveurs. Elle s'autocontrôle, donnant très souvent le sentiment que la loi n'est pas la même pour tous. »

En avril 1995, vous insistiez sur ce danger : « Le pouvoir politique a été confisqué au fil des ans par une technocratie d'experts, par essence conservatrice. Le résultat, c'est qu'aujourd'hui nous sommes incapables de réformer, chaque administration ayant tendance à défendre son pré carré, sa ligne budgétaire, ses procédures. Il faut revenir à des principes simples : la décision appartient au pouvoir politique, le seul qui soit légitime. » Dans le même interview, vous rappelez votre attachement à une politique volontariste d'accession sociale à la propriété et vous indiquez que, selon vous, les déficits publics étaient dus pour une large part à l'hémorragie de recettes fiscales et sociales provoquée par le chômage.

Ces hauts fonctionnaires qui étaient à la fois à la Direction du Trésor et à la tête du Crédit Foncier de France sont à la base de la crise profonde que traverse tout le secteur bancaire français. Ils n'ont assuré ni leurs responsabilités de gestion ni leurs missions de contrôle. Et cela en toute impunité et sans aucun risque personnel, car, contrairement à la majorité des agents économiques, ils ne sont jamais responsables de leurs fautes professionnelles, au contraire, ils bénéficient de la plus grande stabilité quant à la répartition des postes clés par rapport à l'ensemble des pays démocratiques, y compris le Japon.

Les jours qui viennent vont être décisifs :

- Ou les Pouvoirs Publics prendront les mesures nécessaires pour assurer la continuité du Crédit Foncier de France et la préservation de l'emploi de son personnel dont le dévouement et la compétence ont été reconnus publiquement à plusieurs reprises notamment par M. ARTHUIS ;
- Ou les technocrates du Trésor provoqueront une nouvelle fois le chômage de plusieurs centaines de personnes et l'abandon d'un intervenant essentiel dans le financement du logement social.

Monsieur le Président, le personnel du Crédit Foncier vous demande aujourd'hui de peser de toute votre autorité pour que la technocratie ne saborde pas vos engagements.

Aujourd'hui plus que jamais, le logement est un facteur déterminant de lutte contre l'exclusion. C'est un droit pour chaque citoyen de notre République qui ne peut être rétrogradé au secteur marchand comme un simple produit de consommation.

Ce droit ne peut s'exercer que par l'intervention volontariste de l'Etat à travers un outil tel que le Crédit Foncier.

Cet outil, pour continuer sa mission de service public, a besoin de toutes ses forces vives. La collectivité nationale a besoin de serveurs, pas de chômage et de drames humains supplémentaires.

Monsieur le Président, donnez au Crédit Foncier de France les moyens de servir encore et longtemps le droit au logement pour tous.

Respectez vos engagements !

Paris, le 13 juin 1996

Intersyndicale du Crédit Foncier de France, CFTD - CFTC - CFE/CGC - FO - CGT - S.N. Autonomes - 19, rue des Capucines, 75001 Paris

Processus de paix

ans les territoires occupés.
i les discussions s'arrêteront

arabes doivent se réunir, à partir du ven-
dredi 21 juin, au Caire, pour examiner le
programme de M. Netanyahu et ses
conséquences pour le processus de paix.
(lire aussi notre édition page 16.)

istes

RANCE IRAC

Le chef de l'Etat nigérien a mis
en place, lundi 17 juin, la Commission
nationale des droits de l'homme, nouvel organisme
indépendant, habilité à enquêter
sur toute violation des droits de
l'homme qui lui sera rapportée.
Lors de la cérémonie, le général
Sani Abacha a souligné la limite
des droits de l'individu, affirmant
qu'il n'existe pas de « droits abso-
lus ».

« Nos droits sont nécessairement
bornés par ceux des autres individus
et par les besoins plus larges de la
société », a dit le général Abacha,
dont le régime militaire fait face à
de fortes pressions de la commu-
nauté internationale depuis l'exé-
cution, en novembre 1995, de
l'écrivain Ken Saro-Wiwa et de
huit de ses compagnons du Mou-
vement pour la défense des droits
de la minorité ogoni (MOSOP). Le
chef de l'Etat a appelé la commu-
nauté internationale « à se retenir
de juger le Nigeria selon les critères

Le Parlement égyptien a adopté une loi plus libérale sur la presse

Cette victoire est due à une intervention du président Moubarak

Les journalistes égyptiens viennent de rempor-
ter une victoire importante en forçant le gouver-
nement à retirer un projet de loi qui risquait, se-

lon eux, de briser leur profession. Le Parlement a
en effet voté, lundi, une nouvelle législation,
dont l'énoncé est plus libéral qu'une loi adoptée

il y a un peu plus d'un an. Il aura fallu pour cela
de vives protestations des journalistes et l'inter-
vention du président Moubarak.

LE CAIRE
Le Parlement a approuvé, lundi
17 juin, en première lecture, un
projet de loi sur la presse, qui
abroge la loi 93 adoptée le 27 mai
1995, et résumée par les jour-
nalistes « loi de l'assassinat de la
presse ». La nouvelle législation,
plus libérale notamment pour ce
qui concerne les peines encourues
par les journalistes, « qui font un
mauvais usage de la liberté de la
presse », a été approuvée après
l'intervention personnelle du pré-
sident Hosni Moubarak.

L'accord de principe du Parle-
ment est considéré comme une
victoire par les journalistes de la
presse officielle ou d'opposition,
qui, depuis plus d'un an, luttaient
pour l'abrogation de la loi 93. Le
syndicat des journalistes, qui
compte environ 4 000 membres,
s'était dressé contre ce texte jugé
« nuisible à la liberté de la presse ».

Adoptée presque secrètement,
à la veille du congé d'un Parle-
ment arrivé à la fin de son man-
dat, la loi prévoyait notamment
des peines de un an à cinq ans de
prison - quinze dans les cas ex-
trêmes - et des amendes de 5 000
à 20 000 livres (2 500 à
10 000 francs environ), pour qu-
conque publiant des nouvelles ju-
gées diffamatoires, « c'est-à-dire
des « informations mensongères,
provocatrices, ou tendancieuses,
portant atteinte à la paix publique
(...) incitant au mépris des institu-
tions de l'Etat et de ceux qui en sont



responsables (...) et visant à nuire à
l'économie nationale. » Elle annu-
lait l'exemption de la détention
préventive pour les journalistes
accusés de « crime de publica-
tion ».

En signe de protestation, la
presse d'opposition, qui se sentait
la plus menacée, n'avait pas paru
pendant la première semaine de
juin 1995. Plus grave pour le gou-
vernement, la presse officielle
déclara d'observer une grève gé-
nérale le 24 juin, événement sans
précédent depuis 1951. La grève
avait été évitée de justesse après
l'intervention de M. Moubarak,
qui avait ordonné la formation

d'une commission composée de
journalistes, de juristes et de
membres du conseil supérieur de
la presse, représentant le gouver-
nement, pour étudier un projet de
loi.

ÉTAT D'URGENCE
Reportées à 1996 à cause des
élections législatives, les dis-
cussions entre journalistes et re-
présentants du gouvernement
n'avaient pas pu déboucher sur
un accord. C'est ce qui a poussé
les journalistes, il y a deux se-
maines, à entamer un sit-in dans
le syndicat pour protester contre
l'application de la loi.

La tension monte entre la Turquie et la Syrie

A quelques jours du sommet arabe du Caire,
Damas juge que les récentes décisions
prises par Ankara lui sont hostiles

DAMAS
de notre envoyé spécial
A quelques jours du sommet
arabe du Caire, le premier depuis
six ans, la tension monte entre la
Syrie et la Turquie, alors que rien
sur le terrain ne paraît justifier
cette dégradation. Si, en privé, la
plupart des Syriens attribuent à
l'armée turque la responsabilité
des explosions qui ont récemment
eu lieu dans le pays, le gouverne-
ment s'est bien gardé jusqu'à
maintenant de toute accusation,
alors que, selon de bonnes
sources, plusieurs personnes arrê-
tées auraient avoué avoir agi pour
le compte de la Turquie.

Le quotidien britannique *Finan-
cial Times* avait rapporté, mardi 11
juin, qu'une bombe avait explosé,
le 6 mai, sur une route qu'aurait
dû emprunter plus tard le chef de
l'Etat syrien, Hafez El Assad, pour
se rendre à une cérémonie an-
nuelle à la mémoire de nationa-
listes exécutés par l'Empire otto-
man. Le département d'Etat
américain avait fait état, quelques
jours auparavant, d'explosions en
Syrie, dont il n'était pas en mesure
de déterminer l'origine. Selon des
informations recueillies par *Le
Monde*, ces explosions ont pu être
le fait de certains services turcs,
exaspérés par le soutien que Da-
mas apporte aux extrémistes
kurdes turcs du PKK.

Même si elle ne donne pas en-
tièrement satisfaction aux jour-
nalistes, la nouvelle loi est nette-
ment plus libérale que la
précédente. Elle réduit la peine
maximale de prison encourue par
les journalistes à un an au lieu de
cinq. Les peines de prison ne sont
plus obligatoires. L'opposition
parlementaire s'est élevée contre
l'article 4, qui permet d'imposer la
censure à la presse en cas
d'état d'urgence ou de guerre.

« Nous sommes actuellement en
état d'urgence. Cela signifie-t-il
que la presse est soumise à la cen-
sure ? », a demandé le porte-
parole de l'opposition au Parle-
ment. « Aucun journal n'a été saisi
malgré l'état d'urgence », a répon-
du le représentant du gouverne-
ment.

RÉSERVES MOBILISÉES
Traditionnellement difficiles, les
relations syro-turques se sont ten-
dus depuis la fin de l'année, avec,
d'une part, les accusations syro-
iraquiennes sur une réduction, par
Ankara, du débit des eaux de l'Eup-
hrate et, d'autre part, la signature,
en février, d'un accord

Avec 500 réfugiés à bord, le « Zolotitsa » ne répond plus

ABIDJAN
de notre correspondant régional
en Afrique de l'Ouest
C'est un chalutier russe qui fut soviétique, un
bateau de 33 mètres de long. Voilà exactement
trois semaines que le *Zolotitsa* a quitté le port de
Monrovia, la capitale du Liberia, qui venait de
vivre des semaines de folle meurtrière. A son
bord, il y a entre 400 et 500 passagers : des Libé-
riens mais aussi des Nigériens, des Ghanéens et
des Gambiens. Partit le 26 mai, le *Zolotitsa* a été
ravitaillé pour la dernière fois le 3 juin, à Lomé,
au Togo, où il a embarqué 25 000 litres d'eau.
Selon Médecins sans frontières (MSF), le
nombre de passagers à bord donne à penser que
cette provision est épuisée depuis longtemps.

Avec le *Zolotitsa*, MSF voudrait rééditer l'opé-
ration « *Bulk Challenge* », du nom de ce cargo
nigérien chargé de réfugiés libériens qui furent,
eux aussi, défilés par plusieurs pays mais fi-
nèrent par débarquer, le 14 mai, au Ghana, grâce
à une campagne médiatique initiée par l'organi-
sation humanitaire. Le Togo et le Ghana ont re-
fusé au *Zolotitsa* l'accès à leurs installations por-
tuaires. Depuis son passage à Takoradi, au
Ghana, la semaine dernière, on est sans nou-
velles du bateau et de ses passagers.

Samedi, l'*Antea*, navire appartenant à l'Or-
stom - organisme de coopération scientifique
français - a aperçu, au large de la frontière ivoi-
ro-libérienne, un bâtiment correspondant à la
description du *Zolotitsa*, qui semblait être à la
dérive. Lundi, MSF a affrété un avion dans l'es-
poir de repérer le chalutier mais, en raison des
conditions météorologiques - la région est en
pleine saison des pluies -, les recherches ont
tourné court. La marine ivoirienne a tout de

même annoncé qu'elle envoyait deux bâtiments
dans la zone. Les Etats-Unis, qui étaient inter-
venus pour demander aux pays riverains du
golfe de Guinée de laisser accoster le navire, dis-
posent de deux navires de guerre au large du Li-
beria, mais n'ont pas manifesté, pour le mo-
ment, l'intention d'intervenir.

RETOUR À MONROVIA
D'après les derniers mouvements repérés, à
supposer que l'équipage soit encore maître du
bateau, il semble que le *Zolotitsa* ait fini par se
diriger vers son point de départ, Monrovia. Les
combats y ont en effet cessé. Les factions ar-
mées ont en partie évacué la ville et sont retour-
nées dans leurs fiefs en brousse, où elles sèment
la terreur : des milliers de réfugiés ont afflué, ces
derniers jours, dans la capitale, ravagée par un
mois et demi de combats et de pillages.

Au fil des années de guerre, Monrovia avait
trouvé un rythme qui permettait à ses habitants
de survivre. Ce fragile équilibre a volé en éclats :
les prix du riz, de l'huile, du fuel ont doublé,
voire triplé. Les organisations humanitaires ré-
duisent considérablement leurs activités en rai-
son de l'insécurité persistante. L'Eglise catho-
lique, elle-même, semble jeter l'éponge.

Mgr Michael Francis, archevêque de Monrovia,
a annoncé que les institutions catholiques (hô-
pitaux, écoles), qui ont été pillées ou détruites,
ne rouvriront pas tant que les factions armées
tiendront le haut du pavé. Et Mgr Francis a men-
acé d'excommunication tous les acteurs d'une
guerre civile qui, en six ans, a fait 150 000 morts
et déplacé plus des deux tiers de la population.

Thomas Sotinel

Les partis politiques sont de nouveau autorisés au Nigeria

LE CHEF de l'Etat nigérien a mis
en place, lundi 17 juin, la Commission
nationale des droits de l'homme, nouvel organisme
indépendant, habilité à enquêter
sur toute violation des droits de
l'homme qui lui sera rapportée.
Lors de la cérémonie, le général
Sani Abacha a souligné la limite
des droits de l'individu, affirmant
qu'il n'existe pas de « droits abso-
lus ».

« Nos droits sont nécessairement
bornés par ceux des autres individus
et par les besoins plus larges de la
société », a dit le général Abacha,
dont le régime militaire fait face à
de fortes pressions de la commu-
nauté internationale depuis l'exé-
cution, en novembre 1995, de
l'écrivain Ken Saro-Wiwa et de
huit de ses compagnons du Mou-
vement pour la défense des droits
de la minorité ogoni (MOSOP). Le
chef de l'Etat a appelé la commu-
nauté internationale « à se retenir
de juger le Nigeria selon les critères

des nations développées ». D'autre
part, la Commission nationale
électorale (Necon) a publié, lundi,
à Abuja, les directives concernant
la création et l'enregistrement des
partis politiques en vue des élec-
tions générales de 1998 qui seront
organisées pour marquer - théo-
riquement - la fin du régime mili-
taire, conformément aux engage-
ments de la junte.

ADHÉRENTS IDENTIFIÉS
Les partis politiques étaient in-
terdits depuis la prise du pouvoir
par le général Abacha, en no-
vembre 1993, cinq mois après l'an-
nullation des résultats de l'élection
présidentielle qui avait vu la vic-
toire du milliardaire yorouba,
Moshood Abiola. Celui-ci, arrêté
en juin 1994 pour s'être proclamé
président, est incarcéré depuis
lors, sous l'inculpation de haute
trahison.

Les partis politiques ont jusqu'à
la fin de l'année pour se faire enre-

gistrer. Ils devront payer l'équi-
valent de quelque 30 000 francs,
avoir leur siège dans la capitale fé-
dérale, compter dans leurs rangs
au moins 40 000 membres dans
chacun des 30 Etats de la fédéra-
tion, être représentés dans deux
tiers des municipalités et être en
mesure de fournir aux autorités le
nom, l'âge et l'adresse de chacun
de leurs membres. Les formations
reconnues ne pourront pas rece-
voir de fonds de l'étranger.

D'autre part, Alhaji Muhammad
Maccido a été simultanément
« élu » sultan de Sokoto et élevé,
dimanche, à la présidence de la
NSCIA, plus haute autorité isla-
mique du pays. Le lendemain, il a
été investi dans ses fonctions par
le gouverneur militaire de l'Etat de
Sokoto. M. Maccido succède à Al-
haji Ibrahim Dasuki, destitué par
le gouvernement, le 20 avril, pour
insubordination. Il a, depuis lors,
été envoyé en rélegation dans un
autre Etat. - (AFP).

Construire, entretenir, réparer, améliorer, loger, reloger, aider, sécuriser...

A Bordeaux, ceux qui font face à toutes les fractures de la société se retrouvent.

À Bordeaux, 2 000 représentants des organismes HLM
se retrouvent en congrès, forts de leurs réalisations en
faveur de la cohésion sociale. Avec leurs partenaires et les
Pouvoirs Publics, ils vont dialoguer pour mieux répondre
aux demandes qui leur sont
faites et surmonter les obstacles
financiers, réglementaires, bureau-
cratiques. Pour plus de rigueur
et de transparence, ils vont se
doter d'un code de déontologie.
Pour plus d'engagement, ils vont

réaffirmer leur mission : faire plus pour les défavorisés et
faire mieux pour l'ensemble des habitants. Mais, sans
politique claire de la part de l'Etat et des collectivités
locales, rien ne peut se faire. D'où des dépenses d'abord
les moyens d'agir. Pas de solide-
té sans moyens.

À Bordeaux, pendant 3 jours,
les organismes HLM vont dire avec
quels moyens et comment mieux
remplir leur mission d'entreprise
pour la cohésion sociale.

LES ORGANISMES HLM. DES ENTREPRISES POUR LA COHÉSION SOCIALE.

Congrès HLM 96 - Bordeaux - Du 19 au 22 juin

Pékin a promis de mieux combattre les contrefaçons

poursuivre ses contrevenants. Le spectre de la guerre économique dont se menaçaient les deux pays se trouve donc, une nouvelle fois, écarté.

constances aussi massifs que gratuits pour les industries concernées.

Cependant, les autorités américaines craignent que le cas spécifique de la Chine, en raison de la nature de son gouvernement, ne diffère qualitativement des cas précédents du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan. L'argumentaire américain veut que les pratiques illégales de ces pays en ce domaine aient été, alors, un passage obligé sur la voie du développement. Le relatif laxisme en la matière dont Washington fit preuve à leur égard aurait constitué une sorte d'investissement

par le laisser-faire. Mais dans le cas de Pékin, le gouvernement américain craint que la pratique de la contrefaçon ne soit structurellement inscrite dans le système politique. On aurait alors affaire à la mise en œuvre de la célèbre injonction de Lénine exhortant les communistes à « vendre aux capitalistes la corde devant servir à les pendre ». D'où les efforts américains pour mettre en place des procédures qui brident les éventuelles ambitions de cette gigantesque mercerie.

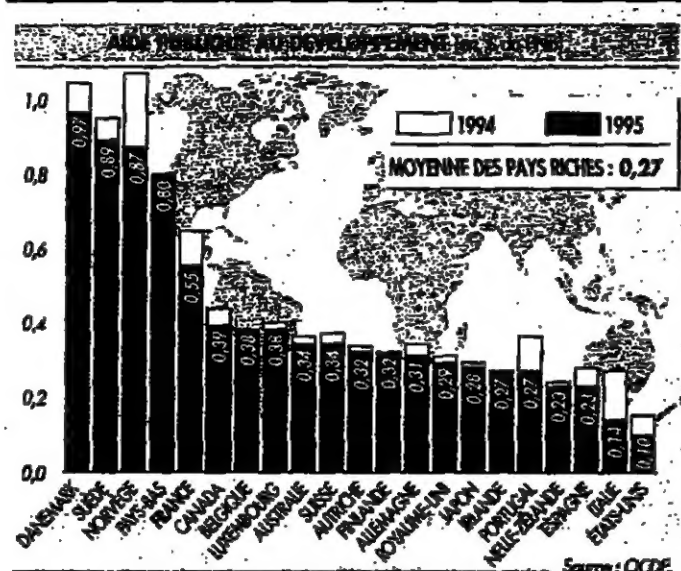
Francis Deron

LA HAYE. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI) a ordonné, lundi 17 janvier, la libération immédiate d'un inculpé serbo-bosniaque, Goran Lajic, en raison d'une « erreur sur la personne ». Cette libération s'accompagne de la levée des charges retenues contre M. Lajic, incarcéré à Scheveningen (près de La Haye) depuis le 13 mai dernier. L'acte d'accusation prononcé contre l'homonyme de Goran Lajic est en revanche maintenu, a indiqué la chambre de première instance chargée du dossier.

Arrêté le 18 mars en Allemagne « sur la base de son nom et de sa date de naissance », Goran Lajic (vingt-huit ans) clamait son innocence : « Je n'ai jamais mis les pieds au camp de Keraterm », avait-il dit devant une chambre de première instance du TPI. Son avocat a indiqué qu'il allait demander une indemnisation à l'ONU. - (AFP)

Quatre pays seulement – la Suisse, le Luxembourg, l'Allemagne et les Pays-Bas – auront maîtrisé leurs émissions de gaz contribuant à l'effet de serre en l'an 2000, selon l'Agence internationale de l'énergie. Ces pays sont considérés comme responsables d'un réchauffement du climat dont les conséquences pourraient être dévastatrices pour l'humanité. A Rio, lors du Sommet de la Terre, en juin 1992, les pays développés s'étaient engagés d'ici à l'an 2000, à réduire leurs émissions ou à les maintenir à leur niveau de 1990. Or, à cette échéance, la plupart les auront augmentées de plus de 10 %. « *Conscients de la gravité de la situation* », les ministres de l'énergie des pays de l'OCDE réunis dimanche 16 juin à Aarhus (Danemark) ont exprimé leur « *volonté politique claire* » de lutter contre l'effet de serre.

Des pays de moins en moins généreux




L'AIDE aux pays en développement se réduit comme peau de chagrin. Accentuant une tendance amorcée depuis plusieurs années, l'aide publique au développement

LES ÉTATS-UNIS DÉTRÔNÉS

sance de la planète a réduit, en 1995, d'un quart son aide publique, ramenée de 9,9 milliards de dollars en 1994 à 7,3 milliards de dollars - au profit surtout d'Israël et de l'Egypte. Avec une aide ne dépassant pas 0,10 % du PNB, les Etats-Unis font figure de lanterne rouge des pays développés.

En chiffres absolus, trois pays font mieux : le Japon (14,5 milliards de dollars), la France (8,4) et l'Allemagne (7,5). La France doit-elle pour autant pavoiser ? S'il est vrai que, des pays du G 7, c'est elle qui conserve le rapport aide publique/PNB « le plus élevé », son aide publique a baissé de 12 % entre 1994 et 1995.

Jean-Pierre Tuquoi

 **VENTES PAR ADJUDICATION**
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.83.89.01

75 Ventes sur Conversion de saisis immobiliers en Vite volocitaire, au Palais de Justice de PARIS, Lundi 1er Juillet 1996 à 14h.

UN APPARTEMENT DE 7 P.P. - 190 m² env.

4, rue Chaptal - PARIS 9ème

1er étg. s/sous - CHAMBRE et DEBARRAS au 6^é étg. - 2 Carres

LIBRE - MISE A PRIX : 1.500.000 Fr

S'adr. : M. Denis PAQUET, avocat, 27, bd Raspail Paris 7ème
Tél. : 45.44.53.95 - M. RIBAUDEAU-DUMAS, avocat à Paris 16^é
17, avenue de Lamouille - Tél. : 45.34.46.40

Ministère 3616 G. Ventes - Ventes : www.ventes.justice.fr 16 à 18h Samedi
de 8 à 17h - 17^é, avenue Ventes - Ventes : www.ventes.justice.fr 16 à 18h Samedi

75 Vente au Palais de Just. à Paris, Jeudi 27 Juin 1996 à 14h30
APPARTEMENT - 157-159, rue des Pyrénées
à PARIS 20ème - de 13 à 3 Pièces Principales
 au 4ème étg. porte face Gche., Bât. A, Esc. A, comprenant :
 entré., cuisine, s.de bains avec wc, s. à manger, 2 chambres - CAVI
MISE A PRIX : 550.000 Frs
 S'adr. à Me B-C LEFFEBRE, Avocat à Paris 1er, 20 quai de la
 Mégisserie - Tél : 40.39.07.39 - Sur les lieux pour visiter.
 le 24 Juin 1996 de 15h30 à 16h30.

78 Vente sur saisie immobilière, Palais de Just. à Versailles
Le Mercredi 3 Juillet 1996 à 9h. - En un lot
BATIMENT UNIQUE à BUCHELAY (78)
 Avenue du Lot et Rue du Tarn, sans numéro
 à usage de commerces, restaurant, bureaux, parkings

MISE A PRIX : 800.000 Frs

S'adr. à SCP. d'Avocats J.M. ALEXANDRE et M. BRESLIN,
 24, rue d'Assas 75200 MANTES LA JOLIE - T. : 30.94.44.11
 Fax : 30.93.43.76 - Me EL ASSAÏAD, Avocat, 29, rue Cambacérès
 Paris 6e - Garantie de la validité de la vente, sans charge, est déposée
 Sur les Juges de Paix, Violations d'actes de l'Etat

92 Vte s/aine imm. Palais Justice NANTERRE, Jeudi 27 Juin 96 à 14h.
APPARTEMENT à NEUILLY SUR SEINE (92)
85, rue de Villiers
comprend : 2 pièces principales au 1^{er} étage, cuisine, salle de bains
MISE A PRIX : 300.000 Frs
S'adr. à Me WISLAW, Avt au Barreau des Hautes de Seine - Me Frazaque INBONA-
SCF CONSTENSOUX - INBONA MOCCAFICHO, Avt Par 7e, 4, av. Julien
Proudhomme - T. : 45.55.74.06 (impérativement de 14h à 16h) - Mandat 3616 JALY
Au Greffe du TGI de Nanterre (92) - 10 rue de la Justice - 92000 Nanterre ou le cabinet des charges
peut être consulté.
Vente à la 1^{re} séance de Me NADJAR, Huissier de Justice le
Vendredi 24 Juin 1996 à 14h 30 à 17h 30.

La priorité donnée par les pays développés à la réduction de leurs déficits budgétaires est le principal facteur de cette dégringolade. S'y ajoutent les retards importants qui ont marqué la reconstitution de certains fonds multilatéraux, notamment ceux gérés par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD); et, selon l'OCDE, « une réduction des dépenses de maintien de la paix » non comptabilisées, elles aussi, dans l'APD.

Pays par pays. L'évolution de l'aide, en 1995, accentue des tendances déjà observées les années précédentes. Les Etats les plus généreux restent ceux de l'Europe du Nord : le Danemark affiche le plus fort taux d'APD par rapport au PNB (0,97 %). Danemark, Suède, Norvège et Pays-Bas sont les seuls Etats à atteindre l'objectif de 0,7 %.

Autre signe positif, l'APD a remonté en Belgique, aux Pays-Bas, en Finlande et en Irlande, tandis qu'elle se stabilise en Nouvelle-Zélande.

En revanche, dans 16 des 21 pays d'OCDE membres du CAD, l'APD a diminué. La plus forte chute est celle



Le Grande Ecole parisienne
leader pour l'emploi et les salaires

CONCOURS PARALLELE
d'entrée en 1ère année
ouvert aux étudiants de niveau
BAC + 2:

2 SESSIONS
22 et 23 juillet 1996
10 et 11 septembre 1996

diplôme de :
- DROIT-SCIENCES ECO. GESTION
- LETTRES
- SCIENCES

Ecole Supérieure de Gestion

RECONNU PAR L'ETAT
DIPLOME BACCALAUREAT
PAR L'ETAT
25, RUE ST-ANDRE-DEE
75011 PARIS

Renseignements : 01.42.55.15.15

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : la Cour suprême a autorisé, lundi 17 juin, les victimes de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité en ex-Yougoslavie à poursuivre devant un tribunal fédéral américain le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic. M. Karadzic s'était pourvu contre un jugement rendu en octobre 1995 par une cour d'appel fédérale de New York estimant recevables deux plaintes déposées aux Etats-Unis par un groupe de femmes. — (AFP).

■ Le président Bill Clinton s'est dit « consterné » lundi 17 juin, par les nouveaux incendies d'églises dans le sud des Etats-Unis. Deux sinistres, apparemment criminels, ont eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi à Stone Mountain (Géorgie) et Rocky Point (Caroline du Nord), portant à, au moins, trente-sept le total des églises de paroisses noires ou majoritairement noires incendiées depuis le début de 1995. — (AFP)

AFRIQUE
■ ALGERIE : une bombe a explosé, lundi 17 juin, non loin d'un poste de police, à Boufaric, à une vingtaine de kilomètres au sud d'Alger, faisant dix-huit blessés, dont six policiers, ont rapporté des témoins. D'autre part, un cadre du conseil municipal de la casbah, Abdelmajid Younés, et l'un de ses proches, ont été assassinés, jeudi 13 juin, devant leur domicile à Alger.

■ **BURKINA** : la Caisse française de développement (CFD) a annoncé lundi 17 juin à Ouagadougou l'annulation du reliquat de la dette de 603 millions de francs que le Burkina lui devait encore. Cette annulation porte à 1,19 milliard le montant total des dettes effacées par la France au profit du Burkina depuis la dévaluation du franc CFA en janvier 1994. — (AFP)

■ **BURUNDI** : le président américain, Bill Clinton, a annoncé lundi 17 juin la nomination d'un ancien membre démocrate de la Chambre des représentants, Howard Wolpe, comme envoyé spécial des Etats-Unis « pour les négociations de paix au Burundi », dans un communiqué publié par la Maison Blanche. — (AFP)

■ **ZAIRE** : le tribunal correctionnel de Kinshasa a requis, lundi 17 juin, deux ans de prison à l'encontre des deux pilotes russes de l'Antonov 32 qui s'était écrasé en janvier sur un marché de la capitale, faisant au moins trois cents morts. — (Reuters.)

ÉCONOMIE

■ **ALLEMAGNE :** le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a déclaré, lundi 17 juin : « J'ai confiance pour que la reprise se produise au second semestre, et j'attends une amélioration dès le deuxième trimestre, parce que nous observons des entrées de commandes plus fortes ». Cependant, « ce retournement cyclique ne va pas résoudre nos problèmes structurels », a-t-il indiqué. Dans son rapport, la Buba indique, d'autre part, que le déficit public « sera proche de 4 % du PIB en 1996 », et que la dette dépassera les 60 %, ce qui est supérieur aux plafonds des critiques de Maastricht.

■ **MONNAIE UNIQUE :** le ministère français des finances a lancé lundi 17 juin un concours pour le dessin des pièces de l'euro, la future monnaie européenne. Il y aura huit pièces allant de 1 cent (un centime d'euro, soit 6,55 centimes environ), 3,2 euro (environ 13 francs). Les candidats devront proposer des dessins pour chacune des deux faces : l'une sera nationale et l'autre commune à tous les pays qui feront partie de l'Union monétaire. Les candidats ont jusqu'au 15 octobre à minuit pour remettre leurs dessins. Un jury national choisira le vainqueur pour les faces nationales de l'euro et un jury européen tranchera pour la face européenne.

mal pénal international n Serbe bosniaque

Le projet de loi relatif au pacte de relance pour la ville, dont la principale disposition est la création de zones franches, a été adopté par l'Assemblée nationale, mardi 18 juin, à l'unanimité. L'examen du projet de loi relatif au pacte de relance pour la ville, dont la principale disposition est la création de zones franches, a été adopté par l'Assemblée nationale, mardi 18 juin, à l'unanimité.

ements pris à Rio sur la réduction de serre ne seront pas tenus

Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus. Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus.

Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus. Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus.

Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus. Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus.

Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus. Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus.

Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus. Les engagements pris à Rio sur la réduction de la serre ne seront pas tenus.

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 19 JUIN 1996

CITÉS. L'Assemblée nationale devait commencer, mardi 18 juin, l'examen du projet de loi relatif au pacte de relance pour la ville, dont la principale disposition est la création de zones franches. Tandis que les amendements proposés par la commission des affaires sociales ne modifient pas l'essentiel du texte - à l'exception d'une disposition visant

à restreindre les conditions d'ouverture des débits de boissons non alcoolisées - les socialistes pourraient s'abstenir lors du vote. ● CHRISTIAN BACHMANN, maître de conférences

à l'Université Paris-XIII, estime, dans un entretien au Monde, que « malgré tous les discours inverses, la politique de la ville n'est pas une priorité de l'Etat ». ● AU SÉNAT, où a

débuté lundi 17 juin l'examen du projet de loi réformant la loi Royer, les socialistes sont divisés sur l'opportunité de protéger le commerce de centre-ville.

Les députés examinent la création de zones franches dans les banlieues

Un amendement de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale propose de restreindre l'ouverture des débits de boissons non alcoolisées dans les quartiers sensibles. Les socialistes pourraient s'abstenir sur le texte

LA MONTAGNE du « plan Marshall pour les banlieues » promis par Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle a accouché d'un modeste « pacte de relance pour la ville », dont le projet de loi examiné à l'Assemblée nationale du 18 au 20 juin, est la principale traduction. D'autres mesures destinées aux quartiers en difficulté, qu'Alain Juppé avait annoncées le 18 janvier à Marseille, ont déjà fait l'objet de mesures réglementaires ou législatives.

Le nouveau projet de loi, présenté par Jean-Claude Gaudin et Eric Raoult, limite l'étendue des zones bénéficiant de la politique de la ville dans un but de meilleur ciblage. Le texte met en avant une logique économique qui se traduit par des exonérations fiscales destinées à favoriser le maintien de la création d'emplois et d'activités. Aux 1308 quartiers qui profitent aujourd'hui des 214 contrats de ville bénéficiant de financements croisés Etat-collectivités territoriales, va se substituer une géographie à trois niveaux correspondant à des avantages progressifs. Le plus étendu sera constitué de 744 « zones urbaines sensibles » (ZUS, dont 35 outre-mer). Ces quartiers bénéficieront d'un éventail d'avantages de base : emplois de ville pour les jeunes, primes pour les fonctionnaires, exonération de surloyers.

Plus limitées, les 350 « zones de



redynamisation urbaine » (ZRU) bénéficieront en outre de mesures économiques : exonération de taxe professionnelle compensée par l'Etat, exonération dégressive de l'impôt sur les sociétés et, pendant un an, des charges patronales. Troisième étape, les « zones franches urbaines », où toutes les entreprises de moins de 50 salariés seront exonérées de taxe professionnelle jusqu'en 2001 sous un plafond de 3 millions de francs de base nette. L'exonération

comprend aussi l'impôt sur les sociétés, la taxe foncière et les charges sociales patronales. L'ensemble de ces avantages est conditionné par l'emploi de 20 % de salariés résidant dans le périmètre de la « zone franche ». L'« étude d'impact » a révélé la modicité du nombre de créations d'emplois attendu - un millier par an au total - et leur coût potentiellement élevé, 1,2 milliard de francs la première année (Le Monde du 9 mai). Le projet de loi oblige les communes

bénéficiant d'une ZUS à élaborer un « programme local de l'habitat », destiné à diversifier ses logements, et crée un établissement public destiné à restructurer les centres commerciaux en déconiture. Il permet aux associations de négocier des contrats de financement pluriannuels et propose aux maires de créer des « comités d'initiative et de consultation des quartiers ».

REVISION À LA BAISSE

Les amendements adoptés par la commission des affaires sociales de l'Assemblée, à l'initiative de son rapporteur, Pierre Bédier (RPR, Yvelines), ne remettent pas en cause l'essentiel du projet. Le plus surprenant concerne la politique des débits de boissons dans les quartiers sensibles. Le projet de loi souhaite aligner ces quartiers sur le droit commun, qui permet l'ouverture d'un débit de boisson pour 450 habitants alors que les dispositions actuelles n'autorisent qu'un taux de un pour 3 000 habitants dans les « grands ensembles ». A l'inverse, le député souhaite limiter l'ouverture de débits de boisson non alcoolisés - considérés comme « couvrant » des lieux de vente de drogue -, en les soumettant au régime de l'autorisation préalable par les préfets.

La majorité semble avoir intégré sans trop de peine la révision à la baisse des ambitions initiales du

« plan Marshall ». « Je n'ai jamais aimé cette expression, qui faisait référence à une politique d'assistance », indique aujourd'hui Christian Vanneste (RPR, Nord), qui assure également que l'objectif des zones franches est essentiellement « qualitatif ». « Il ne faut pas attendre de miracles », renchérit Jean-Marie Geveaux (RPR, Sarthe), qui souligne qu'« on fera le bilan sur le maintien des emplois existants ». A l'UDF, qui a choisi comme principal orateur le président de son groupe, Gilles de Robien, la tonalité ne sera pas davantage critique. Pierre Cardo, député UDF des Yvelines et maire de Chanteloup-les-Vignes, réputé pour sa liberté de parole sur ce type de sujets, affirme qu'une « analyse critique » du texte risquerait d'être « destructrice ». « Il est préférable de voir la fiscalité locale afin d'accroître la solidarité

entre les villes riches et pauvres », souligne-t-il. Les socialistes, qui pourraient s'abstenir sur le texte, semblent quelque peu gênés. « Il m'est difficile de cracher sur quelque chose dont je vais bénéficier », confie ainsi Julien Dray (PS, Essonne), tandis que Laurent Cathala (PS, Val-de-Marne) reconnaît que cette situation est politiquement « difficile à gérer ». « On ne peut pas à la fois vouloir relancer la ville et asphyxier les communes dans les lois de finances », affirme M. Cathala, qui défendra une exception d'irrecevabilité sur le texte. Pour M. Dray, « le dispositif proposé est très limité ». « Ça va permettre à quelques uns de rester, à quelques autres de se lancer dans l'aventure, mais ça ne changera pas le climat », explique-t-il.

Philippe Bernard et Jean-Baptiste de Montvalon

Incidents violents dans les rues de Roubaix

Deux cents jeunes ont saccagé des vitrines de magasins et des équipements urbains dans les rues de Roubaix (Nord) dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 juin. Un début d'incendie, provoqué par un cocktail Molotov jeté dans une benne à ordures, a été rapidement maîtrisé par les pompiers. Une centaine de fonctionnaires de police ont été mobilisés. Le maire de Roubaix, René Vandierendonck (Forces démocratiques), était présent sur les lieux pour tenter de discuter avec les jeunes. Les auteurs de ces incidents, originaires du quartier de l'Épenule, voulaient protester contre la diminution de subventions municipales, mais aussi contre l'arrestation de certains de leurs camarades, dimanche 16 juin, surpris, selon la police, en flagrant délit de vol.

Les sénateurs socialistes se divisent sur le commerce

LES CLIVAGES sociologiques l'emporteraient-ils sur les étiologies politiques ? Elus de banlieue d'une part, élus ruraux et de centre-ville, d'autre part, n'ont certes pas la même vision du développement du commerce dans leur circonscription. Le groupe socialiste du Sénat vient d'en faire les frais.

Le projet de loi sur le commerce et l'artisanat, dont l'examen a commencé, dans la soirée du lundi 17 juin au palais du Luxembourg, a suscité une belle empoignade dans les rangs des sénateurs PS. Rappelé à l'ordre, quelques heures avant le débat, par Claude Estier, son président de groupe, Jean-Luc Mélenchon (Essonne) a dû renoncer, non sans quelques éclats, à déposer ses amendements, qui allaient trop délibérément à l'encontre d'un texte destiné à protéger le commerce de proximité et de centre-ville.

Ce projet, adopté le 23 mai par l'Assemblée nationale, réforme un monument, la loi Royer du 23 décembre 1973 sur l'urbanisme commercial, en abaissant à 300 mètres carrés le seuil à partir duquel une autorisation est nécessaire pour créer ou étendre des magasins. Il vise à freiner l'expansion des hypermarchés et supermarchés (1 million de mètres carrés par an) et à contrôler l'explosion des maxidiscounters (ou hard discounters). Cette forme de distribution propose sur des surfaces de vente plus réduites (entre 400 et 800 mètres carrés, contre 2 500 pour un hyper) un nombre limité de références et de produits de base, à des prix agressifs. Sous la pression des députés, ce dispositif a été étendu aux complexes cinématographiques et aux hôtels et résidences de tourisme.

A l'Assemblée, Julien Dray, autre élu de l'Essonne et dirigeant, avec M. Mélenchon, de la Gauche socialiste au sein du PS, avait dénoncé la logique, à ses yeux, « frileuse » qui sous-tend ce texte et son inadaptation aux réalités urbaines ou, du moins, banlieusardes. Cette position ne résumait pas forcément celle de l'ensemble des députés socialistes.

Le souci diplomatique - au PS comme dans n'importe quel autre

groupe du Sénat, les élus ruraux, plutôt favorables au projet de loi, comptent davantage qu'ailleurs - commandait à M. Estier la prudence, mais M. Mélenchon a sans doute franchi la ligne jaune en proposant de supprimer l'autorisation pour les complexes cinématographiques de périphérie. Le groupe PS risquait alors de se mettre à dos les milieux culturels, hostiles aux multinationales.

« Je me sens assez isolé. Par discipline de groupe, je n'ai déposé aucun amendement », a indiqué le sénateur de l'Essonne. Avant de lancer le débat sur un thème jusqu'à présent non abordé : dans les banlieues tertiaires de la région parisienne, a-t-il indiqué, « le centre-ville est désormais ailleurs qu'au centre prévu ». Il estime que la conception du « centre-ville par nature commerçante, qui ferait rayonner sur la périphérie les valeurs essentielles », relève, en banlieue, d'une « vision dépassée » et d'une « image mythique ».

Caroline Monnot

L'Etat met plus d'argent dans Air France que dans la politique de la ville

UNIVERSITAIRE, maître de conférences en politiques sociales à l'université de Paris-XIII, coauteur, avec Nicole Leguennec, de Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville (éditions Albin Michel), Christian Bachmann considère le pacte de relance pour la ville d'un œil extrêmement déçu.

« Le pacte de relance est à une politique de développement urbain ce que le SAMU social est à une politique de santé publique, juge-t-il. C'est bon à prendre, mais personne ne croit plus que l'on va, de cette façon, changer la vie et la ville. On lance des bouées aux pauvres, aux banlieues, et c'est bien. Nous sommes dans une politique du moindre mal ».

Dans ce qu'il analyse comme une « étape de la gestion prudente et sans illusion », M. Bachmann estime que « l'Etat ne peut que jouer un rôle d'amortisseur des mécanismes internationaux qui font les pauvres de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches ». « Il vaut mieux annoncer cela clairement aux gens, dit-il, plutôt que de les bluffer en leur promettant l'avènement d'une nouvelle citoyenneté urbaine, alors qu'on leur envoie des cacahuètes ».

Estimant que « toute prédiction sur l'efficacité des zones franches est hasardeuse », car « les seuls précédents sont anglo-saxons et ne sont pas transposables dans le contexte français », M. Bachmann craint qu'elles ne soient « un nid d'effets pervers ». Néanmoins, dit-il, « elles peuvent permettre de tester des initiatives de développement ».

A ses yeux, « le plus contestable, dans ce projet, est qu'il enfoncé l'idée ultralibérale et jamais vérifiée, selon laquelle il suffit d'alléger les charges des entreprises pour faire repartir l'économie ». « On va encore laisser croire, regrette-t-il, qu'il suffit que l'Etat se désengage pour que la pauvreté recule ».

Pourtant, la politique de la ville repose sur l'intervention de l'Etat dans les banlieues. L'universitaire ne voit là qu'une apparence.

« En réalité, affirme-t-il, malgré tous les discours inverses, la politique de la ville n'est pas une priorité de l'Etat. Les budgets n'ont rien à voir avec ceux qui étaient décaissés dans les années 50, 60, ou même 70. Aujourd'hui, l'Etat met plus d'argent dans Air France que dans la politique de la ville ».

TRANSFERTS DE LIGNES BUDGÉTAIRES

« Les mesures contenues dans le pacte de relance pour la ville ne coûteront rien à l'Etat, observe M. Bachmann, car elles sont financées par des transferts de lignes budgétaires. Ce trompe-l'œil risque de créer une frustration du côté des banlieues et un énervement des classes moyennes, qui ont l'impression qu'on balance des tonnes d'argent sur les papiers et les délinquants des quartiers. La réalité est qu'il n'y a pas assez d'argent pour les banlieues ».

Quant aux emplois de ville, il souligne que, « contrairement au discours dominant, 70 % des habitants des banlieues travaillent ». Le problème, explique-t-il, c'est que « beaucoup

d'emplois tertiaires sont des emplois précaires, qui n'offrent aucune perspective ». « Les emplois de ville auraient dû être utilisés pour stopper cette évolution inquiétante en mettant en place un noyau d'emplois solides. Plutôt que de faire cent mille emplois à 4 000 francs, mieux aurait valu n'en créer que cinquante mille, mais avec des contrats à durée indéterminée et un salaire de 8 000 francs ».

LA FAIBLESSE DES MODES DE REPRÉSENTATION

Le projet gouvernemental n'aborde pas le problème de la citoyenneté. « Alors que la population des communes rurales est irriguée par de nombreux élus, c'est le vide total dans les quartiers, observe M. Bachmann. Pour sortir de cette situation, il faudrait créer des communes nouvelles dans ces quartiers, mais le « syndicat des écharpes » préfère défendre de gros ensembles urbains quasi-jérusalem plutôt que de jouer la démocratie locale ».

Pour ce spécialiste des problèmes des banlieues, « si les cités étaient dotées de vrais représentants, elles pourraient avoir un véritable poids politique, et les financements arriveraient ». Il estime que « la faiblesse actuelle des modes de représentation favorise les explosions et le terrorisme ». Le défaut de démocratie favorise la violence, et il ne suffit pas de redéployer des financements publics pour intégrer les quartiers dans la vie de la cité.

Ph. B.

Le parcours du « plan Marshall » de M. Chirac

● 17 février 1995 : « Des circonstances exceptionnelles appellent des solutions exceptionnelles », déclare le candidat du RPR Jacques Chirac dans son discours-programme pour l'élection présidentielle qui prône « un plan Marshall des cités ».

● Septembre 1995 : un rapport rédigé par deux préfets, Francis Idrac, délégué interministériel à la ville (DIV), et Jean-Pierre Dupont, préfet de Seine-Saint-Denis, à la demande d'Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, prône le retour en force de l'Etat dans les banlieues et entend accorder la « priorité absolue » à la « mise en activité des habitants ».

● Automne 1995 : rebaptisé « plan national d'intégration urbaine », le « plan Marshall des cités » voit ses ambitions rétrécies faute d'arbitrages financiers favorables. Sa publication est reportée à plusieurs reprises.

● 18 janvier 1996 : à Marseille, ville dont M. Gaudin, ministre de la ville est maire, Alain Juppé dévoile le contenu d'un « pacte de relance pour la ville ». Au menu : « zones franches », « emplois de ville », redéploiement d'effectifs policiers, comparaison accélérée des mineurs récidivistes, restructuration des copropriétés dégradées et des centres commerciaux.

● 25 avril 1996 : en visite dans la ZUP d'Amiens (Somme), Jacques Chirac défend la politique de la ville du gouvernement.

« Aujourd'hui, [il faut] tendre la main à ces quartiers défavorisés. [Il faut] avoir un esprit positif, de reconquête. Seuls ceux qui ne font rien ne commettent jamais d'erreur, sauf l'erreur fondamentale de laisser dériver la société », déclare le chef de l'Etat.

Arlette Laguiller
C'est toute ma vie

Une femme dans le camp des travailleurs

Plon

Toute une vie

«...Le récit sonne juste. Arlette a de la verve et du bon sens. Elle a aussi du punch. Quelques ennemis de la classe ouvrière en prennent pour leur grade... Le grand soir, certains auront intérêt à se faire tout petits.»

FRANÇOIS DUFAY, LE POINT

224 p
95 F

PLON

M. de la Martinière, président de la mission de réflexion sur la fiscalité

« Il est scandaleux qu'on ait détruit l'impôt sur les successions »

Ancien directeur général des impôts, Dominique de la Martinière, qui a présidé la mission de réflexion sur la fiscalité, a remis son rapport à Alain Juppé le 4 juin (*Le Monde* du 5 juin). Le premier ministre a indiqué que la réforme de la fiscalité serait échelonnée sur cinq ans et

engagée dès 1997. Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, M. de la Martinière affirme qu'il a été animé par le double souci de la vérité et de la justice fiscale. Il juge « parfaitement scandaleux qu'on ait détruit en France l'impôt sur les successions ».



DOMINIQUE DE LA MARTINIÈRE

« Quand vous avez remis vos propositions de réforme fiscale au premier ministre, les socialistes vous ont reproché de favoriser les plus hauts revenus et de ne pas avoir eu le souci de la justice fiscale. »

« Ce reproche n'a pas le moindre fondement. Ceux qui me connaissent savent que, si je suis gaulliste, j'ai aussi beaucoup d'amis à gauche, même parmi les communistes. Je peux donc vous dire que j'ai présidé la mission de réflexion que M. Juppé m'avait confiée avec un double souci, celui de la vérité et celui de la justice. »

« Pourquoi faites-vous référence à cette notion de vérité ? »

« La vérité fait obligation de tout dire, même les choses désagréables. Par exemple, une partie de notre matière grise et de notre argent quitte la France. Si ce n'était pas le cas, la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, celle qui prévoit une imposition de 56,8 %, rapporterait beaucoup plus de 4 milliards de francs à l'Etat. Prenez les milieux de la recherche : en France, ceux qui ne trouvent rien restent au CNRS ; ceux qui trouvent s'en vont à Berkeley ou ailleurs. Notre pays est pétri de culture égalitariste. N'aimant pas les talents, il cherche à les taxer. J'ai donc très peur, si nous n'y prenons garde, qu'une division internationale du travail s'organise à notre détriment. »

« Les socialistes ont donc raison de vous reprocher de favoriser les hauts revenus... »

« Absolument. Une campagne s'organise pour tenter d'affoler l'opinion, mais avec des arguments de mauvaise foi : pas plus d'un souscripteur sur mille serait concerné par les mesures que nous proposons pour limiter les avantages fiscaux exorbitants dont bénéficie actuellement l'assurance-vie et qui n'existent dans aucun autre grand pays développé. Si un smicard paie l'impôt, comment pourrait-on justifier qu'un contribuable qui dispose d'une fortune en assurance-vie soit exonéré ? »

« Dans la majorité, et même au gouvernement, ces propositions n'ont pas dû être toujours bien accueillies. »

« Le premier ministre m'a fait confiance. Il sait que je parle toujours librement. En d'autres circonstances, j'avais déjà souvent dit que je jugeais inacceptable le fait que l'outil de travail ait été exclu sans limitation du champ de l'impôt sur la fortune. »

« Ce souci d'équité ne se re-

ponsabilité du gouvernement. Nous avons indiqué un cap, sans nous prononcer sur le moment le plus opportun pour prendre la décision. Au demeurant, pour réussir, ce genre de mesure exige le secret et, quand celui-ci est levé, l'application doit être immédiate. Sinon les acheteurs attendent. »

« Pourquoi préconisez-vous d'élargir à tous les contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu l'abattement de 20 % dont ne bénéficient actuellement que les revenus salariaux ? Cela ne revient-il pas à supprimer cet abattement, mais sans le dire ? »

« Pas du tout. Dans l'affichage de la mesure, il y a évidemment un souci de présentation : donner un avantage à tout le monde plutôt qu'en supprimer un, réservé à certains, ne revient évidemment pas au même. Mais, au fil des ans, cet avantage fiscal a profité à 70 % des contribuables, puis 80 % et maintenant presque 90 %. Il est donc logique de mettre un terme à cette complication fiscale qui devient de plus en plus inutile et n'a plus, en tout cas, la même portée. »

« Vous préconisez de créer une cotisation maladie universelle, déductible du revenu imposable, et d'aligner progressivement l'assiette de la CSG et du RDS sur la même assiette. Très compliquée et impliquant de gigantesques transferts de charges entre contribuables, cette réforme a-t-elle la moindre chance de voir le jour ? »

« Si l'assiette est à terme la même pour la CSG, le RDS et la nouvelle cotisation maladie, la simplification ne peut qu'y gagner. Beaucoup de contribuables, aussi, en sortiraient gagnants parce qu'ainsi l'assiette serait plus large et donc le taux d'imposition plus bas. Mais le rapport recommande que l'on agisse dans ce domaine avec beaucoup de prudence. Pour ma part, je ne pense pas que l'on puisse envisager l'unification avant la cinquième année de la réforme fiscale. »

« Comment le gouvernement a-t-il accueilli votre rapport ? »

« Je crois qu'il a pu, même si le rapport ne l'engage pas. Il faut maintenant que le Parlement fasse entendre son avis avant que le premier ministre ne rende ses arbitrages. »

Propos recueillis par Laurent Mauduit

Les fonctionnaires sont des justiciables comme les autres

Un rapport du Conseil d'Etat précise que l'égalité devant la loi impose aux agents publics d'être pénalement responsables de leurs actes en cas d'accident. Mais l'administration devrait mieux les défendre

L'ÉMOTION est grande chez les fonctionnaires d'autorité : sous la pression des victimes, les magistrats ont de plus en plus tendance à les traiter comme n'importe quel justiciable. Pour tenter de mettre fin à cette évolution, ils ont fait appel à leurs amis du Parlement qui eux-mêmes étaient sensibles à la mésaventure comparable subie par les élus locaux. Mais le Conseil d'Etat, malgré ses liens ancestraux avec le corps préfectoral, a veillé à ce que ne soit pas mis à mal le principe constitutionnel de l'égalité de tous devant la loi. La réforme du code pénal de mai 1996 tient donc finalement largement compte de son travail de réflexion (*Le Monde* du 23 février). Dans un rapport rendu public mardi 18 juin (titré « La responsabilité pénale des agents publics en cas d'infractions non-intentionnelles », ce texte est publié à la Documentation française), il en tire la leçon, explique les données théoriques sur lesquelles il s'est appuyé tout au long de son intervention au cours des débats parlementaires, et fait de nouvelles propositions.

Plusieurs procédures judiciaires ont fait surgir ce dossier ces dernières années : incendie des thermes de Barbotan (1991), organisation des secours après l'écrasement d'un Airbus au mont Sainte-Odile (1992), incendie de l'hôpital psychiatrique de Bruz, en Ille-et-Vilaine (1993), effondrement de la tribune du stade de Furiani (1992), sans parler de l'affaire du sang contaminé. Certaines poursuites ont suscité une vive indignation chez les fonctionnaires d'autorité, notamment la mise en examen de l'ancien préfet du Vaucluse, dans l'instruction de la catastrophe de Valson-la-Romaine, pour avoir, trente ans plus tôt, autorisé la construction d'un lotissement sur une zone inondable. Juste avant, les chefs d'établissements scolaires avaient réagi à la condamnation, en première instance, du proviseur d'un lycée de Seine-Saint-Denis, poursuivi pour la mort d'un lycéen écrasé par un poteau de basket.

La fin de la responsabilité collective

Le Conseil d'Etat relève, depuis 1992, un accroissement du nombre de membres du corps préfectoral mis en examen pour homicides et blessures involontaires. Il constate que les magistrats « ont tendance à se livrer, vis-à-vis de l'administration, à des investigations plus poussées et qui remontent plus haut dans la hiérarchie administrative ». Quant aux victimes, lorsqu'un accident les atteint « dans leur intégrité corporelle ou cause la perte d'une personne chère », elles ont tendance à rechercher l'identification des responsables et leur condamnation, et non plus à se satisfaire d'une responsabilité collective de l'administration.

sur la responsabilité pénale des élus locaux. Très vite, sous la pression du corps préfectoral, le dossier fut étendu à celle des hauts fonctionnaires. Le Conseil d'Etat fit alors valoir au ministre de la Justice le risque d'inconstitutionnalité si les seuls intérêts corporatistes étaient préservés. Il obtint qu'au lieu d'une modification du code des communes et du statut de la fonction publique, ce soit le code pénal qui soit réformé pour que tous les justiciables soient concernés de la même manière.

Préfets et élus locaux reprochant aux juridictions pénales de procéder à une analyse trop abstraite

des responsabilités encourues, la proposition de loi proposait d'apprécier la « faute d'imprudence ou de négligence » en tenant compte des circonstances dans lesquelles elle avait été commise. M. Fournier fit, avec succès, valoir que cette disposition ne faisait que consacrer la jurisprudence. En revanche, il convint que la notion figurant dans le code pénal de « manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou les règlements » posait un problème de droit : elle n'imposait pas au juge d'apprécier l'existence d'une faute, pour mettre en cause la responsabilité pénale de son auteur. La condamnation était donc automatique. Le Parlement se rendit à cette argumentation et décida que le manquement à une obligation de sécurité ou de prudence serait soumis au même régime que la faute d'imprudence ou de négligence. Dans les deux cas, l'auteur des faits ne peut être condamné, s'il montre qu'il a fait tout son possible pour empêcher un accident.

PRÉVENIR

L'intervention du Conseil d'Etat a ainsi permis que la loi de mai 1996 sur « la responsabilité pénale pour des faits d'imprudence ou de négligence » protège mieux les agents publics, au même titre que les autres citoyens, sans les exonérer de leurs responsabilités. De même, dans son rapport, il exclut le rétablissement d'un « privilège de juridiction », abrogé en 1993, et réclamé par certains hauts fonctionnaires. Il préconise, en revanche, d'inscrire dans le statut général des fonctionnaires une meilleure protection des agents en cas de poursuites pour imprudence, mais rejette l'idée, défendue par les préfets, que les agents publics puissent bénéficier d'un « avocat de l'administration », une telle mesure étant, à ses yeux, contraire au principe de l'égalité des citoyens devant la loi.

La prévention des accidents étant le meilleur des remèdes pour éviter des procès, le Conseil d'Etat conseille aussi aux administrations d'élaborer des prescriptions sur les conduites à tenir dans les situations à risque. Il préconise une clarification des responsabilités (notamment en cas de délégation de compétences) et une meilleure information des agents sur leur responsabilité pénale.

Rafaële Rivals

« Une campagne s'organise pour tenter d'affoler l'opinion, mais avec des arguments de mauvaise foi »

« Pas du tout. Je suis attaché à la justice fiscale. Je trouve parfaitement scandaleux qu'on ait détruit en France l'impôt sur les successions. Et ce scandale prend de plus en plus d'ampleur : 75 % à 80 % des sommes qui viennent se placer dans l'assurance-vie ont pour seul objet d'échapper aux droits de succession. Autrefois, selon un vieux adage, on « mettait sa grand-mère en Pinay » avant de la mettre en bière ; maintenant, on la met en assurance-vie. La mission a fait des propositions pour limiter ces abus, ce qui m'a valu des critiques. »

« De qui ? Cette fois, des milieux patronaux ? »

« Je trouve pas dans toutes vos propositions. Pourquoi êtes-vous très évasif sur la baisse de la TVA, qui pèse donc davantage sur les bas revenus que sur les hauts, alors que vous semblez pressé de procéder à une baisse du taux supérieur de l'impôt sur le revenu, au profit des gros contribuables ? »

« Ce n'est pas exact. Notre rapport se prononce très clairement pour l'annulation des majorations fiscales décidées au printemps 1995, notamment celle qui porte sur la TVA, mais nous avons délibérément considéré que le problème du calendrier était de la res-

libertés

concilier le droit de savoir et le devoir de protéger

des bilans, des questions, des propositions

RAPPORT PUBLIC 1995

Conseil d'Etat

considérations générales : la transparence et la sécurité

620 pages, 170 F

Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité

4^{ème} rapport d'activité 1995

164 pages, 130 F

Voix, image et protection des données personnelles

Commission nationale de l'informatique et des libertés

120 pages, 90 F

Commission nationale de l'informatique et des libertés

16^{ème} rapport d'activité 1995

536 pages, 180 F à paraître

La documentation Française

29, quai Voltaire 75344 Paris Cedex 07

Téléphone (1) 43 15 70 00

Télécopie (1) 40 15 72 30

Minitel 3615 ou 3616 la doc (1 29 F/min)

anaires
comme les autres
la égalité devant la loi impose
et responsables de leurs actes
on devrait mieux les défendre

responsabilité

PREMIER

Commission nationale de l'information et des libertés

Commission nationale de l'information et des libertés

Selon le juge Halphen, Jean Tiberi pourrait être poursuivi pour prise illégale d'intérêts

Le dossier de l'appartement de Dominique Tiberi est transmis au procureur de Créteil

Le juge d'instruction de Créteil chargé du dossier des fausses factures de la région parisienne, Eric Halphen, a transmis, lundi 17 juin au par-

quet, le dossier de l'attribution de l'appartement HLM de Dominique Tiberi. Le juge estime que Jean Tiberi pourrait être poursuivi pour

« prise illégale d'intérêts » et son fils pour recel. Le procureur de Créteil doit désormais décider des suites judiciaires de ce dossier.

LE JUGE D'INSTRUCTION Eric Halphen a transmis au procureur de Créteil, lundi 17 juin, le dossier concernant l'attribution, en 1989, d'un appartement du parc HLM de la ville de Paris à Dominique Tiberi, alors que son père était premier adjoint au maire et président de l'OPAC. Dans son ordonnance de soit-communié, le magistrat note que Jean Tiberi est susceptible d'être mis en examen pour « prise illégale d'intérêts » et que son fils pourrait l'être pour recel. Ces faits ne faisant pas partie de la saisie initiale du juge, le parquet doit désormais décider des suites judiciaires à donner à ce dossier.

En 1989, Dominique Tiberi s'était vu attribuer un appartement HLM de 80 m² doté d'une terrasse de 54 m², rue Censier, dans le 5^e arrondissement de Paris. Selon l'ancien directeur général adjoint de l'OPAC, François Clouin, des travaux importants avaient été réalisés au moment de l'entrée dans les lieux du nouveau locataire. « Un jour, a-t-il déclaré au Monde (nos éditions du 5 juin), j'ai été convoqué dans l'appartement

par M^{me} Tiberi, qui m'a demandé de changer la baignoire, de refaire la cuisine, de poser du marbre sur toute la surface de l'appartement. » Selon lui, le montant des travaux s'élevait à plus de 1,5 million de francs. Pour le moment, les documents retrouvés à l'OPAC attestent la réalisation de 321 000 francs de travaux (Le Monde du 15 juin).

Pour la justice, ce dossier a un petit air de déjà-vu. Le 22 mars, l'Association de défense des contribuables parisiens (ADCP) avait en effet écrit au parquet de Paris pour lui demander d'ouvrir une enquête préliminaire, sur une information judiciaire, sur l'attribution de cet appartement HLM (Le Monde du 27 mars). Un mois plus tard, le procureur, Gabriel Bestard, avait classé le dossier sans suite en précisant qu'à ses yeux, l'« intérêt personnel » existait en cas de prise illégale d'intérêts n'était pas respecté puisque le bail avait été signé par Dominique Tiberi, qui réglait lui-même ses loyers. La controverse sur les appartements des fils de MM. Juppé

et Tiberi avait cependant conduit Dominique Tiberi à démentir. Un an après le début de l'affaire Juppé, la prise illégale d'intérêts, qui est au cœur de la discussion sur l'éthique publique puisqu'il figure, dans le code pénal, au chapitre des « manquements au devoir de probité », devrait donc susciter à nouveau de longs débats. Cette infraction - l'ancienne ingérence - tente d'éviter qu'un responsable utilise ses fonctions à des fins personnelles : elle interdit en effet aux élus et aux dépositaires de l'autorité publique de prendre un « intérêt quelconque » dans les opérations dont ils sont chargés d'assurer la surveillance.

TROIS SOLUTIONS

Dans son ordonnance, Eric Halphen considère que Jean Tiberi, en tant que président de l'OPAC, assurait bien la surveillance du secteur des HLM et que l'« intérêt » qu'il a pris à cette opération ne fait guère de doute. Contrairement au parquet de Paris, le juge estime en effet, après de la Cour de cassation à l'appui, que la jouissance de

l'appartement par Dominique Tiberi constituait un intérêt, même indirect, pour son père. L'importance des travaux ne fait que confirmer, aux yeux du juge, que les dirigeants de l'OPAC, et sans doute son président, suivaient ce dossier de très près. Enfin, M. Halphen estime que l'affaire n'est pas prescrite : le bail a été signé en 1989 mais le nouveau code pénal, qui fait de l'ingérence un délit continu, réprime le fait non seulement de prendre, mais aussi de « conserver » le fameux intérêt.

Le procureur de Créteil, Michel Barrau, a désormais le choix entre trois solutions : classer purement et simplement le dossier ; donner au juge Halphen, au nom de la connexité des faits, un réquisitoire suppléant qui lui permette d'élargir son instruction à ces faits nouveaux ; ou renvoyer le dossier vers le parquet de Paris... qui avait considéré, il y a à peine deux mois, que cette attribution ne constituait pas une prise illégale d'intérêts.

Anne Chemin

Ile-de-France : le FN met en cause les écologistes au conseil régional

LE PRÉSIDENT DU GROUPE Front national au conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Yves Le Gallou, s'en est pris, lundi 17 juin, aux écologistes d'Ile-de-France (ex-Génération Ecologie), en accusant leurs représentants d'avoir « toujours approuvé » les « marchés soupçonnés d'avoir servi de support à la corruption de l'adjectif régional ». François Donzel, président du groupe dont faisait partie, jusqu'à fin 1994, Jean-Jacques Porchez (Verts), qui a récemment dénoncé les dysfonctionnements des marchés au juge Halphen, a rappelé que, d'avril 1992 à novembre 1994, il n'était « qu'un membre de la commission parmi d'autres » et qu'il « a fallu un certain temps aux écologistes, arrivés au conseil régional en 1992, pour comprendre le fonctionnement des marchés des lycées ».

DÉPÊCHES

■ SYNDICATS : la part des établissements où des délégués syndicaux sont présents a baissé de 51 % à 49,3 % entre 1989 et 1993, selon une étude du ministère du travail publiée lundi 17 juin. Le nombre de délégués syndicaux est passé de 40 488 à 39 450, soit une baisse de 2,6 % en quatre ans. Cette diminution affecte surtout la CGT (-2,8 % par an) et la CFE-CGC (-2,9 %). La CFDT et FO stagnent (-0,4 %). La CFTC progresse légèrement (+0,3 %). Le nombre de délégués de syndicats autonomes augmente.

■ PLAN SOCIAL : les organismes publics d'appui au commerce extérieur devront réduire leurs effectifs de 20 % à 25 % d'ici 1998, a indiqué, lundi 17 juin, Yves Galland, ministre délégué au commerce extérieur. Ces trois agences (710 emplois), qui informent les entreprises sur les marchés étrangers (CFCE), l'organisation de foires-expositions (CFME) et la promotion des technologies (Actim), devront par la suite fusionner.

■ RUSSIE : Francis Wurtz, responsable du secteur international du PCF, souligne, après le premier tour de l'élection présidentielle en Russie, que le « net désaveu » infligé à Boris Eltsine « n'épargne pas les dirigeants occidentaux qui se sont personnellement engagés au côté de ce pouvoir aux pratiques abusives ». Le PC russe n'a « pas jusqu'ici apporté de signe probant de [sa] volonté de tirer tous les enseignements du passé », mais compte « nombre d'hommes et de femmes désintéressés et dévoués », a indiqué le député européen.

■ STRATÉGIE : le Parti socialiste va mettre au point une stratégie de lutte contre le Front national, a annoncé, lundi 17 juin, Gérard Le Gall, délégué national aux études politiques. M. Le Gall présentera un premier rapport lors de l'université d'été de La Rochelle fin août.

Un possible nouveau poste pour le magistrat

Le juge d'instruction de Créteil chargé du dossier des fausses factures de la région parisienne, Eric Halphen, vient d'être inscrit au « grand tableau » par la commission d'avancement, a révélé le journal du dimanche du 16 juin. Il s'agit d'un avancement en grade qui lui permet désormais d'accéder à des postes hiérarchiquement plus élevés. Dans les demandes qu'ils adressent à la commission d'avancement, les magistrats précisent leurs desiderata. Théoriquement, Eric Halphen pourrait donc se voir proposer un nouveau poste à partir du 1^{er} janvier 1997. En pratique, il faudra sans doute plus de temps car les candidats sont plus nombreux que les postes disponibles. Bien que les magistrats s'engagent, au moment de leur demande, à rejoindre les postes qu'ils ont cochés, rien ne peut obliger le juge Halphen à accepter les propositions, qui lui seront faites puisque les magistrats du siège sont inamovibles. Le refus d'un poste précédemment demandé le pénaliserait cependant à l'avenir.

La gauche dénonce le « système » en épargnant le maire de Paris

« LE SYSTÈME précédent avait pour objectif de produire un président de la République. Aujourd'hui, les Parisiens découvrent la facture », a déclaré Jean-François Blet (Verts), conseiller de Paris, qui, aux côtés de Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste, Henri Malberg, président du groupe communiste, Georges Sarre, président du Mouvement des citoyens, et Cécile Silhouette pour les écologistes, dressait, lundi 17 juin, le bilan d'un an d'activité des élus de la liste « Paris s'éveille » au Conseil de Paris.

La gauche parisienne, qui est parvenue à préserver son unité, ne pouvait espérer meilleur moment pour cet anniversaire. Alors que la majorité RPR-UDF est tétanisée par les démêlés du maire Jean Tiberi avec la justice, l'opposition a le terrain libre pour prononcer un réquisitoire contre le système parisien, en épargnant - relativement - M. Tiberi lui-même.

« Je serai d'une sévérité totale sur le système des prébendes qu'il faut démanteler, déclare M. Delanoë. En ce qui concerne les hommes, il y a une responsabilité collective de l'équipe présente et passée, mais ce n'est pas à nous d'établir la responsabilité de tel ou tel individu. » M. Sarre fait la même analyse : « Ce n'est pas à nous, élus, de nous substituer à la justice. Il n'en reste pas moins que le maire de Paris doit s'expliquer devant le Conseil de Paris et ouvrir le dossier des SEM et de l'OPAC lors de la prochaine séance du Conseil de Paris. »

■ CONSERVATISME : L'opposition préfère placer le débat sur le terrain politique. « Premier adjoint aussi conservateur que fidèle, Jean Tiberi est demeuré fidèle à son conservatisme : le changement qu'il tente d'incarner se nourrit d'effets d'annonce qui ne résistent pas au verdict implacable des faits », estime M. Delanoë, en critiquant les mètres carrés supplémentaires de bureaux, l'insuffisance de logements sociaux et un plan-vélo « dont l'essentiel se tra-

duira par de simples marquages au sol ». Il a rappelé ses priorités : réduction de la circulation automobile et instauration d'un suivi médical en milieu scolaire et installation d'un vaste complexe universitaire digne du XX^e siècle pour « éviter la catastrophe économique et urbanistique que semble dessiner l'actuel projet de ZAC Seine-Rive gauche ».

L'HEURE DE VÉRITÉ

« Le prestige politique de M. Chirac a un peu retardé l'heure de vérité, mais elle arrive de toute façon », a relevé M. Malberg, président du groupe communiste, qui a particulièrement attaqué le budget. « Les impôts augmentent, et les investissements reculent pour la quatrième année consécutive », a critiqué M. Malberg.

Pour M. Sarre, « l'immobilisme règne ». « Jean Tiberi, explique le député, est triplement ligoté : par le maintien de toutes les équipes antérieures, par l'état calamiteux des finances de la Ville et enfin par les affaires, car rien ne peut empêcher qu'elles reviennent à tous moments comme la statue du Commandeur. »

Elue pour la première fois au Conseil de Paris, M^{me} Silhouette (Alternative rouge et verte) a le regard des néophytes. Elle a stigmatisé « la politique des subventions, [qui] est totalement régalienne », et le Conseil, qui fonctionne comme « une chambre d'enregistrement ». Dans les arrondissements de gauche, M^{me} Silhouette estime que « le bilan de cette première année est contrasté, en lien, souvent, avec la personnalité du maire et le projet plus ou moins défini collectivement et publiquement de l'équipe ».

La dernière initiative concerne le 20^e arrondissement : Michel Charzat (PS) et Jean-Pierre Brard, maire (ex-PCF) de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, doivent signer, mercredi, une charte de coopération pour consolider les relations culturelles et sportives et harmoniser l'aménagement urbain.

Françoise Chirot

L'avenir est au numérique. Il est donc indispensable pour vous de savoir que Nortel a une des gammes les plus étendues de produits et de systèmes pour réseaux numériques. Des réseaux très large bande aux réseaux sans fil, de la commutation publique aux réseaux d'entreprise, nous élaborons la solution numérique adaptée à vos besoins. Parce qu'avoir le bon équipement est la clé du succès.

Réseaux d'entreprise • Réseaux sans fil • Réseaux très large bande • Réseaux publics



Avec le bon équipement, la vie devient moins pénible.

Pour tout renseignement, contactez Nortel Europe au : (1) 46 96 15 15, fax : (1) 46 96 16 06, Internet : <http://www.nortel.com>

ÉDUCATION Le ministre de l'éducation nationale François Bayrou devait présenter, mardi 18 juin dans l'après-midi, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sa réforme

de l'enseignement supérieur. En fait, M. Bayrou devait se garder d'annoncer des mesures précises, préférant tracer les orientations d'un plan qui sera dans les mois à venir de nouveau

soumis à concertation. ● **POUR** les premiers cycles universitaires, le ministre devait reprendre, en les amplifiant, une partie des mesures de la rénovation des DEUG décidée en 1992

par Lionel Jospin. La création d'un statut de l'étudiant devait également être annoncée, mais elle demeure conditionnée à une refonte des aides sociales existantes. ● **L'ENTRÉE** en

application de cette réforme ne se fera pas avant l'année scolaire 1997-1998. L'hypothèse d'une loi de programmation pour l'enseignement supérieur n'a pas été retenue.

La réforme de l'Université s'appliquerait à la fin de l'année 1997

Se gardant d'annoncer des mesures précises, François Bayrou devait, mardi 18 juin, tracer les orientations d'un plan qui donnera lieu à une nouvelle concertation. Le gouvernement n'a pas retenu l'idée d'une loi de programmation demandée par les syndicats étudiants et enseignants

LA RÉFORME de l'enseignement supérieur dont François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, devait exposer les principales orientations en présence du premier ministre Alain Juppé, mardi 18 juin en fin d'après-midi à la Sorbonne, n'en est encore qu'à une phase transitoire. Elle marque la fin de la période initiale, celle de la consultation des états généraux, qui auront permis de dresser un état des lieux exhaustif de l'université française. Mais elle n'annonce pas encore les dispositions concrètes qui seront adoptées ultérieurement. La réforme promise, jugée d'une « importance cruciale » par Jacques Chirac, ne devrait pas entrer en application avant l'année scolaire 1997-98, soit à quelques mois des élections législatives.

M. Bayrou souhaite mettre à profit cette période pour associer les enseignants, les étudiants et les personnels à une nouvelle concertation, préalable aux décisions du gouvernement. L'hypothèse d'une loi de programmation, telle que le ministre de l'éducation l'avait laissée prévoir en décembre, est reportée à des temps meilleurs.

Le ministre de l'éducation nationale n'a cessé de répéter à ses interlocuteurs que la réforme « d'adaptation de l'université française au 3^e millénaire ne se fera pas en un jour ». Il leur avait aussi laissé entendre qu'après « la réécriture des principes, viendra le temps des décisions ». Il faudra donc attendre une année encore pour que soit mise en œuvre une réforme que le président de la République appelle de tous ses vœux durant la campagne présidentielle, en en soulignant l'urgence.

Pour avoir tenté, sans succès, de prendre l'université à la hussarde au cours du passé, la majorité de droite a laissé le champ libre au ministre de l'éducation nationale pour mener à bien une entreprise aussi périlleuse que complexe. Car c'est bel et bien à l'ensemble de l'architecture universitaire que François Bayrou a décidé de s'attaquer en

proposant aux enseignants, aux étudiants et aux personnels de participer à ce chantier de rénovation. Il leur soumet aujourd'hui une sorte de « contrat de confiance », en leur promettant qu'aucune des mesures envisagées ne sera adoptée sans qu'ils n'aient été consultés. Ce sera la base des « institutions de la réforme en continu », dont il a déjà dessiné les contours sans en préciser les modalités.

SOLUTIONS NOUVELLES

A priori, toutes les difficultés de l'université ont été identifiées à partir du questionnaire en dix thèmes qui a servi de fil conducteur aux états généraux : la transmission du savoir, l'orientation, le statut de l'étudiant à l'université, la voie technologique, l'insertion professionnelle, la recherche, l'ouverture internationale, les personnels, la gestion du territoire. Elles se résument néanmoins dans un cadre général de redéfinition des missions de l'université. Sur chacun de ces thèmes, le ministre devait énoncer quelques orientations générales, des « points de rencontre et de convergence » qui serviraient de base aux discussions ultérieures avec les organisations syndicales.

Toute la difficulté actuelle pour le



ministre de l'éducation nationale est en fait de réformer sans heurter de front un système plus soucieux d'adaptation et de cohérence que de bouleversement profond. Pour les premiers cycles, les propositions issues de la consultation reprennent

une partie des dispositifs de la rénovation de 1992 entamée par Lionel Jospin (lire page 11). La lutte contre l'échec suppose l'engagement des enseignants, dont l'investissement dans les tâches de pédagogie et d'encadrement ne sont pas

prises en compte dans l'évolution de leur statut et de leur carrière.

Le recrutement de plusieurs milliers de professeurs agrégés ou certifiés du secondaire, notamment dans les premiers cycles, nécessite également que soit favorisée leur capacité à s'intégrer dans des processus de recherche, une des missions fondamentales de l'université. Parallèlement, une nouvelle réforme du recrutement des enseignants-chercheurs pourrait être menée. Elle s'appuie sur la situation des milliers de doctorants en attente d'emploi. L'association des collectivités locales, depuis le plan université 2 000, comme des entreprises à la vie des établissements, suppose aussi que soit revu le mode de fonctionnement des universités.

Mais c'est essentiellement sur le statut et la place de l'étudiant que des solutions nouvelles sont attendues. Une grande partie de la réforme devrait d'ailleurs être bâtie sur ce thème. Au cours de la campagne présidentielle, Jacques Chirac avait émis le souhait que ce statut soit adopté à l'automne 1995. Les discussions ouvertes avec les syndicats ont, en fait, révélé l'extrême complexité d'un système d'aides profondément inégalitaire. Sa modification suppose d'innombrables précautions pour ne pas précipiter les

étudiants dans la rue comme ce fut le cas lors des précédentes tentatives de transformation de l'allocation de logement social (ALS). Le ministre de l'éducation devrait enfin annoncer une série de mesures pour favoriser l'insertion des étudiants dans la vie et la gestion des établissements et des campus.

Tirant les leçons du récent conflit de l'automne sur la sécurité sociale et à la SNCF, François Bayrou paraît résolu à innover dans de nouvelles formes de « relations sociales », en prenant l'université pour modèle. L'aventure est d'autant plus risquée que le ministre ne dispose que d'une marge de manœuvre financière limitée.

Réclamée tant par les présidents d'université que par les syndicats, la promesse d'une loi de programmation s'est estompée. Elle seule pouvait être à même de rassurer les universitaires sur la volonté du gouvernement de traduire la volonté de réforme dans les faits. Après la table-ronde sur les jeunes et l'emploi et la présentation de la réforme de l'enseignement supérieur, Alain Juppé devait conclure cette semaine décisive, jeudi 20 juin, lors de la remise du rapport de la commission Fauroux.

Michel Delberghe

Les quatre chapitres du plan gouvernemental

● **Statut de l'étudiant.** Avec la lutte contre l'échec en premier cycle et la création d'une filière technologique, l'adoption d'un nouveau statut de l'étudiant « plus juste et plus équitable » figurait parmi les propositions de Jacques Chirac durant la campagne présidentielle susceptibles d'être soumises à référendum. Ce statut, annoncé dans un premier temps pour l'automne 1995, a ensuite été subordonné aux conclusions des états généraux.

Le ministre devra trancher entre deux positions. L'une consiste à

améliorer le système existant avec une extension des bourses, de leur montant et du nombre de bénéficiaires. Elle inclurait aussi diverses mesures précédemment annoncées comme « l'année Joker », à savoir le maintien des bourses en cas de redoublement, une aide aux transports dans la région parisienne. L'autre hypothèse pourrait être l'annonce d'une refonte générale du système avec l'attribution d'une allocation individuelle unique sur des critères sociaux. Le coût de cette allocation, généralisée à

l'ensemble des étudiants, est évalué à 60 milliards de francs. Le RPR a proposé que cette aide, d'un montant maximum de 30 000 francs, ne soit allouée qu'aux étudiants de deuxième cycle. S'inspirant du projet de l'UNEF-ID, Claude Barate, au nom du groupe RPR de l'Assemblée, suggère qu'elle tienne compte de la nature des formations, de l'éloignement géographique, du type d'habitat...

● **La réforme des premiers cycles.** Dans son discours de politique générale, le 23 mai à l'Assemblée, Alain Juppé déclarait : « La démocratisation des premiers cycles universitaires est

devenue une réalité. Encore faut-il que l'enseignement supérieur ne soit pas une machine à organiser des naufrages pour repérer les meilleurs nageurs. » L'absence d'enquête fiable empêche d'établir avec précision le nombre et la nature des abandons en cours de première année, de l'ordre de 20 %, ainsi que les taux d'échec et les sorties sans diplômes qui varient, selon les disciplines, de 30 à 50 %. Ce chiffre n'inclut pas les réorientations de plus en plus fréquentes en direction des formations technologiques des IUT et STS.

● **Filière technologique.** Une nouvelle filière technologique à

l'université est censée accueillir les bacheliers des séries technologiques industrielles et tertiaires qui subissent les plus forts taux d'échec en premier cycle général.

● **Enseignants.** Une nouvelle réforme du recrutement des enseignants pourrait être mise en œuvre, tant pour les doctorants et thésards que pour les professeurs agrégés. M. Bayrou devrait aussi annoncer des mesures pour intégrer les activités d'encadrement pédagogique et administratif dans l'évolution des carrières des enseignants, jusque-là fondée uniquement sur la recherche.

La faculté par défaut, par passion, ou les itinéraires de Sophie, Vincent, Myriam et les autres

BESANÇON

de notre envoyée spéciale
« Connard de prof ! » Le désespoir l'emporte sur la rage dans le cd qui fait résonner le couloir, où les « collantes » de résultats, sommairement punaisées, s'agitent au vent chaud de juin. Le bruit d'une cavalcade, une silhouette vêtue de noir s'éloigne à grands pas des bâtiments de la fac. Une dame de l'administration s'étonne en refermant sa porte : « Il pleurait comme un gosse... » A l'étage du dessous, un petit groupe d'étudiants révisé jusqu'au dernier moment l'oral de droit qui signera la fin de leur première année.

A Besançon, comme ailleurs en cette fin d'année universitaire, l'ambiance est à la fois molle et électrique. Pour Vincent, l'heure est plutôt à l'euphorie. « Le droit c'est cool, même s'il y a de vrais pavés à apprendre, au moins c'est concret et il n'y a pas autant de concurrence qu'en pharmacie. » Fils d'un « cadre supérieur » des impôts, Vincent a échoué deux fois en première année de pharmacie et se félicite de sa nouvelle orientation. « Avec ma copine, qui avait redoublé sa première année de médecine, on a quand même été étonnés de la quantité de travail : on avait toujours entendu dire que le droit c'était la voie de garage et qu'il n'y avait rien à faire. »

Il y a les motivés, les enthousiastes, ceux qui sont là comme ils seraient ailleurs, ceux qui n'attendent que de partir et ceux qui voudraient bien rester. Sylvie et Sophie terminent sans illusion leur DEUG de psycho. L'une continue. L'autre pas. Sylvie a échoué aux concours de monitrice et d'éducatrice spécialisée et entame l'an prochain une formation de secrétaire médico-sociale à la Croix-Rouge.

« Je ne me sens pas capable d'aller en licence. Je ne regrette pas mes deux années, mais je quitte la fac sans tristesse. » Sa première année lui avait paru « mouvementée et incertaine ». L'une et l'autre se relaient pour évoquer ce mauvais souvenir : « Faire son emploi du temps prend déjà un bon mois. La formule c'est marche ou crève. On aurait bien aimé avoir des cours de cette année », se plaint Sophie. « Et après on passe des mois à étudier l'origine de la psycho, son histoire, ses auteurs, ce n'est pas vraiment motivant. Beaucoup trop théorique », tranche Sylvie.

Boursière, Sophie est aussi surveillante dans un lycée professionnel trois jours par semaine à Lons-le-Saulnier et n'a guère le temps de

profiter de sa vie d'étudiante : « Je vais à la licence malgré moi, il n'y a rien d'autre à faire. Tant que je n'aurai pas mes concours, je continue. On est beaucoup à venir ici par défaut. » Par deux fois, le concours d'éducateur spécialisé lui est passé sous le nez : 750 candidats, 25 élus. « Tout le monde nous avait encouragés de choisir psycho, mais c'était ce qui correspondait le mieux à ce que l'on voulait faire plus tard », se persuadent-elles. « Au moins, on n'a pas fait psycho, puis histoire, puis langues, comme des tas d'autres. Et l'on ne se rue pas sur l'IUFM (institut universitaire de formation des maîtres), comme tout le monde. » Elles jugent tout de même qu'elles vivent une période de leur vie « floue et indéterminée ».

Le doute, Myriam l'a laissé derrière elle. Avec son air de jeune fille rangée, elle vient de réussir deux DEUG à la fois, anglais et espagnol, du moins leur première année. Seuls ses parents ne l'avaient pas dissuadée de tenter ce double : « Ils m'ont dit que si je travaillais, il n'y avait pas de raison que cela ne marche pas ; mais quelle galère... » Insérée en LEA (langues étrangères appliquées), elle s'est retrouvée en LCE (langues et civilisations étrangères), à la suite de la suppression d'un de ses modules d'enseignement : « J'ai dû batailler ferme avec l'administration, puis avec les profs, pour me faire inscrire dans deux DEUG, parce que je voulais absolument garder deux langues. » Max approuve. « C'est très bizarre l'inscrip-

tion en fac, ajoute-t-elle. Pendant des mois, voire des années, on nous distribue des tas de papiers qu'on lit à peine, et tout d'un coup, clac, il faut taper des choses très concrètes sur un Minitel. » Fils de prof, il sera prof, « si je ne trouve pas autre chose avant », promet-il.

« La formule, c'est marche ou crève. On aurait bien aimé avoir des tuteurs, comme les nouveaux arrivants de cette année »

n'en revient pas. « Au contraire, c'est une chance d'avoir vu autre chose si l'on s'aperçoit que l'on s'est trompé. » Pour sa part, il a commencé par une année de psycho, suivie d'une année de socio, et s'apprête à passer en géographie l'an prochain, mais en deuxième année. L'inscription en psycho lui a laissé un souvenir « barbare ». « Pour choisir les heures de TD, des centaines d'étudiants se ruient sur les panneaux et écrivaient leur nom sur une feuille de format A4. Le truc qu'il fallait savoir, c'était de coller un morceau de scotch sur son nom pour ne pas se le faire rayer. »

Sur le campus de sciences, Elodie et Fabrice savourent le soleil de l'été. En DEUG de sciences de la vie, option physique-chimie, ils viennent soutenir les derniers candidats de l'année. « On s'attendait à tout sauf à une première année comme ça : les profs font l'appel, si on n'est pas là au bout de trois ou quatre TD on ne passe pas l'examen. Cela ne nous change pas beaucoup du lycée. » Le passage en deuxième année ? Presque une formalité, même s'ils reconnaissent « avoir beaucoup bossé ». Pour Caroline, étudiante en Mass (mathématiques et informatique appliquées aux sciences sociales), en revanche, la chute a été dure. « J'avais l'habitude d'apprendre par cœur des formules que j'appliquais sur les exos sans comprendre. Avec ce bac [le nouveau bac S en 1995], il suffisait d'être bon en maths, avec un coeff 9 ça passait tout seul. A la fac, ça n'a pas marché », reconnaît-elle. Elle a d'autant plus apprécié de partir au mois de janvier en « formation générale scientifique », où l'on a tout repris depuis la seconde.

Béatrice Gurrey

Le diable par la queue

BESANÇON

de notre envoyée spéciale
« Maintenant je ne prends plus jamais un baby-sitting en dessous de 40 francs de l'heure », explique Marie-Catherine, étudiante en licence d'AES. « J'ai refusé deux ou trois fois à ceux qui me proposaient 20 francs de l'heure et ils ont fini par comprendre. » Avec un père maçon et une mère assistante maternelle, Marie-Catherine touche une bourse de 1 300 francs par mois, mais fait aussi des ménages. Ce ne sont pas les quatre heures hebdomadaires de permanence à la bibliothèque qui lui permettent de payer son loyer de 1 800 francs par mois pour un grand studio à Besançon.

Sophie, en DEUG, a le même loyer mais y arrive à peine. « Mes parents ne m'aident pas du tout. Une sœur en maîtrise, un frère apprend à piloter et un autre qui entre en sixième, cela fait beaucoup. » Elle gagne 2 600 francs par mois comme maîtresse d'internat dans un établissement situé à une heure et quart de route de Besançon, « mais, avec les allers et retours en voiture plusieurs fois par semaine, ce n'est pas si rentable que cela ». Même si les frais d'essence se partagent à plusieurs. Sa bourse se monte à 1 200 francs par mois, mais ce sont

les frais exceptionnels d'inscription aux concours qui lui « coûtent » le plus : 450 francs pour passer seulement l'écrit du concours d'éducateur spécialisé, 650 francs pour l'oral de moniteur éducateur. « Quand on en passe plusieurs dans des villes différentes, comme c'est notre cas à tous, c'est une véritable ruine », fait remarquer Sophie. « On est obligés de le prévoir plusieurs mois à l'avance, dans nos petits budgets. »

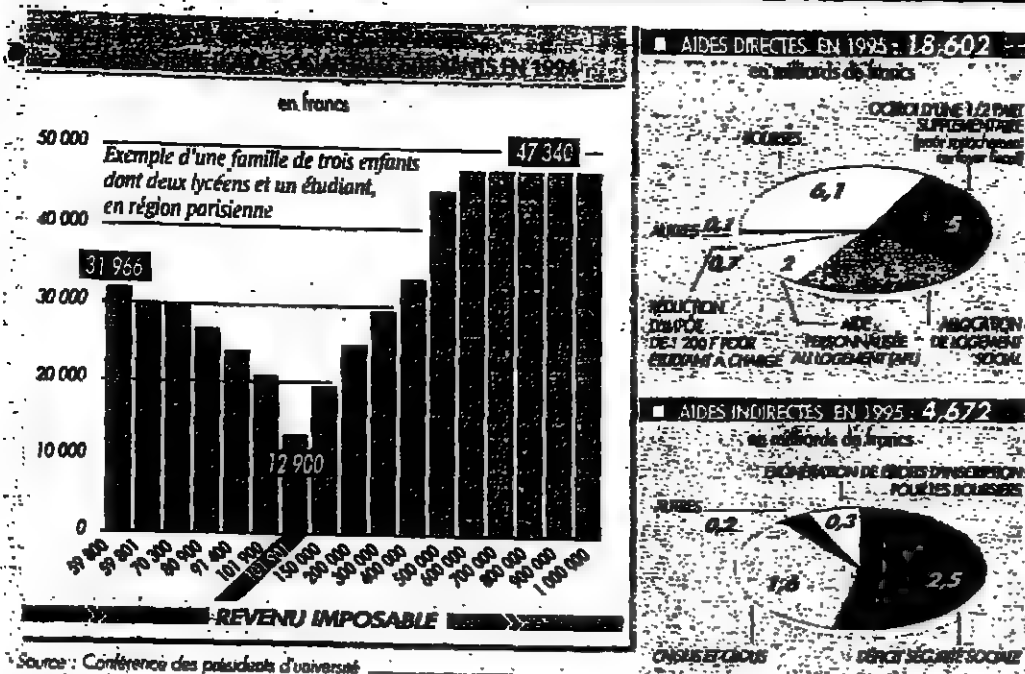
Pour d'autres encore, c'est la débrouille. Peggy, étudiante en sciences économiques, boursière, a été obligée de lâcher provisoirement tous ses petits boulots : entre un entretien à l'IUFM de Dijon et un oral de fin d'année à la fac, elle passe une bonne partie de ses journées « sur un tracteur » pour aider ses parents à faire les foins. Le logement, pour tous, voilà le problème. Stéphanie se réjouit d'avoir trouvé « une colocation, par hasard, au centre d'information jeunesse » pour partager un petit appartement en ville, réduisant ainsi son loyer à 1 500 francs. Chaque week-end, elle retourne chez ses parents et repart le lundi à l'aube, « avec du linge propre et des bocaux ».

B. G.

Tous deux pestent contre l'option du premier semestre. « Soit-disant, c'est une ouverture pour voir si l'on veut se réorienter au second semestre, mais c'est ridicule. C'est trop ou trop peu. On croise plein de gens qui font « histoire » ou « communication », en DEUG de langues, sans savoir pourquoi. Au secours ! » De même, le module de français, destiné à approfondir l'usage de la langue, leur paraît « ne pas servir à grand-chose ». « C'est du temps perdu pour l'anglais. Enfin, la dose habituelle de trucs inutiles », soupire Max. Séverine, discrètement en pleurs au pied d'un escalier, car elle « doit tout recommencer en septembre », n'est pas loin de partager cet avis. « J'ai fait un semestre de socio dans mon DEUG de lettres, mais on a commencé à aborder des choses vraiment intéressantes vers la fin. »

Sébastien, militant à l'UNEF-ID,

Plus de 23 milliards de francs d'aides sociales en 1995



Le système d'aides sociales aux étudiants favorise paradoxalement les familles aux plus faibles revenus qui peuvent cumuler déficits fiscaux et allocation de logement social. Les classes moyennes, dont les enfants constituent les nouvelles générations d'étudiants, sont les moins aidées.

Des allocations injustement réparties

A partir de l'exemple d'une famille de trois enfants, dont deux lycéens et un étudiant, le tableau de répartition des aides sociales élaboré pour la conférence des présidents d'université par Bernard Cleut, conseiller à la Cour des comptes, illustre l'injustice du système actuel qui favorise les familles les plus modestes comme les plus aisées, au détriment des classes moyennes. Cet écart s'explique essentiellement par le cumul de la demi-part fiscale avec l'attribution, sans condition de ressources, de l'allocation de logement social (ALS). Sur les quelque vingt-trois milliards de francs d'aides sociales, un peu plus de dix milliards sont des aides directes versées aux familles ou aux étudiants. L'attribution d'une allocation d'études individualisée, suggérée par l'UNEF-ID et le RPR, nécessiterait une refonte générale de ce système, avec à la clé une réforme des aides au logement (Le Monde des 17 et 18 janvier) et de nouvelles dispositions fiscales.

Le sort de l'affaire des écoutes sera fixé le 30 septembre

EXAMINANT lundi 17 juin une série d'appels concernant l'affaire des écoutes téléphoniques de la cellule de l'Elysée (Le Monde du 18 juin), la chambre d'appel de la cour d'appel de Paris a mis en délibéré au 30 septembre un arrêt dont dépend le sort judiciaire du dossier. Au cours d'une audience à huis clos, sous la présidence de Martine Anzani, les parties civiles représentant les victimes des écoutes ont soutenu la position du juge Jean-Paul Valat, qui estime pouvoir continuer d'instruire son dossier sous la qualification d'« attentat à la liberté individuelle ».

L'avocat général a adopté, à l'inverse, la position du parquet de Paris en concluant à la prescription des infractions – des écoutes pratiquées entre 1983 et 1986. Le ministère public et la défense ont exprimé une identité de vue sur la nature délictuelle des infractions et sur la prescription des faits. L'avocat général et l'avocat du commissaire Gilleron, un ancien membre de la cellule mis en examen dans cette affaire, ont reconnu la réalité des écoutes en tirant argument d'une transcription – dans une conversation du 7 octobre 1985 espionnée par la cellule, notre collaborateur Edwy Plenel avait indiqué en plaisantant à son interlocuteur : « Ménage, c'est le conseiller du président Mitterrand. C'est celui qui nous écoute, là » – pour s'étonner qu'aucune plainte n'ait été déposée avant la révélation, en 1993, de l'affaire.

Le parquet de Paris n'a pas fait appel dans l'affaire de la villa de M. Longuet

LE PARQUET DE PARIS a décidé lundi 17 juin de ne pas faire appel du refus du juge d'instruction Mireille Filippini de procéder aux investigations complémentaires que le parquet lui avait demandées dans l'affaire de la villa de Saint-Tropez de Gérard Longuet (Le Monde du 15 juin). Transmettant en décembre son dossier pour règlement au parquet, le juge avait considéré qu'un éventuel « recel d'abus de biens sociaux » ne pouvait pas être imputé à M. Longuet et estimait avoir fini son enquête. Après de nombreuses consultations auprès du parquet général de Paris et de la chancellerie, le parquet avait délivré, le 6 juin, un réquisitoire supplétif à M^{me} Filippini. Il lui demandait de s'intéresser aux conventions financières passées entre l'entrepreneur René Céréda et ses sous-traitants, dont l'intervention a généré un surcoût d'environ 80 % sur le montant total des travaux. Le parquet estimait qu'un éventuel « recel d'abus de crédit » au détriment de l'entreprise Céréda pouvait être reproché à M. Longuet, celui-ci n'ayant commencé à s'acquitter du gros de ses factures qu'après que l'entrepreneur meusien avait fait l'objet d'un contrôle fiscal en 1990. Après le revirement du parquet, le juge d'instruction devrait ordonner un non-lieu, total ou partiel, dans ce dossier.

l'année 1997

un plan qui donnera lieu à des accords étudiants et enseignants

La loi de programmation pour l'enseignement supérieur n'a pas été retenue, l'application de cette réforme ne se fera pas avant l'année scolaire 1997-1998. L'hypothèse d'une loi de programmation pour l'enseignement supérieur n'a pas été retenue.

Le système d'aides sociales aux étudiants favorise paradoxalement les familles aux plus faibles revenus qui peuvent cumuler déficits fiscaux et allocation de logement social. Les classes moyennes, dont les enfants constituent les nouvelles générations d'étudiants, sont les moins aidées.

Myriam et les autres

Myriam et les autres

Myriam et les autres

Myriam et les autres

Myriam et les autres

Myriam et les autres

Myriam et les autres

Dès 1992, la rénovation des DEUG avait pour but de faciliter l'orientation et de simplifier les formations

COMMENT LUTTER contre les taux d'échec ou les abandons lors des premières années à l'université ? Comment repenser les procédures d'orientation ? Sur ces sujets, François Bayrou n'avance pas en terrain inconnu. Dès 1992, son prédécesseur Lionel Jospin traitait de répondre aux mêmes questions en engageant une vaste rénovation des premiers cycles universitaires. Rénovation qui doit être étendue à l'ensemble des DEUG lors de la rentrée prochaine (à l'exception de la filière droit-gestion et sciences économiques). « Je ne peux accepter, expliquait alors au Monde Lionel Jospin, que 50 % des bacheliers entrant en premier cycle échouent au bout de deux ans et qu'ils aillent de redoublement en redoublement pendant quatre ou cinq ans pour sortir, dans un nombre trop important de cas, sans diplôme ni métier. Je ne peux pas accepter non plus qu'il faille trop souvent sept ans pour arriver au niveau de la maîtrise et que le taux d'échec en licence atteigne 50 % ».

EVALUATION DIFFICILE
Simplification des filières avec le regroupement des disciplines en grands secteurs de formation ; instauration d'un semestre d'orientation ; tutorat d'accueil et d'encadrement ; procédures d'information et examens avec généralisation du contrôle continu ; sensibilisation à la pré-professionnalisation... Ces propositions « nouvelles », avancées par le RPR, l'UDF, l'UNEF-ID ou la FAGE, existent bel et bien dans les textes parus en mai 1992, janvier et février 1993 puis en avril 1994. Mais il aura fallu près de quatre ans pour appliquer ces mesures dont l'intérêt est aujourd'hui redécouvert. Faute d'avoir été enti-

rement mises en pratique, il est difficile d'en évaluer les résultats.

Après les échecs du projet Devaquet introduisant la sélection à l'entrée de l'université et des collèges universitaires préconisés par son successeur Jacques Valade, Lionel Jospin et son conseiller Claude Allègre présentent en 1991 leur plan concernant les premiers cycles. Ils se heurtent pendant près d'une année aux manifestations des étudiants et d'une partie du corps enseignant attaché au strict respect des disciplines. Les textes d'application sont publiés au compte-gouttes à partir de 1992.

A sa sortie au ministère de l'enseignement supérieur en 1993, François Fillon ne manifeste guère d'enthousiasme pour appliquer cette réforme. Sans la remettre en cause, il charge l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale d'une évaluation. « Le bilan des premières expérimentations est assez sévère. Les auteurs du rapport, rendu en juillet 1995, relèvent que cette réforme « s'est effectuée à minima dans les établissements » et surtout qu'« elle a manqué d'un pilotage de l'échelon central sur les enjeux et les méthodes ».

En clair, fondée sur l'autonomie des établissements – libres de définir une partie de leur contenu pédagogique –, cette rénovation qui renvoyait la formation générale et pluridisciplinaire à un manque d'audace, Bernard Allou, ancien président de l'université Lille-III et ancien responsable de la pédagogie à la conférence des présidents d'université, souligne même ce paradoxe : « Un grand nombre de départs ont été effectués sans que l'on ait pu constater la moindre amélioration de la pédagogie. Cette dérive monodisciplinaire était inspiquée de bonnes intentions : « Pour un certain nombre

de collègues, le seul moyen de venir en aide aux étudiants en difficulté a été de renforcer les programmes ».

Pour Daniel Bloch, actuel président de l'université Joseph-Fourier (Grenoble-II), qui a la tête de la direction des enseignements supérieurs, a élaboré la réglementation de 1992, il a surtout manqué deux dispositions essentielles : « La rénovation pédagogique ne s'est guère accompagnée d'une réflexion sur les contenus. Et, à l'exception de la médecine et des IUT, les commissions pédagogiques nationales d'harmonisation des programmes n'ont jamais été constituées ».

MIEUX ARTICULER

Pour l'inspection générale, cette réforme s'est surtout soldée par un échec « dans les tentatives de regroupement des disciplines pour faciliter les réorientations. Elles n'ont ouvert pas de passerelles entre les diverses voies du premier cycle ». Ce constat vaut essentiellement pour les bacheliers des séries technologiques, dont le taux de réussite ne dépasse guère les 20 %. Parmi ses propositions, l'inspection générale suggère le renforcement des procédures d'orientation dès le lycée, l'organisation des deux premières années en semestres conditionnant permettant les réorientations, ainsi qu'une meilleure articulation avec les IUT et les BTS. Peu ou prou, ces recommandations ont été reprises lors des Etats généraux.

Un certain nombre d'établissements n'ont toutefois pas attendu pour faire preuve d'innovation. A l'université littéraire Rennes-II, la rénovation concerne les vingt DEUG profondément modifiés avec des modules pluridisciplinaires incluant des compléments d'orientation ou de diversification reliés à des per-

pectives professionnelles, telles que le travail social, les métiers du livre ou de la culture. « Nous n'avons pas cherché à créer de nouvelles formations mais à en changer les contenus. Malheureusement, les débouchés ne nous appartenaient pas », souligne Jacques Degours, vice-président responsable de la pédagogie. A Lyon, comme à Nice, des « passerelles » de réorientation ont été instituées dès le premier semestre entre l'université scientifique, les IUT et les BTS. L'habilitation de 3 400 diplômés de premier et deuxième cycle en cours d'examen par le conseil national de l'enseignement et de la recherche (CNER) traduit ces évolutions encore trop récentes.

M. D.

Dunkerque tente d'inventer des « parcours adaptés »

DUNKERQUE
de notre envoyé spécial
Sur les quais désertés de l'ancien port, non loin du centre-ville, l'université du littoral a installé ses nouveaux quartiers. La présidence et les services administratifs occupent les bureaux de la Compagnie générale maritime. Le bâtiment principal, à l'architecture ondulante dessinée par Jean Nouvel, s'est figé, adossé à une ancienne manufacture de tabacs. Dans quelques mois, avec la future bibliothèque et la maison de la recherche en voie de finition, le site dunkerquois de l'université nouvelle du littoral sera solidement armé pour embarquer de nouvelles générations de bacheliers.

Avec ses unités de Calais, de Boulogne et bientôt de Saint-Omer, cet établissement « multipolaire », créé en 1991, s'est construit sur un modèle original de répartition des formations. En quatre ans, ses effectifs – un peu plus de 8 000 étudiants à la dernière rentrée – ont augmenté de 150 %, dont plus des trois quarts en premier cycle. Ici, l'effet de proximité joue à plein. En attendant l'ouverture d'une filière de droit, les lycéens dunkerquois s'inscrivent principalement en lettres et langues, et en sciences économiques. La filière comptabilité-gestion d'AES (administration économique et sociale)

compte près de 40 % de bacheliers technologiques tertiaires et 10 % de bacs professionnels.

Dans certaines sections, on compte près de 50 % d'élèves bourgeois, et aussi une forte proportion d'abandons ou d'échecs répétés. Cette situation ne peut satisfaire Alain Dubrulle, l'administrateur provisoire : « L'université n'a pas changé depuis trente ans dans son organisation pédagogique. Il faudra bien un jour qu'on réfléchisse aux contenus pour accueillir les jeunes tels qu'ils sont et leur proposer des parcours de réussite adaptés plutôt que d'accumuler les échecs », affirme-t-il.

Dans une étude menée sur Boulogne, Florence Fontaine, de l'Observatoire des formations et de la vie universitaire, a rangé ces étudiants dans la catégorie des « seule issue ». Dans une région marquée par un fort taux de chômage des jeunes (27 %), l'université est un « refuge » pour des enfants originaires de familles modestes qui, grâce aux bourses, découvrent l'enseignement supérieur. Pour Alain Dubrulle, ce passage n'est pas forcément inutile. Encore faut-il que ce parcours ne débouche pas sur une impasse.

La taille modeste de l'établissement permet encore un suivi indivi-

dualisé des étudiants. A l'inverse des quelques enseignants-chercheurs nommés de Paris, Limoges ou... Carcassonne, les professeurs agrégés issus du secondaire s'investissent dans les tâches de pédagogie et d'encadrement. Pour trouver un remède aux échecs, l'université tente de se rapprocher des lycées et de leurs classes de BTS en vue d'harmoniser certaines parties de leurs programmes et de créer des passerelles.

Parce qu'une université n'existe pas sans la recherche, une partie des efforts actuels de l'équipe dirigeante est centrée sur la création d'unités et de laboratoires liés aux particularités de l'économie locale. C'est aussi, note Alain Dubrulle, un moyen de mettre en place des formations plus directement professionnelles, à l'image du diplôme de sciences et techniques des produits de la mer qui forme, à Boulogne, des chefs de rayon poissonnerie de supermarchés pour toute la France. « Mais ce ne sont là, ajoute-t-il, que des micro-réalisations pour un tout petit nombre. » Ces projets demeurent fragiles, mobilisent une énergie considérable, sans certitude de résultat ni reconnaissance de l'administration centrale.

M. D.

ROMANS-ESSAIS-POCHE-POLARS-ENFANTS

Un été très livre

Les librairies de la Fnac vous proposent vos prochains souvenirs de vacances.

Une sélection de 70 titres, réunis dans une brochure disponible gratuitement dans toutes les Fnac.

fnac

L'échec de la soirée télévisée contre le sida déclenche une polémique.

Le Sidaction 96 ne devrait permettre de collecter qu'à peine le quart des fonds recueillis lors de la première édition.

Pierre Bergé qualifie d'« irresponsables » certains des propos tenus par le président d'Act Up

La deuxième Sidaction, la vaste opération au profit de la lutte contre le Sida organisée sur huit chaînes de télévision le 6 juin, ne devrait permettre de collecter qu'à peine un quart des sommes recueillies lors

de la première édition. Pierre Bergé, président d'Ensemble contre le Sida (ECS), impute une partie de cet échec aux propos virulents tenus sur le plateau par le président d'Act Up, Christophe Martet, qui s'en était

pris au contenu de l'émission et à Philippe Douste-Blazy, le ministre de la culture. Act Up, dont l'appartenance à ECS pourrait être remise en cause, affirme avoir réagi au nom de « la lassitude et la colère du pu-

blic ». Au-delà de cette polémique, il apparaît que l'émission elle-même a suscité des réactions négatives de la part des téléspectateurs, qui ont appelé en moins grand nombre. Dans un entretien au Monde,

Pierre Bergé souhaite organiser un Sidaction dès l'année prochaine et non en 1998. « Peut-être, estime-t-il, faut-il arriver à une émission un peu plus austère, plus sérieuse, qui serait plus efficace. »

LES PREMIÈRES estimations désastreuses de la collecte du Sidaction 96 ont déclenché une nouvelle polémique, lundi 17 juin, au sein d'Ensemble contre le sida (ECS), l'association chargée de répartir les dons. A peine un quart des sommes collectées en 1994 devraient être recueillies pour cette deuxième édition, a précisé Pierre Bergé, président d'ECS, attribuant pour partie la « tendance très mauvaise » de la collecte aux propos tenus par le président d'Act Up, Christophe Martet, en direct sur le plateau unique des huit chaînes de télévision, le 6 juin.

Environ une heure après le début de l'émission, Christophe Martet, président d'Act Up, avait dénoncé la tournure que prenait la soirée. Il mettait en parallèle les « six cent enfants » contaminés et les « trente mille pédés morts du sida ». Le militant interpellait peu après le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, le traitant d'« assassin » et la France de « pays de merde » pour avoir voulu

expulser une jeune maman zéroise, malade et en situation irrégulière. M. Bergé nous a confié qu'il partageait l'indignation du militant sur ce point mais il a jugé le reste de ses propos « irresponsables » (lire ci-dessous). Ni Jean-Marie Cavada, président de la Cinquième et coordinateur de la soirée, ni Arnaud Marty-Lavauzelle, président de Aides, n'ont souhaité répondre à nos questions.

« BLOC ÉMISSIONNAIRE »

Un conseil d'administration d'ECS est convoqué pour le vendredi 21 juin à 15 heures, qui devra décider du maintien ou non de l'association Act Up en son sein. Act Up a immédiatement défendu son président. « Il fallait remettre les choses à leur place, car le début de l'émission, très larmoyante et autoproclamatoire, ne répondait pas à nos vœux et ne correspondait pas à la vision réelle de l'épidémie », a expliqué, lundi 17 juin, le vice-président de l'association.

Accusant Pierre Bergé de faire

d'elle le « bloc émissionnaire » de l'échec de la soirée, Act Up a invoqué l'affaire de l'ARC, qui « a terni l'image des associations », la Marche pour la vie organisée par Aides peu avant le Sidaction, « qui a brouillé le message dans le public », « l'absence d'affichage en faveur du Sidaction » ainsi que « la lassitude et la colère du public, qui constate que l'Etat se repose sur les associations et ne fait pas suffisamment pour la santé publique ».

Au standard de Sida-Info-Service (SIS), les réactions du public

ne se sont pas fait attendre. Yves Ferrarini, le successeur de Pierre Koepp à la tête de SIS, explique que « ce ne sont pas les propos qui ont choqué mais plutôt l'attitude » du président d'Act Up.

« MISE EN SCÈNE »

De nombreux correspondants, « la plupart dans une attente de don, se sont sentis insultés », précise-t-il. Quelques-uns ont appelé pour dire « on ne donnera pas ». Des gays ont téléphoné pour confier qu'ils ne se reconnaissaient

pas dans « le mode d'expression » employé par Christophe Martet.

« Aucune confusion entre la répartition des fonds du Sidaction et l'affaire de l'ARC » n'a par ailleurs été effectuée par les appelants, assure M. Ferrarini, mais « la présence des artistes a été mal comprise, ou mal vécue ». Des questions sur la rémunération des présentateurs ont été posées, des parents ont protesté d'avoir attendu « deux heures du matin » pour entendre parler de prévention et des personnes touchées ont esti-

mé qu'on n'avait « pas besoin de cette mise en scène ».

Six mille appels ont été enregistrés au total le soir du Sidaction, contre dix-neuf mille en 1994. « Les trois quarts disaient qu'ils allaient donner », assure M. Ferrarini. « Le mouvement d'émotion ne s'est pas reproduit, regrette-t-il encore, mais les demandes d'informations sur les prises de risques, sur le dépistage et sur la maladie ont repris. »

L. F.

Pierre Bergé, président d'Ensemble contre le sida

« Il faut très vite un autre Sidaction, dès l'année prochaine »

« Quel est, à ce jour, le montant exact de la collecte du Sidaction 96 ?

— Nous ne pouvons pas donner de chiffres, car nous ne les avons pas. Nous ne pouvons parler que du nombre d'enveloppes reçues et triées au centre spécialisé de Rouen avant que les chèques soient envoyés à la Fondation de France. Sachant que nous avons reçu un quart du nombre d'enveloppes reçues en 1994, si l'on extrapole, on peut imaginer que l'on recevra un quart du montant total de la collecte de 1994, qui était de 300 millions de francs, soit 75 millions.

— Comment expliquez-vous cette désaffection de la générosité publique ?

— J'ai trouvé l'émission très bonne. Mais je pense que les téléspectateurs n'ont pas supporté d'être pris en otage. Ce qui était sans doute nécessaire et valable en

1994 pour frapper un grand coup les a exaspérés en 1996 ; le fait qu'ils aient été censés sans possibilité d'évasion les a peut-être irrités et découragés. Ensuite, certains propos tenus pendant cette soirée n'ont pas incité les gens à donner. Je fais bien sûr allusion aux propos tenus par Christophe Martet, le président d'Act Up. Je suis d'accord avec lui : il est inadmissible qu'en France on puisse renvoyer hors de nos frontières des étrangers en situation irrégulière victimes du sida.

— Deux autres de ses propos me paraissent en revanche irresponsables. Le premier, c'est cette comptabilité un peu indécente d'enfants et d'homosexuels. Je ne crois pas non plus que la France soit « un pays de merde », car la France, ce soir-là, montrait qu'elle offrait, au contraire, toute une émission de télévision pour lutter contre le sida. On attendait de ceux qui nous écoutaient qu'ils se

montrèrent généreux. Peut-être que ces propos les ont empêchés de l'être.

— Remettez-vous aujourd'hui en cause le principe d'une émission de télévision-spectacle diffusée sur toutes les chaînes ?

— Rant-il désormais être plus sérieux ? S'abstenir d'avoir des scans, qui en général n'ont pas grand-chose à dire ? Ne vaudrait-il pas mieux avoir des témoignages plus précis, faire intervenir des scientifiques, qui, contrairement à ce que l'on croit, ne sont pas rasoirs et intéressent les gens, en lieu de les faire passer à l'émotion ? Ce sont des questions que je me suis posées au moment du déroulement de la soirée.

— Les victimes de cet échec, de ce semi-échec, seront les malades et les personnes touchées. Il faut donc un autre Sidaction, et très vite. Non pas dans deux ans, comme nous l'avions pensé, mais il

faut se remettre au travail dès la rentrée de septembre et envisager un Sidaction pour l'année prochaine.

— Certaines tensions entre les représentants des chaînes et du monde associatif n'ont-elles pas uni à la réussite du programme ?

— Même si le but à atteindre était partagé et commun, il est évident que les moyens étaient différents. Les chaînes pensent à une efficacité en termes d'audience et d'émission, les associations pensent à montrer leurs réalisations, leurs témoignages et à faire apparaître les scientifiques capables de parler de cette maladie. Il s'ensuit peut-être une incompréhension entre les partenaires. Peut-être faut-il arriver à une émission un peu plus austère, plus sérieuse, qui serait plus efficace. »

Propos recueillis par Laurence Folléa

Moitié moins d'audience qu'en 1994

La soirée organisée simultanément, jeudi 6 juin, sur TF 1, France 2, France 3, Canal Plus, M 6 et Arte a rassemblé moitié moins de téléspectateurs que le 7 avril 1994, lors de la première édition, baptisée « Tous contre le sida ». Selon l'Institut Médiamétrie, 5,5 millions de téléspectateurs, âgés de 4 ans et plus, ont regardé l'émission contre 10,3 millions, il y a deux ans. Pour la première partie, de 20 h 50 à 21 h 45, le Sidaction 1996 a enregistré, en moyenne, 11,9 millions d'individus âgés de 4 ans et plus contre 21,5 millions il y a deux ans.

Cette baisse d'audience semble avoir bénéficié au paysage audiovisuel de complément. RTL 9, chaîne généraliste par câble et satellite, a recueilli 28,9 % de parts de marché (PDM) auprès des foyers abonnés au câble ou au satellite au lieu de 5 % à 6 % habituellement. Multivision, service de paiement à la séance de films, proposé sur les réseaux câblés de la Lyonnaise des eaux, aurait enregistré une hausse de 40 % des commandes de longs-métrages.

Un revers largement prévisible

PIRE que l'échec — hélas, largement prévisible — du Sidaction 96, ce sont ses effets pervers qui sont aujourd'hui à redouter. Les Français n'ont guère cru — comment ne pas le comprendre ? — à cette prétendue union sacrée des chaînes de télévision. Ils n'ont pas davantage perçu l'urgence de la cause que quelques personnalités hautement médiatiques croyaient défendre par leur seule présence sur la scène du Zénith.

On ne manipule pas ainsi l'opinion publique. On ne lui assène pas des heures durant « Donnez, nous ferons le reste » sans, à aucun moment ou presque, être vraiment capable de justifier pareille demande et d'engager véritablement le dialogue avec les personnes réellement concernées par l'épidémie. En dépit de la violence, elle aussi largement prévisible, de certaines paroles, imputées à Act Up la responsabilité de l'échec du Sidaction n'est, en outre, pas acceptable. Quiconque connaît cette association et le combat qu'elle mène, en France comme aux États-Unis, pour les droits des malades atteints de sida, n'ignore pas la violence du propos de ses responsables. Personne, ici, ne peut prétendre avoir été piégé ou trahi par la tirade de Christophe Martet à l'adresse du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy.

« POLITIQUEMENT CORRECT »

A force de vouloir privilégier un discours « politiquement correct » sur le sida, où la compassion flirte avec le prosélytisme, les chaînes de télévision n'ont réussi à produire qu'une information-spectacle, aussi éloignée que possible de la réalité sociale de la ma-

ladie. A coup sûr, ce n'est pas cette télévision-là — qui plus est diffusée sous la forme d'un programme unique —, faite de faux-semblants et de bonne (ou de mauvaise) conscience, qui sera un jour capable de jouer un véritable rôle pédagogique.

Considérer le sida comme une maladie télévisuelle « pas comme les autres » présentait un risque évident, sinon de stigmatisation, du moins d'isolement des malades présents, par voie de conséquence, comme « pas comme les autres ». C'est la réalité sociologique du sida — fait social majeur — qu'il importe aujourd'hui de comprendre et de faire comprendre. Autant dire l'exact contrepoint de l'idéalisation aussi godiche que contre-productive voulue par les organisateurs et les présentateurs du Sidaction.

PAILLER LE MANQUE À GAGNER

Au-delà du sida, quelques semaines après le scandale de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), cette affaire illustre une nouvelle fois, mais de manière particulièrement caricaturale, les risques inhérents à ces vastes opérations de charité publique. De telles opérations sont incapables d'insuffler une véritable politique de recherche ou de santé publique, et, a fortiori, ne peuvent tenir lieu de politique. Mis en face de leurs propres carences, les pouvoirs publics sont aujourd'hui dans une situation particulièrement difficile. Sauf à interrompre de nombreuses initiatives associatives locales et des programmes de recherche, vont-ils être contraints de pallier le manque à gagner du Sidaction par des crédits d'Etat ?

Franck Nouchi

L'abbé Pierre met en cause le « mouvement sioniste »

« QUAND on vient me dire que je suis négateur de la Shoah, j'ai envie de me battre, c'est inadmissible », a notamment déclaré l'abbé Pierre dans un entretien au quotidien suisse Le Matin du 17 juin. Revendiquant sur la polémique née de son soutien à Roger Garaudy, mais en examen pour « contestation de crimes contre l'humanité » après la parution de son livre, Les Mythes fondateurs de la politique israélienne, l'abbé Pierre poursuit : « Qu'on ait la loyauté de regarder la vérité. Y compris les erreurs faites lorsqu'on a voulu expier la complicité passive avec Hitler. Il n'y a pas eu 6 millions de victimes à cause de Hitler, il y en a eu 50 millions. Et quelle importance qu'il y ait eu 6 ou 7 ou 5 millions de juifs persécutés. Garaudy le dit bien dans son livre : n'y aurait-il eu qu'un seul juif, traité de cette manière pour sa religion ou

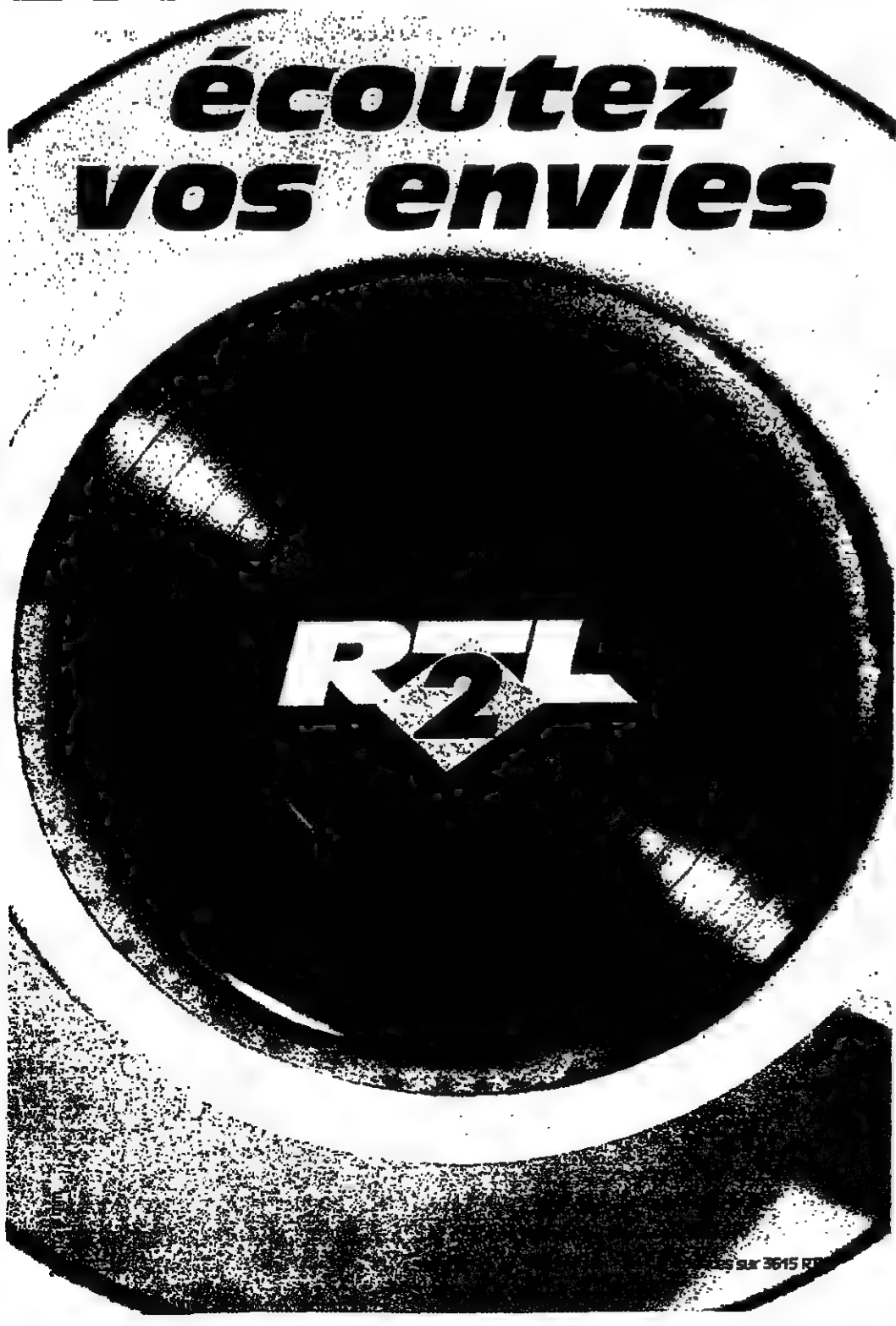
sa race, que nous devrions crier au crime contre l'humanité. »

Quant au « lobby sioniste international », qu'il avait récemment évoqué (Le Monde daté 2-3 juin), le fondateur des communautés Emmaüs précise : « Établi aux États-Unis avec des ramifications mondiales, il y a le mouvement sioniste. Il se base sur un verset de la Genèse où il est prétendu qu'Abraham aurait entendu Dieu lui dire : "Je te donne la terre, du fleuve du Nil jusqu'au grand fleuve de l'Euphrate." Donc, le mouvement sioniste dit : "Israël on s'en fout, les Palestiniens aussi, ce que nous voulons, c'est l'Empire annoncé à Abraham." Et ce mouvement intrigue mondialement pour cela. »

Tandis que Mgr Joseph Duval, président de la conférence des évêques de France, s'est refusé, lundi 17 juin, à tout commentaire

sur ces nouvelles déclarations de l'abbé Pierre, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a déclaré en avoir pris connaissance « avec consternation ». Le CRIF souligne : « L'abbé Pierre se montre obsédé par les thèmes les plus écoulés de l'antijudaïsme, condamné depuis longtemps par le Vatican. Il s'est ainsi définitivement déshonoré et déshonoré. Le CRIF en est profondément attristé et affligé. »

L'Union des étudiants juifs de France a demandé au président de la République de « retirer à l'abbé Pierre la Légion d'honneur afin que la France ne cautionne pas ses paroles et évite ainsi de répandre les thèses négationnistes ». Enfin, la justice suisse vient d'ordonner la saisie, chez un libraire-distributeur de Montreux, de l'ouvrage incriminé de M. Garaudy.



سكوت اوت اوت

une polémique

à première édition.
Act Up

Le 5 août, Pierre Bergé souhaite organiser un Séminaire de l'année prochaine et non en 1997. « Peut-être, estime-t-il, l'année prochaine sera-t-elle un peu plus austère. Mais, nous ne savons pas ce qui sera plus efficace ».

Le 5 août, Pierre Bergé souhaite organiser un Séminaire de l'année prochaine et non en 1997. « Peut-être, estime-t-il, l'année prochaine sera-t-elle un peu plus austère. Mais, nous ne savons pas ce qui sera plus efficace ».

contre le sida à l'année prochaine

Le 5 août, Pierre Bergé souhaite organiser un Séminaire de l'année prochaine et non en 1997. « Peut-être, estime-t-il, l'année prochaine sera-t-elle un peu plus austère. Mais, nous ne savons pas ce qui sera plus efficace ».

Le 5 août, Pierre Bergé souhaite organiser un Séminaire de l'année prochaine et non en 1997. « Peut-être, estime-t-il, l'année prochaine sera-t-elle un peu plus austère. Mais, nous ne savons pas ce qui sera plus efficace ».

Le 5 août, Pierre Bergé souhaite organiser un Séminaire de l'année prochaine et non en 1997. « Peut-être, estime-t-il, l'année prochaine sera-t-elle un peu plus austère. Mais, nous ne savons pas ce qui sera plus efficace ».

ement prévisible

Le 5 août, Pierre Bergé souhaite organiser un Séminaire de l'année prochaine et non en 1997. « Peut-être, estime-t-il, l'année prochaine sera-t-elle un peu plus austère. Mais, nous ne savons pas ce qui sera plus efficace ».

ment prévisible

Le 5 août, Pierre Bergé souhaite organiser un Séminaire de l'année prochaine et non en 1997. « Peut-être, estime-t-il, l'année prochaine sera-t-elle un peu plus austère. Mais, nous ne savons pas ce qui sera plus efficace ».

ment prévisible

Le 5 août, Pierre Bergé souhaite organiser un Séminaire de l'année prochaine et non en 1997. « Peut-être, estime-t-il, l'année prochaine sera-t-elle un peu plus austère. Mais, nous ne savons pas ce qui sera plus efficace ».

La France ne respecte pas les droits des étrangers, dénonce la FIDH

« Le seuil du tolérable a été franchi »

IMPRIMÉ en gros caractères bleus, le titre évoque un pays en guerre, ou encore une de ces républiques bananières à la justice expéditive. Pourtant, en rendant public, mardi 18 juin, son rapport baptisé *Le Seuil de l'intolérable*, c'est bien de la France que nous parle la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). En trente et une pages, la FIDH dresse un réquisitoire sans appel contre la politique menée depuis quelques années en matière d'immigration. Surtout, elle éclaire d'une lumière particulièrement vive les pratiques de l'administration vis-à-vis des demandeurs d'asile et des étrangers en situation irrégulière.

La Fédération ne souhaite pas réaliser une enquête de terrain, mais elle a pu constater, à l'occasion de ses missions, que les pratiques de l'administration vis-à-vis des demandeurs d'asile et des étrangers en situation irrégulière sont de plus en plus dures. Elle a pu constater, à l'occasion de ses missions, que les pratiques de l'administration vis-à-vis des demandeurs d'asile et des étrangers en situation irrégulière sont de plus en plus dures.

EN TRAÎNÉ À ROSSY

On pensait tout savoir de la politique française envers les demandeurs d'asile : exigence systématique de visas et restriction drastique dans leur attribution, sanctions financières à l'encontre des transporteurs d'immigrants, les barrières destinées à éviter l'entrée sur le territoire français étaient connues. De même, le refus des autorités de laisser débarquer dans les ports les passagers clandestins souhaitant effectuer une demande d'asile avait maintes fois défrayé la chronique. C'est pourquoi, les pratiques dans les aéroports restaient plus floues. En une journée à Roissy, les enquêteurs ont pu s'en faire une idée qui, selon eux, « laisse planer de sérieux doutes sur la possibilité même de déposer une demande ». Ils décrivent ainsi la situation d'un jeune nigérien, découvert enfermé dans la salle de transit : « Il avait les larmes aux yeux et s'accrochait littéralement aux membres de la mission. Il nous a expliqué en anglais qu'il voulait faire une demande d'asile mais qu'il n'y avait pas d'interprète et que personne n'avait enregistré sa demande. Il avait dans les mains plusieurs papiers, coupures de journaux, etc. Nous avons traduit son histoire à l'inspecteur qui nous accompagnait et ce dernier a répondu que le jeune n'avait rien demandé. Il nous a assuré qu'il serait transféré et que sa demande serait enregistrée ».

De la même façon, et exemplées à l'appui, la commission dénonce le refus de demandes abusivement

qualifiées de « manifestement infondées » et souligne les difficultés « quasi insurmontables » rencontrées par les étrangers pour déposer leur demande. Elle s'inscrit enfin de la chute du nombre de statuts de réfugié accordés et insiste sur le refus des autorités françaises de prendre en compte les persécutions ne relevant pas directement de l'Etat, excluant ainsi tous les Algériens menacés par les islamistes.

« DE VÉRITABLES CRIMINELS »

Autant de débouts qu'il faudra ensuite « éloigner ». Un mot auquel la mission consacre le second volet de son rapport et dont la neutralité cache mal la violence des pratiques. Et pour cause : « Les étrangers en situation irrégulière (...) sont perçus comme de véritables criminels de droit commun », estime la FIDH. Le rapport dénonce donc les multiples entorses faites au droit. Par les juges eux-mêmes, en premier lieu. Non seulement l'immense majorité d'entre eux refuse d'examiner la légalité des conditions d'interpellation, mais « il arrive même que le juge induise (les étrangers) en erreur en leur faisant de fausses promesses », assure la mission d'enquête, après avoir suivi plusieurs audiences.

Les trois enquêteurs relèvent cependant bien plus dans le comportement des préfets. Lors d'une des audiences, un étranger vient soutenir que, marié avec une Française, il est inextinguible. Homme, le juge interroge le représentant de l'administration. Il découvre alors que celui-ci disposait du certificat de mariage dans son dossier mais n'en avait fait mention ni au juge ni à la défense. Une toute-puissance de l'administration que la FIDH retrouve également dans le traitement des étrangers dans les centres de rétention, où rien de ce qui est prévu par le comité européen de prévention de la torture n'est appliqué. Ni l'attribution des droits des retenus ni l'accès au téléphone, encore moins la possibilité de promenade ou de rencontre avec un avocat. C'est donc une conclusion « lourde de signification pour un pays qui se présente comme le berceau des droits de l'homme et comme une terre d'asile » que tire la mission d'enquête. Loin de lutter contre le discours de l'extrême droite, le gouvernement, « par ses diverses mesures législatives et administratives, entretient la xénophobie et dirige l'étranger en bouc émissaire », analyse la FIDH. « Certes, poursuit-elle, il devient banal de constater l'écart entre la théorie et la réalité s'agissant du respect des droits de l'homme dans la presque totalité des Etats du monde. Mais, pour la mission de la FIDH, force est de constater que, en France, le traitement réservé à une des fractions les plus vulnérables de la société a franchi le seuil du tolérable ».

Nathaniel Herzberg

Amnesty critique le traitement des immigrés en Europe

LES ATTEIGNES aux droits de l'homme n'épargnent pas l'Europe de l'Ouest. Le dernier rapport d'Amnesty International, publié mardi 18 juin, met en lumière l'augmentation des accusations pour mauvais traitements imputables aux forces de l'ordre dans divers pays. Dans la plupart des cas, les actes de violence sont commis à l'encontre de ressortissants étrangers. Passages à tabac, usage illégitime de la force, châtiments inhumains ou dégradants, injures racistes, recours abusif aux armes, voire même torture, autant de violations que l'organisation a relevées dans onze pays de l'Union européenne, parmi lesquels la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Toutes les entorses aux droits de l'homme recensées en Europe de l'Ouest présentent ce même trait commun de « mauvais traite-

ments » avec, en filigrane, un arsenal législatif de plus en plus répressif à l'égard des immigrés. En Allemagne, sur quelque 70 cas de violence abusive dénombrés entre janvier 1992 et mars 1995, les victimes étaient « en majorité des ressortissants étrangers, notamment des demandeurs d'asile ou des membres de minorités ethniques ». L'Italie est signalée pour une « tendance dangereuse à un certain racisme » dirigé à l'encontre des immigrés non européens et des Tsiganes. En France, indique le rapport, « de nombreuses enquêtes judiciaires relatives à des cas de coups de feu, d'homicides et de mauvais traitements remontant aux années précédentes n'ont toujours pas abouti ».

★ Rapport 1995, Amnesty International, 379 p., Editions franco-phones, EFAI.

Deux journaux et quatre agences sont jugés pour des photographies de l'attentat du RER

Selon le substitut, le « choc » de certaines images peut justifier de limiter la liberté d'expression

La 17^e chambre correctionnelle de Paris examinait, lundi 17 juin, la poursuite engagée par le parquet contre *France-Soir*, *Paris-Match* et

quatre agences photographiques qui avaient publié des photographies de victimes prises juste après l'attentat à la station Saint-Michel du

RER, le 25 juillet 1995. Selon le substitut, « le choc de certaines photos peut nécessiter d'apporter des limites à la liberté d'expression ».

SI MARAT avait été assassiné il y a seulement quelques semaines, Louis David, en peignant effrontément dans sa baignoire, aurait commis un délit. L'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 interdit en effet « la publication, par tout moyen, de photographies, gravures, dessins, portraits ayant pour objet la reproduction de tout ou partie des circonstances d'un crime ou d'un délit ».

C'est sur le fondement de ce texte que la 17^e chambre correctionnelle de Paris examine, depuis lundi 17 juin, la poursuite engagée par le parquet contre *France-Soir*, *Paris-Match* et les agences photographiques Gamma, Orop, Sygma et Sipa. Cette poursuite est la conséquence d'une plainte déposée, le 2 septembre 1995, par une victime de l'attentat commis dans le RER à la station Saint-Michel, le 25 juillet 1995. Une photographie parue dans *Paris-Match*, prise quelques instants après l'explosion, la représentait de dos, la robe déchirée, soutenue par deux membres des équipes de secours. L'enquête a ensuite permis de poursuivre l'agence Sipa, qui avait

fourni cette photographie, puis *France-Soir* et trois agences de presse, pour d'autres images représentant des victimes de l'attentat. L'objet principal du procès n'est pas de statuer sur les légitimes réparations que les victimes photographiées sont en droit de demander, sur le plan civil, pour une image qui peut leur avoir causé un préjudice. L'enjeu du procès pénal est tout autre puisqu'il concerne l'application exceptionnelle d'un décret qui paraissait tombé en désuétude. En commentant le droit de la presse en 1951, le juriste Toulemonde remarquait à propos de l'article 38 : « Il s'agit d'un texte en vertu duquel à peu près tous les journaux de France pourraient tous les jours donner lieu à poursuite, même ceux qui, à la suite d'une catastrophe de chemin de fer ou d'un banal accident d'automobile, auraient publié l'image la plus dépourvue de danger pour les mœurs mais qui n'en tomberaient pas moins sous le coup de la loi ».

« À NOUVEAU OTAGE »

Pour le substitut Edith Dubreuil, « le choc de certaines photos peut nécessiter d'apporter des limites à la liberté d'expression ». Indiquant que la télévision pourrait également être poursuivie, le magistrat n'a pas précisé pourquoi le parquet n'avait pas jugé utile de le faire, alors que les trois principales chaînes de télévision française ont longuement diffusé des images de l'attentat. Citée par le parquet, une victime du RER a déclaré : « En voyant ma photo, j'avais l'impression d'être à nouveau prise en otage, que l'on disposait de moi. » Son amie, photographiée à ses côtés, a exprimé la même douleur : « J'étais effondrée, j'ai eu des coups de téléphone de gens qui m'ont reconnue ».

D'autres témoins, cités par la défense, sont des victimes d'autres attentats et notamment de ceux commis en 1986. « La photo de cet attentat, j'y tiens ! Elle me rappelle que j'étais bien là », a dit cette femme qui a fait faire un agrandissement. D'autres victimes font état de l'importance des photographies dans le travail psychologique et psychiatrique qui suit le traitement physique. « Je voulais la preuve : j'ai mis deux ans à comprendre le sens de l'attentat », a dit cette victime de l'explosion du magasin Gilbert Jeune, avant d'ajouter : « On montre les photos des guerres ailleurs, pourquoi on ne montrerait pas les photos d'attentats ? C'est une guerre ! Il faut montrer ce que c'est qu'un attentat ! »

Maurice Peyrot

Le Conseil d'Administration de SODEXHO S.A. s'est réuni le 14 juin et a examiné les points suivants :

1. CÉSSION DE LA PARTICIPATION DE SODEXHO DANS EUREST FRANCE

SODEXHO vient de signer avec COMPASS un accord de cession de sa participation dans Eurest France pour un montant de 590 millions de francs français, conformément à la décision du Conseil d'Administration prise après consultation du Comité de Direction Groupe et du Comité de Direction France.

Cet accord met fin à toute action judiciaire en cours concernant la prise de participation par COMPASS dans Eurest France.

Cette décision a été prise pour 2 raisons :
- SODEXHO n'avait pas l'appui total du management d'Eurest France, contrairement aux alliances récentes avec Gardner Merchant et Partena ;
- Le prix offert paraît raisonnable et dégage une importante plus-value qui viendra renforcer la situation financière du Groupe.

SODEXHO France poursuivra son développement grâce à la capacité de ses équipes à apporter à ses clients le meilleur service au meilleur prix.

2. SUCCÈS COMMERCIAUX

Au cours du premier semestre 1995/1996, SODEXHO a enregistré quelques brillants succès commerciaux dans ses différentes activités :

En France : Le restaurant du siège social de Nestlé à Noisiel et celui de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie à Marseille.

Les écoles du XII^e arrondissement de Paris et celles de Noisy-le-Grand, l'Hôpital franco-britannique à Levallois-Perret.

En Grande-Bretagne : Les restaurants de BAT Industrie à Londres et d'un département du Ministère de la Défense dans l'ouest de l'Angleterre.

Aux États-Unis : Le restaurant d'American Express à Minneapolis et le service hôtelier du Children's Hospital de Boston.

Au Kazakhstan : Chevron a renouvelé son contrat avec notre filiale Allied Support, spécialisée dans la gestion de bases-vie en C.E.I.

Au Canada : La gestion de la mine de nickel de Falconbridge à Raglan (Québec).

En Hongrie : SODEXHO Pass a signé un contrat avec la société pétrolière MOL pour 12 000 utilisateurs de chèques restaurants par jour.

3. CÉSSION DE PARTENA SECURITY

SODEXHO S.A. a pris récemment aux côtés de FINANCIERE SODEXHO et du management une participation de 45,6 % dans le leader des services aux collectivités suédois PARTENA AB.

Outre la restauration, le nettoyage et les services aux maisons de retraite, PARTENA avait une activité dans la sécurité : cette activité, qui ne rentrerait pas dans les objectifs du Groupe, vient d'être vendue dans de bonnes conditions au groupe danois FALCK, spécialisé dans la sécurité.

Cette opération permettra à PARTENA AB et son management de se concentrer sur le développement des activités de PARTENA Cater, de PARTENA Clean et de PARTENA Care, qui présentent, entre elles et à l'intérieur du Groupe SODEXHO, de nombreuses synergies et de bonnes perspectives de développement.

4. CHÈQUE CARDAPHIO

La prise de participation, en février 1996, de 30 % dans le capital de Cardaphio, 3^e émetteur français de Chèques de Services, dont SODEXHO assure le management, aura un impact positif sur les résultats consolidés du Groupe au 31 août 1996. La bonne progression du volume d'émission est conforme à nos prévisions.

5. ÉMISSION D'O.B.S.A.

L'émission, en mai 1996, d'un emprunt obligataire à Bons de Souscription d'Actions de 2 milliards de francs français a été largement souscrite, 75 % des actionnaires ayant exercé leur droit de priorité.

Elle permet :
- de consolider l'endettement du Groupe ;
- de rembourser une partie de la dette d'acquisition de Gardner Merchant ;
- de se refinancer à des taux plus favorables ;
- de renforcer à terme les fonds propres du Groupe.

6. COMPTES SEMESTRIELS

Les comptes consolidés au 29 février 1996 font apparaître une progression générale très importante par rapport au premier semestre de l'exercice précédent qui n'intégrait pas Gardner Merchant : ils font ressortir :
- un chiffre d'affaires de 12 398 000 000 de francs français ;
- un résultat d'exploitation de 561 434 000 francs français ;
- un résultat net part du Groupe de 213 310 000 francs français.

La marge d'exploitation a continué à progresser et s'élève à 4,5 %.

Pour l'ensemble de l'exercice 1995/1996, le chiffre d'affaires dépassera les 24 milliards de francs français, représentant 8 % de croissance interne, le reste de la croissance étant dû à la consolidation de Gardner Merchant sur l'exercice complet.

Hors éléments exceptionnels et non récurrents dont le solde devrait s'élever à 320 000 000 de francs français, le résultat net consolidé part du Groupe dépassera 370 000 000 de francs français, soit plus de 30 % de croissance par rapport aux 284 000 000 de francs français de l'exercice précédent.

Sodexo

Satisfaire un monde de différences

BP 100 - 78883 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX - TEL. : (1) 30 85 75 00



Information financière sur minitel : 3615 et 3616 CLIFF (1,29 F la mn).

صلى الله عليه وسلم

DISPARITIONS

Mercedita Valdes

Une grande chanteuse de musique afro-cubaine

PETITE, VIVE, rieuse et profonde, Mercedita Valdes, grande figure de la musique afro-cubaine, est décédée mercredi 12 juin à La Havane, des suites d'une défaillance cardiaque. Elle était âgée de soixante-sept ans.

Née le 14 octobre 1928, dans le quartier de Cayo Hueso à La Havane, elle a été l'une des premières chanteuses à populariser les rythmes religieux africains. Elle fut l'élève de l'éthnologue Fernando Ortiz (1881-1969), découvreur de la culture d'origine yoruba dont la société cubaine est imprégnée. Celui-ci lui avait demandé, dans les années 50, d'illustrer en chantant ses conférences sur l'héritage africain de Cuba. A cette occasion, il la surnomma « la petite Aché », ce qui signifie « protégée par les dieux » en yoruba. Alors que le régime castriste occultait les rites d'origine africaine de la *santería* (le vaudou en Haïti, le *condomble* au Brésil), Mercedita Valdes poursuivait sa recherche des racines noires. Certains lui ont reproché de ne pas respecter les musiques sacrées de la *santería*; d'autres, au contraire, l'accusaient de répandre des superstitions.

Dès l'âge de douze ans, Mercedita Valdes débute sur les ondes de Corte Suprema del Arte, puis sur Radio 1010. En 1951, elle participe à une émission hebdomadaire sur Radio Cardena Suaritos. La rumba et les tambours afro font irruption sur les ondes à une heure de grande écoute. Dans les années 50, elle participe au premier concert de musique afro-cubaine à New York, au Carnegie Hall. Elle chante ensuite à l'Apollo Theater à Harlem, avec Tito Puente et Mongo Santamaría. A cette même époque, elle se produit avec Rita Montaner, fûtée avec le cinéma (*Yamba O* du Mexicain Emilio Fernandez).

Puis, elle chante avec Los Amigos, un groupe qui réunit les plus grands musiciens cubains du moment : son mari Guillermo Barreto, Frank Emilio au piano, Cachaito à la contrebasse, et le percussionniste Tata Guines. Dans les années 80, elle enregistre une série de quatre albums, intitulée *Aché*. Sa dernière apparition eut lieu en mai dernier au Théâtre national de La Havane lors d'un hommage à la musique afro-cubaine, où apparaissait également une autre grande figure du genre, Celina Gonzalez. Invitée l'an passé à Nantes pour le festival des Allumés, finalement annulé pour des raisons politiques, elle préparait pour cet automne sa première apparition en France. Deux de ses albums sont parus en France : *Aché* (Aspic) et *Cuba Classics vol. 3* (Tutu-Night and Day).

V. Mo.

DAVID MOURAO-FERREIRA, écrivain portugais, est mort dimanche 16 juin à Lisbonne des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-neuf ans. Né le 24 février 1927 dans la capitale portugaise, David Mourao-Ferreira, après des études de français à la Sorbonne, enseigna cette langue à l'université de Lisbonne. Parallèlement, il participa à la création de plusieurs revues littéraires et publiées, en 1950, son premier livre de poèmes *A Secreção Viagem* (*Le Secret Voyage*), qui sera suivi de nombreux autres recueils : ce sont les thèmes érotico-amoureux qui dominent dans cette poésie fluide et musicale. Amalia Rodrigues chanta des fados tirés de ses poèmes. Traducteur et critique avisé, David Mourao-Ferreira publia aussi des recueils de nouvelles dont plusieurs furent portées à l'écran. En 1986, son premier roman, *Um amor feliz*, connaît un grand succès. Enfin, après la révolution des œillets, il fut à trois reprises, de 1976 à 1979, secrétaire d'Etat à la culture. Un seul livre de nouvelles a été traduit en français : *Soles masqués* (traduit par Marie-Claire Vromans et Françoise Laye, éd. Viviane Hamy, 1991).

NOMINATIONS

RADIO-FRANCE

Pascal Dumay a été nommé directeur de la musique à Radio-France par Michel Boyon, président-directeur général de Radio-France, en remplacement de Claude Samuel, atteint par la limite d'âge. Il prendra ses fonctions dès le mois de juillet. Pascal Dumay aura notamment pour mission de renforcer la coordination entre les formations permanentes de Radio-France (Orchestre national de France, Orchestre philharmonique, chœur et maîtrise) et les antennes de France Musique, du programme musical de France Culture et du programme Hector.

(Pascal Dumay est âgé de trente-neuf ans. Il a effectué des études au Conservatoire national supérieur de Paris et a mené quelques temps une carrière de pianiste professionnel. Il est ensuite entré dans des activités de direction artistique, à l'Académie-Festival des Arcs, au Festival universitaire Campus à l'Orléans et aux Rencontres musicales de Villars-sur-Ordon. De 1988 à 1993, il a été le directeur général du Festival d'été de France. Il est directeur artistique d'Erato-disques depuis 1993 et président de l'Orchestre français des Jeunes depuis 1995.)

JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du vendredi 14 juin sont publiés :

● Justice : un décret relatif aux assistants de justice, ainsi qu'un arrêté fixant le montant de l'indemnité de vacation horaire qui leur est allouée. Les assistants de justice, recrutés en application de la loi du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative, « apportent leur concours aux travaux préparatoires réalisés par les magistrats » des tribunaux d'instance, de grande instance et des cours d'appel.

● Epargne-logement : une circulaire du directeur du Trésor relative aux aménagements du régime de l'épargne-logement, prévus par la loi du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. Ce texte précise notamment les conditions dans lesquelles une partie des fonds déposés sur les plans d'épargne-logement peuvent être débouqués par anticipation. Il rappelle que des prêts d'épargne-logement peuvent être accordés pour financer l'acquisition de logements anciens à usage secondaire.

● Délocalisation : un arrêté portant agrément d'une opération de localisation en province d'un établissement relevant du ministère de l'Agriculture, de la pêche et de l'aquaculture. Il s'agit de l'Ecole nationale supérieure de l'horticulture, dont le siège est transféré de Versailles à Angers.

tionnel supérieur de Paris et a mené quelques temps une carrière de pianiste professionnel. Il est ensuite entré dans des activités de direction artistique, à l'Académie-Festival des Arcs, au Festival universitaire Campus à l'Orléans et aux Rencontres musicales de Villars-sur-Ordon. De 1988 à 1993, il a été le directeur général du Festival d'été de France. Il est directeur artistique d'Erato-disques depuis 1993 et président de l'Orchestre français des Jeunes depuis 1995.)

DIPLOMATIE

Tristan d'Albis, ambassadeur en Afrique du Sud, a été nommé ambassadeur au Lesotho en résidence à Pretoria, en remplacement de Joëlle Bourgeois, par décret paru au journal officiel du 13 juin.

(Né le 9 octobre 1938, Tristan d'Albis est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Il a été en poste à Londres (1971-1973), puis sous-directeur d'Afrique du Nord (1973-1980), avant d'être placé en disponibilité à sa demande et d'occuper, de 1980 à 1995, le poste de directeur des relations extérieures de Peugeot SA. Tristan d'Albis est ambassadeur en Afrique du Sud depuis octobre 1995.)

ABONNEMENT VACANCES

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonnement (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

Renvoyez le Monde sur le bon de son envoi. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F
3 semaines (19 n°)	126 F
1 mois (26 n°)	161 F
2 mois (52 n°)	380 F
3 mois (78 n°)	536 F
12 mois (521 n°)	1890 F

Date et signature obligatoires

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Corentin, Jacques, Michel, est né le 16 juin 1996 pour le plus grand bonheur de ses parents.

Viviane et Jacques Pflister-Hort, CH - 1400 Yverdon-les-Bains.

Mariages

M. et M^{me} Philippe JULLIAN, M^{me} Nicole SOUCCAR,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Sella et Thierry.

La cérémonie a été célébrée dans l'intimité le 15 juin 1996.

Paris, 20, rue Bonaparte, Alet-Bains (Aude).

Anniversaires de mariage

Simone et Jacques, pour vos noces d'or,

Jacques,

pour les quatre-vingt-cinq ans, Ad Més Vo-Erim.

Vos enfants, David et Sylvain, vos petits-enfants, Ariël, Maya, Axel, Nathan, Angèle et Emma-Lou. Votre arrière-petite fille, Lila, qui vous aime.

Décès

Jean-Jacques Lecomte et José Lecomte-Lapeyrière, son fils et sa belle-fille, Xavier, Philippe, Emilie Lecomte, ses petits-enfants, Lucinda et Alexandre Lecomte, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Yvonne BANCILLON,

survenue le 14 juin 1996, à Marseille. La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 19 juin à 14 h 30, en l'église Saint-Bonnet de Pernes (Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Saint-Brieuc, Saint-Malo, Paris.

On nous prie de faire part du décès de

Marcel BOURDOULOUS,

survenue à Paris, le 7 juin 1996, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation a eu lieu, le 11 juin, dans l'intimité, au cimetière de Pabu-Guingamp (22).

Gémissons... Gémissons... Gémissons... mais espérons !

Le 14 juin 1996, un accident de la route a entraîné

Emmanuel CANNARELLA

à l'affliction des siens.

Tous ceux qui l'ont connu et estimé se réuniront pour l'Eucharistie en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, à Paris (16^e), sa paroisse, le vendredi 21 juin 1996, à 11 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

Décès : Thérèse Cannarella, 61, rue La Fontaine, 75016 Paris.

La direction et le personnel des sociétés SATAP et TLG ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur gérant cofondateur.

M. Sylvain, Isak, Justin GALICY,

le 13 juin 1996, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

M^{me} NAIM et ses enfants, sa mère et ses frères,

ont la douleur de faire part du décès de

Emile,

survenue le 16 juin 1996, à l'âge de soixante-huit ans.

Ses obsèques seront célébrées au cimetière parisien de Pantin, le mardi 18 juin à 14 heures.

Jean-Paul et Liliane Coblentz, et leurs enfants, Michel et Marie-Christine Coblentz, et leurs enfants,

Anne-Marie et Michel Kahn, et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Yvonne COBLIENTZ,

née SAMUEL.

Elle s'est éteinte le 4 juin 1996, à quatre-vingt-dix ans, et a fait don de son corps à la science.

40, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne.

Ses enfants,

Les docteurs Odile et Jean-Claude Benoit, M^{me} Anne Froment, Le professeur Alain Froment et Marielle Gouton, Le professeur et M^{me} Eric Froment, M^{me} Marie-Claire Froment,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M^{me} Roger FROMENT,

né BERRIER,

survenue le 10 juin 1996.

A son souvenir est associé celui du professeur Roger FROMENT,

décédé le 17 février 1994.

Les funérailles ont eu lieu à Lyon le 13 juin, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Jacques Marete, leurs enfants et petits-enfants, leurs enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et arrière-arrière-petits-enfants, Les familles Marete et Mouraux,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} MARETE,

née Marie ABET,

survenue à Paris le 16 juin 1996, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Le corps repose à la chambre funéraire des Baignoilles (10, rue Pierre-Roberte, à Paris 17^e).

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 juin à 11 heures en l'église Saint-André de l'Europe (24 bis, rue de Saint-Petersbourg, à Paris 8^e).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Montmartre.

59, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

37, boulevard des Baignoilles, 75008 Paris.

62, 14^e avenue, Le Lys-Chatilly, 93020 La Courneuve.

60260 Lamorlaye.

59, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

37, boulevard des Baignoilles, 75008 Paris.

62, 14^e avenue, Le Lys-Chatilly, 93020 La Courneuve.

60260 Lamorlaye.

59, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

37, boulevard des Baignoilles, 75008 Paris.

62, 14^e avenue, Le Lys-Chatilly, 93020 La Courneuve.

60260 Lamorlaye.

59, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

37, boulevard des Baignoilles, 75008 Paris.

62, 14^e avenue, Le Lys-Chatilly, 93020 La Courneuve.

60260 Lamorlaye.

59, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

37, boulevard des Baignoilles, 75008 Paris.

62, 14^e avenue, Le Lys-Chatilly, 93020 La Courneuve.

60260 Lamorlaye.

59, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

37, boulevard des Baignoilles, 75008 Paris.

62, 14^e avenue, Le Lys-Chatilly, 93020 La Courneuve.

60260 Lamorlaye.

M^{me} Jean Flaud, son épouse, M. et M^{me} Michel Danne, et leurs enfants,

M. Pierre Flaud et M^{me} Véronique Hayen,

et leurs enfants, M^{me} Anne Flaud,

ses enfants, et leurs enfants, M^{me} Marguerite Le Dornier, M. et M^{me} Eugène Onno, M. et M^{me} Jacques Flaud, M. Marcel Fabre,

M. et M^{me} Jean Benignus, ses sœurs, frères, beaux-frères et belles-sœurs, et leurs enfants, et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès accidentel, le 15 juin 1996, à l'âge de soixante-quinze ans, de

Jean FLAUD,

ancien élève de l'Ecole normale supérieure, inspecteur général honoraire, de l'Éducation nationale, officier de la Légion d'honneur.

La levée de corps aura lieu à la Maison funéraire de Clichy-en-Yvelines (Oise), le jeudi 20 juin à 14 heures.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Michel de Limoges, le vendredi 21 juin à 14 h 30.

21, rue des Chevaliers, 95160 Montmorency.

Justine Raymond, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M. et M^{me} Jean Raymond, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Justine RAYMOND,

née Denise GUY,

survenue à Paris le 5 juin 1996, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Funérailles civiles et inhumation se sont déroulées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Vauquelin, 75005 Paris, 75440 Miesmay.

M^{me} Marcelle Simonpaul, et M^{me} Agnès,

M. et M^{me} Yves Simonpaul, leurs enfants Laurent, Delphine, et leur petite-fille Sheila,

Les neveux, petits-neveux et amis,

ont la douleur de faire part du décès de leur maman, grand-mère, arrière-grand-mère, tante et amie,

M^{me} veuve SIMONPAUL,

née Angèle RAIBALDI,

survenue à Paris le 6 juin 1996 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse.

M. Roland THEBAUT, son épouse, M^{me} Claire Thebaut, sa fille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland THEBAUT,

ESTP 67, inspecteur AGF,

survenue le 14 juin 1996 dans sa cinquante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 19 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris (7^e), suivie de l'inhumation au cimetière de Pouldu (Bretagne).

25, rue de Lille, 75007 Paris.

M^{me} Jeanne Vanlerenberghe, Jean-Marie, Pierre, Marie-Thérèse, Geneviève Vanlerenberghe, leurs épouses, époux et enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Victor VANLERENBERGHE,

survenue le dimanche 16 juin 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 20 juin à 15 heures, en l'église d'Hesdin (Pas-de-Calais).

5, avenue du Square, 62140 Marconnelle-Hesdin.

Anniversaires de décès

En mémoire,

Laurent CADIOT,

9 août 1945 - 19 juin 1976.

Le 19 juin 1995.

Jacques COUSINET

nous quitte.

M. et M^{me} Robert Cousinet, ses parents, Marianne Cousinet, sa fille.

Jean-François BERNIGAUD.

Il y a un an, nous te quittons au Père-Lachaise. Tes images sont inscrites dans l'histoire de la Russie. Tu restes pour nous une référence, et nous sommes tes amis fidèles.

Les reporters cameramen de France 2

Communications diverses

Le DESS « Banques et finances » de l'université René-Descartes (Paris-V) a célébré le lundi 17 juin 1996 le vingtième anniversaire de sa création, et le prix du meilleur mémoire 1995-1996 a été décerné par M. Philippe Lagayette, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Professeur responsable : Sylvie de Coussergues.

Expositions

« 1936-1945. Magnum avant Magnum », photographies de Cartier-Bresson, Capa, Rodger et Seymour. Jusqu'au 28 octobre au CHRD, 14, avenue Berlioz, 69007 Lyon. Renseignements tél. : 78-72-23-11.

Soutenances de thèse

Nancy L. Grant soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat : « La mode en production : la confection et les immigrants, Paris New York, 1880-1980 », à l'université Paris-VII, le mercredi 19 juin 1996 à 14 h 30, sous le sceau de la 716.

Sylvie FRANCHET d'ESPÈREY soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat : « Le conflit et le mal dans la « Théologie » de Stace. Violence et non-violence » le mardi 25 juin, à 14 heures, en Sorbonne, salle Louis-Liard.

Sophie Rosenberger a soutenu, le 14 juin 1996, à l'université Sorbonne nouvelle-Paris-III, sa thèse de doctorat en linguistique anglaise : « De l'acquisition de L1 à l'apprentissage d'une L2 - élaboration d'un cadre théorique pour l'enseignement de l'anglais à l'école élémentaire ». Le jury, composé des professeurs Jean Adamec (directeur de recherche), Louise Debbané et Jean-Paul Narcy, lui a décerné la mention « très honorable ».

THÈSES

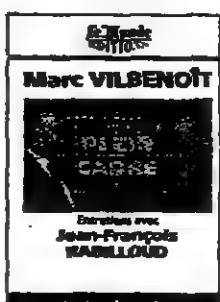
Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

Le Monde EDITIONS

Marc VILBENOÏT

PLEIN CADRE



Itinéraire d'un syndicaliste comblé

Entretiens avec Jean-François RABILLOUD

De la guerre d'Algérie aux grèves de décembre 1995, quarante ans d'histoire, d'engagement et d'encadrement, un itinéraire régulier et obstiné, une analyse sans angélisme ni concessions sur l'avenir des rapports sociaux en général et sur celui des cadres en particulier, par le président de la CFE-CGC.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

HORIZONS

PORTRAIT

La métamorphose de Boris Eltsine

Donné au plus bas par les sondages au début du mois de mars, le président russe a été repris en main par sa famille et par quelques experts des médias. Récit d'un changement d'image rondement mené



IGOR MALACHENKO, président-directeur général de NTV, la jeune chaîne de télévision russe que toutes les autres jaloussent, jette un coup d'œil appuyé à l'horloge de son bureau. C'est l'heure de son rendez-vous quotidien à l'état-major de la campagne électorale de Boris Eltsine, de l'autre côté de la Moskova. Ce diplômé de philosophie (marxiste) n'aura pas passé un an pour rien aux États-Unis, à étudier le marketing politique. A deux jours du premier tour de l'élection présidentielle, il prend le temps de voir la presse. Il a un message à faire passer : « Il n'y a aucune garantie que le président n'écoute pas le nouveau ceux qui lui conseillent un coup de force si les résultats sont mauvais. C'est pour diminuer ce risque que j'ai rejoint son équipe. »

Ce frère « quadra » (sans ses cheveux blancs, il aurait l'air d'avoir trente ans) a travaillé pour Mikhaïl Gorbatchev au département idéologique du comité central du PCUS. Après des passages par l'institut des États-Unis et du Canada et la première chaîne de télévision, il s'est lancé, en 1993, dans la création de la première chaîne « privée » de Russie. Aujourd'hui, il est l'un des rares acteurs politiques du pays à ne pas baisser la voix pour dénoncer publiquement Alexandre Korjakov, le chef de la sécurité de Boris Eltsine. Un homme qui rêve toujours, selon lui, de trancher encore une fois au canon les problèmes de son patron. Mais Igor Malachenko et ses amis se flattent de l'avoir marginalisé, au moins pour le temps de la campagne électorale, en prouvant à Boris Eltsine qu'il y avait une autre solution possible : celle de mener l'élection à son terme et de la gagner.

Le président de NTV raconte qu'une des deux filles de Boris Eltsine, Tatiana Douchenko (qu'il « ne connaissait pas auparavant »), est venue lui demander d'aider son père, « au tout début du mois de mars ». C'est-à-dire quand il était devenu évident que le président sortant courait à la catastrophe. Il traitait avec obstination en cinquième position dans les sondages, largement dominés par le communiste Guennadi Ziouganov. Et il s'en était remis presque totalement au seul clan Korjakov : son protégé, Oleg Soskovets, un vice-premier ministre couleur murale, avait été chargé de diriger son état-major électoral. Les résultats furent décevants : de l'opération de « libération » des otages de Pervomaïsk, sauvés du défilé de feu russe par leurs ravisseurs tchétchènes, aux nominations de « faucons » au Kremlin, vidés de ceux qui avaient lancé les réformes. En 1991, en passant par des tours de vis supplémentaires contre les médias. En particulier, contre NTV, objet d'une nouvelle offensive du général Korjakov, en février.

JAMAIS encore, l'image déjà très défrichée de Boris Eltsine n'avait plongé aussi bas. Toutes les « élites » s'angoissaient : le coup de force projeté comme palliatif au scrutin populaire avait toutes les chances d'être aussi mal exécuté que l'opération de Pervomaïsk. Il pourrait provoquer un chaos propice à une réelle arrivée des communistes au pouvoir. Mais même un maintien forcé de Boris Eltsine au Kremlin grâce au clan Korjakov n'aurait pas arrangé toutes les nouvelles puissances d'argent russes. Et notamment le groupe Most, actionnaire majoritaire de NTV. Les hommes de la Sécurité présidentielle n'avaient-ils pas déjà lancé un raid, en décembre 1994, contre l'immeuble de la mairie de Moscou, qui abrite à la fois les bureaux de Most et de NTV ?

« Cela pourrait recommencer n'importe quand, par vengeance », affirme Igor Malachenko. Car, si Boris Eltsine parvenait finalement à garder sa place au Kremlin, ce serait grâce aux efforts du patron de NTV et de quelques autres experts des médias et du pouvoir, en gros de la faction « libérale » de son entourage, et non des sbires qui assurent sa protection rapprochée.

Igor Malachenko a rencontré Boris Eltsine pour la première fois le 7 mars, dit-il. Le président allait déjà mieux « grâce à ses crises cardiaques », comme on le dit à Moscou. « Médicalisé » et sérieusement repris en main par sa famille, notamment son épouse Naïna et sa fille Tatiana, M. Eltsine aurait réellement mis un frein à sa consommation d'alcool et réfléchi à l'image qu'il aimerait laisser de lui-même à la postérité. « Tu veux faire de moi un Brejnev », aurait-il lancé en colère à Alexandre Korjakov, après une crise politique majeure passée presque inaperçue, à la mi-mars.

La « camarilla de l'ombre » avait alors proposé au président de profiter du vote de la Douma, dominée par les communistes, en faveur d'une reconstitution de l'URSS, pour dissoudre l'Assemblée et instaurer l'état d'urgence. Au début, seuls les communistes ont dénoncé ce plan, qui, disaient-ils, a reçu un début d'exécution, avec l'occupation durant toute une nuit de la Chambre basse du Parlement par les hommes de Korjakov. Mais peu de gens ont pris au sérieux les accusations communistes. Puis les bouches « démocrates » se sont elles aussi déliées : c'est Anatoli Tchoubais, le « père des privatisations », congédié en janvier, qui « a réussi à dissuader Boris Eltsine de se lancer dans cette nouvelle aventure », déclarait récemment au Monde un proche de l'économiste libéral, Alexandre Mindjournenko.

« Oui, il y a bien eu quelque chose », confirme Igor Malachenko, qui ne veut cependant pas entrer dans les détails de l'affaire parce qu'il n'en a « pas été témoin ».

Quelques jours plus tard, Boris Eltsine retire à Oleg Soskovets la direction de son état-major de campagne. Il crée un « conseil pour la campagne présidentielle » qu'il dirige lui-même, composé du premier ministre, Viktor Tchemomouline, de son premier assistant, Viktor Illouchine, du maître de Moscou, Iouri Loujkov, et de M. Malachenko et M. Tchoubais, réhabilités pour l'occasion. Mais aussi d'advisés du général Korjakov tels que le directeur du FSB (ex-KGB), Mikhaïl Barsoukov, et l'ancien chef de sovkhos et nouveau chef « musclé » de l'administration présidentielle, Nikolai Egorov.

« C'était comme atteler un cheval et une chèvre à une même charrette », dit M. Malachenko. « Ce ne pouvait pas marcher et, depuis début mai, ce conseil ne s'est plus réuni. Boris Eltsine s'est sans doute fatigué d'écouter les uns affirmer qu'il ne faut pas risquer une élection et les autres qu'il n'a pas d'autre choix possible. » Début mai, Alexandre Korjakov faisait publiquement scandale en affirmant que la société était « trop polarisée » pour que des élections n'aboutissent pas à la guerre civile : si M. Ziouganov gagne, il sera vite débordé par ses alliés radicaux, tenants de la lutte des classes, a-t-il dit. Si c'est M. Eltsine, les communistes « contestent les résultats et descendront dans la rue ». Cet appel à reporter l'élection était condamnable en soi, mais aussi par ce qu'il révélait. D'une part, l'idée, qui imprègne toujours la Russie, qu'une « polarisation » des opinions est nécessairement un mal. M. Korjakov s'indignait ainsi du fait que la « ligne de fracture

pouvait passer au sein d'une même famille ». D'autre part, il montrait que, dans le camp de Boris Eltsine lui-même, on ne croyait pas à la possibilité de convaincre l'opinion que le président était capable de gagner une élection honnête.

Washington avait réagi à ces propos, et Boris Eltsine fut obligé de désavouer le chef de ses services de sécurité, mais le président n'a sans doute pas pensé un seul instant à sanctionner un homme qui se permet ainsi de montrer le peu de cas qu'on fait de la démocratie dans

« Tu veux faire de moi un Brejnev », aurait lancé le président sortant à son éminence grise, le général Alexandre Korjakov, chef de la sécurité, après une crise politique majeure passée presque inaperçue, à la mi-mars

son entourage. Au contraire, Boris Eltsine a souligné alors qu'Alexandre Korjakov « n'était pas seul à penser qu'une victoire de Ziouganov entraînerait la guerre civile », un thème qu'il n'a pas cessé de répéter lui-même durant toute sa campagne. Tout s'est passé ensuite comme si le président russe, « fatigué » des dissonances autour de lui, avait décidé, comme à son habitude, de laisser la bride sur le cou des uns et des autres. Lui-même restant à sa place favorite de seul arbitre, qu'il avait pour la pre-

mière fois failli abandonner cet hiver, avant de rappeler à nouveau les « libéraux » à la rescousse.

Tout ce monde, mis au travail par Boris Eltsine, se côtoie, sans forcément se parler, dans les ascenseurs du President Hotel, ex-hôtel du comité central du PCUS au centre de Moscou. Au huitième étage, se sont installés les services de Gueorgui Rogozine, l'adjoint d'Alexandre Korjakov. Il représente, selon Les Nouvelles de Moscou, « à la fois les intérêts personnels de son chef et ceux du Fapsi », les services secrets chargés de la protection des communications gouvernementales comme du nouveau système informatique mis en place pour les élections dans tout le pays. Ce système ne sera utilisé qu'à titre « informatif », et les résultats qu'il transmettra n'auront pas valeur « juridique », dit-on au Kremlin pour prévenir trop d'investigations sur le rôle exact des agents du Fapsi présents à tous les niveaux des commissions électorales du pays, où ils sont chargés de la saisie des résultats. Les médias n'en parlent que par de lourdes allusions : alors que, selon les sondages, 25 % des Russes se disent « certains » que l'élection serait « falsifiée », autant étaient persuadés du contraire et 50 % n'avaient pas d'opinion.

Si au huitième étage du President Hotel règne ainsi le côté obscur du dispositif de campagne de Boris Eltsine, au neuvième siègent les responsables de sa face publique : Viktor Illouchine, le premier assis-

tant du président, y dirige les fabricants de sa nouvelle image. C'est lui qui rencontre tous les jours Igor Malachenko, ainsi qu'Anatoli Tchoubais, le vrai stratège de la campagne, qui a mobilisé les grands groupes financiers et tient la plupart des cordons de la bourse. Mais il n'apparaît nulle part, consentant de sa mauvaise réputation de « bradeur » des richesses nationales. C'est ici qu'on centralise les travaux de nombreux centres de recherche, certains chargés par exemple de la propagande cachée

L'ENTRÉE d'Igor Malachenko dans l'équipe de Boris Eltsine, qui a bien sûr coïncidé avec le début d'une propagande en sa faveur sur NTV (plus efficace car moins grossière que celle des autres chaînes), a fait grincer des dents certains journalistes de la chaîne. Beaucoup avaient couru des risques pour donner une image véritable de la guerre en Tchétchénie. Ils sympathisent en général avec l'opposition, non pas communiste, mais démocratique, celle de Grigori Iavlinski ou d'Alexandre Lebed. « J'avais moi aussi beaucoup d'espoir en Lebed, déclare Igor Malachenko. Mais après son échec aux législatives, j'ai compris que la présidentielle se jouerait entre Eltsine et Ziouganov. »

Le chef de NTV ne dit pas qu'il n'avait sans doute pas le choix. Ses actionnaires majoritaires, Most et, depuis peu, Gazprom, sont étroitement liés au pouvoir. Et la stratégie de celui-ci était de supprimer toute « troisième force » entre lui et les communistes, sa grande peur étant que NTV, précisément, ne soutienne M. Iavlinski, qui aurait eu alors des chances de battre à la fois Eltsine et Ziouganov. « La politique en Russie est un jeu sale », admet toutefois M. Malachenko, qui pense avoir une excuse : « Pour moi, dit-il, le choix était clair. Si Ziouganov gagne, NTV sera rapidement étouffée, sans doute par un mélange de mesures économiques et juridiques. Si Eltsine gagne, j'aurai des problèmes, mais ce sont ceux auxquels je suis habitué et que je sais résoudre. »

Sophie Stelhab
Dessin : Wahib

Le Monde ÉDITIONS

Marc VILBENOIT

PLEIN CADRE

nérateur d'un syndicat des cop

relations avec Jean-François RABILL

Le Monde d'Algérie

Le Monde d'Algérie

Le Monde d'Algérie

Le Monde d'Algérie

Le Monde d'Algérie

Le Monde d'Algérie

Le Monde d'Algérie

Le Monde d'Algérie

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Allouy, directeur général ;
Nadège Bourgeois, directrice générale adjointe
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Ferrero, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besant, Bruno de Caris, Pierre Georges, Laurent Gribben, Guy-Henry, Herve, Bernard Le Gendre, Jean-Pierre Lhomme, Daniel Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Royette
Adjoint au directeur artistique : Eric Jean
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Directeur exécutif : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verdet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Mier, président ; Olivier Biffard, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1984-1989), Jacques Favre (1989-1992),
André Laurens (1992-1995), André Fontana (1995-1996), Jacques Lescaze (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Privé
SIEGE SOCIAL : 21 rue Cassini, 75001 Paris - France
Tél. : (01) 42 47 20 00. Télécopieur : (01) 42 47 20 20. Télex : 206 866 F

Le Monde

ÉDITORIAL

Le retour d'« Eretz Israël »

S'il est appliqué à la lettre, et il n'y a aucune raison de penser qu'il ne le sera pas, le programme de gouvernement présenté, mardi 18 juin, par Benjamin Nétanyahou constitue non seulement un retour en arrière, mais une véritable recette pour de futurs déboires. La grande force, en même temps que l'insigne faiblesse des accords israélo-palestiniens, dits d'Oslo, résidait dans leur « ambiguïté constructive ». Imparfait, vagues et imprécis, ils avaient le mérite de laisser entrebâillée la porte d'un avenir meilleur pour les deux peuples de Terre sainte.

Pour les Palestiniens, la porte vient, apparemment, de se refermer, et la petite lueur d'espoir qui brillait malgré tout semble s'être éteinte. La dynamique de paix est cassée et les quatre prochaines années s'annoncent incertaines. Car le programme du nouveau gouvernement a le mérite de la clarté : non à l'émergence d'un Etat indépendant sur la rive ouest du Jourdain, non au partage de Jérusalem, oui à la reprise intensive de la colonisation juive dans tous les territoires arabes occupés, à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et

sur le Golan syrien. Le nouveau gouvernement promet de « libérer » les terres et les ressources financières nécessaires à « l'accomplissement » de ce grand « dessein sioniste ».

Retour à « Eretz Israël » : dans le langage politique codé d'Israël, chacun sait que la formule, qui avait disparu de discours public travailliste, englobe, pour le moins, tous les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie, cette dernière retrouvant officiellement, désormais, son appellation biblique et politique de « Judée-Samarie ».

Théoriquement, il n'est pas question, pour le moment, de reprendre à FOLP le contrôle des sept enclaves autonomes urbaines accordées à Gaza et en « Judée-Samarie » par Itzhak Rabin et Shimon Pérès. Ces sept « confettis » territoriaux, sans continuité ni lien direct entre eux, cernés

de barrages militaires israéliens et observés à la loupe par les services de sécurité concernés, ne représentent après tout que 6 % des territoires palestiniens conquis par Israël en 1967. Pour être « géants » aux yeux des nouveaux gouvernements de l'Etat juif, leur existence ne compromet pas de manière significative l'ambition colonisatrice de « Grand Israël ».

Reste à savoir – et c'est bien là que réside le plus grand danger de la nouvelle équation politique proche-orientale – comment les Palestiniens, leur président élu, Yasser Arafat, et ses 30 000 hommes en armes stationnés dans les enclaves autonomes, réagiront à ce brutal retour au passé. Le premier test en temps réel des accords signés entre FOLP et l'ancien gouvernement d'Israël, accords totalement ignorés dans le programme officiel du nouveau, est imminent. A Hébron, haut lieu du radicalisme judéo-musulman et théâtre d'affrontements violents presque quotidiens, 120 000 Palestiniens et 450 colons juifs attendent dans la fièvre de voir si l'armée d'occupation évacuera, comme il est prévu, les quartiers et la banlieue arabes. Après les mots, M. Nétanyahou va devoir passer aux actes.

La paix bosniaque sans l'union

Suite de la première page

La liberté de mouvement entre les trois territoires est une mascarade. Les séparatistes serbes et croates poursuivent tranquillement l'édification d'Etats serbe et croate, destinés à être un jour unifiés à la Serbie et à la Croatie, sur les ruines de la Bosnie-Herzégovine. « Ils ont conservé la même philosophie que pendant la guerre, dénonce la Haut-Commissionnaire pour les réfugiés des Nations unies (HCR), sauf qu'ils acceptent de ne plus utiliser de moyens militaires. » Aucun réfugié ne peut rejoindre son ancienne maison, ni en « République serbe » ni en « République d'Herzég-Bosna » (croate), et ceux qui reviennent de pays étrangers (environ 70 000 en six mois) ne peuvent s'installer que sur le morceau de Bosnie contrôlé par l'armée correspondant à leur nationalité.

La politique du gouvernement bosniaque est différente, et des Serbes ou des Croates continuent de vivre à Sarajevo sans problème. Toutefois, le Parti d'action démocratique (SDA) du président Izetbegovic demeure un mouvement nationaliste, qui donne la priorité à « la défense du peuple musulman » sur la réconciliation de tous les Bosniaques. Son programme politique offre un prétexte aux diplomates qui aiment renvoyer les ex-belligérants dos à dos.

« La vérité, c'est que la Bosnie est encore aujourd'hui une société qui s'écroule et non une société qui se reconstruit, commente Colum Murphy, porte-parole du Haut-représentant international Carl Bildt. Pour les différentes communautés, la paix apparaît comme une poursuite de la guerre et non comme la réconciliation qui serait conforme au véritable esprit de Dayton. » La première cause de la division du pays est, bien sûr, la guerre déclenchée par les nationalistes de l'ultra-nationalisme serbe, Slobodan Milosevic en tête. Cela ne doit toutefois pas affaiblir complètement les Occidentaux, qui ont accepté un traité de paix porteur de séparation.

UNE DIVISION ENTÉRINÉE

L'accord de Dayton encourage inévitablement l'éclatement du territoire bosniaque, et l'OTAN ne réagit pas aux tentatives de transformer l'ancienne ligne de front en véritable frontière. En abandonnant la sécurité des minorités à des polices nationalistes et à une police de l'ONU désarmée, la force de l'OTAN (IFOR) permet que la division du pays soit entérinée en temps de paix. L'IFOR sait aussi pertinemment qu'elle ouvre la voie à un scrutin électoral qui apportera satisfaction aux artisans de la « purification ethnique ».

La seule solution serait de favoriser un renouvellement des chefs politiques et militaires. Le Tribunal de La Haye, devenu un acteur majeur du processus de paix, permet d'écar-

ter de la vie politique des personnes trop liées aux crimes des années de guerre. Du côté serbe cependant, les « criminels de guerre » sont encore au pouvoir. Et même si MM. Karadzic et Miladic étaient envoyés à La Haye, ils sont entourés d'acolytes qui partagent leurs convictions, qui ont été mêlés aux bourreaux de la guerre et qui, pour des raisons non étudiées, ne sont pas inquiétés par le TPI.

« Dayton a mis en lumière plus que résolu les causes profondes du conflit », note l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sifri), estimant que seuls « une aide internationale et un flot commercial et d'informations » pourront vaincre « les barrières de la partition » en Bosnie-Herzégovine. Ainsi, le problème du logement des minorités ne pourra pas être résolu tant qu'il manquera des maisons dans le pays, où 60 % des habitations sont détruites. Ainsi la confiance mutuelle ne pourra pas être restaurée tant que les communautés bosniaques n'auront pas renoué des liens professionnels, alors que 80 % des industries sont dévastas-

L'ARGENT AU COMPTÉ-GOUTTES

L'aide économique internationale est donc un facteur crucial de stabilité. Pourtant, l'argent de la reconstruction arrive peu. Les pays occidentaux sont réticents à accorder des crédits aux Bosniaques tant qu'ils n'ont aucune garantie que la guerre ne reprendra pas. Or, c'est précisément parce qu'ils versent une aide financière que la guerre risquera moins de recommencer.

La survie de la paix implique un engagement politique plus ferme de la communauté internationale en faveur d'une réunification de la Bosnie-Herzégovine. Et, puisque 60 000 soldats de l'OTAN sont disponibles sur le terrain, il serait surprenant de ne pas les utiliser pour renforcer cette paix fragile. L'étape de la destruction des tranchées a été couronnée de succès, il faut maintenant casser « le mur invisible de la peur » dénoncé par le HCR. Une majorité de Bosniaques l'espèrent, mais ils sont piégés par leurs leaders nationalistes. Ils s'estiment aussi piégés par une communauté internationale plus prompte à entretenir le pouvoir de ces chefs de guerre qu'à les déstabiliser.

A Sarajevo, Mostar, Tuzla ou Banja Luka, les jeunes générations évoquent, sans gêne, un retour à la vie commune d'avant-guerre. En fait, elles rêvent de bâtir une sorte de Yougoslavie en Bosnie-Herzégovine, où « Unité et Fraternité », l'ancien slogan de Tito, redeviendrait le symbole d'une douceur de vivre, libérée des échos de la tuerie communiste. Le problème est l'héritage que vont leur léguer leurs aînés, avec l'essentiellement occidental. Un pays morcelé où des partis nationalistes fonctionnent sur le mode du parti unique. Le train de Dayton est sur les rails de la division. Et, puisque les artisans de la paix ne sont que des chefs de guerre mal maquillés, la communauté internationale est l'unique espoir des Bosniaques pour que ce train change brutalement de direction, avant qu'il ne soit trop tard.

Rémy Ourdan

RECTIFICATIFS

ALGÉRIE

Dirigeant d'un maquis islamiste, l'« émir Ait Ziane », évoqué dans l'article « Fausses notes kabyles » (Le Monde du 6 juin), aurait été tué, non pas quelques semaines après l'enlèvement du chanteur Lounès Matoub, mais plusieurs mois plus tard, « en novembre 1995 », nous précise une de nos lectrices.

BARNEY WILEN

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans Le Monde du 15 juin en présentant le festival A fleur de jazz, le trio qui ac-

compagnait régulièrement le saxophoniste Barney Wilen, mort le 25 mai, ne participera pas à cette manifestation. Il ne se produira ni le 29 juin, comme nous l'avions affirmé dans l'article, ni le 28 septembre, comme nous l'avions dans le chapeau.

PRÉCISION

PARITÉ

Le Manifeste pour la parité auquel il était fait référence dans le point de vue de Sylviane Agacins-Jospin « Citoyennes, encore un effort... » (Le Monde du 18 juin) a été publié par l'hebdomadaire L'Express (semaine du 6 au 12 juin).

Euro par Hachfeld



Maux d'amour

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LES FILMS qui parlent d'amour, on y va aussi pour savoir comment s'aime les autres, comment s'y prennent les nouvelles générations. Comment je me suis disputé d'Arnaut Desplechin, donne une image, qui devrait faire événement, de l'hésitation sentimentale chez les post-adolescents d'aujourd'hui (voir l'article de Jean-Michel Frodon dans Le Monde du 13 juin 1996).

L'amour, c'est connu, vit d'obstacles. La poésie courtoise du Moyen Âge les idéalisait. Tristan et Yseult ont glorifiés la passion malheureuse. « Je suis malade avec délices », chantait Chrétien de Troyes. Sur la Dame inaccessible et son Paladin pantelant, Denis de Rougemont a presque tout dit, dans L'Amour et l'Occident. Ce livre-clé a paru en 1939. Le caractère de la guerre allait basculer ; et avec lui, le statut du couple, l'esprit du discours amoureux.

L'histoire moderne du cœur européen tient en peu de dates. De Molière à Marivaux et Musset, le bonheur était simple comme son principal obstacle : le mariage arrangé par les parents, qu'il s'agissait de braver. La passion s'est compliquée lorsqu'il lui a fallu survivre à des mariages décidés librement dans le jeune âge, et tromper le conjoint. Pendant un siècle de vauvillie, le bonheur bourgeois a résidé dans l'adulère, et le plaisir canaille de ne pas se faire « pincer ». Depuis la deuxième guerre mondiale, le divorce facile et les progrès de la biologie ont dégagé des fran-

chises nouvelles, mais des maladies inédites ont aussitôt pris le relais des anciennes, et d'autres frayeurs ont succédé à celle de procéder par accident, qu'avait vaincue la pilule. Pour conserver les avantages des contraintes extérieures en partie disparues, les amants ont dû se chercher des empêchements en eux-mêmes.

C'est ainsi que l'enfer conjugal a délicieusement tourmenté la Belle Époque (Strindberg). Il se survit chez le cinéaste Bergman (Scènes de la vie conjugale, avec Nicole Garcia et André Dussolier, Théâtre de la Madeleine). Les mariages désinvoltes des parents d'aujourd'hui condamnent les enfants de plusieurs lits à s'inventer des limitations de liberté : par la fausse indifférence, l'étourderie irresponsable, le consumérisme sexuel, la vanité, l'ironie dépressive. Au cinéma, cela a donné, depuis trente ans, le badinage rougissant (Truffaut), le flirt pour crêperie de plages bretonnes (Robner), le contentieux plura-scur sur fond d'appartements sans meubles et de lectures à la mode (Godard).

Le petit monde de Desplechin prolonge celui de Godard, et pousse sa névrose jusqu'à l'abou-lie. Comme le Gaspard de Robner, son Paul hésite entre trois femmes, mais plus longuement (trois heures au lieu de deux) et avec encore plus de complaisance dans l'atmosphère. Une des originalités du film tient à ce que ses personnages disposent des instruments intellectuels les plus subtils (plusieurs sortent de la rue d'Ulm,

comme le scénariste Emmanuel Bourdieu et la comédienne Jeanne Balbo, qui savent ce dont ils parlent), et que cette formation haut de gamme ne leur fournit pas de mots meilleurs pour exprimer et conjurer leurs... maux d'amour.

La culture leur sert surtout de clin d'œil, de connivence narquoise. On repère que le héros s'appelle Dedalus, comme Joyce dans son autoportrait de jeunesse. Il n'est d'ailleurs pas pour avouer ce qui est devenu plus osé que tous les accouple-ments : la bonne vieille peine de cœur. Si Klebergard est cité, on devine que c'est en souvenir de ses propres difficultés à rompre, de ses remarques pionnières sur la sexualité et la foi religieuse (foi que le frère de Paul rêve curieusement de pousser jusqu'au sacerdoce).

Malgré leurs références et leur astuce, ces « maîtres de conf » paumés comme des recales du BEPC confirment que les titres universitaires ne confèrent aucune lucidité, ni aucun talent particulier, pour la quête du bonheur – comme d'ailleurs pour l'art de gouverner, on le voit chez leurs cousins énarques. On peut même se demander si cette excellence diplômée ne se rencontre pas chez les sujets les plus immatures, et si elle n'entretient pas leur immaturité, sous le vernis docte. Les surdoués de Desplechin emploient le même vocabulaire basique que leurs contemporains moins instruits, du style : « Putain, ce que t'es nul ! » Le code

DANS LA PRESSE

THE FINANCIAL TIMES

M. Eltsine, qui, aux yeux des Occidentaux, représente l'espoir, mais non la certitude de la poursuite des réformes, a une bonne chance, à partir de son score du premier tour, de gagner le second. Il devra toutefois se battre pour remporter la victoire et passer des compromis avec certains de ses rivaux. Ce qui semble un verdict équilibré pour un homme qui a lancé la Russie sur la route du capitalisme libéral mais qui a aussi déclenché la guerre en Tchétchénie. Mais si la pire a été évitée, les gouvernements occidentaux ne doivent pas se laisser gagner par l'euphorie. Par-delà les rivalités personnelles qui séparent les principaux candidats, il existe une certaine convergence dans leur attitude à l'égard des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest. Celle-ci se traduit par une forme de nationalisme qui se situe quelque part entre l'hostilité impitoyable de la guerre froide et l'euphorie occidentale qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique. Alors que M. Eltsine (en pratique) aussi bien que M. Zouganov (au moins en théorie) reconnaissent les mérites du commerce avec l'Ouest, ils sont tous deux enclins à considérer les relations russo-occidentales – notamment en matière de sécurité européenne – comme un jeu à somme zéro entre adversaires.

commun à la génération est plutôt celui d'un freudisme de café-thé. Paul suit une psychanalyse ; son entourage en relève et s'y réfère. D'où leur parenté avec les introvertis intarissables de Woody Allen.

La mort d'un singe, derrière un radiateur, semble suggérer symboliquement que l'humanité moderne a eu raison de l'animal, en elle. Mais, comme dit Schopenhauer, « si on rapporte l'amour à quelque chose d'extérieur au sexe, il en résulte des choses bizarres ».

Cette bizarrerie est aggravée par l'éclatement actuel des structures parentales (non traité par le film, mais sous-entendu chez chacun des personnages), qui fait apparaître la famille dite « normale » dans tout son arbitraire. C'est le sociologue Pierre Bourdieu, père du scénariste, qui souligne, dans Actes de la recherche en sciences sociales de juin 1996 (Seuil), l'effet de ces familles « sans nom » sur les mœurs et sur le vocabulaire. « Rien ne va plus de soi, écrit-il. Et d'abord les mots servent à exprimer les relations sociales élémentaires et, par là, à les produire. »

Pour un non-croyant, « le dévergondement des passions est le seul au-delà imaginable », soutient Klebergard. Comme tout au-delà, il échappe aux mots. Avec les intellectuels fûtés et dégingés de Desplechin, le roman de l'Amour occidental, si longtemps lisse et bien-disant, semble menacé de chaos, de bavoulement psychiatrique.

La suite aux prochains numéros.

Le droit au pétard

par JP Géné

VOILÀ vingt ans, le 18 juin 1976, *Libération* publiait l'Appel du 18 joint qui demandait la dépénalisation du cannabis, de son usage, de sa possession, de sa production et de son introduction sur le territoire français en quantités suffisantes pour la consommation courante. Il se terminait par ces mots : « Ce texte n'est pas un appel à la consommation. Il vise seulement à mettre fin à une situation absurde. »

Deux décennies plus tard, force est de constater que l'absurdité n'a fait qu'empirer, les récents épisodes sur le terrain sportif en étant la dernière illustration. Qu'on puisse en 1996 suspendre en France un gardien de but professionnel parce qu'on a trouvé de vagues traces de THC dans ses urines est proprement stupéfiant. Qu'on le fasse en criant au dopage sur la place publique est carrément hallucinant.

Toutes celles et tous ceux qui savent d'expérience que le cannabis est tout sauf un produit dopant à consommer avant une épreuve sportive ont assisté éberlués à ce show médiatico-moral. Ils forment l'écrasante majorité des fumeurs de pétards, occasionnels ou réguliers, dont on ne parle jamais parce qu'ils ne font jamais parler d'eux. A tous les âges, dans tous les milieux et dans tous les milieux, des centaines de milliers de personnes consomment quotidiennement en France plusieurs quintaux d'herbe ou de shit, sans causer le moindre trouble à la société et à leur santé.

Personne n'ose le dire, tant le tabou est fort, tant les risques sont réels d'être mis au ban de la nation, ou inscrit à l'ANPE, tant il paraît vain de s'attaquer à la pensée unique en matière de drogue, même douce, alors que les rapports officiels reconnaissent les uns après les autres la non-dangereuse du cannabis pour la santé.

Sans honte et sans provocation, des centaines de milliers de citoyens réclament ce droit et le libre accès au cannabis

Il est temps aujourd'hui de dire :

Assez d'entendre raconter tout et n'importe quoi sur le cannabis par des gens de tous horizons qui n'ont qu'un point commun : leur *a priori* hostile au cannabis sans avoir jamais fumé un joint. Oseraient-ils la ramener avec la même suffisance sur les vins de Bourgogne ou d'ailleurs sans en avoir jamais bu un verre ?

Assez d'entendre répéter inlassablement la théorie de l'escalade obligatoire du pétard à la seringue, aussi stupide que celle qui ferait de tout buveur de beaunois un alcoolique virtuel. Va-t-on interdire le beaunois parce que l'alcool tue 12 000 personnes par an, alors que le cannabis est pourchassé sans avoir la moindre overdose à son palmarès ?

Assez d'avoir à galérer sur un marché clandestin, source d'arnaques sur les tarifs, la qualité ou la quantité. Malgré la prohibition, on trouve facilement en France de quoi rouler un pétard. A la ville comme à la campagne. A quoi sert dans ces conditions une loi inapplicable et inappliquée, sinon à entretenir la prospérité des trafiquants ?

Assez de voir proclamer l'interpellation annuelle de plus de 40 000 usagers petits revendeurs de cannabis comme une victoire dans la guerre à la drogue perdue depuis longtemps. Les deux tiers des affaires de drogue traitées par les différents services de police concernent le cannabis. Est-ce vraiment là la cible prioritaire pour lutter contre le fameux « fléau » ?

Assez enfin de l'arrogance et de l'incompétence d'un Etat qui en quinze ans a nommé douze Madame ou Monsieur Antidrogue et reçoit avec les honneurs de la République le monarque du pays leader en France sur le marché du

haschich. Au nom de quelle morale ces élites dirigeantes, expertes en factures comme en amendements budgétaires, peuvent-elles interdire le pétard qui ne fait de mal à personne ?

Décider de fumer un pétard est une affaire d'ordre strictement personnel. D'autres préfèrent le cigare, le jogging ou la pétanque. Dès lors que la consommation raisonnable de cannabis ne nuit pas à autrui, ne crée pas de troubles à l'ordre public et n'aggrave pas le déficit de la « Sécurité », au nom de quoi peut-on priver un citoyen du droit de fumer son pétard ? A plus forte raison lorsqu'à la boutique du coin on vend au grand jour des montagnes d'alcool, de tabac et de médicaments divers.

Répéter de telles évidences frise la banalité, mais rien n'y fait. La France reste le seul pays en Europe avec la Belgique à pratiquer une politique rétrograde en matière de cannabis. Pis, on enregistre des plaintes contre des organes de presse ou des journalistes accusés de faire l'apologie du pétard dans leurs écrits. Le récent procès intenté par Gabriel Nahas à Michka et au docteur Lebeau qui mettaient en doute la nature « scientifique » de ses expériences s'inscrit dans cette tendance : tolérance zéro sur le pétard. Avis aux récalcitrants : l'article 1.630 du code de la santé publique reprend du service actif. Dans le même temps, les lignes anti-alcooliques comme les confédérations vinennes tiennent chapitres séparés mais reconnaissent.

Le CIRC (Collectif d'information et de recherche cannabiques), la seule organisation qui s'efforce de faire entendre un autre discours sur le pétard, est soumise à des harcèlements perpétuels par la police et par la justice. Ces entraves à la liberté d'expression sont scandaleuses.

Aujourd'hui, en France, il est interdit d'écrire ou de crier dans la rue : « Je revendique le droit au pétard ».

Vingt ans après l'Appel du 18 joint, comment en est-on arrivé là, malgré une croissance de la consommation et du marché ? Simplement parce que de plus en plus d'usagers ont exercé ce droit sans le revendiquer, indifférents à une politique absurde vouée à l'échec, l'essentiel étant de fumer et de ne pas se faire prendre, quitte à supporter le mensonge et l'hypocrisie.

C'est à ce genre d'attitudes qu'on voit la force d'un tabou. Voilà vingt-cinq ans, 343 femmes immédiatement baptisées « salopes » en brisaient un autre en demandant le droit à l'avortement et en déclarant l'avoir pratiqué. Elles défiaient ouvertement la loi parce qu'elles en avaient assez de l'hypocrisie ambiante, assez des avortements clandestins commis dans les pires conditions à des prix prohibitifs, assez de la dictature morale qui interdisait aux femmes la libre disposition de leur corps et de leur sexualité, assez de lois qui n'étaient plus faites que pour être violées. Elles ont obtenu globalement gain de cause parce qu'elles ont osé et qu'elles ont lutté.

Peut-être est-il temps d'oser dire, comme elles jadis, que des centaines de milliers de citoyens ont fumé, fument et fumeront du cannabis. Que sans honte et sans provocation ils réclament, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Appel du 18 joint, le droit au pétard et le libre accès au cannabis.

JP Géné, ancien journaliste à « Libération », fut l'un des initiateurs de l'Appel du 18 joint.

AU COURRIER DU MONDE

UN REVENU DE DROIT
M. Jacques Attali propose (*Le Monde* du 31 mai), dans sa stratégie pour l'eurosocialisme, de « mettre en place une véritable solidarité en garantissant un revenu minimum à tout citoyen, dès dix-huit ans, qu'il soit en formation, au travail ou en retraite, de 20 000 F par an. »

Ce revenu devrait être un droit pour tous, et il devrait être fixé à 72 000 francs par an, dès dix-huit ans, et pour la durée de la vie ; cela permettrait à tous

Réforme du système de santé : pour une troisième voie

par Olivier Blétry, André Grimaldi et Joëlle Janse-Marec

LE coût de la santé ne peut que croître dans la mesure où la population ne considère plus la santé comme un don de la nature soumis aux aléas du destin et échappant à la volonté humaine, mais comme un acquis que l'on peut préserver et comme un droit que l'on peut revendiquer. Ce qui fut d'abord une politique de santé basée sur la prévention réservée à l'enfance s'étend aujourd'hui à l'ensemble de la vie, y compris aux âges les plus avancés. Une médecine préventive a encore un sens à soixante-dix ans quand il s'agit d'éviter l'accident vasculaire cérébral, la thrombose coronarique ou la fracture du col du fémur ! La médecine d'aujourd'hui permet à l'homme de répondre à son exigence de qualité de vie en même temps que de poursuivre sa quête d'immortalité.

Le débat est donc éminemment politique. Quelle part du produit national la nation veut-elle consacrer à la santé ? Et son souhait est-il compatible avec les contraintes financières imposées par les règles économiques internationales ?

Reste qu'à coût constant on peut faire une médecine plus ou moins efficace. Il est vrai que notre système de santé a une faible productivité. Mais, avant d'en instruire le procès, peut-être faut-il d'abord rappeler le caractère pathogène de notre société industrielle en crise : quel est le coût du chômage en termes de dépression, d'alcoolisme, de toxicomanie, etc. ?

Le système de santé français n'est plus adapté à la médecine moderne, pour des raisons à la fois médicales et économiques. Il se trouve que les sources du gaspillage sont aussi les causes d'une mauvaise médecine. La seule réforme qui vaille est donc celle de la pratique médicale, contrairement aux réformes actuelles qui ne font qu'augmenter le secteur bureaucratique-administratif de la santé et diminueront la couverture sociale de la population avant de céder la place au libéralisme.

Trois mesures s'imposent : 1. - L'importance du coût de la publicité et du marketing dépeché par les laboratoires pharmaceutiques et finalement intégré dans le prix de vente des médicaments payés par la Sécurité sociale est choquant. Les laboratoires eux-mêmes sont victimes d'une concurrence exacerbée se traduisant par une surcharge publicitaire qui a depuis longtemps franchi la limite de l'éthique médicale. On vante auprès du corps médical un médicament exactement comme on le fait d'une pâte de dentifrice dans un supermarché.

De plus, pour investir le « marché des prescripteurs », les laboratoires ont créé de multiples revues médicales, organisés de multiples congrès, subventionnés des campagnes d'opinion précédant le lancement de nouveaux médicaments.

Dans une logique purement commerciale, il n'y a rien à redire. La mise au point d'un nouveau médicament coûte fort cher, et jusqu'à nouvel ordre un laboratoire privé est tenu de faire du profit s'il ne veut pas faire faillite ! Mais les raisons de la santé publique et de l'éthique médicale ne sont pas forcément en accord avec la logique commerciale. Il est donc dans l'intérêt de tous que les dépenses de publicité et de « communication » soient radicalement diminuées, et que les seules publicités pharmaceutiques autorisées trouvent place dans les revues

médicales indépendantes - ce qui, au passage, permettrait à la presse médicale « libre » de survivre et de continuer à jouer son rôle de formation permanente.

De même, les seuls congrès sponsorisés par les laboratoires devraient être des congrès satellites des congrès scientifiques, facilitant ainsi l'organisation matérielle de ces derniers. Et les seules aides financières accordées aux médecins devraient concerner la formation et les équipements médicaux à la condition explicite que les organismes publics, en particulier de la

faire de la médecine sans prescrire. Or la prescription systématique, non justifiée par la clinique, est le plus souvent inutile et parfois dangereuse.

3. - Si les médecins sont assez bien formés à la maladie aiguë (qui appelle la prescription efficace pour obtenir la guérison rapide), ils le sont mal à la pathologie chronique, organique ou plus encore fonctionnelle, bien qu'elle soit à l'origine de près des trois quarts des consultations (céphalées, dorsalgies, lombalgies, asthme, obésité, diabète, hypertension, hyper-

tâche de gestion. Elle fut en son temps un immense progrès. Elle est aujourd'hui totalement dépassée. Aucun médecin hospitalier ne peut raisonnablement, quoi qu'il en dise, assurer correctement ces quatre tâches, si bien que s'établit une priorité de fait qui va à la recherche (hélas parfois en réalité à la recherche de publications !), et depuis peu à la gestion (qui se traduit souvent par un empiement de réunions de commissions !).

Viennent seulement après les soins, et en dernier l'enseignement. Rien d'étonnant alors à ce que les élèves ne fassent pas mieux que les maîtres. Quand on confond la clinique et la recherche, quand la prescription remplace la réflexion, on multiplie inévitablement les examens complémentaires inutiles.

Il est donc urgent de redonner sa place à la clinique et d'affirmer que la mission première du centre hospitalo-universitaire est non seulement les soins mais la définition des stratégies optimales de diagnostic et de traitement, compte tenu des progrès technologiques incessants.

Il faut en finir avec l'hypocrisie du discours actuel et créer deux ou trois voies distinctes de carrières hospitalières, le titre de professeur revenant aux médecins hospitaliers payés par l'éducation nationale pour enseigner !

Olivier Blétry est professeur de médecine interne, chef de service au centre médico-chirurgical Foch à Suresnes (Hauts-de-Seine). **André Grimaldi** est professeur de diabetologie au CHU Pitié-Salpêtrière à Paris. **Joëlle Janse-Marec** est chef de service de gynécologie-obstétrique à l'hôpital franco-britannique de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

Actionnaires du Crédit Foncier de France

Pour vous permettre de poser vos questions, le Crédit Foncier de France met en place du 14 au 28 juin

Direct ACTIONNAIRES

N° Vert 05 10 05 10

(du lundi au vendredi de 9 h 30 à 20 h 30 et le samedi de 9 h 00 à 14 h 00)

Le gouverneur répondra aux questions lors de l'Assemblée générale du 28 juin et un document sera adressé à tous les actionnaires.

CRÉDIT FONCIER
DE FRANCE

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 19 JUIN 1996

RESTRUCTURATION Pierre Blayau, président du directoire de Moulinex, a présenté, mardi 18 juin, son plan de restructuration. Le groupe électroménager va suppri-

mer 2 600 emplois, dont 1 800 en Normandie. Deux usines normandes seront fermées immédiatement et une partie de la production transférée au Mexique. ● DANS UN ENTRE-

TIEN au Monde, M. Blayau explique que des recettes simples permettront de redresser Moulinex et qu'il suffit de copier les concurrents. L'entreprise doit réduire ses frais généraux

et surtout mieux organiser son travail. ● AU BORD DU GOUFFRE. Moulinex a longtemps été dirigé par une équipe qui a accumulé les erreurs de gestion. Fort d'une direction renou-

velée, le groupe espère dégager d'ici trois ans une rentabilité opérationnelle de 8 %. ● SEB, concurrent français comparable, vaut aujourd'hui en Bourse six fois plus que Moulinex.

Moulinex va supprimer 2 600 emplois d'ici trois ans, dont 1 800 en Normandie

Le groupe de petit électroménager, présidé par Pierre Blayau, a annoncé, mardi 18 juin, une perte nette de 702 millions de francs. Deux usines normandes vont être fermées immédiatement, et une partie de la production sera transférée au Mexique

LE PLAN que Pierre Blayau, nouveau président du directoire de Moulinex, a dévoilé à son comité central d'entreprise, mardi 18 juin, est draconien : suppression de 2 600 emplois en trois ans, fermeture immédiate de deux usines en Normandie, provisions de 600 millions de francs et nouveau renforcement des fonds propres.

Deux ans après l'arrivée d'Euris, société d'investissement de Jean-

Pierre Blayau. Depuis quinze ans, Moulinex s'enfonçait inexorablement, alors que ses concurrents comme le français Seb ou l'allemand Braun, filiale de Gillette, bénéficiaient d'une excellente santé. La succession du fondateur de Moulinex, Jean Mantelet, a tourné à la catastrophe. L'entreprise a été reprise par ses salariés et contrôlée par ses cadres dirigeants en 1988. Incompétents et se livrant à une guerre fratricide, les « héritiers » ont conduit l'entreprise au bord de la faillite, jusqu'à l'arrivée de M. Naouri en 1994.

Pierre Blayau dresse un portrait sans concessions de l'entreprise. « La notoriété de nos marques Moulinex et Krups est intacte, mais l'entreprise a des dysfonctionnements qui gâchent tous les efforts du personnel », explique-t-il. « Tous nos concurrents, sans exception, font mieux que nous et travaillent différemment. A bien des égards, il suffit de les copier, sans se sentir humilié. Il faut appliquer des recettes simples. »

« RETARD D'INVESTISSEMENTS »

Le problème de Moulinex est avant tout industriel : le groupe doit améliorer sa productivité pour atteindre en trois ans 1 million de francs de chiffre d'affaires par salarié, contre moins de 700 000 francs aujourd'hui. « Depuis dix ans, il n'y a pas eu assez d'investissement de productivité chez Moulinex. Il faut la retransformer en une entreprise industrielle normale, comme les Seb, Valeo ou Sagem », explique M. Blayau. La restructuration du groupe, qui emploie actuellement 11 300 salariés, dont 7 100 en Normandie, passera par la suppression de 2 600 postes en trois ans dont 1 800 en Normandie.

La politique de Jean Mantelet, qui construisait une nouvelle usine, dès qu'il lançait un nouveau produit, est abandonnée. Le site d'Argentan (260 salariés), spécialiste des friteuses et des fours, sera fermé tout comme l'usine de Marmers (400 salariés), qui produit

aussi bien des cafetières que des bacheois ou de petites pièces plastiques. Même si M. Blayau refuse de le confirmer, Saint-Lô (composants électroniques, 870 salariés) et Villaines-la-Juhel (bacheois et mixers, 280 salariés) devraient subir le même sort. A terme, Moulinex n'aurait en Normandie que sept usines.

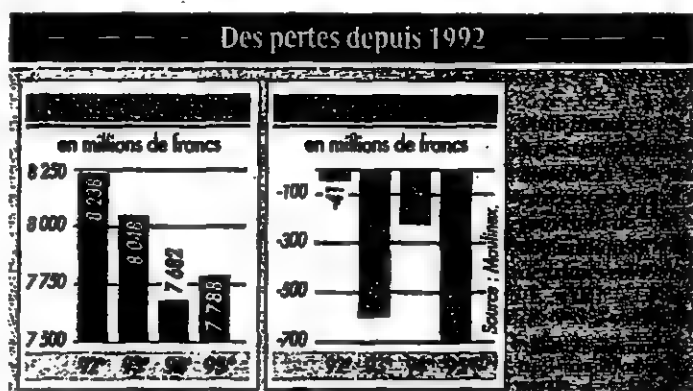
Le groupe va réduire son intégration verticale, héritage de Jean Mantelet. En 1995, il a cédé son usine de Domfront, spécialisée dans les câbles de raccordement. « Nous faisons encore des ressorts et du décolletage », note Pierre Blayau. Moulinex compte aussi tailler dans ses effectifs de « cols blancs » : « les coûts indirects doivent passer de 35 % à 25 % des coûts totaux. »

Le sauvetage de l'entreprise passe par une reorganisation complète du travail. « Ce qui est accablant, c'est la somme des dysfonctionnements ressentis par le personnel et à tous les niveaux. Les gens ne travaillent pas ensemble. Par exemple, les acheteurs sont toujours informés des projets au dernier moment », constate M. Blayau qui veut réduire de 15 % en deux ans le coût de ses achats. « Nous avons 2 300 fournisseurs, alors que Renault n'en a que 970 », précise-t-il. Même inquiétude sur les stocks qui atteignent 1,5 milliard de francs. « Nous avons trente-trois jours de stocks de matières et composants. L'usine de Douai de Renault n'en a que deux. On est loin des flux tendus. »

A l'avenir, Moulinex produira à l'étranger, avec l'objectif de réaliser 40 % de son chiffre d'affaires hors d'Europe contre 25 % actuellement. Le transfert d'une partie de la production n'est plus un tabou. « Nous allons renforcer notre usine mexicaine, spécialisée dans les cafetières et les fers à repasser qui emploie six cents personnes. Cette usine sera destinée à fournir l'Amérique du Nord et l'Amérique latine

temps partiel et fera appel à la Sodie, qui s'était spécialisée dans le reclassement des salariés de la sidérurgie. « Il y a un réel problème social. On ne peut pas aller à la hussarde dans une entreprise qui est le premier employeur de Basse-Normandie », reconnaît-il. Le siège de Bagnole, en banlieue parisienne, devrait être transféré en Normandie.

L'effort industriel doit s'ac-



pour les produits d'entrée de gamme, mais aussi l'Europe. » M. Blayau rejette l'accusation d'une relocalisation dans les pays à faible coût de main-d'œuvre. « Soit on est une entreprise mondiale et on se débrouille pour produire mondiale, afin de faire face par exemple aux variations de change. Soit on est franco-français, on se replie sur soi-même et on meurt. »

M. Blayau compte recourir au

compagner d'une reconquête commerciale. M. Blayau poursuivra la relance de la publicité entamée par son prédécesseur Jules Coulon, remercié en février 1995. « Nous devons faire passer notre budget publicitaire de 3,5 % à 5 % du chiffre d'affaires et vanter les atouts des produits Moulinex, au lieu de communiquer simplement sur la marque qui est suffisamment connue », explique M. Blayau. Il marchera dans les traces de

M. Coulon, qui a réorganisé le marketing et fait passer en un an le nombre de nouveaux produits de 10 % à 30 % du chiffre d'affaires. A condition d'améliorer les marges. « Les nouveaux produits n'ont pas dégagé de marges supérieures aux anciens », déplore-t-il. Après avoir renouvelé cafetières, micro-ondes et friteuses, Moulinex doit rénover sa gamme d'appareils alimentaires (mixers, broyeurs...). Le groupe veut aussi explorer l'univers de la salle de bains, avec les brosses à dents électriques. « Tous nos concurrents y vont. Il serait absurde de ne pas essayer d'attaquer ce marché. »

Pour redresser le groupe, Pierre Blayau a recruté une équipe de haut niveau : Max Matta (ex-Sextant Aviation) prend en charge les ressources humaines, Alain Grimm-Hecke (ex-Whirlpool) le développement commercial, Bernard de Crevoisier (ex-Valeo) la production et Marc Navarre (ex-Thomson Multimédia) les achats. « Si Moulinex n'est pas capable de se réformer elle-même, elle va perdre son autonomie », menace M. Blayau. « Le danger n'est pas le dépôt de bilan, car la marque intéressera toujours quelqu'un. Le vrai risque est d'être racheté par des industriels étrangers. Une telle solution serait encore plus douloureuse que mon plan : le problème de productivité resterait le même, et en plus les centres de décision quitteraient la France. »

Arnaud Leparmentier

Bruxelles est mandaté pour négocier la libéralisation du marché aérien avec les Etats-Unis

LUXEMBOURG (Union européenne) de notre envoyé spécial

Les ministres des transports de l'Union européenne (UE) ont autorisé, lundi 17 juin, la Commission de Bruxelles à négocier avec les Etats-Unis un accord de libéralisation du marché aérien transatlantique. Ils se sont certes gardés d'inclure les droits de trafic dans ce mandat.

Depuis six ans, l'exécutif communautaire tentait de convaincre les Quinze qu'engager des pourparlers au nom de l'UE leur serait plus profitable que de conclure en ordre dispersé des accords avec les Américains.

Plusieurs « petits » Etats membres (Belgique, Autriche, Suède, Finlande, Luxembourg, Danemark et Allemagne) ont signé dans un passé récent des accords de ciel ouvert, assortis d'arrangements entre compagnies nationales et entreprises d'outre-Atlantique. En avril 1997, le ciel européen sera complètement libéralisé : certains Etats membres pourraient donc devenir la porte d'entrée de transporteurs américains sur le marché communautaire. Neil Kinnock, commissaire aux transports, a menacé, à plusieurs reprises, d'entamer une procédure d'infraction à la législation européenne contre ceux qui ont joué la carte bilatérale.

La conclusion d'un accord de ciel ouvert entre l'Allemagne et les Etats-Unis, accompagné d'une alliance stratégique entre Lufthansa et United Airlines, a accéléré le processus. De même que le récent accord entre British Airways et American Airlines, qui laisse présager

un prochain accord plus libéral entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

La France - jusque-là opposée à l'ouverture de pourparlers entre la Commission et Washington, tous deux trop libéraux à son goût - a finalement accepté de jouer le jeu, à reculons. Il est vrai qu'Air France attend l'autorisation de Bruxelles pour recevoir sa troisième tranche de recapitalisation (5 milliards sur un total de 20) et n'a toujours pas de partenaire outre-Atlantique.

SUPPRESSION DES AIDES D'ETAT

Les accords bilatéraux actuellement en vigueur ou en cours de négociation ne sont pas remis en cause par le nouveau mandat accordé à la Commission. Mais les règles deviendront désormais les mêmes pour tous, dans le cadre d'un accord communautaire. A ce titre, l'exécutif communautaire va essayer d'obtenir des autorités de Washington qu'elles assouplissent leur législation en matière de participation au capital des compagnies américaines.

Actuellement, une entreprise européenne ne peut détenir plus de 25 % du capital d'une compagnie nord-américaine, tandis que cette dernière a la possibilité d'acquiescer 49,9 % des actions de sa concurrente européenne. La compagnie néerlandaise KLM, par exemple, souhaite augmenter sa participation dans NorthWest Airlines, mais la loi en vigueur l'en empêche.

La Commission risque en contrepartie de devoir donner aux Américains des engagements

pour la suppression définitive des aides d'Etat, dont ont récemment bénéficié Air France et Iberia. La mission confiée à Bruxelles concerne aussi des points plus opérationnels tels que les normes de sécurité. La Commission européenne a l'intention de présenter avant les vacances d'été un projet de directive portant sur la création d'un « contrôle par l'Etat de l'aéroport ». Objectif : amener les Etats membres à se doter d'un système harmonisé de contrôle, afin de mieux apprécier les conditions de sécurité offertes par les avions des compagnies non communautaires, qui transitent par les aéroports européens.

Anne-Marie Ldrac, secrétaire d'Etat français aux transports, se félicite d'un mandat qui porte sur « l'environnement réglementaire et concurrentiel » et parle d'une « solution équilibrée dans laquelle les Etats membres restent libres de négocier les droits de trafic sur une base bilatérale ». La Commission a une interprétation plus libre en faisant valoir qu'elle conduira les pourparlers en informant régulièrement le Conseil des ministres et en lui demandant, à chaque étape importante, l'autorisation d'aller plus avant.

M. Kinnock n'a-t-il pas déclaré à l'issue de la réunion de Luxembourg : « Avec ce mandat, les Etats membres de l'Union européenne pourront recevoir tous les bénéfices d'un marché aérien libéralisé et s'assurer des droits réciproques et équitables dans leurs relations transatlantiques. »

Marcel Scotto

La relance du tourisme en France passe par le chèque-vacances

« L'HEURE EST GRAVE ! », a déclaré Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, lundi 17 juin, lors de l'ouverture de l'Assemblée du Conseil national du tourisme. Certes la France reste toujours la première destination touristique mondiale, avec 60 millions de visiteurs. L'accident de la balance touristique représente trois fois les soldes de l'automobile, de l'aéronautique ou de l'industrie spatiale, ou six fois celui du commerce du luxe.

Pourtant, en 1995, l'exécuteur a diminué de 5 milliards de francs. Le taux d'occupation des hôtels a baissé et la part de la France dans les longs séjours européens décroît. Bernard Pons admet que « le gouver-

nement a le devoir de renouer avec une grande politique du tourisme, activité majeure de notre économie ». Fort de ce constat, le ministre a exposé quatre axes de relance.

REDRESSER LA « FRACTURE SOCIALE »

Il s'agit tout d'abord de mettre les Français au cœur de la politique touristique. Face à l'insatisfaction rencontrée par nos compatriotes - qui représentent les deux tiers de la consommation touristique du pays -, il faut répondre à des besoins insuffisamment pris en compte, parce que, depuis l'avènement des congés payés, les comportements ont évolué. Mais au-delà des 60 % de Français qui ont à la fois le temps et surtout les moyens de partir en vacances, ce sont surtout les 40 % res-

tants qui ont retenu l'attention des pouvoirs publics. Pour réduire cette « fracture sociale », Bernard Pons veut redonner une coup de pouce au chèque-vacances, afin d'en faire l'instrument du développement du tourisme populaire. Cette initiative ne devrait pas être limitée au territoire national. L'agence française du chèque-vacances pourrait même recevoir mission de commercialiser le chèque-vacances hors de nos frontières.

Autre idée : développer les courts séjours de proximité. Un premier pas a été franchi avec la mise en place d'un serveur capable de recenser les offres. Le président de la SNCF va par ailleurs engager une concertation avec les agents de voyages pour examiner les moyens

de développer les flux de passagers. L'objectif à atteindre est de multiplier par deux le nombre des Français qui poussent la porte d'une agence de voyage pour partir en France.

La valorisation du patrimoine devrait également être l'un des éléments moteurs du plan de relance. Bernard Pons a annoncé une série de mesures en faveur des hôtels indépendants, qui devraient permettre à ces derniers de lutter à armes égales contre l'hôtellerie de chaîne.

Ce plan de relance de la politique touristique doit contribuer à réaliser l'objectif affiché de 90 millions de visiteurs en 2010.

François Bastnavaron

GFC

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires s'est tenue le jeudi 13 juin 1996 sous la présidence de Mademoiselle Eliane SERMONDADAZ.

RESULTAT ET DISTRIBUTION

Les comptes et les résolutions ont été approuvés.

Le bénéfice net s'est établi à 177.460.553 F. La distribution d'un dividende unitaire de 18,50 F assorti d'un avoir fiscal de 9,25 F, soit une distribution globale de 27,75 F et un montant total de F. 162.062.634, a été décidée. Ce dividende sera mis en paiement le 26 juillet 1996.

ACTIVITE DE 1996

L'activité locative se déroule de manière satisfaisante. Le taux d'occupation des immeubles est en amélioration. Celui des immeubles d'habitation est de 98,14 % à fin avril 1996, celui des surfaces commerciales est passé de 90 % à fin 1995 à 91,23 % à fin mai 1996. Le taux d'occupation moyen, toutes surfaces confondues, est de 96,50 % contre 96,00 % à fin 1995.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre s'est élevé à 93.858.761 F, supérieur de 5,59 % à celui de la même période de 1995. A surface constante, il progresse de 1,96 %.

PATRIMOINE

Les arbitrages au sein du patrimoine se poursuivent. Les cessions devraient s'accroître au cours du second semestre 1996 par la mise en vente de 532 appartements supplémentaires.

PERSPECTIVES

Compte tenu des données actuelles, l'exploitation devrait marquer, sauf événements imprévus, une évolution favorable dès l'exercice en cours.

Communication Financière : Tour Franklin
92042 PARIS LA DEFENSE - Tél : 49.01.93.02

Le deutschemark atteint son plus haut niveau depuis deux mois face au franc

Les investisseurs anticipent une hausse des taux en Allemagne

Les opérateurs des marchés financiers ont abandonné l'espoir d'une baisse supplémentaire des taux de la Bundesbank. Ils parient maintenant au

contraire pour un resserrement progressif de la politique monétaire allemande, lié à la reprise économique outre-Rhin. Ces anticipations pro-

voquent un renforcement du deutschemark, notamment face au franc. Le virage monétaire s'annonce délicat à négocier pour la Banque de France.

FAUT-IL CRAINdre, comme les opérateurs des marchés financiers, un resserrement monétaire en Allemagne ? Selon leurs anticipations, reflétées par les cours des contrats à terme, les rendements à trois mois ont atteint leur niveau plancher outre-Rhin (3,40 %). Ils vont maintenant s'orienter à la hausse pour s'établir à 3,53 % fin septembre et à 3,80 % fin décembre. Il y a à peine un mois, les opérateurs prévoyaient, pour Noël, un niveau de 3,35 %.

Cette brusque révision à la hausse a provoqué, depuis plusieurs jours, un net mouvement d'appréciation du deutschemark. Lundi 17 juin, la monnaie allemande est montée jusqu'à 1,519 mark pour 1 dollar, son plus haut niveau depuis un mois vis-à-vis du billet vert. Elle a également progressé face aux devises européennes, s'inscrivant, mardi matin 18 juin, à 3,3990 francs, son cours le plus élevé depuis le 10 avril.

Lorsque la Bundesbank avait abaissé d'un demi-point, à la mi-avril, son taux d'escompte et son taux Lombard, tous les intervenants - les investisseurs, les économistes mais aussi les autres banques centrales européennes - avaient pensé que son geste allait ouvrir la voie à une réduction rapide du taux de ses prises en pension hebdomadaire (REPO), inchangé depuis le début du mois de février. Le REPO est un levier essentiel car il détermine directement le niveau des rendements sur le marché monétaire allemand, bien plus que l'escompte et le Lombard, qui ne servent qu'à l'encadrer. Mais, depuis deux mois, la Bundesbank n'a pas pris la moindre initiative sur son REPO, qui reste déses-

perément fixé à 3,30 %. Alors qu'ils ont d'abord interprété cet immobilisme comme une forme de prudence - la Bundesbank aurait eu peur de dérouter les marchés financiers par une démarche trop brusque -, les opérateurs ont progressivement changé d'avis au point d'envisager maintenant un resserrement monétaire imminent outre-Rhin. Leur analyse s'appuie sur plusieurs éléments.

Les économistes de Lehman Brothers pensent que l'inflation outre-Rhin dépassera 2 % fin 1995

Le premier est que la masse monétaire continue à progresser à un rythme soutenu outre-Rhin. L'agrégat M3 s'est inscrit en hausse de 11,2 % au mois d'avril, soit bien au-dessus de l'objectif, compris entre 4 % et 7 %, que s'est fixé la Bundesbank pour l'année. Le ralentissement escompté tarde à se concrétiser, en raison notamment d'une distribution de crédits dynamique. « Je pense qu'il y a des chances que M3 puisse baisser dans les semaines et les mois à venir, mais nous devons attendre et voir », a déclaré lundi soir le président de la Bundesbank Hans Tietmeyer. D'un point de vue strictement monétaire - le seul qui importe officiellement à Francfort - une baisse des taux d'intérêt n'a, actuellement, pas de justification.

De la même façon, l'inflation s'inscrit sur une pente ascendante (+1,7 % en mai après +1,5 % en avril). Les économistes de la banque américaine Lehman Brothers pensent qu'elle dépassera 2 % à la fin de l'année, en raison d'une accélération des coûts salariaux.

De surcroît, notent les économistes de Louis Dreyfus Finance, dans une étude intitulée « La fête (monétaire) est-elle finie ? », « Les signes d'une reprise de l'économie allemande se sont multipliés ces derniers jours ». L'indice Ifo, qui mesure le climat des affaires, se redresse (91,9 points en avril après 90,4 en mars), sous l'impact d'un rebond sensible des commandes enregistrées par l'industrie. Les ventes au détail progressent (+1 % en avril), tandis que le taux de chômage a commencé à décroître. Dans ce contexte, l'utilité économique d'un nouveau coup de pouce monétaire apparaît moins évidente.

Enfin, depuis le début de l'année, le deutschemark s'est sensiblement déprécié. Il a perdu 8 % de sa valeur face à la lire italienne, 5,4 % face au dollar, 5 % face à la livre sterling. Si les économistes estiment en majorité que la surévaluation du deutschemark n'a été que partiellement rectifiée (selon les experts de Merrill Lynch, le deutschemark reste surévalué de 7 % face au franc, de 15 % face à la lire et de 18 % face au dollar), ce n'est pas l'avis de la Bundesbank. Dans son dernier rapport mensuel, publié lundi 17 juin, la banque centrale allemande a estimé que « l'appréciation excessive du mark face au dollar constatée au printemps 1995 est maintenant entièrement corrigée ». La Bundesbank renoue avec sa po-

litique de deutschemark fort, qu'elle avait mise entre parenthèses au cours des derniers mois, afin de secourir les exportateurs allemands.

Si les anticipations des opérateurs se révèlent exactes - de nombreux économistes les contestent et croient au contraire que la faiblesse structurelle de l'économie, la déroute probable de M3, la crise de l'immobilier et la rigueur budgétaire entraîneront un nouvel assouplissement monétaire outre-Rhin -, si le cycle de baisse des rendements allemands a bien pris fin, la vie des marchés financiers européens va s'en trouver totalement bouleversée. Elle était rythmée, depuis l'été 1992, par la détente des taux de la Bundesbank.

La situation monétaire des partenaires européens de l'Allemagne pourrait devenir beaucoup moins confortable, étant donné le rôle directeur que joue la Bundesbank. Une hausse des taux de la banque centrale allemande obligerait les autres instituts d'émission à effectuer un mouvement parallèle. « Le marché se positionne pour le début d'un cycle de resserrement monétaire en Europe », résume-t-on chez Louis Dreyfus.

Ce virage, pris dans le sillage de la Bundesbank, s'annonce très délicat à négocier pour la Banque de France, notamment sur le plan politique. Il risque de relancer le débat sur la pertinence de l'action menée par Jean-Claude Trichet, surtout si ce resserrement monétaire intervient trop rapidement, avant même que la reprise de l'économie française n'ait permis au taux de chômage de décroître sensiblement.

Pierre-Antoine Delhommas

Les minoritaires du Crédit foncier demandent le report de l'assemblée

LA STRATÉGIE de mise sous pression de la direction du Crédit foncier par l'association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM) ne faiblit pas. Colette Neuville, sa présidente, va déposer un référé au tribunal de commerce de Paris en vue de reporter l'assemblée générale du 28 juin. Elle estime que les commissaires aux comptes n'ont pas été en mesure de chiffrer l'influence du changement de méthode comptable, ce qu'ils reconnaissent eux-mêmes. « En conséquence, il n'est pas légal que l'assemblée générale puisse se tenir », dit Colette Neuville, estimant que les actionnaires ne peuvent apprécier à leur juste valeur les comptes 1995 de l'institution. Le Crédit foncier a affiché pour 1995 une perte de près de 10,8 milliards de francs après avoir passé 13 milliards de provisions. Le gouvernement a donné jusqu'au 31 juillet au gouverneur du Crédit foncier, Jérôme Maysomier, pour trouver une solution d'adossement susceptible de sauver l'établissement.

DÉPÊCHES

■ **SUMITOMO** : le vice-président de la compagnie japonaise, Mitsumi Hashimoto, a annoncé mardi 18 juin que sa société pourrait engager des poursuites judiciaires contre son ancien courtier Yasuo Hamanaka, limogé la semaine dernière après la découverte de 1,8 milliard de dollars de pertes (9,3 milliards de francs) sur le marché du cuivre.

■ **FIRST UNION** : le sixième groupe bancaire américain, engagé dans la course à la croissance externe qui bouleverse le paysage américain depuis un an, a annoncé lundi 17 juin l'acquisition de deux banques régionales. Il s'agit de la banque de dépôts Center Financial Corporation, dont les agences sont notamment basées dans le Connecticut, et de Home Financial Corporation, basée en Floride.

■ **TEMPLETON** : le fonds d'investissement américain a annoncé, lundi 17 juin, une augmentation de sa participation dans Pechiney pour la porter à 30,09 % du capital. Il a par ailleurs franchi le seuil de 5 % dans le capital des Galeries Lafayette.

■ **FORUM VOYAGES** : le voyageur français va être repêché par le Club Méditerranée, qui devrait porter sa participation de 46 % à 100 % dans la société, placée sous administration judiciaire en avril 1995, et l'associer à Club Aquarius, filiale à vocation économique du Club.

■ **RENAULT** : le constructeur automobile envisage la cession progressive de son établissement d'Orléans, spécialisé dans la fabrication de soupapes et de pièces mécaniques environnantes, à son fournisseur américain TRW. Celui-ci prendrait 49 % des deux usines filiales.

■ **VOLKSWAGEN** : le commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, considère qu'une partie des aides de 800 millions de marks (2,7 milliards de francs) accordées par le Land de Basse-Saxe à Volkswagen pour soutenir des investissements à l'est est inacceptable.

■ **BRITISH STEEL** : le groupe sidérurgique britannique a réalisé, lors de son exercice 95-96 clos au 31 mars, un bénéfice avant impôt de 1,1 milliard de livres (8,75 milliards de francs), en hausse de 90 % par rapport à l'exercice précédent, pour un chiffre d'affaires de 7,05 milliards de livres.

■ **ICL** : le groupe informatique britannique, filiale du japonais Fujitsu, a annoncé lundi 17 juin le rachat de 50 % des parts de la société américaine Post Software International (PSI).

■ **SONY** : le groupe japonais d'électronique grand public a annoncé, lundi 17 juin, qu'il commercialisera en août ses premiers ordinateurs personnels (PC) aux États-Unis.

■ **CHARBONNAGES DE FRANCE** : le président du groupe public, Philippe de Ladoucette, a confirmé devant la commission des finances du Sénat l'arrêt des trois sites miniers de Forbach (Moselle), La Mure (Isère) et Carmaux (Tarn) en 1997, selon le Bulletin des commissions diffusé le 17 juin.

EUROCOPTER FRANCE



L'APPEL DU 18 JUIN



" La France a perdu une bataille, elle s'apprête à perdre la guerre ".

En destinant ses coups les plus durs à la plus dynamique des industries d'armement, la loi de programmation militaire place la France en situation d'échec dans la bataille pour l'indépendance de la défense nationale et européenne.

En ignorant que le sort des peuples ne dépend plus exclusivement de l'équilibre des armes mais aussi et surtout du développement des puissances industrielles, la France s'apprête à perdre la guerre économique mondialisée qui détruit nos emplois par millions.

Depuis quarante ans, l'industrie française de l'hélicoptère réussit, à force d'astuce et de ténacité, à imposer mondialement ses

standards technologiques face aux quatre géants américains.

Depuis quarante ans, les hélicoptères français participent largement à l'équilibre de la balance commerciale.

Depuis dix ans, l'industrie française de l'hélicoptère défie la voie de l'économie moderne et de la politique européenne en s'engageant courageusement dans la coopération industrielle européenne (Allemagne), la coopération industrielle mondiale (Chine, Singapour, Roumanie...) et les programmes de défense européenne Tigre et NH 90.

Eurocopter est la première industrie à s'être mise en conformité avec le livre blanc de la défense : industrie civile et militaire, elle participe à la stratégie de projection des forces sur les théâtres extérieurs. Porteuse de projets technologiques, après s'être adaptée structurellement, EUROCOPTER est lourdement pénalisée par une loi de programmation inepte qui retarde et ampute les commandes d'hélicoptères précisément développées pour satisfaire les plus extrêmes des exigences militaires.

Cet événement constitue une aubaine inespérée pour une concurrence américaine aussi brutale que sûre de son droit.

Ingénieurs, ouvriers, pilotes, techniciens,

" la flamme de la résistance européenne ne doit pas s'éteindre "

pour qu' EUROCOPTER VIVE !



Intersyndicale - FO - CFDT - CGT - CFTC - CFE/CGC - EUROCOPTER France Etablissement de Marignane - 13725 Cedex

affaires du Crédit foncier
et le report de l'assemblée

Le Crédit foncier de France a annoncé mardi 18 juin, à la suite de la tenue de son conseil d'administration, que l'assemblée générale ordinaire, prévue pour le 20 juin, est reportée au 27 juin 1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs. Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

Le Crédit foncier de France a également annoncé que son conseil d'administration a décidé de ne pas verser de dividende pour l'exercice 1995-1996. Cette décision a été prise à l'unanimité par les administrateurs.

LA BOURSE DE TOKYO a terminé à son meilleur niveau de l'année, mardi 18 juin. L'indice Nikkei a fini en hausse de 87,02 points (0,39 %) à 22 332,40 points.

Le FRANC est passé au-dessus des 3,3950 francs pour un deutschemark à 3,3960 francs, mardi 18 juin lors des premiers échanges entre banques, contre 3,3930 francs lundi soir.

LE DOLLAR restait inchangé mardi 18 juin à Tokyo où il cotait 109 yens contre 109,05 lundi, à la clôture de New York et 1,5202 DM contre 1,5203 la veille à New York.

LE LIVRE est descendu à son plus bas niveau depuis juin 1994, lundi à Londres, trois jours après l'annonce des pertes colossales essuyées par la maison de courtage Sumitomo.

LA TENSION entre Bagdad et l'ONU a propulsé, le 17 juin, le Brent de 0,5 dollar à 18,45 dollars. Le light sweet crude a bondi de 1,80 dollar à 22,14 dollars.

LES PLACES BORSIÈRES



Accès de faiblesse à la Bourse de Paris

LA TENDANCE était orientée à la baisse, mardi 18 juin en fin de matinée, à la Bourse de Paris. A 12 h 30, l'indice CAC 40 cédait 0,61 % à 2 100,24 points. Il avait ouvert en recul de 0,55 %.

Les actions françaises étaient pénalisées par la faiblesse du franc et du marché obligataire. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, s'inscrivait en repli de six points. L'annonce d'une alliance entre Boris Eltsine arrivé en tête du scrutin présidentiel russe, avec le général Alexandre Lebed (près de 15 % des voix au premier tour) renforce les chances de réélection de M. Eltsine lors du deuxième tour début juillet. Cette perspective profite au mark au détriment du dollar. Le billet vert est également attaqué après l'annonce d'une croissance de 3 % au premier trimestre au Japon, soit un rythme annuel de 12,7 %. Les milieux financiers ne s'attendaient pas à un rebond aussi specta-

culaire et craignent à présent une remontée des taux d'intérêt japonais. Du côté des valeurs, la cotation de Moulinex a été suspendue

mardi avant l'annonce d'une perte de 702 millions de francs pour l'exercice 1995-1996, un déficit très nettement supérieur aux attentes des analystes.

Bic, valeur du jour

BIC A ENREGISTRÉ la deuxième plus forte hausse, lundi 17 juin, à la Bourse de Paris. L'action a terminé à 716 francs, en progression de 5,3 %, après avoir touché, en séance, 727 francs, son plus haut niveau de l'année. Selon les opérateurs, Bic bénéficie actuellement d'achats de non-résidents, après la réunion de présentation organisée la semaine dernière à Londres par Cheuvreux de Vienne. Dynabourse est également présentée comme active sur

le titre. Un porte-parole de Bic a déclaré que la société avait pour principe de ne jamais commenter les mouvements de son titre.



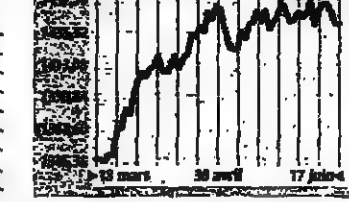
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	320	+0,22	319,72
Bois de France	429	+0,23	428,51
Carrefour	977	+0,20	975,20
Casa	121,2	+0,20	121,00
Castor	1263	+0,20	1261,60
Châlon	1025	+0,20	1023,60
Châlon	2010	+0,20	2007,60
Châlon	1217	+0,20	1215,20
Châlon	1560	+0,20	1557,60
Châlon	344,30	+0,20	343,60

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	320	+0,22	319,72
Bois de France	429	+0,23	428,51
Carrefour	977	+0,20	975,20
Casa	121,2	+0,20	121,00
Castor	1263	+0,20	1261,60
Châlon	1025	+0,20	1023,60
Châlon	2010	+0,20	2007,60
Châlon	1217	+0,20	1215,20
Châlon	1560	+0,20	1557,60
Châlon	344,30	+0,20	343,60

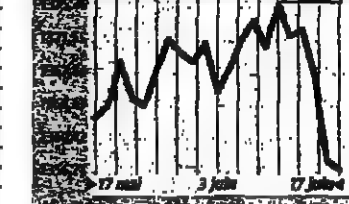
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



Légère reprise à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO persiste, avec une parfaite régularité, à atténuer les hausses et les baisses. Mardi 18 juin, les valeurs nipponnes ont terminé dans le vert, à leur plus haut niveau de l'année, l'indice Nikkei gagnant 87,02 points, soit 0,39 %, à 22 332,40 points.

La veille, Wall Street a terminé en très légère hausse, après avoir évolué dans des marges étroites à l'issue d'une séance calme. Les investisseurs étant restés sur la réserve avant l'expiration trimestrielle, vendredi, d'options sur actions et indices boursiers (surnommée « journée des trois sorcières »). L'indice Dow Jones a gagné 3,33 points (+ 0,06 %) à 5 652,78 points. Selon les analystes, le marché devrait rester incertain jusqu'aux statistiques de fin de semaine.

INDICES MONDIAUX

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Paris CAC 40	+0,39	2100,24
New York DJ	+0,06	5652,78
Tokyo Nikkei	+0,39	22332,40
Londres FT100	+0,11	2446,12
Frankfurt Dax	+0,11	2446,12
Bourse de Paris	+0,39	2100,24
Bourse de New York	+0,06	5652,78
Bourse de Tokyo	+0,39	22332,40
Bourse de Londres	+0,11	2446,12
Bourse de Frankfurt	+0,11	2446,12

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcoa	+0,22	319,72
American Express	+0,23	428,51
Allied Signal	+0,20	975,20
Bois de France	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Allied Lyons	+0,22	319,72
Barclays Bank	+0,23	428,51
B.T. Industries	+0,20	975,20
Bois de France	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Allianz Holding	+0,22	319,72
Basf AG	+0,23	428,51
Bayer AG	+0,20	975,20
Bois de France	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

New York: Dow Jones sur 3 mois



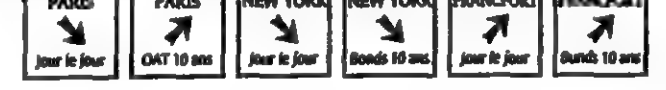
Londres: FT100 sur 3 mois



Frankfurt: Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX



Baisse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, mardi 18 juin. Après quelques minutes de transactions, l'échéance septembre cédait vingt centimes, à 120,78 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,60 %, soit 0,06 % au-dessous du rendement de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance. La veille, le mar-

ché obligataire américain avait terminé la séance en hausse, le taux du bon du Trésor à trente ans revenant à 7,07 %.

Les opérateurs craignent que l'annonce d'une croissance très vigoureuse de l'économie japonaise au premier trimestre ne provoque, mercredi 19 juin, un mikrachat des obligations nipponnes, qui occupent une place très importante sur les marchés internationaux.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	+0,22	319,72
Bois de France	+0,23	428,51
Carrefour	+0,20	975,20
Casa	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

MATIF

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	+0,22	319,72
Bois de France	+0,23	428,51
Carrefour	+0,20	975,20
Casa	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	+0,22	319,72
Bois de France	+0,23	428,51
Carrefour	+0,20	975,20
Casa	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

LES MONNAIES



Vigueur du deutschemark et du yen

LE DEUTSCHEMARK RESTAIT très ferme, mardi matin 18 juin, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,5160 mark pour un dollar, son cours le plus élevé depuis un mois. Il gagnait également du terrain face aux devises européennes, cotant 3,3960 francs, son niveau le plus haut depuis le 10 avril. Le mark était soutenu par les anticipations de resserrement monétaire en Allemagne (voir page 20), liées aux

signes de rebond de l'économie outre-Rhin. Le yen était en hausse après l'annonce d'une forte croissance de l'économie japonaise au premier trimestre (+ 12,7 % en rythme annuelisé, le niveau le plus élevé depuis vingt-trois ans). Il s'inscrivait à 108,30 yens pour un dollar, les opérateurs estimant que la Banque du Japon devra désormais relever son taux d'escompte, à 0,5 % depuis le mois de septembre 1995.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	+0,22	319,72
Bois de France	+0,23	428,51
Carrefour	+0,20	975,20
Casa	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

FAITES DU DOLLAR

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	+0,22	319,72
Bois de France	+0,23	428,51
Carrefour	+0,20	975,20
Casa	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

L'OR

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	+0,22	319,72
Bois de France	+0,23	428,51
Carrefour	+0,20	975,20
Casa	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	+0,22	319,72
Bois de France	+0,23	428,51
Carrefour	+0,20	975,20
Casa	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

LE PÉTROLE

Cours au 18/06	Var. %	17/06
Alcatel	+0,22	319,72
Bois de France	+0,23	428,51
Carrefour	+0,20	975,20
Casa	+0,20	121,00
Castor	+0,20	1261,60
Châlon	+0,20	1023,60
Châlon	+0,20	2007,60
Châlon	+0,20	1215,20
Châlon	+0,20	1557,60
Châlon	+0,20	343,60

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 18 JUIN
Liquidation : 21 juin
Taux de report : 3,75
Cours relevés à 12h30

CAC 40
-0,56%
2101,13

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
B.A.P. (T.P.)	930	925	-0,53	60,26
C.Lyonnais(T.P.)	830	825	-0,60	60,21
Renault (T.P.)	1720	1715	-0,29	54,97
Rhône-Poulenc(T.P.)	1987	1990	+0,15	53,21
Saint Gobain(T.P.)	1235	1230	-0,40	81,63
Thomson S.A.(T.P.)	1070	1065	-0,46	56,02
Accor	722	724	+0,27	51,21
A.C.F.-Ass. Gen. France	136,80	136,80	0,00	3,25
Alc. Liquide	895	893	-0,22	14
Alcatel Alsthom	455	452,30	-0,59	15
Alcatel	445,10	442	-0,69	5
Alpe	511	513	+0,39	6,30
Am	100,20	100,20	0,00	6,30
Adm	710	702	-1,12	77,90
Bal Investis	846	846	0,00	78,15
Banque Ciel	576	568	-1,38	10
Beazor Ind. Vite	350	327	-6,57	1,56
Bertrand Faure	1760	164,70	-1,11	3,30
BIC	716	705	-1,53	5
BIO	688	625	-9,15	4
B.N.P.	185	184,10	-0,59	8,40
Bolore Techno	385	385	0,00	22
Bongrain	2351	2350	-0,04	81
Boyoussy	570	568	-0,35	12
Canal+	1194	1212	+1,50	15
Cap Gemini Societ	195,40	191	-2,04	1
Carbone Lorraine	775	770	-0,64	10
Carrefour	3846	3839	-0,18	32
Carson G. Chabot	197,30	194	-1,77	4
Cassio G. Chabot	135,90	131	-3,68	1
Castorama DI (L.D.)	955	977	+2,30	11
C.C.F.	357,00	356,30	-0,19	5
CCM (ex-CCM) Ly.	56	55	-1,78	2,40
Cedip (Ly.)	439	440	+0,23	8
Cel	499,30	498	-0,20	10
Celcom	116	114,40	-1,55	8
Celcom	1090	1089	-0,09	18
CEP	1150	1153	+0,26	18
Chargem	1489	1481	-0,53	14
Christian Dior	699	700	+0,14	5,50
Clement Fr. P. J.	240	240	0,00	17,50
Clorox	778	766	-1,55	7
Colas	186	185,80	-0,10	3,30
Colas	983	982	-0,10	23
Comptoir Entrep.	12	12,10	+0,83	7,30
Comptoir Mod.	2263	2250	-0,57	22

CPI	488	485	-0,61	20
Cred. Fon. France	37,05	34,70	-6,34	20
Credit Local For	404,10	425	+0,21	13,00
Credit Lyonnais CI	109,50	104	-4,56	10
Credit National	340,00	337	-0,88	13,50
CS Sigaux (CSSE)	265,50	264,70	-0,30	4,50
Danone	3930	3970	+1,01	65
Danone	773	770	-0,38	16
Dassault Aviation	716	710	-0,85	8,50
Demat. Electro	346,50	349	+0,84	4,30
De Dietrich	254	253,80	-0,08	30
Degremont	407	409	+0,49	9
Des. R. P. Cal. L.	42,80	42,80	0,00	1
DMC (Difus. M.)	240	241	+0,41	4
Dodge France	1144	1120	-2,09	14,30
Dynacore	136,80	134	-1,54	3
Eco (C&S)	1304	1300	-0,30	12
Eco	631	627	-0,63	13,10
EF Aquitaine	371,90	372,50	+0,16	13
Ermenegildo Zegna	262	261	-0,38	6,60
Ermenegildo Zegna	821	817	-0,48	30
Esso	1245	1243	-0,16	12,50
Esso	996	993	-0,30	12,50
Esso	386	384,50	-0,39	8
Euro France	2001	2006	+0,24	46
Euro Disney	14,55	14,50	-0,34	0,68
Euro Disney	1157	1165	+0,69	19
Euro Disney	1012	1015	+0,29	19
Euro Disney	76	77,90	+2,49	4,49
Euro Disney	381	380	-0,26	11
Euro Disney	4969	4969	0,00	11
Euro Disney	1740	1740	0,00	11
Euro Disney	136,20	137,70	+1,10	0,36
Euro Disney	471	469,50	-0,34	0,23
Euro Disney	2108	2140	+1,57	39
Euro Disney	386	384,50	-0,39	8
Euro Disney	412	413	+0,24	14,30
Euro Disney	466,90	469	+0,59	6
Euro Disney	113	113	0,00	2
Euro Disney	341	340,30	-0,20	8
Euro Disney	730	749	+2,60	12
Euro Disney	1824	1832	+0,44	26
Euro Disney	416,10	416,30	+0,05	8,50
Euro Disney	614	610	-0,65	11,80
Euro Disney	750	762	+1,62	22,50
Euro Disney	320	320	0,00	5
Euro Disney	68,90	67,85	-1,52	2
Euro Disney	367	366	-0,27	32
Euro Disney	384	382	-0,52	10
Euro Disney	3110	3120	+0,32	10
Euro Disney	626	622	-0,64	26,67
Euro Disney	713	718	+0,70	21,34
Euro Disney	333,30	332,10	-0,36	10
Euro Disney	131	133,30	+1,75	3,80
Euro Disney	318,70	315,30	-1,05	5
Euro Disney	214	214,80	+0,37	7
Euro Disney	914	914	0,00	4,38
Euro Disney	238	239	+0,42	8
Euro Disney	838	860	+2,62	70,50
Euro Disney	1484	1482	-0,13	12,20
Euro Disney	1266	1259	-0,55	13,75

Lyonnais Euro	491	487	-0,80	11,38
Marine World	440,50	437	-0,68	4
Metaleurop	56,30	55,80	-0,88	4
Metaleurop	19	18,50	-2,63	0,52
Metaleurop	257	254,30	-1,05	2,28
Metaleurop	81	81	0,00	1
Metaleurop	138,10	138,60	+0,36	5,50
Metaleurop	429	428	-0,23	2,17
Metaleurop	690	685	-0,73	1,50
Metaleurop	114	113	-0,87	1
Metaleurop	304,50	305,80	+0,42	1
Metaleurop	219,40	219	-0,18	0,10
Metaleurop	225	222,10	-1,27	0,71
Metaleurop	104	103,30	-0,67	3
Metaleurop	334	328,10	-1,76	1
Metaleurop	714	712	-0,28	6
Metaleurop	1483	1485	+0,13	23,30
Metaleurop	427	421	-1,40	7,50
Metaleurop	548	547	-0,18	10
Metaleurop	555	557	+0,36	7,60
Metaleurop	1382	1385	+0,21	12
Metaleurop	413	411	-0,48	4
Metaleurop	198,50	198,50	0,00	4,40
Metaleurop	131	130,50	-0,38	3,50
Metaleurop	1483	1485	+0,13	11,30
Metaleurop	136,30	135,30	-0,73	3
Metaleurop	31,90	32	+0,31	1,20
Metaleurop	1186	1188	+0,17	15,50
Metaleurop	628	628	0,00	1,27
Metaleurop	194	195	+0,51	14,50
Metaleurop	3095	3090	-0,16	22,50
Metaleurop	683	677	-0,87	15,50
Metaleurop	1380	1380	0,00	1,49
Metaleurop	3967	3967	0,00	1,49
Metaleurop	444	440	-0,90	17,50
Metaleurop	381,70	382,50	+0,20	6,30
Metaleurop	1880	1885	+0,27	27,50
Metaleurop	1955	1950	-0,26	14,50
Metaleurop	341,30	339	-0,59	17
Metaleurop	191	190	-0,52	5
Metaleurop	999	997	-0,20	18,30
Metaleurop	346	344,50	-0,43	8,06
Metaleurop	399	397,00	-0,53	5,72
Metaleurop	106,00	107,00	+0,95	12,50
Metaleurop	1079	1075	-0,37	10,50
Metaleurop	109,40	109	-0,45	1,10
Metaleurop	1247	1246	-0,08	16,30
Metaleurop	479	472,10	-1,44	20,70
Metaleurop	1285	1277	-0,62	9,99
Metaleurop	491,50	491	-0,02	32
Metaleurop	584	582	-0,34	11,10
Metaleurop	532	536	+0,75	10,72
Metaleurop	2225	2240	+0,67	22
Metaleurop	1389	1390	+0,07	14
Metaleurop	328	328,50	+0,15	14,50
Metaleurop	351	350	-0,28	5,72
Metaleurop	133,30	133,30	0,00	1,49
Metaleurop	379	380	+0,26	5
Metaleurop	202	201,30	-0,34	8,20
Metaleurop	431,50	430,70	-0,18	5,72
Metaleurop	479	476	-0,63	1,49
Metaleurop	136	136,30	+0,22	2
Metaleurop	572,50	575,50	+0,52	8,70
Metaleurop	105,50	105,20	-0,28	0,30
Metaleurop	520	519	-0,19	1,30

UCC DA (H)	307	307	0,00	2,50
UCC	49,40	49,10	-0,60	2,50
UCC	425	422,50	-0,59	2,50
UCC	179	178	-0,56	14,67
UCC	530	510	-3,77	2,50
UCC	636	635	-0,16	2,50
UCC	78,80	78,05	-0,95	2,50
UCC	288,80	277,30	-4,00	2,50
UCC	246,50	244	-0,81	2,50
UCC	175	172	-1,71	13,10
UCC	261,50	260,30	-0,46	2,50
UCC	1230	1225	-0,40	2,50
UCC	1148	1152	+0,34	2,50

UCC	50,15	50,30	+0,29	0,22
UCC	177,30	176,30	-0,56	30,13
UCC	526	525	-0,19	1,53
UCC	67	67	0,00	1,53
UCC	297,30	295	-0,77	0,24
UCC	91,55	92,40	+0,92	0,25
UCC	240	241,40	+0,58	0,25
UCC	329,50	326,40	-0,94	1,00
UCC	69,50	70,00	+0,72	0,16
UCC	585	585	0,00	4,39
UCC	441	441	0,00	3,51
UCC	5730	5730	0,00	1,61
UCC	74,30	75	+1,34	3,78
UCC	199	198,70	-0,15	3,78
UCC	250	244,40	-2,22	1,28
UCC	1638	1633	-0,30	4,44
UCC	534	534	0,00	4,41
UCC	178,30	178	-0,16	3,64
UCC	130,40	129,70	-0,53	6,29
UCC	456	455	-0,22	1,24
UCC	250	246	-1,60	0,01
UCC	32,50	31,70	-2,46	0,74
UCC	356,40	348,50	-2,22	1,40
UCC	788	780	-1,00	12,72
UCC	77,80	77,80	0,00	1,01
UCC	240	240,40	+0,17	0,93
UCC	30,05	30,30	+0,83	1,46
UCC	427,50	416,10	-2,75	1,60
UCC	201	201	0,00	1,99
UCC	75	74,50	-0,66	1,80
UCC	281,60	282	+0,14	30,52
UCC	335,50	337	+0,62	0,44
UCC	96,45	97,30	+0,87	0,17
UCC	302,70	306,60	+1,28	1,01
UCC	97,25	95,25	-2,05	1,40
UCC	36,00	36,65	+1,81	0,20
UCC	721	720	-0,14	10,60
UCC	564	564	0,00	2,45
UCC	499,30	495	-0,76	9,64
UCC	1980	1980	0,00	1,46
UCC	113	115,30	+2,03	2,13
UCC	304,50	301	-1,10	3,01
UCC	114	114	0,00	0,56

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

OBLIGATIONS	du nom.	%
BFCE 95-01-02	56,50	5,65
CEPME 95-08-01-CA	102,70	8,20
CEPME 95-09-01-CA	110,10	7,50
CEPME 95-12-01-CA	117,51	8,81
CFD 95-01-02-03	117,51	3,81
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	108,41	3,10
CFD 95-01-02-03	1	

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ÉNERGIE Certains pays européens, comme le Danemark, l'Allemagne ou l'Espagne, encouragent fortement le développement de l'énergie éolienne. Renouvelable, elle

trouve des applications dans l'électrification des sites isolés et apporte une solution aux pointes de consommation hivernales. ● **AVANT LA FIN** de l'année, une éolienne de 1 500 kW

doit être installée à Dunkerque. Elle sera la deuxième de cette puissance construite dans le monde. ● **LE PRIX** du kilowatt éolien reste encore élevé, mais il pourrait descendre à un ni-

veau tel que les aérogénérateurs ne seront pas plus coûteux que les groupes électrogènes de même puissance fonctionnant au fioul ou au gaz. ● **UNE INDUSTRIE** existe en

France qui fournit les composants des éoliennes. Une petite société de Douai s'est spécialisée dans la fabrication de pales en carbone et équipe les plus grandes éoliennes.

L'aérogénérateur de Dunkerque redonnera du souffle aux éoliennes

Plutôt que l'utopie du « tout éolien », les industriels mettent en avant des machines permettant d'alimenter des sites isolés et d'écarter les pointes de consommation hivernales. Même si elle reste vouée à une utilisation marginale, cette énergie renouvelable n'a plus rien d'une lubie d'écologiste

DÉLAISSÉE durant quinze ans après les deux chutes malencontreuses de l'éolienne installée à grands frais dans l'île d'Ouessant, l'énergie éolienne s'apprête à effectuer un retour spectaculaire en France. Aujourd'hui, cette forme d'énergie renouvelable n'a plus rien d'une lubie d'écologiste, même si elle est vouée à rester marginale. Elle pourvoit aux pointes de consommation hivernales, quand les centrales nucléaires ne suffisent plus à la demande. Elle contribue aussi à l'électrification de villages isolés et, dans de nombreux pays, devient un mode de production non négligeable. Ainsi, en Inde, un très ambitieux programme éolien a été lancé en 1995.

Les constructeurs misent sur la production en série et surtout sur une simplification de la machinerie

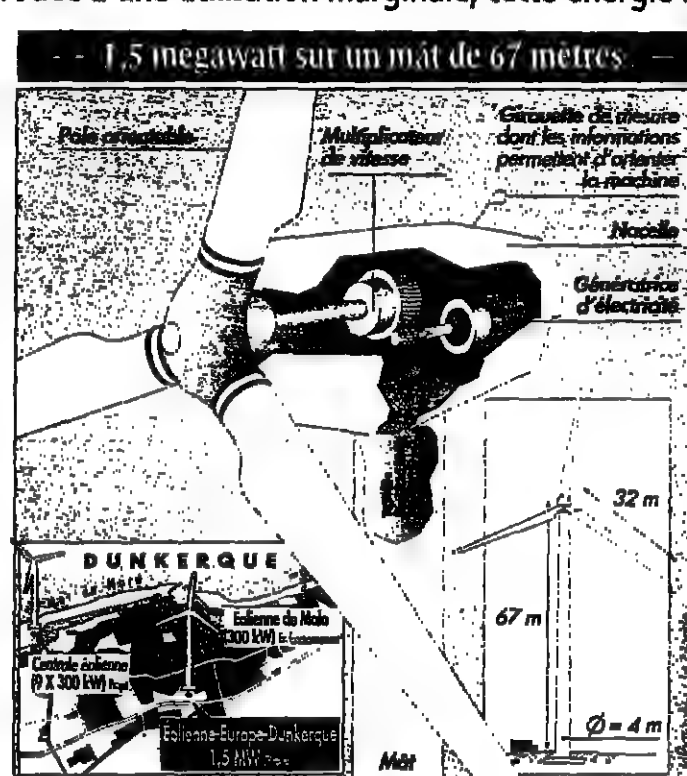
Au Danemark, où les éoliennes fournissent de 2 % à 3 % de la puissance électrique installée, certains trouvent un charme « douillet » à ces structures. Leur bruit très modéré n'offusque, paraît-il, personne. En 1995, ce pays a abandonné la première place européenne à l'Allemagne, dont le gouvernement soutient activement cette forme d'énergie qui fait vivre 4 000 salariés (contre 150 environ en France) employés dans la fabrication d'aérogénérateurs. La France est à la traîne, loin des réalisations allemandes, danoises, ou même espagnoles.

Certes, en 1990, une éolienne de 300 kilowatts a été installée sur la

zone industrielle de Dunkerque par le constructeur belge WindMaster. Près de la cimenterie de Port-la-Nouvelle, dans le Languedoc, le danois Vestas a construit une « ferme » de cinq éoliennes d'une puissance totale de 2 200 kW. Le français Vergnet, qui fabrique de petites éoliennes près d'Orléans, a monté douze machines de 12 kW chacune sur l'île de la Désirade, près de la Guadeloupe. En octobre, elles seront remplacées par vingt unités de 25 kW. Au même moment, Dunkerque inaugure une ferme de neuf éoliennes WindMaster de 300 kW, un projet qui a connu plusieurs années de retard à cause des difficultés du constructeur.

Comparée à ses voisins, la France ne figure pas à l'avant-garde. Mais cette situation pourrait changer avec la mise en service prochaine, dans le Nord, d'une éolienne géante. A Dunkerque, une machine de 1 500 kW doit voir le jour d'ici la fin de l'année. Excepté une installation expérimentale de trois mégawatts construite par Messerschmitt dans les années 80 et démontée depuis, cette éolienne sera la deuxième de cette puissance construite dans le monde, la première ayant été inaugurée le 3 juin à Emnden, en Allemagne, au bord de la mer du Nord. L'une et l'autre sont l'œuvre du constructeur allemand Tacke.

« Les éoliennes de grande taille offrent moins d'emprise au sol et réclament une maintenance réduite. Dans un proche avenir, nous pourrions envisager d'en installer en pleine mer, où les vents sont réguliers et les voisins peu dérangés », précise Philippe Bruyère, gérant du bureau d'études Espace-Eolien-Développement. Une voie d'autant plus intéressante que le kilowatt éolien installé, qui, aujourd'hui, coûte de 7 000 à 8 000 francs, pourrait bientôt descendre aux environs de 5 000 francs. A ce prix, les aérogénérateurs ne seront pas plus coûteux



L'éolienne géante de Dunkerque produira 1 500 kW avec un vent de 42 km/h (13 m/s). Sa nacelle de 97 tonnes dominera la ville. Ses 67 mètres de haut.

500 mégawatts en l'an 2005

- Le ministre de l'Industrie, de la pêche et des télécommunications, Frank Borotra, a affirmé son souhait de développer l'énergie éolienne. L'objectif officiel est de disposer d'une puissance installée de 250 à 500 MW à l'horizon 2005 (soit environ le tiers d'une tranche nucléaire), pour cela :
- L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie aidera financièrement à évaluer les sites éoliens ;
- EDF doit lancer des appels à propositions pour sélectionner les

projets. Un premier appel sera lancé en octobre pour un total de 50 MW ;
- Les projets seront sélectionnés d'après leur sérieux financier, leur impact sur l'environnement et le tarif d'achat de l'électricité. Selon une procédure originale, les candidats diront à EDF à quel prix ils souhaitent que leur soit rachetée l'électricité ;
- Les collectivités territoriales pourront subventionner les projets pour en abaisser le seuil de rentabilité.

teux que des groupes électrogènes de même puissance fonctionnant au fioul ou au gaz (le kilowatt nucléaire installé reste imbattable, à 2 500 francs). Pour diminuer leurs coûts, les constructeurs misent sur la production en série et, surtout, sur une simplification de la machinerie.

Ainsi l'allemand Enercon, qui vient de rattraper au danois Vestas la première place mondiale, veut-il supprimer le multiplicateur de vitesse. Ce mécanisme transmet la puissance du rotor (hélices) à la génératrice de courant en faisant passer la vitesse d'environ 40 tours par minute à 1 500 tours par minute. A cet effet, il développe actuellement une génératrice multipôle à vitesse variable, directement couplée à l'arbre du rotor et capable de produire du courant en tournant seulement à 300 tours par minute. L'électronique de puissance associée à la génératrice permet d'envoyer sur le réseau électrique un courant de meilleure qualité et sans à-coups.

Avec moins de pièces, la maintenance est donc facilitée. Enercon et ses rivaux attendent beaucoup de ce procédé. Jeumont-Industrie, qui fabrique à Jeumont (Nord) des génératrices basse vitesse très compactes, à l'usage de l'industrie ou des sous-marins, n'y est pas indifférent. La filiale de Framatome est tentée d'exporter son propre savoir-faire à travers des projets d'aérogénérateurs. Comme elle, plusieurs industriels français, surtout localisés dans le Nord-Pas-de-Calais, souhaitent se placer comme fournisseurs de composants, à défaut de se faire une place comme constructeurs à part entière.

La plus belle réussite, pour l'heure, est celle d'ATV (Atout Vent), une petite entreprise de Douai qui s'est spécialisée dans la fabrication de pales en carbone et équipe les plus grandes éoliennes du monde. « Nous avons besoin d'une vitrine pour réussir à l'export »,

Des aides indispensables

Pour favoriser le développement de l'énergie éolienne, les pouvoirs publics accordent, dans de nombreux pays, des aides financières. Ainsi, aux États-Unis, l'administration fédérale donne une subvention de quelques centimes sur le tarif local de rachat par les compagnies privées. Ces mesures, encore plus incitatives en Europe, ont permis d'accroître la production de l'énergie produite par le vent. Les tarifs du kilowatt-heure (kWh) ainsi fixés par les gouvernements varient entre 0,3 franc en France et 0,81 franc en Allemagne, alors que le kWh nucléaire revient à environ 0,38 franc.

Aux États-Unis, la puissance cumulée des éoliennes est de 1 654 mégawatts (MW). Le total pour l'Europe se monte à 2 534 MW. La puissance produite est bien différente selon les pays du Vieux Continent. Ainsi l'Allemagne arrive-t-elle en tête, avec 1 132 MW, suivie du Danemark (637), des Pays-Bas (249), de l'Angleterre (201), de l'Espagne (133) et de la France (41).

bral), aux génératrices de Leroy-Sommer (Beaucourt), au mât de Petitjean (Troyes) et à la nacelle de Canam (Jarry). 70 % des composants utilisés à Dunkerque seront finalement français.

André Larané

Le plancton absorbait-il plus de CO₂ à l'ère glaciaire qu'aujourd'hui ?

BREST

de notre correspondant

Sur les quelques sept milliards de tonnes de gaz carbonique rejetées chaque année dans l'atmosphère par l'homme, environ deux milliards de tonnes sont absorbées par l'océan. Mais cette estimation est entachée d'une erreur de plus ou moins 25 % et l'on ignore, par ailleurs, où passe 1,8 milliard de tonnes du même CO₂ (Le Monde du 30 mai). Etant donné le rôle primordial que joue le gaz carbonique de l'atmosphère dans l'effet de serre responsable du réchauffement climatique, on comprend que les chercheurs s'efforcent d'élucider le mécanisme de cette « pompe océanique ». Cinquante experts de onze pays se sont penchés sur le sujet lors d'un colloque qui a eu lieu récemment à Brest.

LA MÉMOIRE DE L'OcéAN

Les océans absorbent le gaz carbonique par dissolution chimique dans l'eau, mais aussi par l'intermédiaire des micro-organismes qu'ils contiennent. Des algues microscopiques – en particulier les diatomées –, qui vivent à la surface de l'eau, poussent en consommant du gaz carbonique et accumulent le silicium apporté par les rivières, le vent, les sources hydrothermales et le nettoyage des fonds basaltiques par les courants. Quand elles meurent, ces diatomées tombent lentement au fond, 3 000 à 4 000 mètres plus bas. Leur carapace de verre – petites sphères ressemblant à des nids d'abeilles vues au microscope – y forment des dépôts importants. Selon Paul Tréguer (université de Bretagne occidentale-CNRS), 2,5 % des flux de silicium terrestre se retrouvent

ainsi au fond des mers. L'océan Antarctique, le Pacifique nord, le Pacifique équatorial, sont le siège de couches sédimentaires épaisses de cette opale des mers.

Comme les bulles d'air contenues dans les glaces polaires sont la trace de la composition de l'atmosphère aux époques anciennes, les restes de ces algues siliceuses constituent la mémoire de l'activité biologique des océans. Des carottes, effectuées par des navires océanographiques, ont permis de mettre en évidence une corrélation entre la diminution de la teneur en gaz carbonique atmosphérique lors du dernier maximum glaciaire (de moins 20 000 à moins 80 000 ans) telle qu'on a pu la mesurer par la glaciologie et une augmentation de la quantité de sédiments datant de cette époque.

Il était alors tentant d'en déduire que le fonctionnement de la « pompe biologique » océanique s'était accéléré durant cette période. Les débats animés lors du colloque de Brest ont montré que les choses n'étaient pas aussi simples. Si les chercheurs américains du Lamont Doherty Earth Observatory (LDEO), et notamment Bob Anderson, estiment que la pompe biologique était très active au dernier âge glaciaire, les Français du CNRS de Bordeaux, avec Gilles Bareille, considèrent que l'augmentation des dépôts a pour origine principale des phénomènes océanologiques d'ordre physique.

Les travaux de l'océanologue John Martin ont montré que le fer favorisait l'action du phytoplancton, explique Paul Tréguer. « Les Américains lient donc le regain d'activité des micro-algues à de plus impor-

tants apports de fer transporté depuis la Patagonie par des vents violents et répandus dans l'océan Antarctique. »

Mais des données recueillies sur les dépôts d'opale de l'océan indien ont amené les chercheurs français à penser que la pompe biologique de gaz carbonique n'était pas plus active à l'époque glaciaire qu'aujourd'hui. Selon eux, la diminution du gaz carbonique atmosphérique révélée par les carottes de glace polaire pourrait être due à une « ventilation » différente de l'océan indien.

EAUX MORTES ACTIVES

Parallèlement, les eaux profondes, qui plongent depuis la surface en apportant de l'oxygène au fond, auraient alors été moins actives. Ce moindre apport d'oxygène dans les grands fonds aurait freiné le développement des bactéries, entraînant ainsi une meilleure conservation de l'opale. Cela expliquerait l'importance des restes d'algues datant de cette époque.

Le débat n'est pas clos. Une meilleure approche de l'écologie des systèmes planctoniques s'avère nécessaire, afin de mieux connaître le développement des diatomées et leur cheminement dans la colonne d'eau. Le colloque a montré, par ailleurs, la nécessité pour les chercheurs d'unifier leurs outils de « traçage » du cycle du carbone. Les États-Unis et la France doivent mener de nouvelles campagnes dans l'océan Antarctique. Un programme européen est également prévu en Atlantique Nord ainsi qu'une campagne internationale sur l'opale.

Gabriel Simon

La communauté scientifique se mobilise pour sauver les satellites perdus d'Ariane-5

ILS ÉTAIENT « quatre joyaux scientifiques », selon l'Agence spatiale européenne (ESA). L'expérience Cluster comportait quatre sondes jumelles identiques destinées à l'étude du « vent solaire ». Elles ont été détruites le 4 juin dans l'explosion du premier exemplaire du lanceur lourd Ariane-5, qui devait les placer sur orbite. Deux d'entre elles ont été retrouvées dans la savane guyanaise, mais elles sont inutilisables.

« Une catastrophe », commente Roger Bonnet, directeur scientifique de l'ESA. Bien au-delà des 410 millions d'unités de compte (2,7 milliards de francs) volatilisés, la perte scientifique est énorme. Avec le satellite d'observation du Soleil SOHO, lancé l'an dernier (Le Monde du 6 décembre 1995), Cluster constituait le maillon principal d'une campagne d'investigation des relations Soleil-Terre qui mobilise quatre cents chercheurs de vingt pays. La double mission européenne, aujourd'hui amputée, doit être complétée, d'ici à la fin du siècle, par une vingtaine d'autres, dont les satellites russe Interball, américains Wind et Polar et japonais Geotail.

De nombreux télescopes, radars et instruments au sol sont également mobilisés dans cet effort international, qui a pour but de mettre sur pied une sorte de « météorologie » des relations orageuses de notre étoile avec la Terre, où les « tempêtes » de particules solaires peuvent provoquer des pannes dans les réseaux d'électricité ou de télécommunications, voire provoquer des modifications climatiques. Les quatre sondes Cluster devaient « voler » en formation pendant deux ans, afin d'étudier en

trois dimensions (et non plus ponctuellement comme auparavant) les zones de la banlieue terrestre où le vent solaire heurte le bouclier magnétique qui détourne de notre globe une partie des particules.

La communauté scientifique s'est vite ressaisie. Si les satellites sont détruits, le reste du programme subsiste : un réseau de recueil et de traitement des données performant, des équipes de techniciens et des laboratoires qui se sont investis pendant des années, un travail de préparation théorique et technologique qui n'est plus à faire. « Il serait stupide de laisser perdre tout cela », s'exclame Dominique Le Queau, directeur du Centre d'études spatiales et du rayonnement (Toulouse). Il faut répartir. Et vite, car les technologies évoluent. »

UNE SONDE DE SECOURS

Avec les autres responsables scientifiques des différentes expériences de Cluster, Dominique Le Queau doit participer, mardi 18 juin, au siège de l'ESA, à une réunion sur le sujet. « Nous verrons, explique Roger Bonnet, comment les solutions de rechange éventuelles s'articuleraient avec les autres parties du programme international et les futures missions. » Le 21 juin, le comité consultatif, puis le comité des programmes scientifiques de l'ESA se réuniront à leur tour.

L'ESA dispose d'une sonde de réserve, en pièces détachées, qui pourrait être montée assez rapidement. Pour refaire la mission à l'identique, il faudrait en commander trois autres à la firme allemande Dornier, maître d'œuvre du consortium d'industriels européens chargé de leur construction. Il ne sera pas nécessaire de refaire

le travail de développement et. « L'effet de série jouant, la dépense pourrait se limiter à moins de 30 millions d'unités de compte (198 millions de francs) par satellite », estime Roger Bonnet. Pour la France, la dépense supplémentaire serait de l'ordre de 50 millions de francs, compte non tenu du salaire des chercheurs. La fabrication et, surtout, le réglage et le calibrage des quatre engins exigeraient près de quatre ans.

Soucieux d'économies, les États membres de l'ESA pourraient cependant proposer de ne lancer que la sonde de secours. On parle aussi de confier la réalisation des trois autres engins non plus à Dornier, mais aux trois pays intéressés par la mission (Allemagne, France et Grande-Bretagne). Cela inquiète Dominique Le Queau. « Si les quatre satellites ne sont pas rigoureusement identiques, ce sera une mission différente, dont les objectifs scientifiques devront être redéfinis. De plus, l'effet de série ne jouera plus et cela coûtera donc plus cher. » Avec une seule sonde, les chercheurs perdraient le bénéfice de l'analyse en trois dimensions qui fait l'originalité de la mission Cluster, estime-t-il par ailleurs.

Le comité des programmes scientifiques de l'ESA pourrait prendre une décision lors de sa prochaine session plénière, les 4 et 5 juillet à Londres. Mais « les restrictions financières sont telles que les États membres ne pourront pas augmenter les budgets », déplore Roger Bonnet. Quelle que soit la solution choisie, elle aura donc probablement pour conséquence de retarder les missions futures...

Jean-Paul Dufour

AU MARCHÉ HORS-COTE

Le marché des actions a été marqué par la hausse des cours, notamment celle de l'indice CAC 40, qui a atteint son plus haut niveau depuis plusieurs mois.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des entreprises, malgré les inquiétudes liées à la situation économique mondiale.

Les cours des actions ont continué à progresser, soutenus par les bonnes performances des entreprises du secteur technologique.

Le marché des obligations a également connu une séance positive, avec une baisse des rendements.

Les investisseurs ont montré un intérêt accru pour les actions à dividendes, attirés par les rendements attractifs.

Le marché des matières premières a été marqué par la hausse des cours, notamment celle du pétrole.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des entreprises, malgré les inquiétudes liées à la situation économique mondiale.

Les cours des actions ont continué à progresser, soutenus par les bonnes performances des entreprises du secteur technologique.

Le marché des obligations a également connu une séance positive, avec une baisse des rendements.

Les investisseurs ont montré un intérêt accru pour les actions à dividendes, attirés par les rendements attractifs.

Le marché des matières premières a été marqué par la hausse des cours, notamment celle du pétrole.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des entreprises, malgré les inquiétudes liées à la situation économique mondiale.

Les cours des actions ont continué à progresser, soutenus par les bonnes performances des entreprises du secteur technologique.

L'Italie joue contre l'Allemagne sa survie dans l'Euro

L'entraîneur Arrigo Sacchi devrait titulariser Gianfranco Zola. A trente ans, le meneur de jeu de Parme, souvent trop réservé au goût des Transalpins, a enfin la chance de mettre en valeur ses qualités sur le terrain

Les rencontres du groupe C s'achèveront, mercredi 19 juin, sur une rencontre au sommet, à Manchester (20 h 30, France 3), entre l'Italie et l'Allemagne. Pour parvenir en quarts de finale, les Allemands doivent évi-

ter une défaite supérieure à trois buts d'écart. Les Italiens, en position délicate, doivent s'imposer. Sinon leur sort dépendra du match de Liverpool entre la Russie et la République tchèque, toutes deux encore en

course pour la qualification. Dans le groupe D, mardi 18 juin, la Croatie, assurée de la qualification, affronte le Portugal à Nottingham (17 h 30, France 2). Les Portugais, en situation très favorable, n'ont be-

soin que d'un match nul pour aller en quarts de finale. Les Danois, contre la Turquie à Sheffield, ne pourront se qualifier qu'en cas de défaite des Portugais et s'ils gagnent avec au moins quatre buts d'écart.

MANCHESTER
de notre envoyé spécial
Un sélectionneur qui accuse son adjoint de duplicité et ses joueurs de mollesse. Le même sélectionneur qui se fait à son tour éduquer par la presse pour ses choix tactiques. L'adite presse qui se fait tancer par des joueurs se jugeant malmenés. La boucle est bouclée. L'Italie est en pleine scène de ménage.

EURO 96
Autour du camp d'entraînement d'Alsager, la campagne anglaise résonne de bruits de vaisselle cassée et de cris d'orfraie. Ce n'est rien. Simple-ment la Squadra Azzurra qui prépare un match.

« Soit je serai porté en triomphe, soit je serai bombardé de tomates », avait prédit Arrigo Sacchi, avant l'Euro. Le pavais n'a pas encore été commandé mais les cages de légumes sont déjà en train de mûrir à cœur. Après sa défaite contre la République tchèque, l'Italie s'apprête à vivre un match capital, contre l'Allemagne, mercredi 19 juin, à Manchester, dans le groupe C.

L'affaire n'est pas simple et l'adversaire, même s'il est virtuellement qualifié, plutôt coriace. Les Italiens doivent gagner ou, sinon, s'en remettre au résultat de la rencontre entre la République tchèque et la Russie.

En attendant la rencontre, c'est le mot qui revient le plus souvent dans les discours italiens. L'Italie imagine avec effroi l'humiliation d'un retour prématuré à la maison, comme en 1966, lors de la Coupe du monde en Angleterre, où elle avait été battue au premier tour par la Corée du Nord.

Dans de précédents tournois, la Nazionale s'est mainte fois qualifiée de justesse. Elle s'en est souvent tirée avec un petit coup de pouce du destin. Mais la Madone pourrait finir par se lasser. Alors mieux vaut régler cela soi-même et se mettre en condition par quelques poussées d'adrénaline.

Il est un joueur que ce tohu-bohu ne perturbe pas. Gianfranco Zola a joué à Naples. En comparaison des spasmes qu'il a connus dans son ancien club, l'ambiance qui règne ici doit lui faire songer à la quiétude d'une assemblée de douairières. Il avait 23 ans quand il a quitté la Sar-

daigne pour l'équipe qu'emmenait alors Diego Maradona. Pour ses débuts au plus haut niveau, il a pu observer la passion à son paroxysme. Il y a là de quoi se forger une éducation sentimentale, quand on est un apprenti du calcio.

NOUVELLE COQUELUCHE
Héritier présomptif de Maradona, Gianfranco Zola a refusé d'endosser son habit de lumière. Acteur brillant sur la pelouse, il a refusé dans la vie de participer à cette commedia dell'arte qui vous taille une réputation aussi sûrement qu'une reprise de volée. A

Naples puis à Parme, Gianfranco Zola a choisi la discrétion. Le joueur avait saisi combien il pouvait être pénible de jouer avec la fièvre.

L'international n'a donc jamais revendiqué de devenir une idole. On en a conclu qu'il manquait de charisme. Cela lui a fait du tort. A 30 ans, le meneur de jeu peut estimer que sa carrière dans la Squadra Azzurra a pû de sa modestie. Il a longtemps été banni par la figure emblématique Roberto Baggio. Mais parce qu'il s'est usé prématurément à son propre culte de la personnalité, le boudhiste au catogan, héros du Mondial améri-

cain de 1994, n'a pas été convoqué en Angleterre. Le rôle de meneur de jeu revenait de droit à Gianfranco Zola, premier sur la liste d'attente. Mais la dame populaire s'est mise à réclamer sa nouvelle coqueluche, Emico Chiesa, de quatre ans son cadet. Le joueur de la Sampdoria de Gênes avait l'attrait de la jeunesse et un caractère qui promet de nourrir des discussions acharnées sur les piazzette italiennes. L'Italie rêvait de voir à l'œuvre ce nouveau venu, en duo avec Fabrizio Ravanelli, l'attaquant aux cheveux blancs de la Juventus de Turin, même s'il est de notoriété publique que les deux hommes ne s'apprécient guère dans la vie.

Arrigo Sacchi a horreur qu'on le pousse. Il préfère finalement associer, contre la Russie, Gianfranco Zola et Pierluigi Casiraghi, provoquant la bronca. Deux buts plus tard, la presse faisait amende honorable. Le meneur de jeu de Parme à son honneur plus discret. Mais les performances furent d'égale valeur. Le bison était adopté.

Les tifosi s'offusquèrent même que le sélectionneur national le remette en cause contre la République tchèque. Emico Chiesa et Fabrizio Ravanelli sombrèrent dans le naufrage collectif de la Squadra Azzurra.

La logique voudrait que, mercredi, Arrigo Sacchi n'essaye pas de minauder plus longtemps et titularise d'entrée ses deux favoris. Italie-Allemagne était déjà considéré comme le match au sommet des poules qualificatives. L'enjeu dramatique en fait encore plus un match en vue. Gianfranco Zola a enfin l'occasion d'obtenir ce petit bout de gloire qu'il n'a jamais osé réclamer.

Philippe Broussard

Benoît Hopquin

Le Danemark voit s'approcher l'abdication et l'exil

SHEFFIELD
de notre envoyé spécial
Quand tout va mal, il faut se parler. Claus Thomsen, énergique remplaçant de la sélection danoise, a retenu cette bonne leçon de psychologie des relations humaines. Après la rude défaite concédée dimanche 16 juin, face à la Croatie, il n'envisageait pas d'autre issue qu'un grand déballeage. Les joueurs, l'entraîneur, tous allaient se dire ce qu'ils avaient sur le cœur, en une sorte de happening de la dernière chance.

Pour se hisser jusqu'en quart de finale, les champions sortants ont besoin d'un miracle. Les Croates doivent leur faire la grâce de battre les Portugais, tandis qu'eux-mêmes ont pour tâche d'infliger aux Turcs une large défaite. Dans son désir de débattre, Thomsen ne visait pourtant pas à préserver son moral, et celui de ses coéquipiers, de la cruauté des statistiques. Il sait que le titre ne tient plus qu'à un fil, que l'épopée suédoise de 1992 ne se reproduira pas.

Il voudrait comprendre. Découvrir les causes de l'efficacité perdue. Et, peut-être, savoir comment une équipe gagnée irrésistible a pu s'effondrer dans un jeu imparfait, perçu d'incertitudes.

Michael Laudrup, sous le poids des années, a égaré un bout de son talent. Son frère Brian est désormais seul, s'épuisant dans son rôle de sauveur d'une patrie trop souvent en danger. Et Schmeichel, le grand Peter de Manchester, sacré par les Anglais meilleur gardien du tournoi, ne peut construire les victoires de ses seules mains. Richard Müller-Nielsen, l'entraîneur, se reconnaissait coupable d'un bû de présomption. Le groupe D s'est finalement révélé plus dur qu'il ne l'avait imaginé. Son équipe, qui entretenait sans s'en apercevoir un vague cousinage avec l'Angleterre, a peiné face aux coups de patte des techniciens jallés des rangs croates et portugais.

1992 était donc bien un accident, un bonheur accroché presque par hasard au revers des maillots rouge et blanc. Dans leur folle aventure, les Danois s'étaient sim-

plement rendus maîtres des circonstances nées du remplacement de dernière minute de la Yougoslavie dans le tournoi final. Aujourd'hui, ils n'ont plus la force de bousculer les hiérarchies du football européen. L'entraîneur rappelle volontiers que ses joueurs appartiennent à un « petit pays du football », que l'échec y est une norme plus raisonnable que la réussite.

SUR LE DÉPART

Pour beaucoup, l'avenir est déjà ailleurs. C'est d'Allan Nielsen fait l'objet des conversations. Le milieu de terrain, âgé de 25 ans, subit les pressantes avances du FC Valence pour rejoindre le championnat espagnol, exemple d'un destin d'adieu auquel sont toujours condamnés les meilleurs professionnels danois.

Le match contre la Turquie, mercredi 19 juin à Sheffield, risque de marquer l'abdication prématurée des tenants du titre. Comme en 1988, le premier tour serait le terme du parcours. Et, sans doute, la fin d'une époque. Une génération danoise s'éteint, dont Michael Laudrup était le plus brillant symbole. Il s'en va finir ses jours de footballeur au Japon. Richard Müller-Nielsen, en place depuis plus de six ans, a choisi d'entraîner désormais la Finlande. Sur la pelouse d'Ellisborough, les Turcs peuvent même s'offrir le luxe d'un coup de grâce. Cela n'est-il vraiment de l'importance ?

Pascal Coaux

Deux cyclistes et un médecin mis en cause dans une affaire de dopage

DEUX COUREURS du groupe GAN, Laurent Desbiens et Philippe Gaumont, ont fait l'objet de contrôles antidopage positifs dans une affaire qui a mis également en cause le médecin de l'équipe cycliste, lundi 17 juin. Les deux coureurs n'ont pas encore comparu devant l'instance disciplinaire de la Ligue du cyclisme professionnel français et n'ont pas encore été sanctionnés.

Toutefois, la contre-expertise pratiquée a confirmé le résultat du premier examen. Laurent Desbiens a été contrôlé « positif » au Vendée International Classic, le 28 avril. Philippe Gaumont l'a été à trois reprises (à la Côte Picarde, aux Quatre Jours de Dunkerque et au Tour de l'Oise), entre le 23 avril et le 17 mai.

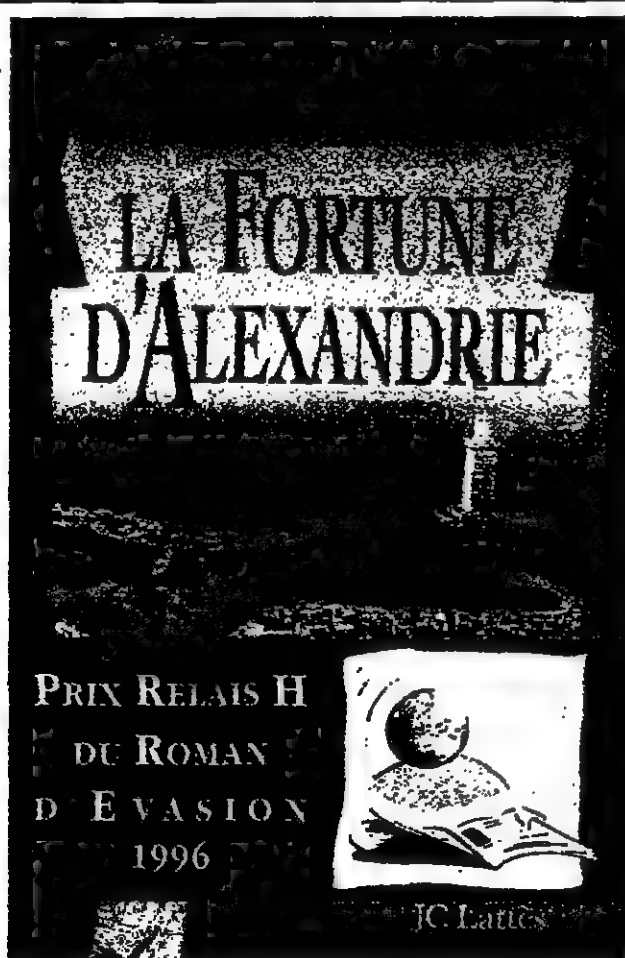
Les deux coureurs ont reconnu avoir pris le produit incriminé, de la Nandrolone, classée dans la catégorie des anabolisants, sur prescription du médecin de l'équipe, le docteur Patrick Nédelec. Ces prescriptions remontent aux mois d'octobre et de novembre, mais les traces de ces produits peuvent être retrouvées dans l'organisme jusqu'à six mois plus tard. M. Nédelec s'occupait l'an dernier du suivi médical de l'équipe Castorama, à laquelle appartenaient Desbiens et Gaumont. Il a été recruté en novembre 1995 par Roger Legeay, directeur sportif d'une équipe GAN dont les résultats ont été excellents depuis le début de saison et dans laquelle figure notamment le Britannique Chris Boardman.

Depuis sa mise en cause, il a fait l'objet d'une mise à pied, en attendant la mise en œuvre d'une procédure de licenciement. Le docteur Nédelec est également membre du Comité directeur de la Fédération française de cyclisme (FFC), où il représente les « médecins », et a été à plusieurs reprises inspecteur médical sur des grandes épreuves, notamment le Tour de France.

Il s'est défendu, lundi soir, en déclarant à l'AFP qu'il avait « commis une erreur par rapport à la réglementation antidopage mais non par rapport à la prescription thérapeutique ». « J'ai agi en réponse à une demande effective et pressante du coureur », a-t-il ajouté.

■ Juan-Antonio Samaranch, le président du Comité international olympique (CIO), a souhaité, lundi 17 juin à Vienne, que les « vrais responsables » de l'usage de drogues dans le sport, parmi lesquels les entraîneurs et les médecins, soient les premiers à être « sanctionnés ». « Jusqu'à présent, ce sont toujours les athlètes qui sont sanctionnés, et ce n'est pas juste, car la plupart du temps ils ne savent pas ce qu'on leur fait avaler. Ce sont les vrais responsables qui devraient être punis, les entraîneurs et parfois les médecins, toutes les personnes qui les entraînent », a-t-il déclaré lors d'un entretien avec la presse.

■ Le professeur Jean-Paul Eschande, président de la Commission nationale de lutte contre le dopage, a déclaré, lundi 17 juin, qu'il avait écrit il y a un mois à Guy Druet, ministre de la jeunesse et des sports, pour « l'alerter de l'énorme danger du dopage représenté par des molécules indétectables ». « Je veux seulement lui dire qu'il ne faut pas se satisfaire des contrôles négatifs, car les dopageurs savent les rendre négatifs », a-t-il indiqué. « Je lui ai écrit pour lui indiquer qu'il serait préférable que la Commission soit présidée par quelqu'un capable de faire passer auprès de lui le message en dehors des textes et des discours officiels. »



Le 19^{ème} PRIX RELAIS H DU ROMAN D'EVASION a été décerné à GÉRALD MESSADIÉ pour "LA FORTUNE D'ALEXANDRIE" aux Editions JC Lattès

LE MONDE A PORTER LE MONDE
Relais H

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admissibilité : 19 juin
Mines Ponts (2^e série) EDHEC

Admissibilité : 20 juin
INT Ingénieurs (2^e série)

3615 LEMONDE

Deux cyclistes et un médecin mis en cause dans une affaire de dopage

Un dîner avec Montrachet

Around d'un fleuron de la vigne chez une toque de Bourgogne

LES PARABOLES dont on l'en-toure et les maximes dont on l'af-fuble l'ont mis pour toujours en réserve de la fréquentation du commun. Pas le petit Jésus, non, mieux, Don Juan en culottes de ve-lours. Un séducteur sans pitié, sans illusions et sans avenir tristique et unique. Le Montrachet est un vin auxquels ses actionnaires font por-ter une croix qu'ils ne cessent d'alourdir à mesure qu'ils en ar-rondissent les qualités et en flâtent les outrances. Le meilleur « blanc sec » jamais élevé sur notre courte planète vibre de pré-tensions et d'excès incomparables.

Il y a du blasphème dans l'air. C'est rare, même dans ce pays de cocagne que les hommes croient s'être inventé en faisant « reculer les limites de l'art », comme dit Billat-Savarin à propos de la cui-sine du clergé. Montrachet, un monstre au sang parfumé de miel et d'aubépine, que l'on pourrait fa-cilement laisser frayer en toute quiétude avec les slens si les grandes curiosités criminelles ne finissent par prendre le dessus et ne vous font brusquement tenter d'aller à sa rencontre.

Le feu était serré, mais il n'y avait aucune loucherie dans le pa-ri; encore moins dans l'endroit choisi pour le rendez-vous. Chez Lameloise, à Chagny, en Saône-et-Loire, maison régnante depuis trois générations sur le destin de table de cette mirifique principauté du duché de Bourgogne, à quel-ques kilomètres du sanctuaire où prospèrent la vedette et ses frères. Etolié à la soviétique par le Mi-chelin depuis 1979, Jacques Lame-loise est considéré comme un sans peur et un sans reproche. Travail pour lui pas comme de mainte-nir ici la tradition tout en prenant garde de ne pas être à la traîne des avancées gastronomiques que l'on se permet, avec moins de risques, dans le reste du royaume. Il assure. La proposition était simple: un repas, en compagnie du « grand Montrachet », autour, et avec lui, de l'exergue à l'épilogue. Ils sont marrants, ces Parisiens, et hop ! la bouteille du siècle, et hop ! le repas de l'année... Comme ça, le temps de rouler tranquille par une auto-roule de début de semaine, radars de gendarmerie en atelier de révi-

sion. Et on arrive, le visage enfur-né, dans cette belle commanderie de province frappée aux armes du patrimoine et de la réussite.

La salle et ses chapelles rayonnantes résonnent de claquements américains et de silences japonais, de murmures allemands et de gous-sissements français. Attention, nous sommes sur un lieu de pèlerinage, sur une aire aspergée d'eau bénite par les furieux oblates des casse-roles. Pas de blague, c'est du sé-rieux; les clients ne viennent pas dans la place seulement pour se distraire. On mesure ses gestes, on pèse le prix du travail et des choses servies. La destination ne sem-ble être ni à l'ordre du jour ni à l'ordre du dîner.

MANOEUVRE DE TRANSVASEMENT
Brève mise en garde de Jacques Lameloise, qui déboule tout à trac pour voir la mine du fameux commanditaire du fameux repas. Vous savez à quoi vous vous enga-gez, vous connaissez le prix du vin à la production, vous me faites confiance pour le menu? Bien, on y va. Explorateur un peu trop té-méraire s'apprêtant à se faire court-bouillonner la tête par un sorcier fivaro. Mais ce qui était dit était dit: on y va, allons-y.

Entrée du champion. Il a été pré-paré au combat dans les caves du domaine Ramonet, un manager célèbre dans la région; ses pou-lains font du score. C'est un 83. Une année très riche, explique le sérieux sommelier, de l'opulence, de la plénitude; parfums de fruits confits et d'orange. Un très bon.

Il débouche, hume, goûte, pose son verre sur la desserte et sans prévenir disparaît avec la bouteille. Il y avait un os. Le revoli dix mi-nutes plus tard, avec une carafe à fond spacieux, opérant devant té-moins la manœuvre de transvasement. Trop puissant, il était en train de s'enfermer sur lui-même, de s'étouffer; maintenant, il se laisse envoler. Treize ans, c'est encore



un peu jeune pour bien comprendre les choses de la vie; c'est un cadet, à vingt-cinq ans il sera mousquetaire. On faisait oui de la tête. L'or était dans le flacon, le flacon dans le seau à glace, la merveille prête à bondir sur ses victimes, fraîchement réchauffée à 12 degrés.

Amigo, on a fait du chemin pour venir te voir, on appartient aux gentils, quitte tes chaînes pour un moment, abandonne tes tyrans, oublie les devises fortes et ra-conte-nous qui tu es vraiment. Ça commence comme dans l'un de ces rêves de première étreinte où le dormeur se croit encore patron du jeu. Il pense pouvoir se re-prendre. Lui, Montrachet, avec beaucoup de sagesse et de lar-gesse d'esprit, protège son client du chagrin soudain qui lui tom-be dessus au cas, probable, où il ne comprendrait pas ce qui lui ar-rive. Une sorte d'hallucination douce, de projection dans un in-

connu bienveillant et berçant. Des arômes, des appels, des signaux multicolores sont lancés de toutes parts. On se pince, c'est trop.

Lameloise joue les maîtres de ballet. Il s'amusait, Jacques Lame-loise. Queue d'écrevisse au caviar, légumes menus et aneth comme si de rien n'était, pour bien s'en sou-venir. Marbré de canard et foie gras aux lentilles vertes en gelée - un plat à dérober, une recette à vo-ler.

DIX-SEPT PROPRIÉTAIRES
Le vin montait doucement en puissance, très joyeux, très amical. Curieux, ce Montrachet, on a l'im-pression par moments qu'il vous entend parler de lui. On a même la sensation physique qu'il s'est ins-tallé en convive, qu'il pourrait prendre la parole. Il la prend. Ah ! les escargots, pied de porc, jus d'herbes et cristalline de choux; l'en discutais récemment avec le chef, je pense que c'est assez réus-si, ce mariage, vous ne trouvez pas? Oui, oui, certainement cher ami... C'est comme ce ravioli aux truffes d'été et purée, on dit que les truffes me « sauvent », me font redescendre dans mes obs-curs nourriciers, c'est votre avis?

C'était tout à fait notre avis. Ils sont dix-sept propriétaires à fouailler avec science et beaucoup d'art les huit hectares de cette vigne posée et enracinée à parts égales entre les bienheureuses communes de Chagny-Montrachet et de Puligny-Montrachet. Là est le coteau de la juste pente. Un eldorado minuscule d'une produc-tion d'environ quarante mille bou-teilles par an qui s'échappe de la côte de Beaune - il n'y a pas de préemption - vers l'étranger presque dans son entier.

Ce n'est pas une gêne pour les Américains un peu aisés, qui ont vite appris à prononcer le nom de l'artiste comme on doit le pronon-cer: « Morachet ». Voilà au moins une information qui ne coûte pas cher et permettra toujours de faire un petit effet en racontant des blagues autour d'une moules-frites et d'un verre de muscadet.

Jean-Pierre Quélin
* Lameloise, 36, place d'Armes, 71150 Chagny. Tél.: 85-87-08-85. Fermé le mercredi et le jeudi midi. Menus: 370 F et 590 F. Carte: à partir de 400 F. Chambres: de 650 F à 1500 F.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LA VIEILLE FONTAINE
■ François Clerc, autrefois double-ment étoilé dans ce cadre de ver-dure, propose désormais un menu à prix unique. Mode ou tendance, ou bien tout simplement nouvel état de la cuisine française qui se détourne des « étoiles » sans ces-ser d'être elle-même? La tête de veau au tourteau, crème d'étrilles: un bouquet de saveurs en guise d'entrée en matière, le moelleux de l'abat contre l'astringence du crustacé. Suivra le filet de rouget, tapenade et anchoïade, ou bien la poêlée provençale de queues de langoustines. Fraîcheur et goûts distincts, la magie de François Clerc continue d'opérer. On s'en assurera début juillet dans une nouvelle « annexe »: Les Petits Bouchons de François Clerc, à Montparnasse. En attendant, me-nu-carte à 172 F (supplément 15 F pour les langoustines et 35 F pour les fromages).

* Maisons-Laffitte, 8, avenue Gré-try (78600). Tél.: 39-62-01-78. Fer-mé lundi.

MICHEL COURTAIAC
■ La salade niçoise, un des bon-heurs de l'été, est interprétée ici avec respect et appelée « romaine à la niçoise ». Appréciations la nuance! Romaine ou « cra-quante » donc, haricots verts, to-mates en dés, olives, anchois et thon frais, l'œuf mi-dur, le basilic en abondance et l'huile d'olive. Rien d'autre. Le tout préparé à la minute - une merveille de fraî-cheur et de simplicité (58 F). C'est tout l'art de Michel Courtaiac de cuisiner avec des produits frais du jour. Quelques plats seulement - comme ce cabillaud poêlé, to-mates et basilic (98 F) - dont cer-tains changent tous les jours, les autres tous les mois. Idéal pour les habitués de ce bistrot de quartier à l'accueil souriant. Quelques vins, sérieusement choisis, comme le sa-blet (côtes-du-rhône, 1990) « Les Gouberts » de J.-M. Cartier, en blanc (128 F). A la carte, compter 210 F.

* Paris, 47, rue de Bourgogne (75007). Tél.: 45-55-15-35. Fermé samedi midi et dimanche.

Brasserie

AU VIEUX BISTROT
■ La gare du Nord retrouve une nouvelle jeunesse avec les TGV et autre Shuttle. Mais où manger? Eh bien, un peu à l'écart, au détour de la rue de Dunkerque, au Vieux Bistrot. Dans une atmosphère de brasserie classique, les grâces de la Lozère, et une belle palette de plats régionaux de main de cordon bleu. Rillettes du Mans, escargots de Bourgogne, puis l'essentiel de la cuisine de ménage, le pot-au-feu en gelée aux légumes - c'est de sa-lon 1 -, la tête de veau, l'escalope normande et même l'entrecôte aux champignons de Paris. Un zinc typique permet les Joutes ora-toires; une belle salle spacieuse accueille le voyageur. Avec un peu de la grâce provinciale de Marve-jols, côté nord. Menus à 59 F et à 68 F. A la carte, compter 150 F.

* Paris, 30, rue de Dunkerque (75010). Tél.: 48-78-48-01.

Jean-Claude Ribaut

Crèmes glacées

« Ce n'est pas un crime, je suis né dans un ice-cream », chantait Michel Polnareff dans les années 60. Un crime, peut-être pas; en revanche, un péché capital en matière de gourmandise... Surtout avec les crèmes glacées de luxe. Riches en crème, riches en sucre, riches en parfums, ces spécialités vendues en pots sont apparues en France il y a six ans, et, jusqu'à l'année dernière, elles progressaient régulièrement.

Si Häagen-Dazs, l'écrasant leader du secteur, n'a pas été frappé par la récession, les ventes du marché ont baissé en gé-néral de 5 %. En période de crise, vendre ses pots trois fois plus cher qu'une glace standard n'est pas une structure. Gervais, qui avait lancé sa glace américaine, a arrêté depuis longtemps; quant à Motta et Danone, qui s'étaient, il y a peu, associés, à grand



renfort de publicité, pour lancer « Yoika », leur produit est un échec cuisant. L'un des handicaps de cette crème glacée de luxe est son format: d'énormes pots de 500 ml, qu'on a pourtant vite fait de descendre en solitaire, vauté devant la télévision. « Certaines femmes sont fanatiques de notre produit, mais elles ont peur de tomber dedans », avoue Isabelle Garcia, directrice marketing de Häagen-Dazs. Haro sur les gros pots? C'est en tout cas la ligne de conduite chez Cogesal, où les produits de la marque Mirage, avec leurs incisions étonnantes de sabayon de Marsala ou de sirop d'érable, n'existent plus désormais qu'en

petit format. Häagen-Dazs semble avoir trouvé l'idée judicieuse puisqu'il se met lui aussi cette année à vendre des mini-pots, par boîtes de quatre.

Qu'importe le format... Si, à volume égal, les crèmes glacées de luxe sont beaucoup plus lourdes que les glaces standard, c'est qu'elles sont moins foisonnées. Elles contiennent moins d'air: entre 20 et 25 %, contre 50 % en moyenne. Etre plus compacte ne présente pas que des avantages. Si la fonte est plus lente en bouche, la « cuillerabilité » (néologisme de glaciers) laisse à désirer: il est vrai qu'un sorbitol du congélateur, rompre cette glace tient tout bonnement de l'exploit. Isabelle Garcia n'hésite donc pas à passer ses Häagen-Dazs 45 secondes au micro-ondes avant de les servir.

Toutefois, ce qui inquiète le plus la « Haute Glacière » de la firme n'est pas la rigidité de ses produits, mais le débarquement en France de Ben et Jerry, leur concurrent aux Etats-Unis.

Il y a dix-huit ans, après avoir pris des cours par correspondance pour devenir glaciers, ces deux hippies américains ont ouvert dans une ancienne station-service du Vermont leur premier bar laitier. Leurs parfums défruits, leurs appellations farfelues (comme la glace « Zsa Zsa Gabor »), leur aux cookies chocolat, en hommage à l'actrice) ont fait le reste. Pour l'instant, seules six variétés de leurs glaces sont importées en France. L'une d'entre elles est déjà en rupture de stock quasi permanente: la « Cherry Garcia », glace aux lamelles de cerise et de chocolat, baptisée de ce nom en l'honneur de Jerry Garcia, un guitariste de rock.

Guillaume Crouzet
* Mini-cup Häagen-Dazs, 4 x 100 ml, 30 F environ. Ben et Jerry, 473 ml, 27,50 F environ. Mini-pots Mirage, 130 ml, 6 F pièce environ.

TOQUE DU POISSON
Aujourd'hui aux commandes de La Rochelle Saint-Augustin, Patrice Panchon travaille en véritable artisan, c'est-à-dire en amoureux de la matière première qu'il se « trouve en valeur sans la dénaturer ». Les plus beaux poissons et les meilleurs légumes de saison sont donc au rendez-vous quotidiens. S'inspirant du marché du jour, Patrice Panchon n'hésite pas à apporter sa touche personnelle: avec les bars de ligne grillée, dont la chair fond dans la bouche, il sert des surpiques et une sauce sauce mousseline, les soles justes poissées comme dans son Sud-Ouest natal avec échalotes, ail, persil sous accompagnement savoureux aux fameux clipes de juja, la mousseline apporte son irrésistible goût de terroir... Deux leur façon de verdure, près de la Seine, les terrasses de La Rochelle Alma et de La Rochelle Châtelet offrent aussi leur plein et sont embaumées vers le large, en rythme de nuit et sous arcades lumineuses actives tout droit de l'océan. Formule déjeunatoire à 59 F. Plus du jour: 129 F. Carte env.: 200 F.

• 5, place de l'Alma (8^e), 47.23.47.11.
• 12, place Saint-Augustin (8^e), 45.22.33.05.
• Place du Châtelet (1^{er}), 42.33.48.44. Voir l'annuaire.

PARIS 6^e
ALSACE A PARIS
Tél. 43.26.89.36
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
CHOUROUTES, GRILLADES,
FLAMMEKEUCHE, POISSONS,
HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 14^e
LA PERLE DES ANTILLES
Restaurant de spécialités indiennes
Ouvert tous les jours - 1 Toque au Gout & 1000
vous propose ses menus gourmands
à 160 F et 180 F (vin + apéritif compris)
Dîner dimanche le week-end
28, rue de la Harpe, Paris 14^e - Tél. 45.42.81.25

PARIS 5^e
LA BRASSERIE DES ANNEES 30
20, av. des Gobelins
75006 PARIS
Tél. 43.51.39.51 - T.L.S.

NEUILLY
FOC LY
RESTAURANT
CHINOIS ET THAILANDAIS
Salons particuliers
Neuilly
79, av. Charles-de-Gaulle, 48.24.43.36
et 71, av. de Suffren (7^e), 47.83.27.12

PARIS 14^e
LE FLAMBOYANT
38 cuisine Antillaise
Fermé le dimanche soir, le lundi
toute la journée et le mardi midi.
11 rue Boyer-Barret - 75014 Paris
Tél. 45.41.00.22

AUBERGE LE GRISON
Sébastien et Nathalie
vous accueillent à 2 pas du château
Venez vous détendre dans notre
vieux bistrot saint-germinois
(pièces séparées). Salles aux églises.
28, rue du Pain
75100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Tél. 39.73.01.00

PARIS 14^e
LA BRASSERIE DES ANNEES 30
20, av. des Gobelins
75006 PARIS
Tél. 43.51.39.51 - T.L.S.

PARIS 14^e
LA PERLE DES ANTILLES
Restaurant de spécialités indiennes
Ouvert tous les jours - 1 Toque au Gout & 1000
vous propose ses menus gourmands
à 160 F et 180 F (vin + apéritif compris)
Dîner dimanche le week-end
28, rue de la Harpe, Paris 14^e - Tél. 45.42.81.25

PARIS 5^e
LA BRASSERIE DES ANNEES 30
20, av. des Gobelins
75006 PARIS
Tél. 43.51.39.51 - T.L.S.

PARIS 14^e
LE FLAMBOYANT
38 cuisine Antillaise
Fermé le dimanche soir, le lundi
toute la journée et le mardi midi.
11 rue Boyer-Barret - 75014 Paris
Tél. 45.41.00.22

Les Trois Plumes
RESTAURANT A PARIS
Mets et Vins de Trois Grands Chefs
Marc MENEAU
Michel GUÉRAUD
Georges BLANC
signent
le menu Saveurs et Découvertes
298 F
SAN PELLEGRINO. Boissons inclues
Service compris
• CHATEAU ROY DES COQUILLAGES: 12, place Châtelet 9^e - 48 74 40 64
• LE GRAND CAFE CAPUCINES: 4, bd des Capucines 9^e - 45 42 10 00
• LE PIED-NE: 12, rue de l'ancienne Comédie 9^e - 43 26 00 20
• LA MAISON D'ALSACE: 30, Champ-Élysées 8^e - 42 00 44 24
• LA FRISETTE MARSEILLE: 5, rue Marbeuf 8^e - 53 23 00 00
• AU PIED DE COCHON: 6, rue Coquillière 1^{er} - 42 36 12 75

SULTATS GRANDES ÉCOLES
3615 LEMONDE

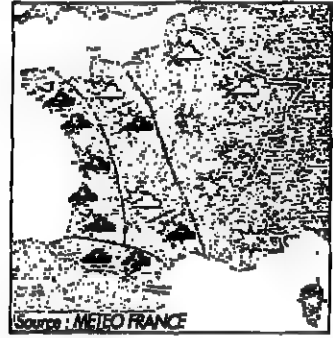
Risques d'orages

LES PRESSIONS vont progressivement baisser sur la France, et une dégradation orageuse arrivera lentement par les côtes atlantiques.

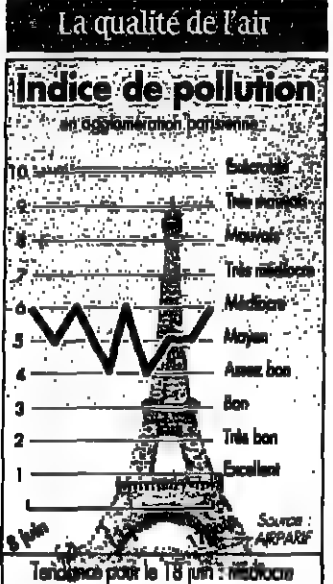
Mercredi matin, sur la Bretagne sud, les Pays de la Loire, les Charentes et la côte aquitaine, le ciel sera très nuageux, avec des ondées. Du Cotentin au Centre, au Limousin à l'Auvergne et au Languedoc-Roussillon, le ciel deviendra très nuageux avec des risques d'ondées orageuses en fin de journée. Sur les régions situées plus à l'est, le soleil continuera de briller. Un vent d'ouest modéré soufflera entre la Corse et le continent.

Les températures matinales seront de l'ordre de 8 à 12 degrés sur la moitié nord et de 13 à 20 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, le mercure atteindra 18 à 23 degrés sur le Nord-Ouest, 21 à 26 degrés sur le Nord-Est, 20 à 24 degrés sur l'Aquitaine et la région Midi-Pyrénées et 25 à 31 degrés sur le Sud-Est et le Centre-Est.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 19 juin vers 12h00



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6346

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

habitude. Note. - VII. A parfois un peu d'avance. - IX. Craint les caries. Éléments dans un ensemble. - X. Marais du Péloponnèse. Circulent à l'étranger. - XI. N'ont généralement qu'une petite cage quand ils sont râlides.

VERTICALEMENT

1. Qui peut se mettre à travailler. - 2. Une page importante. Sont parfois faites à l'envers. - 3. Risque gros quand il joue à la roulette. Évoqué dans un mauvais pas. - 4. Peut faire passer pour un jeune. Un métal mou. - 5. Mis à table, en Russie. C'est parfois du gâteau. - 6. Montagne de Grèce. Un adjectif qui rend le calme encore plus grand. - 7. Hors de combat. Bien refroidi. - 8. Prendre le meilleur. - 9. Qui apparaît sur une nappe. Situé.

SOLUTION DU N° 6845

HORIZONTALEMENT

1. Ultravide. - 2. Numérotés. - 3. Ile. Blet. - 4. Jus. Mot. - 5. Eure. No. - 6. Mi. Détenu. - 7. Bonis. Ver. - 8. Once. Ré. - 9. Salée. - X. Tri. Népal. - XI. Sottise.

VERTICALEMENT

1. Unijambiste. - 2. Lulu. Io. Ar. - 3. Tmèse. Nolis. - 4. Ré. Udine. - 5. Arborescent. - 6. Vol. Et. Et. - 7. Item. Ev. Epl. - 8. Détonner. As. - 9. Es. Tourelle.

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMONDO

CD-ROM : (1) 44-08-78-20

Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-08-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)

Le Monde

est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimeur du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Jean-Marie Colombari

Directeur général : Gérard Morax

Membres du comité de direction : Dominique Alday, Gisèle Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

TOULOUSE. Au mois de mai, l'aéroport international de Toulouse-Matabiau a enregistré une hausse de son trafic passagers de 12 % par rapport au même mois de 1995. - (AFR)

VIE CHÈRE. D'après une étude réalisée par le groupe de recherches britannique Economist Intelligence Unit, Tokyo, Osaka et Kobe demeurent les villes les plus chères du monde. À l'exception de Libreville (Gabon), les vingt villes du monde où le coût de la vie est le plus élevé se situent en Europe et en Extrême-Orient. En Europe, Oslo, Zurich et Genève sont tou-

jours aux premiers rangs ; Stockholm passe de la dix-huitième à la septième place, qu'elle partage avec Vienne ; Moscou occupe la dixième place ; Paris la sixième et Londres la vingt-neuvième. Aux États-Unis, New York, trentième dans le classement, reste la ville américaine la plus chère devant Chicago. - (AFR)

ALGERIE. Un aéroport devrait être ouvert prochainement à Hassi R'Mel, dans le Sahara. Des essais ont été effectués par un gros porteur de la compagnie Air Algérie sur cette piste située à environ 350 kilomètres d'Alger. - (AFR)

CASINOS. Une dizaine de villages de vacances du Club Méditerranée, situés aux Bahamas, au Sénégal, en Turquie et en Tunisie, pourraient être dotés de casinos fi-

nançés et gérés par le groupe Par-touché. - (AFR)

CÔTE D'IVOIRE. La Côte d'Ivoire, qui accueille actuellement quelque 200 000 touristes par an, espère porter ce nombre à 500 000 en l'an 2000. - (AFR)

SINGAPOUR. Singapore Airlines et American Airlines ont conclu un accord de partage des codes sur la ligne Singapour-Chicago. Les passagers à destination de Los Angeles et de San Francisco pourront ainsi poursuivre leur voyage vers Chicago sur des vols de la compagnie américaine à partir du 1^{er} juillet. Ils pourront également effectuer leur réservation auprès de l'une ou l'autre compagnie et utiliser un même ticket d'enregistrement. - (AFR)

PARIS EN VISITE

Jeudi 20 juin

MUSÉE DE LA VIE ROMAINE et le quartier de la Nouvelle Athènes (50 F + prix d'entrée), 10 heures, 16, rue Chaptal (Pierre-Yves Jaslet).

DE GRENELLE À BEAUGRENELLE (60 F), 11 heures, sortie du métro Duplex (Vincent de Langlade).

MARAI : le quartier Saint-Paul (50 F), 11 heures et 15 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville face à la poste (Claude Marti).

MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la sculpture italienne, 11 h 30 ; L'Astronome, de Vermeer, 12 h 30 (Musées nationaux).

MUSÉE D'ORSAY (36 F + prix d'entrée) : visite par thème, la peinture d'histoire, 11 h 30 ; visite par thème, les impressionnistes, 14 h 30 ; exposition Menzel, 19 h 30 (Musées nationaux).

MUSÉE D'ART MODERNE : exposition Soulages (25 F + prix d'entrée), 12 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE BOURDELLE : l'expression du mouvement (25 F + prix d'entrée), 12 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE DU PETIT PALAIS : la marquetterie, techniques et matériaux (25 F + prix d'entrée),

12 h 30 ; exposition Dürer (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris) ; exposition Dürer (35 F + prix d'entrée), 15 h 15, hall du musée (Mathilde Hager).

DE LA PLACE DAUPHINE au couvent des Grands-Augustins (50 F), 14 h 30, sortie du métro Pont-Neuf (Paris pittoresque et insolite).

L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS et la place de Furstenberg (50 F), 14 h 30, devant le portail de l'église (Elisabeth Romann).

L'HISTOIRE DES TOULIERIES (40 F), 14 h 30, devant la statue de Louis XIV face à la pyramide (Saugerard du Paris historique).

HÔTELS DU MARAI (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Haulier).

MONTMARTRE (55 F), 14 h 30, sortie du métro Abbesses (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 47, quai de la Tourneille (Institut culturel de Paris).

NOTRE-DAME-DE-PARIS (37 F), 14 h 30, portail central de la cathédrale derrière les grilles (Monuments historiques).

LA SEINE, deuxième port fluvial d'Europe (50 F), 14 h 30, place d'Châtelet devant la fontaine (Paris autrefois).

LE SQUARE RENÉ-LE GALL et la Butte-aux-Cailles (35 F), 14 h 30, devant l'entrée du square côté rue Emile-Deslandres (Ville de Paris).

LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue Daru (Monuments historiques).

L'HÔTEL DE SALM, musée de la Légion d'honneur (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 2, rue de Belchasse (Paris et son histoire).

MUSÉE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée) : Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

LE QUARTIER DU GROS-CAILLON (60 F), 15 heures, sortie du métro Champs-Élysées-Clemenceau (Vincent de Langlade).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G^e Leclerc - 60646 Chantilly Cedex - Tél. : (1) 42-17-32-90.

le monde

la durée de l'abonnement

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F

3 mois 536 F 572 F 790 F

LE MONDE (ISSN : 0014-1801) is published daily for 5,90 francs per year + 1 place France-Belgium-Mexico. Prices for other countries are available on request. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G^e Leclerc, 60646 Chantilly Cedex 02, France. For the subscription service, contact LE MONDE, 24, Avenue du G^e Leclerc, 60646 Chantilly Cedex 02, France. Tel. : (1) 42-17-32-90.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

Cl-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse :

● par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques domiciliaires.

33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMONDO

CD-ROM : (1) 44-08-78-20

Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-08-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)

Le Monde

est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimeur du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Jean-Marie Colombari

Directeur général : Gérard Morax

Membres du comité de direction : Dominique Alday, Gisèle Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

SPORTS

Athlétisme, Cyclisme, Football, Rugby, Tennis...

RÉSULTATS, RECORDS et PALMARÈS

3615 LE MONDE

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 19 JUIN 1996

LITTÉRATURE Un universitaire américain, Donald Foster, a redécouvert un poème de circonstance sur la mort d'un certain William Peter, signé W. S. Ce texte avait été publié

en 1612, du vivant de l'écrivain. La personnalité de William Peter, victime d'un meurtre, explique l'intérêt de cette découverte, qui permettrait d'apporter des réponses à l'énigme

des sonnets, en révélant des éléments importants de la vie de Shakespeare. ● L'USAGE D'UN LOGICIEL, fondé sur la fréquence des termes shakespeariens, le Shaxicon,

aurait authentifié le texte. Le chercheur américain Donald Foster nous raconte le feuilleton de son enquête. ● CE TEXTE paraît en français le 19 juin chez Stock, et le spécialiste

de stylistique shakespearienne Henri Suhamy, tout en émettant des doutes sur la signature, envisage de l'intégrer aux œuvres complètes annoncées dans « La Pléiade ».

Comment le logiciel Shaxicon aurait identifié un poème de Shakespeare

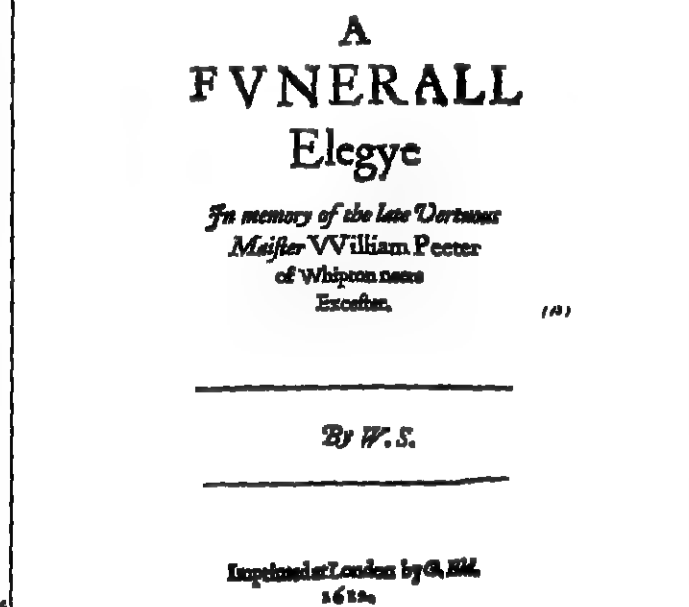
L'« Éloge funèbre en vertueuse mémoire de feu William Peter de Whipton près Exeter » paraît en français. Signé W. S., ce texte est attribué au grand dramaturge anglais par un universitaire américain qui travaille sur ordinateur. Il ouvre un débat sur la vie de l'auteur d'« Othello »

UNE ÉTUDE sur les Sonnets de Shakespeare mit, il y a une quinzaine d'années, un jeune chercheur californien, Donald Foster, en présence d'un texte signé W. S. et publié en 1612. Et si W. S. cachait Shakespeare en personne ? Mort le jour de son anniversaire, un 23 avril, William Shakespeare semble n'avoir pas assez eu d'une œuvre théâtrale écrasante pour construire son mythe. Les Sonnets, publiés en 1609, nourrissent les rêves des lecteurs à venir. Qui était le dédicataire, W. H. ?

Oscar Wilde inventa une charmante fantaisie, *The Portrait of Mr. W. H.* Se fondant sur des jeux de mots énigmatiques, il décida de choisir Hughes, qui avait déjà été imaginé par l'éditeur de Chaucer. Les génies, surtout quand ils sont amoureux, sont des terrains propices aux réveries biographiques. Les poèmes sont tentants quand on cherche des clés et que l'on trouve « je » et « vous » presque à chaque vers.

Mais le point de départ, plus que le contenu même des poèmes, fut une dédicace rédigée par l'éditeur, Thomas Thorpe, qui non seulement se contenta d'initiales mais utilisa un terme ambigu, « begetter », pour désigner le dédicataire : auteur, engendreur, inspirateur des sonnets ou, ce qui compliquerait les choses, celui qui a « procuré » les poèmes à l'éditeur. Le trouble est complet. Samuel Schoenbaum dans son *William Shakespeare* (Flammarion) rappelle qu'il y a un siècle Richard Grant White écrivait : « M. Thomas Thorpe apparaît dans sa dédicace comme le Sphinx de la littérature ; et, de ce jour, il n'a pas rencontré son Cidipe. » A moins que cet Cidipe tant attendu ne soit Donald Foster.

Car Thomas Thorpe fut le prétexte de l'enquête que mena Donald Foster, pour rédiger sa thèse, parue en 1989 (*Elegy by W. S. : A Study in Attribution*, Newark, University of De-



Fac-similé de la page de garde de l'édition originale (1612).

laware). A la recherche des textes édités par ce faneur de troubles, il était tombé sur une *Elegy funèbre en Vertueuse Mémoire de feu William Peter de Whipton près Exeter*. Pourquoi s'acharner à prouver que ces 578 vers sont de la main de Shakespeare ? Parce que, selon Donald Foster, la technique informatique d'analyse de fréquence de formulations est imparable : « Je suis convaincu que personne d'autre que Shakespeare ne peut avoir écrit cette élégie. »

La technique a un nom : c'est le logiciel Shaxicon, « ledque électronique qui répertorie les différents mots – plus de 18 000 – qui apparaissent dans les « pièces de canon » au moins une fois, mais pas plus de douze fois ». A cette arme redoutable ou

dérisoire, Quentin Letts et Russell Jenkins ont répondu : « Ces vers à rimes plates ne sont tout simplement pas assez bons pour venir de la plume du barde » (dans le *Times* du 14 janvier).

Or, riposte Foster, la question n'est pas de juger esthétiquement l'œuvre, mais de lire les mots. Il rappelle que, lorsque les Sonnets, longtemps négligés, furent exhumés à la fin du XVIII^e siècle, Wordsworth commença par en dénoncer « la monotonie, l'ennui, la préciosité et une obscurité compliquée » (sur la rhétorique et la langue poétique de Shakespeare, lire le tout récent *Shakespeare* d'Henri Suhamy, Le Livre de poche).

William Peter est assassiné par deux hommes après une beuverie. Il

L'hiver des tempêtes...

Voici un extrait de l'*Elegy funèbre* dans sa version originale et la traduction de Lucien Carrière pour les éditions Stock.

« For when the world lies winter'd in the storms
Of fearful consumption, and lays down
Th' unsteady change of his fantastic forms,
Expecting ever to be overthrown ;
When the proud height of much affected sin
Shall ripen to a head, and in that pride
End the miseries it did begin
And fall amidst the glory of this tide ;
Then in a book where every work is writ
Shall this man's actions be revealed, to show
The gainful fruit of well-employed wit,
Which paid to heaven the debt that it did owe. »

« Car lorsque le monde sera dans l'hiver des tempêtes
De sa terrible fin, et qu'il abandonnera
Les changements instables de ses formes fantastiques,
S'attendant à chaque instant à être abattu,
Lorsque les hauteurs orgueilleuses du péché bien aimé,
Toucheront à leur fin, et, pour cet orgueil
Se termineront dans les souffrances qu'elles ont engendrées
Et tomberont en pleine gloire dans le flot ;
Alors dans un livre où toute œuvre est écrite
Les actes de cet homme seront révélés, et manifesteront
Le fruit profitable d'un esprit bien employé,
Qui a payé au ciel la dette qu'il lui avait. »

avait une vingtaine d'années de moins que Shakespeare. Fils du maire d'Exeter, il se trouvait à Oxford quand la compagnie du dramaturge y jouait. Y a-t-il une possibilité pour que William Peter fut aussi le dédicataire des sonnets ? Ce sont évidemment ces éléments qui augmentent l'intérêt de la découverte. Le résultat est un texte à la fois rigide et élégamment métaphorique, avec de curieuses diatribes sur l'honneur et la calomnie.

La tonalité est plutôt amoureuse ou celle d'une amitié passionnée. Faut-il en conclure que William Peter avait été l'ami de Shakespeare ? Le texte demeure, là-dessus, admirablement vague. En revanche, on connaît très précisément les conditions du crime qui eut lieu le

25 janvier 1612. Et l'on sait que les assassins furent relaxés. Pourquoi ? Il est certain que le fait divers eut un considérable écho.

Mais l'informaticien peut-elle distinguer un excellent pastiche d'une œuvre authentique ? Déjà, en 1599, un recueil, *The Passionate Pilgrim*, avait été attribué à Shakespeare (avec son nom en couverture), alors qu'il s'agissait d'un recueil collectif. Le poème *A Lover's Complaint*, publié en annexe des Sonnets, est contesté. Enfin, la pièce posthume (1634), *Les deux Nobles Cousins*, est cosignée par John Fletcher, qui aurait également collaboré à *Henry VIII*.

Donald Foster est encore tout secoué devant tant de polémiques ratées par un congrès tenu, à la de-

mande de Richard Adams, fin 1995 (voir « Breaching the Canon, *Elegy by W. S. : The State of Argument* », par Richard Adams, in *The Shakespeare Newsletter*, automne 1995). Agacé par un bruit si tardif, il enseigne dans la luxueuse université de Vassar College, à Poughkeepsie, au bord de l'Hudson.

Ce qu'il avait fait pour Shakespeare, pourrait-il le recommencer pour un journaliste anonyme ? Car les médias américains étaient mobilisés par un mystérieux essai sur la campagne de Bill Clinton, *Primary Colours*, publié sans nom d'auteur par Random House. On met Donald Foster à l'épreuve. Cinquante noms de journalistes proposés ne lui suffisent pas. Au bout de quelques semaines, avec son diabolique logiciel, il trouve le coupable (voir « Primary Culprit », publié dans l'hebdomadaire *New York Magazine*, 26 février 1996) : il s'appelle Joe Klein, journaliste de *Newsweek* et de CBS. L'accusé n'a nié que de façon ambiguë. La thèse de Foster est très simple : « Tous les écrivains ont à leur disposition des milliers de mots que simplement ils n'utilisent pas. Les mots échappent et reviennent au lexique actif d'un auteur. Mais à un certain moment de sa carrière il ou elle tend à employer les mêmes mots de façon extrêmement répétée, même en changeant de contexte. »

Il s'agit bien de mots et non de style. De formulation et non de pensée. Mais peut-on mettre sur le même plan un journaliste politique, nécessairement dépendant d'un vocabulaire contraignant face auquel il a, tout de même, une liberté fort restreinte, et un poète ?

R. de C.

★ *Elegy funèbre* de William Shakespeare. Édition bilingue, introduction et notes de Donald W. Foster. Traduit de l'anglais par Lucien Carrière. Stock. « Nouveau cabinet cosmopolite », 136 p., 90 F.

Donald Foster, universitaire américain

« Aux Etats-Unis, l'idée est acceptée d'ajouter l'« Éloge » aux œuvres complètes »

POUGHKEEPSIE de notre envoyé spécial « Quand avez-vous commencé à être convaincu qu'il s'agissait d'un texte de Shakespeare ? »

« J'ai été immédiatement frappé par les expressions shakespeariennes que le poème contenait et par les allusions à des pièces comme *Richard II* ou *Henry VIII*. Je suis allé plusieurs fois à Oxford, notamment pour tenter de répondre à d'autres questions d'attribution, concernant le poème *Shall I Die, Shall I Fly*, découvert en 1985 et attribué par Stanley Wells à Shakespeare. J'ai eu beaucoup de difficultés à trouver un éditeur pour mon étude sur l'*Elegy*. Une fois le livre publié, je ne pouvais pas me douter que sept ans plus tard l'affaire prendrait de telles proportions, avec des articles successifs dans le *Chicago Tribune* et à la une du *New York Times*. Les preuves découvertes, de toute façon, être recherchées non seulement dans des coïncidences d'usages de mots – qui, après tout, pourraient seulement signaler une excellente imitation –, mais dans des faits historiques concernant le lien entre William Peter, Thomas Thorpe et Shakespeare. En tout cas, aux Etats-Unis l'idée semble acceptée que l'*Elegy* est bien de Shakespeare et doit être ajoutée aux œuvres complètes, alors que la résistance est plus forte en Angleterre. Une résistance, disons, émotionnelle. »

« Pourquoi Shakespeare se serait-il autant passionné pour ce fait divers ? »

« Il y a quelque chose d'inhabituel dans cette *Elegy*. Les *Elegies* de cette période commencent plutôt par un éloge du mort, une lamentation, une consolation. Or, ici, le poète évoque immédiatement des scandales de la vie de William Peter. Il parle à plusieurs reprises de « honte ». Il dit qu'il veut réhabiliter le mort et qu'il était lié à cette honte, lui, personnellement. »

« C'est tout de même très étrange dans une *Elegy* funèbre ! Par ailleurs, le texte exprime une sorte d'agnosticisme extrêmement inattendu dans ce contexte. Le dernier vers de l'*Elegy* est très curieux, parce qu'il renverse un cliché répété des centaines de fois dans les *Elegies* traditionnelles, qui disent : « Dans la vie, tu es mort, et tu es mort pour vivre », alors qu'on lit ici : « Dans la vie, tu es vécu, et dans la mort tu es mort, mais aimé. » Autrement dit, il n'y a ici aucune référence à une survie éternelle. »

« On est obligé de s'en tenir à quelques hypothèses concernant des faits, eux, certains, comme le lien réel de la sœur de William Peter avec le milieu de Shakespeare et une amitié avec John Ford. Le problème, comme je l'ai souligné dans ma préface, est de savoir si cette *Elegy* va changer notre interprétation des sonnets. »

« Comment expliquer qu'un écrivain aussi glorieux que Shakespeare en 1612 puisse faire un tel éloge public d'un inconnu ? »

« C'est un éloge profondément ambivalent et plutôt « dépréciateur » en réalité. Le poète joue sur les mots, si bien que sa description de la vie de Peter peut être lue dans deux sens opposés. Le poète exprime son amour pour Peter, en disant nettement qu'il est la seule personne de son cercle pour lequel il ait eu un véritable intérêt ; mais comment Shakespeare aimait-il cet homme ? Dans quel sens ? »

« D'une façon personnelle ? Sincèrement ? Je ne sais pas. La nature de cette relation dépasse la simple question de l'attribution. »

« Pensez-vous qu'une biographie de Shakespeare soit possible ? »

« Il restera toujours des faits dans l'ombre. Même si les sonnets évoquent son amour d'un jeune homme, rien ne prouve qu'il ait eu des relations physiques réelles avec lui. Dans l'*Elegy*, il est question d'amour, mais, au fond, sans réel « sentiment ». Mon but n'a jamais été de forcer l'interprétation du texte, mais de me contenter de le respecter et de prouver l'autorité de Shakespeare. »

« Si jamais dans quelques années la preuve était apportée que l'*Elegy* n'est pas de Shakespeare, sentiriez-vous une responsabilité ? »

« Si l'on doit avoir une preuve de ce type, je serai certainement le premier à la trouver, mais je ne crois pas cela possible ! Mais enfin, comme on dit, la Vérité est la fille du Temps, l'assurément. »

« Avez-vous jamais été frappé par la beauté de certains passages du texte ? »

« L'ensemble est très rhétorique, excepté quelques métaphores qu'on attendait de Shakespeare, par exemple « *When thou weak haws of our brittle flesh shall ruin'd be by death...* » (« Lorsque ces faibles démentes de notre chair fragile Seront détruites par la mort... ») ; mais il y a des citations ou plutôt des réminiscences sans doute inconscientes. L'homme Shakespeare demeurera peut-être toujours invisible dans ses textes. »

« N'avez-vous jamais été tenté, maintenant que vous avez établi ce Shaxicon, d'écrire un faux de Shakespeare ? »

« (Il rit) Personne ne peut être assez immergé dans la langue de Shakespeare pour rédiger un pastiche convaincant. J'ai reçu d'un inconnu une lettre me disant qu'il avait trouvé un texte qu'il pensait de Shakespeare, mais le faux était évident : il y avait des termes qui dataient au plus tôt du XVIII^e siècle. Aucune imitation n'est possible de nos jours. Non, il faudrait vraiment que je fasse soudain preuve d'une grande ingénuité. »

Propos recueillis et traduits par René de Ceccatty

Le scepticisme d'un shakespearien français

INTERROGÉ par téléphone, Henri Suhamy, spécialiste de stylistique, chargé de l'édition des poèmes de Shakespeare pour la prochaine Pléiade, a tout d'abord réagi de façon prudemment sceptique devant le texte attribué à Shakespeare. Il relève des « redondances » et « maladroites imitations ». Il note qu'« il n'y a pas une seule image originale. L'auteur est à la fois contourné et patant » et ajoute : « Je ne crois pas beaucoup à l'authenticité shakespearienne de ce texte. C'est un sentiment général, pas tout à fait mesurable. »

« Peu convaincu par l'argumentation biographique de Donald Foster concernant le dédicataire mystérieux des sonnets, il rappelle que certains ont été rédigés dès 1598, dans le style de *Roméo et Juliette*, à l'époque où William Peter n'avait que quinze ans... Dans les sonnets, Shakespeare insiste sur la beauté du jeune homme qui n'est plus un adolescent. Or, dans l'*Elegy*, même si c'est la loi du genre, il n'est question que de sa vertu. Mais il reste bizarre que la beauté rayonnante du jeune homme ne soit pas mentionnée. »

Par ailleurs, la versification de l'*Elegy* paraît à Henri Suhamy trop

précautionneuse : « Ça sent l'antitruisme. Tout y est : le nombre de syllabes, le rythme iambique, mais avec une régularité académique. C'est écrit en rimes croisées, avec parfois des rimes plates. Or, chez Shakespeare, cette alternance répond en général à un dessin aphoristique. Ici, c'est plutôt un hasard. Avec par endroits des rimes exagérément plates, quand le verbe « be » rime avec lui-même... Et il y a un ton solennel, pompeux et moralisateur. Avec un vocabulaire abstrait de sermon. Il n'y a pas le caractère sensoriel de Shakespeare, qui parle toujours par image : chez lui, le monde extérieur est toujours là, avec toutes ses synesthésies, ses perceptions, la nature, les couleurs, la végétation. Ici, le vocabulaire est intellectuel, mais au sens scolaire du terme. »

UN « AUTOPISTICHE » ?

Par ailleurs, Henri Suhamy s'interroge sur le peu d'inspiration de ce texte, certes peut-être dû au vieillissement de l'écrivain – quoi qu'il n'ait eu alors que quarante-huit ans –, tout en laissant ouverte l'idée d'un « autopistiche » de Shakespeare lui-même. Il s'étonne cependant qu'un esprit « universaliste,

qui travaille constamment dans le grandiose et n'a jamais situé aucune de ses trente-sept pièces à son époque », ait pu s'arrêter à un événement anecdotique. Ce n'est pas une habitude shakespearienne, même s'il n'est pas inenvisageable qu'il ait écrit à la fin de sa vie un ouvrage de circonstance.

La seule véritable contre-preuve serait stylistique, selon lui. Et l'argumentation du Shaxicon est insuffisante, parce qu'une langue est le « patrimoine d'une collectivité à une époque donnée. Il n'y a rien d'extraordinaire à retrouver des termes shakespeariens. En revanche, certains termes de l'*Elegy* n'ont jamais été utilisés par Shakespeare, ou l'ont été dans un sens différent. Par exemple, la formulation « *Invitements strange* » (séductions étrangères, selon Lucien Carrière) paraît plutôt relever du jargon distingué. C'est ce que Wordsworth appelait de la « poétique diction », du langage poétique ou sens poétique. La grammaire n'est pas non plus celle de Shakespeare : on ne trouve pas dans l'*Elegy* les « chevilles » shakespeariennes, comme l'usage excessif de l'auxiliaire « do ». Ici, elles sont absentes, précisément parce que l'auteur veut mon-

trer qu'il sait bien faire. » Probablement le poème sera-t-il pourtant intégré aux Œuvres complètes en France, avec bien entendu une autre interprétation. « On peut déplorer que la graphie de 1612 n'ait pas été maintenue par Foster, qui lui a préféré une transcription américaine. »

Mais alors, qui serait W. S. ? Ce pourrait être William Stanley, comte de Derby, qui fait partie des personnes à qui l'on a attribué des œuvres de Shakespeare. « De toute façon, ce texte n'est pas nécessairement passé inaperçu en 1612. Et si l'on avait su qu'il était de Shakespeare on l'aurait forcément réédité après sa mort. Étant donné la quantité d'opocryphes qui ont surgi. Peut-on par ailleurs imaginer que Shakespeare, l'auteur le plus célèbre de son temps, ait publié à compte d'auteur ? » En tout état de cause, Henri Suhamy réserve son avis définitif pour un examen plus approfondi de « stylistique et de stylométrie », dont il publiera probablement les résultats dans le *Bulletin de la société de stylistique anglaise* ou dans les *Études anglaises*.

R. de C.

Le festival britannique de Glyndebourne remet la musique de Haendel au goût du jour

Peter Sellars propose une mise en scène très convaincante de « Theodora »

Le célèbre Festival d'opéra de Glyndebourne, dans le Sussex (Grande-Bretagne), programme cette année Haendel pour la première fois de-

puis 1966 : l'oratorio Theodora est mis en scène de façon convaincante par Peter Sellars avec des décors de George Tsylin. Le spectacle du 3 juin

(repris le 21) était diminué par l'absence de William Christie. Le clavicembaliste Harry Bicket l'a remplacé avec succès.

THEODORA, de Georg Friedrich Haendel. Dawa Upshaw (Theodora), Lorraine Hunt (Irène), David Daniels (Didymus), Jamie Mac Dougal (Septimius), Frode Olsen (Valens), Orchestra of the Age of Enlightenment, Harry Bicket (direction), Peter Sellars (mise en scène), George Tsylin (décors), Duna Ramicova (costumes), James F. Ingalls (lumière), Festival d'opéra de Glyndebourne, le 3 juin. Prochain spectacle : le 21 juin. Tél. : 19-44-1273-81-23-21.

GLYNDEBOURNE de notre envoyé spécial

Depuis 1966, Glyndebourne n'avait pas fait entendre la moindre note de Haendel. Aujourd'hui, le cher Saxon revient avec le meilleur de ses oratorios, *Theodora* (1749), un ouvrage d'une densité dramatique extraordinaire. Rarement Haendel a usé d'une langue aussi raffinée, aussi dense, rappelant, notamment dans les chœurs, la texture et l'harmonie de Purcell, et, dans certains airs polyphoniques, la manière de Bach. On ne sera guère étonné d'apprendre que Haendel considérait *Theodora* comme son meilleur oratorio, en dépit de l'échec que celui-ci connut face au public londonien d'alors.

Dans le programme de Glyndebourne, Stanley Sadle, éditeur du *Grove's Dictionary of Music and Musicians*, cite une lettre des années 1760, où Thomas Morrell, le librettiste de *Theodora*, rappelle qu'à la question « Le grand chœur [Halleluia] du Messie n'est-il pas votre chef-d'œuvre ? », Haendel répondit : « Non, je place le chœur qui clôture le second acte de *Theodora* beaucoup plus haut. » On ne lui donnera pas tort, pour ce chœur et l'ensemble d'une partition qui ne pâtit d'aucune faiblesse. Parfois traversé par des moments légers (la scène de liba-

tion romaine au début du deuxième acte, rappelant celle du poète ivre dans la *Fairy Queen* de Purcell), l'essentiel du drame est confié à Theodora - jeune chrétienne enlevée par les Romains et contrainte à se prostituer -, à Irène, sa compagne compatissante, et à Didymus, officier romain converti à la chrétienté, et qui mourra aux côtés de Theodora. Le metteur en scène américain Peter Sellars a appliqué à *Theodora* ses principes de base habituels : Romains et chrétiens, en costumes modernes, deviennent d'explicités citoyens américains. Au début de l'ouvrage, le public rit déjà beaucoup, et on craint le pire, auquel

bras, etc.), imparfaite (il faudrait à cette mimique plus de rigueur chorégraphique, comme chez Bob Wilson), souvent redondante (les gestes d'Irène, dans l'air *Lord, to Thee*, semblent davantage épouser la courbe de la musique qu'apporter des signes émotionnels distincts de ce que le texte exprime).

En second lieu, la trivialité des partis pris de Sellars installe sa logique propre. Alors qu'on doutait de la nécessité d'un appareillage de mise à mort « à l'américaine » aussi réaliste (sangles, perfusions, réservoirs de substances toxiques, moniteurs de contrôle cardiaque), l'image violemment imposée se fait admettre doucement, comme

Robe du soir ou tailleur ?

« Problème », à Glyndebourne : comment s'habiller ? Robe du soir ou tailleur, habit ou smoking ? Le programme 1996 reproduit une revue de presse illustrée qui rassemble les articles abondant le sujet. Dès 1934, la princesse Bismarck et Lady Diana Cooper étaient venues habillées en *day dress*, côtoyant des dames en grand soir... Sir George Christie, maître des lieux, vient de régler le problème, « à l'anglaise » : « Nous ne pouvons que recommander le port d'une robe de soir. Je ne pense pas que nous devrions insister pour que cela soit une obligation. » Quoi qu'il en soit, à Glyndebourne, nul n'aurait idée de refuser l'entrée à quiconque. On y a vu le personnel, imperturbable, indiquer leur place à un groupe de jeunes en chemise ouverte. Il en faut beaucoup plus pour secouer la vieille Angleterre...

Sellars nous a parfois confrontés : les membres du chœur désignent la boisson sucrée - sur le mot « *sweeten* » (plus doux, plus sucré) - qu'ils tiennent à la main tandis que les soldats en combinaison orange et casque intégral dévalent la scène au pas de charge. Lorsqu'une voix timide de contre-ténor s'échappe de l'un des molosses casqués, l'hilarité est à son comble.

Pourtant, le spectacle « prend ». En premier lieu, on oublie vite la signalétique gestuelle voulue par Sellars, toujours aussi envahissante (main tendue, posée au front, au bas-ventre, moulins de

le poison coule dans les veines des deux victimes. L'image est-elle juste ou la magnétique musique de Haendel fait-elle « passer » cette trivialité ? Étonnant dilemme posé par cette émotion paradoxale, à la limite de l'expérience d'un *reality show*.

Outre la direction d'acteur, sensible et évidente, le spectacle bénéficie d'un magnifique décor, à peine bouleversé au fil des actes : un espace vide, blanc (permettant la projection d'ombres chinoises), garni de quelques gigantesques bouteilles cassées ou fêlées, cornues et éprouvettes d'un laboratoire de passions immémorables.

Renaud Machart

Joan Baez met en avant sa voix et en sourdine ses accents militants

La chanteuse termine sa tournée à l'Olympia

JOAN BAEZ, Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^o Opéra, Madeleine. Le 19 juin à 20 heures. Tél. : 47-42-25-49. De 170 F à 250 F. Paul Pisco (guitar), Carol Steel (percussions). Albums : *Play Me Backwards* et *Ring Them Bells*, chez Virgin.

Au Printemps de Bourges, où elle est venue pour la première fois en avril, Joan Baez avait prouvé à quel point elle fait partie de la conscience collective : elle y chantait *Le Déserteur*, en français et à capella. Six mille spectateurs debout reprenaient en chœur la chanson composée par Boris Vian en 1954, alors que la France s'enfonçait dans la guerre d'Algérie.

Qu'importe le décalage historique. Resterait le symbole, une conviction, et une voix d'une exceptionnelle limpidité. Du *Déserteur* à *Walking Matilda* - valse pacifiste néo-zélandaise signée Eric Bogle -, Joan Baez n'a pas renoncé à ses combats. Mais, depuis la parution, en 1992, de l'album *Play Me Backwards* - un sang neuf, un adieu aux reprises universelles, de nouveaux titres enregistrés à Nashville avec l'auteur de chansons country Wally Wilson et le guitariste de rock Kenny Greenberg -, elle entend mettre au porte-manteau ses oripeaux militants, sa panoplie « anti » (guerre du Vietnam, NASA, discrimination...) et « pro » (Gandhi, Luther King, la paix à Sarajevo, Amnesty International...).

LA DEUXIÈME VIE

A cinquante-cinq ans, Joan Baez, qui a débuté à la scène au Festival de Newport en 1959, réclame une relecture de sa carrière : si la pensée et la lutte s'inscrivent dans l'histoire, la voix, elle, est un bien éphémère. « C'est dit-elle, ce dont je me suis aperçue : de la valeur de ma voix. » Dès 1982, cette soprano a commencé de soigner son inimitable vibrato en prenant des cours de chant. « Merci à Robert Bernard, pour avoir donné à ma voix sa seconde vie », écrit-elle sur le livret de *Ring Them Bells*, titre d'une chanson de Bob Dylan.

Gabriel, le fils qu'elle a eu avec son ex-mari, le militant pacifiste David Harris, a 26 ans. Il revient d'un long séjour en Guinée, où il est allé perfectionner son jeu de percussions. C'est la deuxième seconde vie de Joan Baez. Avec un sourire blanc, presque sonore, Joan Baez a aujourd'hui les cheveux gris. Aux entretiens, elle pose des conditions préliminaires : pas un mot sur Dylan - ombre tutélaire -, pas d'évocation du passé, pas de sujets politiques. Elle en serait même gênée, tant la tentation de

répondre aux questions d'actualité est forte.

Comment faire l'impasse sur Tchernobyl et la question serbe quand on vit, comme elle, dans une ferme en Californie, en conformité avec la terre, ses lois, ses cycles, ses animaux, et quand on est allé chanter dans Sarajevo en ruines, vingt ans après avoir affronté des pluies de bombes à Hanoi ?

Assise en tailleur, avec un regard de Madone, Joan Baez s'en tire par une pirouette humaniste : « J'en pense la même chose que tout le monde » (c'est-à-dire, que tout être humain sensé).

Après *Play Me Backwards*, l'album *Ring Them Bells*, enregistré en avril 1995 au Bottom Line, petit club de belle engeance, à New York, marque le retour de Joan Baez aux origines d'un folk qu'elle n'a tout compte fait jamais quitté, et surtout pas quand elle faisait des détours par le Sud (*Mulher Rendelra*, pour l'esprit des *cangaceiros*, les Robin des Bois du Nordeste brésilien), que les origines mexicaines de son père lui imposaient d'explorer. Trente ans après *Farewell Angelina*, cette fille d'une mère quaker raffine la matière première dont elle s'est inspirée pour écrire de superbes chansons comme *Diamonds and Rust* (1974), d'autres chansons peu connues et que ses interprétations de *Don't Think Twice, It's Allright* ou du thème de *Sacco et Vanzetti* ont parfois occultées.

Au Bottom Line, Joan Baez s'était entourée des chanteuses de folk - voix, guitare, transparence et limpidité monastique - comme elle les a toujours aimées. Bâtissant un dédale de chansons traditionnelles, de nouvelles compositions (les siennes, celles de Richard Farina, de Janis Joplin ou de Dar Williams), elle se glisse dans les méandres de la planète folk (de Dylan aux resplendissantes Québécoises anglophones Kate et Anna McGarrigle), aujourd'hui habillée par des jeunes filles plus urbaines. On y entend ainsi Mary Chapin Carpenter, universitaire sensible au rock, mais trop timide pour le pratiquer en scène, auteur de chansons tranquilles à influences country qui lui ont assuré des ventes records.

Pour revoir Dylan (*Don't Think Twice...*), Joan Baez a fait appel aux Indigo Girls, deux filles jetées dans de subtils jeux d'harmonies vocales, et des chansons inspirées du talent de REM. Ou encore à Dar Williams, chanteuse folk de la plus pure tradition, en cela proche de Joan Baez, et à qui l'on doit l'un des albums les plus dépeuplés du genre, *The Honesty Room* (chez Razor and Tie, en importation).

Véronique Mortaigne

Luis Pasqual, ex-directeur du Théâtre de l'Europe

« L'Odéon n'appartient désormais plus qu'à lui-même »

LUIS PASQUAL a débarqué à Paris il y a six ans. Il avait alors trente-six ans et déjà une réputation flatteuse, premier metteur en scène catalan invité par les plus grandes scènes théâtrales et bariques européennes. Le public français découvrait un homme jeune au regard noir et vif, volubile et séduisant. Il signe sa première mise en scène à l'âge de dix-sept ans dans sa ville natale, Tarragona : *Racines*, d'Arnold Wesker. En 1976, il fonde à Barcelone le Théâtre Lluïre (Théâtre libre), premier théâtre-école de l'Espagne nouvelle. Il perfectionne son art auprès de trois maîtres, les Polonais Hanuszkiewicz et Grotowski, et surtout l'Italien Giorgio Strehler. Directeur du Théâtre national de Madrid de 1983 à 1989, il succède en 1990 à Giorgio Strehler à la tête de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, qui sort alors du giron de la Comédie-Française. Après six ans d'effort, il laisse un Odeon en bon ordre de marche à son successeur, Georges Lavaudant, nommé au printemps.

« Vous avez dirigé l'un des plus beaux théâtres français pendant six ans. Comment jugez-vous le travail accompli ? » - Je dis souvent que je suis un « spécialiste du désastre ». Après le désastre du franquisme en Espagne, j'ai construit le Lluïre de Barcelone. Après le désastre artistique qu'avait connu le Théâtre national de Madrid, il a fallu le reconstruire. A Venise, la Biennale de théâtre était sinistrée et, en moins d'un an, j'ai dû inventer quelque chose de neuf. On m'avait raconté un conte de fées sur l'Odeon, mais la réalité était crue : ce théâtre avait été longtemps rattaché à la Comédie-Française et n'existait plus en tant que tel. Je suis donc parti de trois idées simples : l'Europe comme un fait, malgré tous les aléas qu'elle ne cesse de connaître ; inventer une gestion qui ne serait pas personnalisée ; essayer de recevoir toutes les familles du théâtre.

- Par sa réputation et sa tradi-



LUIS PASQUAL

tion, l'Odeon est l'un des plus beaux théâtres français les plus exposés. En avez-vous pâti ?

- Un théâtre national a un poumon qui respire avec la société et l'autre avec l'Etat. Il a fallu que je fasse comprendre au ministère que j'entreprenais un travail de fond pour mettre en place non pas le projet d'un seul homme, d'un artiste-patron qui édite abruptement les règles - ce temps-là est révolu -, mais un véritable atelier de création théâtrale. Cela a pris beaucoup plus de temps que prévu. Quand j'ai cru que tout était enfin en place, Jacques Toubon est arrivé au ministère et j'ai constaté que l'Odeon n'était pas encore assez fort. Mais le fait que nous ayons vaincu les réticences du politique était un bon signe.

- Vous parlez des différentes familles du théâtre européen. Etes-vous satisfait des invitations que vous avez lancées ?

- Nous avons reçu toutes les familles, de Patrice Chéreau à Robert Wilson, de Peter Zadek à Klaus Michael Grüber et Giorgio Strehler, d'Alain Françon à Georges Lavaudant. Je ne suis pas jaloux dans la vie ou, plutôt, je n'aime pas à l'être... J'ai essayé de confier ce théâtre à des gens compétents et responsables : un théâtre national est un

outil cher. Par ailleurs, le théâtre d'aujourd'hui ressemble trop souvent à celui de la fin du XIX^e siècle et je ne me sens pas représenté par le théâtre bourgeois. Les metteurs en scène passés ici étaient tous des chercheurs, soucieux de sortir de la peau de serpent d'un type de mise en scène qui est mort.

- La direction d'un théâtre aussi important n'a-t-elle pas handicapé vos projets de metteur en scène ?

- La charge de diriger l'Odeon a parfois freiné mes projets artistiques. Pourtant, j'ai vécu des trucs formidables, comme de travailler avec des acteurs russes, anglais ou français ; cela permet de voir le

n'appartient plus à personne, sinon à lui-même. Si cela peut donner une idée de la fidélité du public, l'Odeon a désormais plus de 10 000 abonnés.

- Vous ne regrettez pas de quitter Paris ?

- Le temps m'aura manqué. Beaucoup de projets n'auront pas abouti. On m'a promis une deuxième salle quand je suis arrivé et je ne l'ai pas eue. J'avais envie d'une troupe aussi, mais j'ai pensé que ce n'est pas moi qui devais la bâtir. Le théâtre est à un moment d'implosion, il perd ses racines, il devient *light*, faux. Je crois que la troupe d'un Théâtre de l'Europe à Paris doit naître d'un noyau d'acteurs français dirigés par un metteur en scène français et essayer de débroussailler le chemin.

« Hacienda Lorca », en guise d'au revoir

Pour sceller ses adieux à l'Odeon, Luis Pasqual a créé un spectacle autour de son auteur fétiche, Garcia Lorca. Il en a puisé la substance dans *Noches de sang* et l'a confié à l'espagnole Nuria Espert et l'Argentin Alfredo Alcon, que l'on peut tenir pour les deux meilleurs acteurs de langue espagnole. Ils sont tous deux juchés sur des grues invisibles qui donnent l'impression qu'ils flottent au-dessus du plateau, dans les lumières blanches de poursuites qui éclairent jusqu'à la moindre inflexion de leurs visages et de leurs gestes. De cette œuvre lunaire et sensuelle s'élève un chant de la terre, fidèle au lyrisme de Lorca, qui serait tragique si les protagonistes ne l'entonnaient avec cœur, simplicité et générosité.

* Odeon, 1, place Paul-Claudel, Paris 8^e. M^o Odeon. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; jeudi, à 19 h 30 ; dimanche à 15 heures. Tél. : 44-61-36-36. Durée : 1 h 20. De 30 F à 170 F. Jusqu'au 30 juin (spectacle en espagnol sous-titré en français).

théâtre d'un point de vue nouveau. Mais ce n'est pas le plus important. Les gens que j'ai appelés resteront au côté de Georges Lavaudant, qui dispose d'un instrument en bon ordre de marche. L'Odeon ne faisait pas de tournées ? Il est allé jusqu'à New York. L'Odeon ne faisait quasiment pas de production ? Il est devenu un outil de production performant. L'Odeon appartenait à la Comédie-Française ? Aujourd'hui, il

- Qu'allez-vous faire, maintenant ?

- J'ai désormais un bagage qui me servira pour le nouveau Lluïre de Barcelone. Je pourrais en faire un endroit vraiment différent, commencé une fois encore presque de zéro. Par ailleurs, je voudrais me lancer dans la réalisation de films.

Propos recueillis par Olivier Schmitt

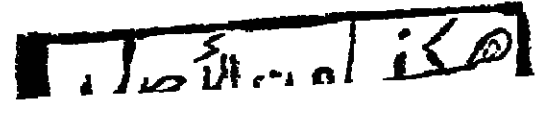
DÉPÊCHES

■ **DANSE** : le Ballet de l'Opéra de Paris se produira au Metropolitan Opera de New York, du 24 juin au 3 juillet. Deux spectacles sont au programme : *La Bayadère*, dernière chorégraphie de Rudolph Nureyev avant sa mort et *Le Parc* du chorégraphe franco-albanais Angelin Preljocaj, sur une musique de Mozart. Ce déplacement, d'un coût de 2,5 millions de francs est financé par une subvention de 250 000 francs du ministère des Affaires étrangères, et le soutien de mécènes, surtout américains, notamment de Philip Morris.

■ **THÉÂTRE** : le festival d'Avignon renonce, pour des raisons financières, à l'exposition *50 ans de théâtre, mémoires du festival d'Avignon*, qui devait se tenir du 10 juillet au 3 août. Organisée par le Centre national du théâtre (CNT) avec la collaboration de l'association Jean-Vilar, cette manifestation devait être financée à hauteur de 1,7 million de francs par la Ville d'Avignon. Celle-ci ayant retiré sa participation, Bernard Fauré d'Arcier, directeur artistique du Festival, a décidé de reporter l'exposition à 1997, et de la replacer par la reprise de l'exposition *Antoine Vitez*, qui avait été présentée dans la cité des Papes en 1994.

■ Le premier « Forum du théâtre européen » aura lieu à Saint-Étienne les 21, 22 et 23 juin, à l'invitation du Conseil général de la Loire, du ministère de la culture et de la Convention théâtrale européenne que préside Daniel Benoit, directeur du Centre dramatique national de Saint-Étienne. De nombreuses personnalités du monde artistique et politique de dix-sept pays européens participeront aux débats qui seront animés par Alexandre Adler, rédacteur en chef de *Courrier international*, Jacques Rigaud, PDG de RTL, et Rudolf Rach, directeur des Éditions de l'Arche. Ils porteront sur deux thèmes : un « état des lieux » de la création théâtrale et un séminaire intitulé « Le prince, le comédien, le spectateur : le miroir est-il brisé ? ». Tél. : (16) 77-25-01-24.

■ **INDUSTRIES MUSICALES** : Jacques Demarçay a été élu président de la Sacem, lors de l'assemblée générale du 12 juin. Les auteurs, compositeurs et éditeurs de musique membres de la Sacem ont également renouvelé leur conseil d'administration. Aux côtés de Jacques Demarçay, siègeront Georges Barrier, Jack Dieval, Gérard Davoust (vice-présidents), René Denoncin (trésorier) et Michel Rivgauche (secrétaire général). Seule exception dans un conseil d'une grande stabilité, Étienne Roda-Gil fait son entrée parmi les 19 membres du conseil d'administration.



GUIDE CULTUREL

Luc Le Masne sur tous les fronts

Le compositeur présente une fantaisie vocale et son grand orchestre



DIFFICILE de situer musicalement Luc Le Masne. Proche du jazz, étranger, quand il s'entoure régulièrement de solistes identifiées au genre. Intéressé par la musique contemporaine aussi, au travers de certaines recherches sur les rythmes, les phrasés ou des séries rythmiques. Compositeur moderne en tout cas, car Luc Le Masne s'est toujours montré attentif, avec Bekkumernis, puis avec Terra Nova, à une écriture qui regarde vers l'avenir. On pourra entendre deux projets récents : *Eden*, « fantaisie vocale sur la Genèse » écrite pour les neuf voix d'Anima avec des textes de Jean-

François Goyet qui se prêtent à bien des jeux ; *Terra Nova*, superbe grand orchestre atypique qui jouera six compositeurs du jazz d'aujourd'hui : Claude Barthélemy, David Chevallier, Laurent Dehors, Serge Lazarevitch, Michel Musseau et Luc Le Masne.

★ ANIMA : L'Européen, 5, rue Blot, Paris-17^e. M^{re} Place-Clichy. 21 heures, les 18, 19 et 20. Tél. : 43-87-97-13. De 80 F à 110 F. TERRA NOVA : Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16^e. M^{re} Passy. 20 heures, le 21. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Afrique n'était comédie avec Antonio Dolo. Théâtre international de langue française (parc de la Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. Mo Porte-de-Pantin. Le mardi 18, à 21 heures. Tél. : 40-03-92-95, 35 F et 50 F.

La Botte et sa chaussette, mise en scène de Jean-Yves Lazzarini, Michel Dubois et Lucien Marchal, avec Michel Dubois et Lucien Marchal. Artistic-Athénaïs, 45, rue Richard-Lenoir, Paris-11^e. Mo Voltaire. À partir du 20 juin. Le jeudi 20, mercredi 26, jeudi 27, à 21 h 15 ; le vendredi 21, mardi 25, vendredi 28, mardi 2 juillet, à 19 heures ; le samedi 22 et samedi 29, à 17 heures ; le dimanche 23, à 14 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 45. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 21 juillet.

Juste un cri de Serge Poncelet, mise en scène de Serge Poncelet, avec Marguerite Bertoni, Mylène Bui, Magali Gras, Charlotte Léo, Caroline Le Tac, François Pilon, Arthur Ribeiro, Charles Uly et Omar Yam. Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Paris-11^e. Mo Boulevarde-Montreuil. À partir du 18 juin. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

Raymond Devos avec Hervé Guillo (pianiste). Salle Jacques-Brel, 164, avenue Galliéni, 93 Fontenay-sous-Bois. Les jeudi 20 et vendredi 21, à 20 h 30. Tél. : 48-75-44-88. Durée : 1 h 30. 130 F. Spectacles internationaux de langue française. Théâtre international de langue française (parc de la Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. Mo Porte-de-Pantin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 21 heures. Tél. : 40-03-92-95, 35 F et 50 F.

Les Deux Gentilshommes de Molière, mise en scène de Jean-Yves Lazzarini, Michel Dubois et Lucien Marchal, avec Michel Dubois et Lucien Marchal. Artistic-Athénaïs, 45, rue Richard-Lenoir, Paris-11^e. Mo Voltaire. À partir du 20 juin. Le jeudi 20, mercredi 26, jeudi 27, à 21 h 15 ; le vendredi 21, mardi 25, vendredi 28, mardi 2 juillet, à 19 heures ; le samedi 22 et samedi 29, à 17 heures ; le dimanche 23, à 14 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 45. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 21 juillet.

Juste un cri de Serge Poncelet, mise en scène de Serge Poncelet, avec Marguerite Bertoni, Mylène Bui, Magali Gras, Charlotte Léo, Caroline Le Tac, François Pilon, Arthur Ribeiro, Charles Uly et Omar Yam. Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Paris-11^e. Mo Boulevarde-Montreuil. À partir du 18 juin. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

Raymond Devos avec Hervé Guillo (pianiste). Salle Jacques-Brel, 164, avenue Galliéni, 93 Fontenay-sous-Bois. Les jeudi 20 et vendredi 21, à 20 h 30. Tél. : 48-75-44-88. Durée : 1 h 30. 130 F. Spectacles internationaux de langue française. Théâtre international de langue française (parc de la Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. Mo Porte-de-Pantin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 21 heures. Tél. : 40-03-92-95, 35 F et 50 F.

Les Deux Gentilshommes de Molière, mise en scène de Jean-Yves Lazzarini, Michel Dubois et Lucien Marchal, avec Michel Dubois et Lucien Marchal. Artistic-Athénaïs, 45, rue Richard-Lenoir, Paris-11^e. Mo Voltaire. À partir du 20 juin. Le jeudi 20, mercredi 26, jeudi 27, à 21 h 15 ; le vendredi 21, mardi 25, vendredi 28, mardi 2 juillet, à 19 heures ; le samedi 22 et samedi 29, à 17 heures ; le dimanche 23, à 14 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 45. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 21 juillet.

Juste un cri de Serge Poncelet, mise en scène de Serge Poncelet, avec Marguerite Bertoni, Mylène Bui, Magali Gras, Charlotte Léo, Caroline Le Tac, François Pilon, Arthur Ribeiro, Charles Uly et Omar Yam. Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Paris-11^e. Mo Boulevarde-Montreuil. À partir du 18 juin. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

Raymond Devos avec Hervé Guillo (pianiste). Salle Jacques-Brel, 164, avenue Galliéni, 93 Fontenay-sous-Bois. Les jeudi 20 et vendredi 21, à 20 h 30. Tél. : 48-75-44-88. Durée : 1 h 30. 130 F. Spectacles internationaux de langue française. Théâtre international de langue française (parc de la Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. Mo Porte-de-Pantin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 21 heures. Tél. : 40-03-92-95, 35 F et 50 F.

Les Deux Gentilshommes de Molière, mise en scène de Jean-Yves Lazzarini, Michel Dubois et Lucien Marchal, avec Michel Dubois et Lucien Marchal. Artistic-Athénaïs, 45, rue Richard-Lenoir, Paris-11^e. Mo Voltaire. À partir du 20 juin. Le jeudi 20, mercredi 26, jeudi 27, à 21 h 15 ; le vendredi 21, mardi 25, vendredi 28, mardi 2 juillet, à 19 heures ; le samedi 22 et samedi 29, à 17 heures ; le dimanche 23, à 14 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 45. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 21 juillet.

Juste un cri de Serge Poncelet, mise en scène de Serge Poncelet, avec Marguerite Bertoni, Mylène Bui, Magali Gras, Charlotte Léo, Caroline Le Tac, François Pilon, Arthur Ribeiro, Charles Uly et Omar Yam. Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Paris-11^e. Mo Boulevarde-Montreuil. À partir du 18 juin. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

Raymond Devos avec Hervé Guillo (pianiste). Salle Jacques-Brel, 164, avenue Galliéni, 93 Fontenay-sous-Bois. Les jeudi 20 et vendredi 21, à 20 h 30. Tél. : 48-75-44-88. Durée : 1 h 30. 130 F. Spectacles internationaux de langue française. Théâtre international de langue française (parc de la Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. Mo Porte-de-Pantin. Du mercredi 19 au samedi 22, à 21 heures. Tél. : 40-03-92-95, 35 F et 50 F.

SELECTION

Angelo, tyran de Padoue de Victor Hugo, mise en scène de Magdeleine Heimann, avec Philippe Bompard, Joanne Genin, Christine Goddard, Frédéric Leconte, Pascaline froy, Frédéric Sauvage. Poitiers, 45, rue Richard-Lenoir, Paris-11^e. Mo Voltaire. Le mardi 18, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 2 heures. 80 F et 150 F. Jusqu'au 21 juillet.

De Serge Kribus, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Michel Aumont, Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

Le Chant des chants mise en scène de Patrick Haggag, avec Jean-Louis Thamin, avec Muriel Solovy, Alain Libolt, Christophe Allwright, Vincent de Bourard, Eric Maréchal, Nicolas Delpeyrot, Jean-Marie Galet, Yasmine Moudil, et Jérôme Robert. Compagnie Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris-6^e. Mo Saint-Sulpice. Les mercredi 19, vendredi 21, samedi 22, mardi 25, mercredi 26, vendredi 28, samedi 29, à 21 heures. Tél. : 43-55-38-32. Durée : 1 h 30. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 31 juillet.

en alternance Agnès Adam, Catherine Aymere, Djamel Barak, Paula Brunet-Sanche, Sophie Caffarelli, Dominique Chais, Gérard Cherqui, Marie Collins, Flaminio Corcos, Delphine Crubezy, Philippe Dormoy, Emmanuelle Drouot, Jean-Frédéric Ducassa, Simon Elbaz, Hervé Falloux, Jean-Claude Fernandez, Sophie Guiter et Nathalie Grauvin. Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris-6^e. Mo Odéon, RER Luxembourg. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, dimanche, lundi, à 17 heures. Tél. : 44-41-36-36. Durée : 1 h 45. 50 F. Jusqu'au 30 juin.

Colombe de Jean Anouilh, mise en scène de Michel Aumont, avec Geneviève Page, Michel Fagadau, avec Geneviève Page, Jean-Paul Rousillon, Valérie Karsenti, Gabriel Cattand, Jean-Pierre Moulin, Jean Rougerie, Josiane Levêque, Yannick Soulier, José Paul et Patrice Bachet. Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Théâtre de la Proposition, 3, cité Souzy, Paris-11^e. Mo Boulevarde-Montreuil. À partir du 18 juin. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

En cas de meurtre de Carol Oates, mise en scène de Lucienne Hamon, avec André Ferrel, Maurice Barrière et Lionel Astier. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Mo Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Cleli. Du mardi 18 au samedi 22, le mardi 25, à 20 h 30 ; le mercredi 26, le jeudi 27, à 17 heures. Tél. : 43-68-99-30. Durée : 1 h 45. De 70 F à 100 F. Jusqu'au 21 juillet.

Jean-Pierre Vincent, avec Catherine Sauval, Thierry Hancisse, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Jean-Baptiste Malraux, Cécile Brune, Malik Faroum, Samuel Le Bihan, Laurent d'Ole, en alternance Olivier Dautrey ou Eric Ruf et Thibault de Montalembert ou Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Michaël, Igor Tyczka, Andrzej Seweryn, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, Paris-1^{er}. Mo Palais-Royal. Les mercredi 19, vendredi 21, lundi 24, mardi 25, à 20 heures. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 h 30. De 25 F à 175 F. Jusqu'au 21 juillet.

BAC 1996

Dès la fin des épreuves
retrouvez les corrigés sur Minitel

3617 LMPLUS

Menace sur les quotas audiovisuels

La réglementation sur la télévision et le cinéma, défendue par la France, subit les attaques des partisans de la libéralisation des investissements

■ PRESSE : Serge July, PDG et directeur de la publication de *Libération*, indique dans un texte publié mardi 18 juin dans le quotidien, qu'il était nécessaire de « clarifier les fonctions de direction de telle sorte que le PDG-directeur de la publication exerce pleinement ses fonctions d'arbitrage et ses responsabilités en terme d'orientation, de résultat et de stratégie ». « Jus- qu'à présent l'exercice également les fonctions de directeur de la rédaction. Désormais il s'agit d'une fonction à part entière (...) et de plein droit », continue le PDG du quotidien, en indiquant qu'il a « choisi Laurent Joffrin » pour ce poste (*Le Monde* du 18 juin). La nomination de l'ex-directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* doit être ratifiée par les journalistes de *Libération* mercredi 19. Serge July confirme que Pierre-Jean Bozo, « artisan du redressement du journal », quitte *Libération* et « sera remplacé très prochainement » et que Jeanne Villeneuve, nommée un temps directeur général et directeur délégué de la rédaction, a dû renoncer à ces fonctions.

■ RADIO : le groupe Havas a vendu sa participation de 19 % dans Capital Radio, premier groupe radiophonique privé britannique, cette participation a été cédée pour 93,3 millions de livres soit environ 745 millions de francs, ce qui représente pour le groupe français une plus-value de 200 millions.

■ Le conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient d'autoriser la distribution sur les réseaux câblés français d'un nouveau service de programmes radio numérique, Music Choice Europe, élaboré en Grande-Bretagne par des filiales européennes de Time Warner, Sony et General Instrument. Ce bouquet compte 60 canaux de programmes musicaux thématiques diffusés 24 heures sur 24 sans publicité.

LA FRANCE est favorable à la libéralisation des investissements étrangers, mais n'accepterait pas que le libre-échange mette en danger des règles qui protègent les producteurs de cinéma et de télévision. Telle est la position défendue par Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, dans les discussions qui ont lieu actuellement à l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), pour la mise en place d'un Accord multilatéral sur les investissements (AMI).

Entamées il y a un an, ces négociations visent à favoriser la circulation des investisseurs étrangers et à supprimer les subventions accordées aux seuls producteurs nationaux, au détriment des étrangers installés localement. La France, qui a abattu des pans entiers de ses protections légales ces dix dernières années, se voit aujourd'hui un acteur dynamique de ces discussions, sauf sur un point particulier : l'éternel problème des subventions au cinéma et des quotas de diffusion obligeant les télévisions à consacrer un pourcentage de leur temps d'antenne aux œuvres françaises et européennes.

Cette « exception culturelle » que la France et l'Union européenne ont obtenue après tant de difficultés en 1993, lors des discussions du GATT, est directement menacée par l'AMI. Pour les Européens, il s'agit d'établir des quotas de diffusion qui favorisent les producteurs nationaux au détriment des producteurs étrangers

(américains notamment), et de distribuer des subventions aux seuls producteurs de cinéma français, à l'exclusion des autres.

Les négociateurs américains qui avaient échoué, voilà deux ans, à banaliser le secteur audiovisuel à travers le GATT tentent aujourd'hui d'atteindre cet objectif à travers l'OCDE, en obligeant les pays membres à renoncer à toute protection particulière dans le secteur culturel. Les nouveaux membres comme la République tchèque ou la Hongrie subissent ainsi des fortes pressions de la part des Etats-Unis pour mettre fin d'eux-mêmes à leur régime de quotas audiovisuels.

AVEC LE CANADA ET LA BELGIQUE Depuis un an, la France se bat pour introduire cette « exception culturelle » au sein de l'OCDE. Elle est plutôt isolée. Ses seuls soutiens sont le Canada, qui souhaite voir reconduite par l'OCDE la clause d'exception culturelle obtenue en 1993 au sein de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), et la Belgique, restée fidèle à ses positions de 1993.

Pour les professionnels de l'audiovisuel et du cinéma, ces discussions sont importantes : elles doivent permettre à la fois de protéger l'existant tout en préservant l'avenir. Les innovations technologiques se traduisent aujourd'hui sur les marchés avec une telle rapidité que le risque est grand de voir les nouveaux services et réseaux (autoroutes de l'information, réseaux satellitaires, etc.) rendre ca-

duqués les protections réglementaires des industries culturelles. L'Union européenne qui, dans le cadre du GATT, avait réclamé et obtenu, pour chaque pays membre, le droit de faire évoluer sa réglementation dans le secteur de la culture sans tenir compte des règles du commerce international, court le risque de voir ce privilège battu en brèche.

D'autant qu'au sein de l'Union européenne, les soutiens au gouvernement français sont plutôt rares. La renégociation difficile de la directive « Télévision sans frontières » bute aujourd'hui sur la mauvaise volonté des Allemands, des Britanniques et des Néerlandais, sans parler des Espagnols, qui ne souhaitent pas rendre la politique des quotas plus consistante (*Le Monde* du 13 juin).

Résolue à défendre ses producteurs de cinéma et de télévision, la France compte désormais sur le Parlement européen, pour amener en novembre la nouvelle directive, et, dans le meilleur des cas, y mettre son veto.

Le maintien des particularités linguistiques et culturelles sera d'autant plus difficile à préserver dans l'avenir que le nouveau cycle de négociations qui doit débiter au sein de l'Organisation mondiale pour le commerce (OMC, qui a succédé au GATT) à partir de 2000, subira aussi les attaques des Etats-Unis, ces derniers souhaitant éliminer toutes entraves à l'expansion de l'industrie audiovisuelle.

Yves Mamou

Des auditeurs africains se mobilisent pour éviter la fermeture de Channel Africa

JOHANNESBURG

de notre correspondant L'annonce de la fermeture, pour raisons budgétaires, de Channel Africa, la radio sud-africaine diffusée en ondes courtes à travers l'Afrique, a provoqué une mobilisation internationale en faveur de la chaîne. Auditeurs, associations humanitaires et même des radios concurrentes comme Radio-France-International ou La Voix de l'Amérique, multiplient les messages de soutien et les interventions auprès du gouvernement pour sauver Channel Africa.

Longtemps honnie comme étant l'instrument de propagande du régime de l'apartheid sur les ondes africaines, la radio est devenue, depuis 1992, une chaîne d'informations contribuant à une ouverture impartiale et pluraliste de l'actualité sur le continent.

Diffusée en plusieurs langues d'Afrique australe, Channel Africa constitue une source d'informations indépendante, pour les populations des pays de cette région, soumis au régime des médias d'Etat. La radio produit également des programmes d'éducation dans le domaine de l'agriculture, de la nutrition et de la lutte contre le sida.

Les programmes qu'elle diffuse en font un relais de l'action des organisations humanitaires dans les pays les plus pauvres du continent africain. Channel Africa, qui émet aussi en anglais, en français et en portugais, compte en tout quinze millions d'auditeurs dans les différentes régions où elle est captée.

Progressivement, la radio a su se faire une place dans le concert des autres chaînes à vocation internationale diffusées en Afrique. Mais le gouvernement ne semble pas avoir été sensible à cette transformation. Le ministère des affaires étrangères a déclaré, récemment, ne plus avoir les moyens de financer la radio. Channel Africa fonctionne pourtant avec seulement 37 millions de francs par an.

BUDGET PETIT, MAIS RENTABLE

Un investissement minime et rentable pour un pays dont toute la politique étrangère consiste désormais à vouloir jouer un rôle important sur le continent. La « Nouvelle Afrique du Sud » ne cesse de développer ses liens économiques avec les autres pays africains et fonde sa volonté de leadership régional sur un discours de défense de la démocratie et des droits de l'homme. Autant d'ambitions pour lesquelles Channel Africa constitue un support idéal.

La mobilisation internationale pour sauver la chaîne a surpris et embarrassé le gouvernement. Elle pourrait l'amener à revoir sa position. C'est du moins ce qu'espèrent la centaine de journalistes de Channel Africa, permanents basés à Johannesburg et correspondants à travers le continent. Le gouvernement doit se prononcer de façon définitive sur le sort de la radio, dans les prochains jours.

Frédéric Chambon

TF 1

12.50 A voir d'ici. Magazine.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour.
14.30 Dailies. Feuilleton.
La petite chérie / Papa.
15.25 Hawaii police d'Etat.
Pénit.
Série.
16.30 Une famille en or.
17.15 Football.
En direct de Newcastle.
Euro 96. Groupe B :
France-Bulgarie :
17.30, Coup d'envoi : 18.15.
Mi-temps : 18.30.
2^e Période. Spécial sport
(195 min). 29335390
19.30 Météo.
20.00 Journal.

20.20

FOOTBALL
En direct de Lorient.
Euro 96. Groupe A :
Pays-Bas-Angleterre :
20.30, Coup d'envoi : 21.15, Mi-temps : 21.30, 2^e Période. Spécial sport. Tierce : 22.25, Résumé du match Suisse-Suède (130 min). 55349825

22.30

LE DROIT DE SAVOIR
Présenté par Charles Villeneuve.
Rouley : la vie secrète d'un aéroport (90 min). 03128
Quarante-deux mille personnes travaillent dans les cuisines de l'aéroport. Les feux de l'actualité éclairent souvent les personnes volantes, mais qu'en est-il des « rampants » ?
0.00 Les Rendez-vous de l'entreprise.
D. Pinau-Vallencien, président de Schneider.
0.35 L'Europe jeunesse. Téléfilm de Vittorio de Sisti. 3.30 Journal. Météo. 3.25 Médiavestures. 3.30 et 4.25 TF1 nuit. 5.00 Musique. 5.05 Histoire naturelle.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial.
(France 2 du 13/6/96)
21.30 Perfecto.
21.55 Météo.
des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques.
(France 2 du 12/6/96)
23.50 Viva.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

21.25 A l'Est.
du sang sur la neige.
(9/10) De la collaboration à la résistance.

France 2

12.10 et 17.20, 22.35
Un livre, des livres.
12.20 et 4.05 Pyramide.
12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.30 Les Routiers. Série.
14.50 Le Renard. Série.
15.55 et 5.05 La Chance aux chansons.
Le poète et la chanteuse : Chelon-Croisille.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.30 C'est cool. Série.
Couleurs parisiennes.
18.05 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.20 et 0.45 Studio Gabriel.
Invité : Maxime Le Forestier.
19.39 Journal.
A cheval. Météo.

20.55

JERSEY GIRLS
Film de David Burton Morris avec Janet Gertz, Molly Price (1991, 95 min). 2934080
Une comédie tournant au conte de fées moderne, mais évitant la standardisation habituelle de ce genre de productions.

22.45

VINGT ANS A MADRID
Documentaire de Michel Housier (90 min). 2944012
Reprise d'une série de reportages sur la jeunesse, réalisés dans différents pays. Le documentaire de ce soir est un inédit tourné à Madrid.
23.35 Journal. Bourse. Météo.
23.55 Euro 96. Magazine.
1.20 Crash-Record. Court métrage.
1.30 Le Corbusier. 2.30 La Vie privée des plantes. Les grandes voyages (réf.). 3.30 Unité. L'an dans les capitales : Budapest la jeune. 3.45 24 heures d'infos.

Paris Première

21.00 Jean-Edem's Club.
21.55 Premières loges.
22.25 Le Bal.
Film d'Elisabeth Svala (1983, v.o., 110 min). 30480050

France Supervision

20.30 Du rififi à Panama.
Film de Denys de La Pédrolle (1960, v.o., 95 min). 30522553

France 3

12.35 Journal. Kimi.
13.10 Arnold et Willy. (2/2).
13.40 Beau fixe.
Invité : R. Charlebois.
14.30 Félix le chat.
14.48 Le Magazine du Sénat.
14.58 Questions au gouvernement.
En direct de l'Assemblée nationale.
16.10 Je passe à la télé.
16.45 Les Minikéums.
17.45 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
Le Chem. Jeu.
de Richard Canivell.
19.35 Le 19-20.
de l'information.
19.08 Journal régional.
20.05 Ça si la chanson. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

JONGLEURS, ACROBATES, CLOWNS :
ROIS DE LA PISTE
Clique. Présenté par Sergio et Tilly (115 min). 733799
22.45 Journal. Météo.

23.20

COULEUR PAYS
Programme des treize télévisions régionales (90 min). 2927457
Au programme de Qu'est-ce qu'elle dit Zazie ? sur Paris Ile-de-France, les réseaux littéraires sur Internet et une présentation de jours de manifest de Michel Field. Invités : Octavio Paz et Michel Polac.
0.30 Sans-Chêne (réf.). 1.20 Sideways (réf.). 1.35 Les Incorruptibles. L'économie. Un économiste de la nuit. Projets pour améliorer les profits de l'industrie de whisky. Série.
1.25 Musique. 2.30. 2^e nuit. de Beethoven, par Anne Gastinel, Violoncelle, Pascal Godard, piano (25 min).

Ciné Cinéma

20.30 Les Casse-pieds.
Film de Jean Dréville (1948, v.o., 75 min). 98176418
21.45 Prisonniers de Satan.
Film de Lewis Miliotte (1944, v.o., 100 min). 36980970
23.25 Fantômes.
Film de Jean Sacha (1946, v.o., 80 min). 51381708
0.45 La Beauté d'Hippolyte.
Film de Giancarlo Zagni (1982, v.o., 90 min). 87950797

Ciné Cinémas

20.30 Un étrange voyage.
Film d'Alain Cavalier (1981, 95 min). 4429031
22.05 Més Daisy et son chauffeur.

La Cinquième

13.25 Attention santé. 13.30 Dédicé magazine.
14.00 Un collier de feu. Prévoir les problèmes (34).
15.00 Arrêt sur images. 16.00 Plans de vol. Derniers pionniers (6/5). 16.30 Le Réseau des méfiers. 17.00 AIX. 17.30 Mon héros préféré. Rastignac présenté par Yann Queffelec. 17.45 Choc sur cinq. 18.00 La Magie du climat. Splendeur du ciel (7/1). 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950.
Court métrage (65'). La Réponse, de Roy Kellon avec David Niven (30 min). 4825
19.30 7/12. En direct de Moscou. Et l'argent dans tout ça ? Reportage : c'est la lutte fiscale ; les maîtres des investisseurs (30 min). 3206
20.00 Archimède. L'hypnose, arnaque ou vrai remède ? nouveau regard sur la schizophrénie (30 min). 3457
20.30 8/12 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE :
UN ENFANT EST MALADE
Documentaire de D. Chebarrat (60 min). 1085700
A l'instinct Curie, à Paris, un service accueille les enfants malades du cancer. Ce documentaire, dont la version longue est sortie en salles en 1995, sous le titre La Vie est immense et pleine de dangers, rapporte les paroles de Cécile.

21.45

SOIRÉE THÉMATIQUE :
ROSSELLINI
OU L'AMOUR DU RÉEL
proposé par Claude Jean Philippe.
21.50 8/12. Film italien de Roberto Rossellini (1946, v.o., 120 min). 11738488
L'œuvre historique et humaniste par excellence, témoignage d'un pays ravagé par la guerre et la dictature, et d'un peuple survivant aux ruines et à la misère.
23.35 Roberto Rossellini, un Prométhée transalpin. Documentaire (55 min). 291370
Itinéraire professionnel et personnel du père du néoréalisme.
0.50 Lumière boréale. Documentaire de Peter Mettler (réf.). 85 min).

21.55

Film de Bruce Beresford (1989, v.o., 100 min). 98542234
23.45 Le Dernier Samaritain.
Film de Tony Scott (1991, 105 min). 60486673
1.30 Le Vent de la colère.
Téléfilm de Fiedler Cook (1987, 100 min). 70988703

Série Club

20.20 L'Étalon noir.
Sur les traces de Pony Bronson.
20.45 (et 23.45) Jake Cutter.
Coup de tonnerre.
21.30 Madame et ses fics.
L'affaire du cœur.
22.30 La Famille Addams.
On n'a reconnu.
23.00 (et 1.00) Wolff.
police criminelle.
Réféc.

Canal Jimmy

21.00 Friends.
C'est qui singait.

M 6

12.30 Docteur Quinn, femme médecin. Série.
13.25 Jet mortel.
Téléfilm de Jorge Monreal, avec Linda Gray, Leon Russom (88 min). 1138298
Un couple enquêté sur la mort de leur fils, un étudiant, tué lors d'un "bizzutage".
15.00 Drôles de dames.
Kelly entend des voix. Série.
16.30 Hit Machine. Variétés.
17.00 Indaba. Série.
17.30 Studio Sud. Série.
18.00 Les Anges de la ville. (1/2) Série.
19.00 Caraïbes ombre.
(2/2) Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série.

20.50

LOIS ET CLARK, LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN
Série, avec Tom Hanks.
Vive les héros, avec Tony Curtis (60 min). 8085678
Chassés-croisés (40 min). 8085283

20.50

UN INDIEN DANS LA VILLE
Film de Hervé Palau (1994, 86 min). 389061
Un cadre stressé part pour l'Amazonie afin de régler son divorce avec sa femme. Il y découvre un fils...
22.00 Flash d'information.

22.50

UN CŒUR POUR VIVRE
Téléfilm de Sander Starn (88 min). 4573488
Alors qu'un couple apprend que son bébé à naître n'a aucune chance de survie, un autre vit dans l'espoir de trouver un cœur qui permettrait à son enfant, dont la venue au monde est imminente, de survivre. Un plaidoyer pour le don d'organe.
0.35 Les documents de Zone interdite.
2.25 Best of 100 % français. Musique. (1992, 96 min). 7186830
Documentaire : Jacques Bré (55 min). 4.30 Culture prob. Magazine (25 min).

22.50

LES OMBRES DU CŒUR
Film de Richard Attenborough avec Anthony Hopkins (1995, v.o., 126 min). 3406457
En 1952, un professeur de littérature à Oxford, quinquagénaire, célibataire onduleux, rencontre une jeune romancière, juive américaine, il est attiré par elle mais hésite à lui déclarer son amour...
0.15 Ulysse contre Hécube.
Film de Mario Caiano (1962, 96 min). 7186830
1.50 Les Truffes.
Film de Bernard Nauer (1995, 83 min). 5586873

22.50

UN CŒUR POUR VIVRE
Téléfilm de Sander Starn (88 min). 4573488
Alors qu'un couple apprend que son bébé à naître n'a aucune chance de survie, un autre vit dans l'espoir de trouver un cœur qui permettrait à son enfant, dont la venue au monde est imminente, de survivre. Un plaidoyer pour le don d'organe.
0.35 Les documents de Zone interdite.
2.25 Best of 100 % français. Musique. (1992, 96 min). 7186830
Documentaire : Jacques Bré (55 min). 4.30 Culture prob. Magazine (25 min).

22.50

LES OMBRES DU CŒUR
Film de Richard Attenborough avec Anthony Hopkins (1995, v.o., 126 min). 3406457
En 1952, un professeur de littérature à Oxford, quinquagénaire, célibataire onduleux, rencontre une jeune romancière, juive américaine, il est attiré par elle mais hésite à lui déclarer son amour...
0.15 Ulysse contre Hécube.
Film de Mario Caiano (1962, 96 min). 7186830
1.50 Les Truffes.
Film de Bernard Nauer (1995, 83 min). 5586873

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Nicky et Gino. Film de Robert M. Young (1988, 115 min). Avec Ray Liotta, Eugene Luchiano. Drame.
6.45 Collis qu'on n'a pas eue. Film de Pascal Thomas (1980, 105 min). Avec Daniel Ceccaldi. Sketches.

TMC

20.35 L'Atarctide. Film d'Edgar G. Ullmer (1961, 95 min). Avec Hugué Haerent. Aventure.

Eurosport

17.30 Football.
En direct. Euro 96.
Match du Groupe B (120 min). 334038

19.30 Football

20.30 Football.
En direct. Euro 96. Groupe A : Pays-Bas - Angleterre. Au stade de Wembley, à Londres (120 min). 175944

22.30 Football

0.00 Football. Dernière marche du groupe B (90 min).

Radio

France-Culture

19.00 Agora.
Jean-Marie Colombani (De la France en général et de ses dirigeants en particulier).
19.35 Perspectives scientifiques.
Les mondes possibles : avec Jean-Jacques Jacquet (2).
20.00 Le Rythme et la Raison.
Week-end, le roi dans (2).
20.30 Archipel sciences.
Alain Esterle (Organisation de la recherche et conformisme scientifique) / Yves Jeanneret (Écrire la recherche).
21.32 Grand angle (réf.). Les phobes du Bonheur.
22.40 Nuits magnétiques. L'Art brut (1).
0.05 Du jour au lendemain. Alain Larcher (Prison du temps). 0.50 Co- da. Arles O'Day. The Jerned of jazz (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (réf.). La musique au l'écoute des conciles (4) : 2.02. Entretien avec François Mauriac (5) : 3.02. L'Arrière-guerre des immigrés : 1920-1940 (4) : 4.31. Nous tous chacun : 5.18. Milan Rindars.

France-Musique

20.30 Concert.
Association française pour le patrimoine musical. Donné à 6 juin, salle Gaveaux, à Paris, par le Quatuor Debussy : Arbanes oubliés pour piano, d'Eschsch ; Quatuor n° 4, de Dandia ; Quintette pour piano et cordes n° 3, Faure ; Œuvres de Schmitt, Caplet.
22.30 Musique pluriel.
Mahler-Lieder, de Sofar, par l'Orchestre de chambre du théâtre Lyria, dir. Joseph Pato ; Œuvres de Debussy.
23.07 Ainsi la nuit.
Œuvres de Mahler, Beethoven, Berwald.
0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Bach (Aurich), van Beethoven (Aurich), Tosti, copolera (Aurich), Carliano (Eras-Union). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique.
La cor romantique. Symphonie n° 31 Hornsgrail (Avec espoir de cord), de Haydn, par le Concerto Musiciens de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt ; Trio avec cor op. 40, de Brahms, Rudolf Serkin, piano, Michael Tres, violon, Myron Bloom, cor / Lullengraben, prélude de Fauré III, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Karl Böhm ; Des kusben Wunderhorn : 4 lieder, de Mahler, Anne-Sophie von Oer, mezzo-soprano, Ralf Gothoff, piano ; Œuvres de R. Strauss, L. Schumann, von Weber.
22.20 Les Soirées... (nuit). Concert enregistré le 28 janvier, au Théâtre Grévin, par Pieter Mispeltier, violoncelle. Œuvres de Bach. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

■ Signifié dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-
■ Multidiffusion
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classique.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Troisième volet, sur TF 1, du travail de Jean-Michel Carré sur la prostitution.
Deux ans d'enquête sur les rapports des prostituées avec leurs enfants. Confiance et pudeur

D'ABORD il y a Sytyve: «Moi toute seule, Je n'ai pas honte que ma mère tapine. Parce que c'est ma mère. Si j'avais pas vécu ça, j'aurais pensé autrement, que c'était débile, que ça allait me rendre fou, que ça allait me pousser vers l'immoral...» Puis, Caheutheine: «Quand j'étais petite, Je ne disais, qu'est-ce-qu'elle fait maintenant comme boulot? Elle va voir des hommes pour de l'argent. Ça se limite à ça. Mais quand tu grandis, tu vois que tu deviens adulte, tu comprends mieux, et ça fait mal.» Et encore Josephine: «Moi, j'en ai pas honte. Je me mère. Je suis fière, elle fait ça pour nous faire vivre, mais je ne peux pas en parler.»

Durant cinquante-deux minutes le fait est suffisamment rare pour être signalé - rien ne vient perturber les témoignages. Pas le moindre commentaire, pas la plus petite musique d'ambiance, pas l'ombre d'une question de relance. Seuls comptent les mots que prononcent ces filles et leurs mères, Marie-Jo, Momo et Louise.

Lorsque Jean-Michel Carré, le réalisateur de ce documentaire, décide de donner la parole à ces couples mère-fille, il ne se contente pas de demi-mesures. Cet auteur de fictions (notamment *Vieillesse*, *Je vous aime*, sorti en salles en début d'année) et de documentaires, qui a beaucoup travaillé sur les femmes emprisonnées, toxicomanes et maintenant prostituées, s'efface devant ces dernières, qui sont aussi des mères ; devant ces filles qui parlent de leur métier et de leur mère.

Pour atteindre ce degré d'intimité avec ces femmes, pour qu'elles

acceptent, mères et filles, de livrer à la caméra le secret de leurs relations, on mesure le travail qu'a dû effectuer Jean-Michel Carré. Car la confiance qu'elles font au réalisateur - ainsi que le respect qu'il leur manifeste - transparaît à chaque séquence.

SPHÈRE PRIVÉE
Deux années durant, Jean-Michel Carré a travaillé avec des prostituées pour réaliser trois films. Le premier consacré à ces femmes, *Les Trottoirs de Paris*, a été diffusé sur TF 1 en juin 1994. C'est en tournant ce premier volet qu'il a été amené à suivre « la ronde de

eu deux, de pères différents. « J'ai eu un enfant à l'âge de seize ans. Un coup de foudre qui n'a pas duré. Et le deuxième quelques années plus tard. Mais le père est mort. Je me suis dit : "Maintenant, il y a trois solutions. Ou mes filles crévent de faim, ou je les mets à la DASS, ou je me vends. J'ai choisi la troisième solution". »

CONTRADICTIONS
L'avenir n'est qu'angoisse. Leur crainte majeure est que leurs enfants aient la même vie qu'elles : « Le pire qu'il pourrait m'arriver, déclare Momo, qui s'est prostituée durant vingt ans, c'est que mon fils se retrouve en prison et ma fille sur le trottoir. Ça me tuerait. »

Les filles, elles, se débattaient au milieu des contradictions. Elles n'ont pas « appris » que leurs mères se prostituaient. Un jour, elles l'ont « compris ». Elles ont aussi dû composer avec le regard des autres, de ceux qui ne sauraient tolérer une telle façon de vivre. Elles ont dû mentir. Elles ont échappé à l'enfance de leur mère, marquée par le malheur, les coups et parfois les sévices sexuels. En revanche, elles partagent leur vie d'adulte, rongée par l'alcoolisme, la drogue, la misère ou encore la maladie. Car le sida rôde autour de ces familles. À la fin du tournage, Louise, séropositive, est décédée.

Michèle Aulagnon
★ « Grands reportages : Prostituées et cœurs de mères », TF 1, mercredi 19 juin à 22 h 50.

par Agathe Logeart

VOilà, le Sidaction est un flop. Les chiffres, même s'ils ne sont pas encore définitifs, ne laissent pas croire à une plaie au doute. Sept ou dix mois de nos enregistrés qu'il y a de la demande, deux fois moins de candidats que de spectateurs, c'est une déroute. Le grand spectacle n'a pas fonctionné, l'argent n'est pas rentré, et il a bien fallu trouver un coupable. Unanimentement montré du doigt par les chaînes de télévision qui n'aiment pas que l'on vienne cracher dans la soupe qu'elles s'étaient donné tant de mal à préparer, Act Up, le plus virulent, le plus dérangeant des acteurs de la soirée, porte le chapeau.

Le visage du coupable est celui de Christophe Martet, président de l'association. On se rappelle comment ce jeune homme aux yeux clairs, comme délavés, avait brusquement fait basculer la soirée mouillée des larmes de la compassion en jetant à la figure des organisateurs dépassés, du ministre de la culture qui n'en pouvait mais, et des télespectateurs ébahis, son cri de colère fort maiséant. Le coup de théâtre était bien dans la manœuvre de cette association, provocatrice, désespérée, excessive aux yeux de beaucoup. Alors que défilèrent les images d'enfants atteints du sida, les « bonnes » victimes qui ne pouvaient que susciter la commisération et sur lesquelles on comptait pour favoriser un automatique réflexe vers le carnet de chèques du téléspectateur sollicité, Christophe Martet avait choisi une stratégie de rupture.

Il y avait, estimait-il, d'autres malades à « promouvoir ». Des

malades moins recommandables, ces « *manuvriers* » victimes, les oubliées, les négligées, les méprisées : étrangers en situation régulière que l'on expose sans état d'âme, détenus, toxicomanes, homosexuels qui fournissent le plus lourd contingent de morts depuis le début de l'été. Le ton, les mots émanent d'un chef de file du « *Pays de merde ! Assassin !* », les insultes crachées contre lui venant éclabousser le ministre et mis mal à l'aise, même si le coup des militants d'Act Up avait toutes les apparences de l'incident couru d'avance. C'est à partir de ce moment, nous explique-t-on au jourd'hui, que les promesses de dons se seraient mises à chuter. Act Up avait gâché la fête, la communion de la solidarité, et rompu la ronde des bons sentiments. Les organisateurs le lui feraient vraisemblablement payer d'une exécution.

Non contents de s'être fait les porte-parole de victimes moins télogéniques que d'autres parce que considérées comme responsables de leur contamination du fait de leur comportement à risque, donc un peu coupables au fond d'être malades, les militants d'Act Up se retrouvent stigmatisés à une deuxième fois. La télévision, à la notable exception de France 2, plus nuancée, a choisi pour justifier son échec de pointer du doigt le trouble-fête. C'est évidemment plus commode que de s'interroger sur la fonction même de cette grande opération de charité où s'étale la bonté auto-proclamée, et sur son adéquation aux mille visages du drame du sida.

Radio

France-Culture

19.33 Perspectives scientifiques
Les Mammes Rousses, avec les musiciens Anger G.

20.00 Le Rythme et la Raison.
Les musiciens, le roi d'ars (M).

20.30 Tire ta langue.
L'Explication de textes.

21.30 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique, du Canada, du Japon, 23.40 Commentaires des radios productrices de langue française. Le télegrapher et sa passion: René Lemaire. Une émission de 15 minutes.

22.40 Nuits magiques.
L'Art brut G.

6.05 Du Jodel au pendulaire. Michel Violette (Les Ames du pendulaire). 01.05 Code. Anis d'Oxy: The Jodelist and the Pendulum. 02.05 Les Français Culture (rediff.). La musique au service des conciles (2/3). 2.01 Les Français Culture (rediff.). 2.05 Les Français Culture (rediff.). 2.36. Argentine: Les Immigrants.

Jean-Pierre Faye.

19.03 Domaine privé.
De Maurice Béjart,
chorégraphe.

20.00 Avant-concert.

20.30 Concert.
Donné en direct du Victoria
Hall, à Genève, par l'Orchestre
de la Suisse romande, dir.
Heinz Holliger : Quatre Pièces
pour orchestre op. 12, de
Bartók ; Concerto pour

de Goubaidouline ;
Symphonie n° 4, de R.
Schumann.

23.07 Ainsi la nuit.
Œuvres de Beethoven, von
Dehtmayr, R. Szarlus.

0.00 Jazz vivant. Retour au festival
Banneux Bleues avec les orchestres
de Didier Levaillet, Pino Minafra,
Dave Burrell, Missia Mengelberg.
Seve Cohen et le Jettro Groupa et
Craig Harris. 1.00 Les Nuits de
France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Concert enregistré le 12
février, à l'Opéra Comique,
par la Grande École et la
Chambre du Roy, dir.
Jean-Claude Malgouère. Derail
Les Ragin, contre-ténor.

**Les films sur
les chaînes européennes
RTL 9.**

CD - CD Rom - Vidéos
50 000 CD et CD Rom

23 000 vidéos
(envoi à domicile)

3615 LEMONDE

► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

■ On peut voir.

■ ■ Ne pas manquer.

■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou
classique.

♦ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

Le pont François

par Pierre Georges

CE N'EST PAS le tout de construire des ponts, encore faut-il les baptiser. Vit-on jamais, sauf dans des villages, un pont s'appelle le Pont ?

A Blois donc, depuis octobre 1994, on est dans le sord. Cette année-là, François Mitterrand inaugura le troisième pont de la ville, un bel et bon ouvrage sur la Loire, digne de tous éloges, mais anonyme. Car l'inauguration n'est pas un baptême. Ce pont ne pouvait rester sans nom et l'on convint d'en trouver un au plus vite. Le maire, Jack Lang, avait bien sa petite idée sur la question. Et lors de l'inauguration, il avançait l'idée et le soubait, rapporte l'AFP, de voir ce troisième ouvrage porter « le nom d'un François ». Il ne précisait pas davantage sa pensée qui eut pu passer pour courtoise. Mais chacun avait compris ou cru comprendre la transparence du propos. En toute hypothèse, il fallait attendre pour accéder à ce désir que de l'eau coule sous ce pont neuf comme sous ses deux aînés.

Arriva 1996 et un premier tour de table, en commission permanente au sein du conseil général. Il y fut décidé, verbalement, que le dit pont s'appellerait effectivement François et même François Mitterrand. Le choix était établi et sans querelle encore. Puis vint vendredi 14 juin, en conseil général, l'instant du vote. Car aussi bien tout doit finir et commencer, même le nom des ponts, par un vote.

La décision aurait pu se faire à main levée, dans un choix d'enthousiasme. Mais il se trouve que la majorité de droite du conseil demandait un vote à bulletin secret, l'affaire étant d'histoire si non d'Etat. C'est qu'un pont et son nom sont plutôt faits, du moins veut-on le croire, pour durer un

moment et résister aux atteintes du temps.

On vota donc. Surprise, on s'aperçut qu'un François pouvait en cacher un autre. Seize voix se portèrent sur François Mitterrand. Dix sur François I^{er}, hôte fameux du Blois et bâtisseur de Chambord. Une voix s'éleva sur le patronyme du pourtant très méritant président du conseil général, Roger Goemaere. Et enfin un bulletin blanc signifia l'incapacité d'un votant à trancher en ce cruel dilemme.

Donc au finish et avec quelques voix de droite, François-Touton l'avait emporté sur François 1515. A quoi tiennent les choses ? Si tout si l'on sait que, par quelque saxonnerie littéraire, Jack Lang dans un même élan trouva un pont pour son François préféré et prépare un livre sur l'autre, le 1^{er}. Bref, l'histoire de Blois et du Blois était passée. Comme une grande nouvelle ne va jamais seule, nous apprimes qu'un anti-quaire venait lui de mettre la main sur l'armure présumée de Jeanne d'Arc. C'est du moins ce qu'il affirme, dur comme fer. Aucune raison de ne pas le croire. Aucune raison non plus de le croire. Les experts expertiseront la sainte antiquaille, passeront la chose au carbone 14 et autres joyeusetés météorologiques. Et ils diront.

Simplet, dans un sord de contribution à la très véridique histoire de l'armure de Jeanne, nous tenons à signaler que, pour les mémorialistes, l'armure offerte par Charles VII à la Pucelle était comme le cheval d'Henri IV, notablement blanche. Une seule question alors. Mais de poids : quelle est la couleur de l'armure blanche de Jeanne d'Arc, retrouvée ces jours-ci ?

Marc Ladreit de Lacharrière réorganise le groupe Fimalac

LA REFORME et la simplification du groupe Fimalac, contrôlé et dirigé par Marc Ladreit de Lacharrière, arrive à son terme. A l'issue d'une procédure complexe, les actionnaires des trois holdings Lille-Bonnières et Colombes (LBC), Alsip et Clai (Comptoir Lyon Alémand, Louvet) ont approuvé, lundi 17 juin, leur fusion. Désormais, le groupe Fimalac ne comprendra plus que trois sociétés cotées contre six auparavant. Ces trois sociétés sont : Fimalac SA, née de la fusion approuvée lundi, et devenue la holding de tête du groupe, Centenaire Blancy, filiale à 61 % de Fimalac SA, et Sefimac (immobilier), détenue indirectement à 31 % par Centenaire Blancy. Fimalac SA sera cotée sur le marché à règlement mensuel de la Bourse de Paris à partir du 24 juin.

C'est la fin d'un processus entamé au début de l'année (Le Monde du 28 février) qui vise à permettre une identification claire du groupe et de

ses métiers. Cette simplification devenait nécessaire : le groupe réalisait aujourd'hui plus de la moitié de son chiffre d'affaires (plus de 8 milliards de francs) hors de France et a besoin d'être connu et reconnu par des investisseurs et partenaires étrangers. Fimalac SA contrôle en direct la quasi-totalité des activités industrielles et de services à l'industrie (74 % du chiffre d'affaires) et Centenaire Blancy regroupe les activités dans la communication et l'immobilier.

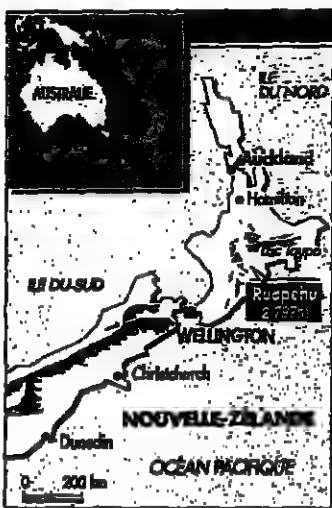
Les fleurons dans l'industrie du groupe sont notamment Engelhard-Clai, le numéro un mondial des applications industrielles pour les métaux précieux, et LB Chimie, le numéro un européen de stockage de produits chimiques. En matière de communication, Fimalac détient, entre autres, la Sofres, Valeurs actuelles, le Journal des Finances. Fimalac est aussi actionnaire du Monde.

L'éruption du volcan néo-zélandais Ruapehu bloque l'aéroport d'Auckland

La saison touristique de l'hiver austral pourrait être compromise

POUR la deuxième fois depuis le mois de septembre 1995, le volcan néo-zélandais Ruapehu est entré en éruption, entraînant, à nouveau, la fermeture de l'aéroport international d'Auckland. Comme en 1995, le panache de vapeur et de cendres, poussé par le vent, s'est dirigé vers l'ancienne capitale néo-zélandaise, située 300 kilomètres plus au nord, dont les pistes ont été fermées, conformément aux règles de l'aviation civile. La même mesure a été prise pour quatre autres aéroports situés dans le panache.

Le mont Ruapehu, qui culmine à 2 797 mètres, en plein centre de l'île nord de l'archipel néo-zélandais, se trouve sur une « zone de subduction » particulièrement tourmentée où la plaque Pacifique se glisse sous la plaque Indo-australienne. Ses éruptions sont donc fréquentes. La dernière en date a débuté lundi 17 juin, après neuf mois de repos seulement. Une sé-



de d'explosions violentes qui, écrit le correspondant local du quotidien britannique The Times, « ont projeté dans les environs des ro-

chers de la taille d'un réfrigérateur », et entraîné la formation d'un panache haut d'une douzaine de kilomètres.

Les habitants de la ville voisine de Tauranga, dont les rues ont été recouvertes de cendres, ont reçu la consigne de rester chez eux. L'éruption n'a fait aucune victime, mais la saison touristique, qui devait débuter samedi 22 juin, avec l'hiver austral, semble compromise pour les stations de ski proches du volcan.

L'aspect spectaculaire de l'éruption est dû à la composition des laves du Ruapehu. Ces dernières, de type andésitique, comportent un taux important de silice et sont très visqueuses, explique Jean-Louis Cheminée (Institut de physique du globe de Paris). Les gaz magmatiques s'échappent donc très difficilement, provoquant des éruptions fortement explosives.

J.-P. D.

Le nouveau gouvernement indien annonce une cure d'austérité dans le secteur public

Des licenciements et des gels de salaires sont prévus

LE NOUVEAU gouvernement indien de Front uni - coalition d'une quinzaine de parties de gauche et de centre gauche (dont les deux partis communistes) et de groupes régionaux - a annoncé, lundi 17 juin, l'adoption d'un programme de limitation du déficit budgétaire à 4 % du PIB au lieu de 6 % actuellement. Il entend obtenir ce résultat grâce à une diminution sensible des dépenses publiques.

Le ministre des finances, Palanippan Chidambaram, a notamment indiqué, dans une déclaration de politique économique précédant le débat budgétaire, qu'il n'exclut pas de procéder à de larges licenciements dans le secteur public, généralement tenu pour pieux, et de geler les salaires des fonctionnaires, autres que militaires. Tous les programmes impliquant des dépenses feront l'objet d'un examen critique, et ceux tenus pour « improductifs » ou « de faible priorité » devront être écartés, avant le 1^{er} septembre.

« La prudence en matière de dépenses est la clé d'une inflation basse, de niveaux de prix stables et d'une croissance rapide », a expliqué M. Chidambaram, qui fut l'un des artisans de la politique d'ouverture lancée, en 1991, par le gouvernement de l'ancien premier ministre Narasimha Rao. Le chef du

gouvernement, Deve Gowda - dont les chances de longévité sont considérées comme faibles par la plupart des observateurs -, avait indiqué, dimanche, dans une adresse télévisée à ses concitoyens, qu'il entendait mener l'Union au niveau des « tigres » asiatiques, en facilitant la modernisation par un large recours aux investissements étrangers.

« UNE BONNE CHOSE » Le programme de la nouvelle équipe a été salué par les milieux industriels. « C'est une bonne chose. Toute tentative pour limiter les dépenses est un pas dans la bonne direction », a déclaré M. V. Raghuraman de l'association des chambres de commerce et d'industrie indiennes. Une autre fédération de Chambres, la FICCI, s'est montrée plus prudente : elle a exprimé l'espoir que « la lettre et l'esprit de ces directives seraient respectés ». La Confédération des industries indiennes (CII), quant à elle, a souhaité que le gouvernement mette au point un plan pour éviter que les entreprises publiques déficitaires ne continuent de peser sur les finances publiques.

Le gouvernement de M. Gowda est arrivé au pouvoir, le 1^{er} juin, après que les nationalistes hindous du BJP, en tête aux élections légis-

latives d'avril-mai, avaient échoué à réunir une majorité parlementaire pour soutenir le cabinet de Atal Vajpayee. Le parti du Congrès, qui a dirigé l'Inde de manière presque ininterrompue depuis l'indépendance en 1947 a décidé de soutenir de l'extérieur le nouveau gouvernement.

Paul Silvani

Un conseiller municipal corse interpellé dans une affaire de meurtre

AJACCIO

de notre correspondant

Dans l'affaire de l'assassinat de Michel Casanova, commis fin avril 1995 à Ajaccio, une quatrième interpellation a eu lieu, dimanche 16 juin. Elle concerne un conseiller municipal de Sartène (Corse du Sud), élu en juin 1995 sur la liste Corsica Nazione. En s'élevant contre les interpellations effectuées le 12 juin, dans cette affaire, de trois de ses militants à Sartène, la Conculita nazionalista s'est-elle voulu donner une dimension politique à un événement qui, selon les enquêteurs, n'est qu'une affaire de strict droit commun ou bien les protéger, simplement « du bout des lèvres », selon l'expression d'un des enquêteurs ?

L'assassinat est survenu, indique-t-on, dans le contexte d'une série de vols à main armée. Le ou les assassins (ont) utilisé une Renault Espace qui a été retrouvée dans un quartier de la ville. L'enquête établit alors que le véhicule a été volé à Sartène, et elle permet, semble-t-il, d'identifier les auteurs présumés. Ceux-ci, Jean-Orso Quilichini et Michel Nicolai, sont donc interpellés le 12 juin et, à l'expiration du délai de garde à vue, mis en examen pour vol aggravé. Ils auraient laissé dans un camping le véhicule, dont un troisième individu devait prendre livraison. Quant à la troisième personne interpellée le 12 juin, Jean-François Quilichini, père de Jean-Orso, elle avait été placée sous mandat de dépôt à Ajaccio pour détention d'arme prohibée. Jean-François Quilichini avait été candidat aux municipales de juin 1995 à Sartène sur la liste Corsica Nazione.

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

GRANDS INGENIEURS

Marcel Dassault

Les années "Mirage"

Ingénieur et industriel, Marcel Dassault a marqué l'histoire de l'aéronautique mondiale. Revivez l'histoire des "Mirage", depuis la création des prototypes jusqu'à la mise au point définitive.

DES HISTOIRES RICHES EN DÉCOUVERTES

Le Monde des livres

Spécial été

Dans Le Monde du jeudi 20 juin, date 21

Les sujets de philosophie du baccalauréat technologique

APRÈS leurs condisciples des séries générales (Le Monde du 18 juin), les 167 864 candidats au baccalauréat technologique ont planché, lundi 17 juin après-midi, sur l'épreuve de philosophie. Elle est identique pour les séries STT (tertiaire), STI (industrielle), SMS (médico-sociale), STL (laboratoire).

● Amiens, Lille, Rouen, Créteil, Paris, Versailles

1) L'homme est-il raisonnable par nature ? 2) L'art nous détermine-t-il de la réalité ? 3) Commentaire d'un texte de Kant sur le rôle de l'autorité politique

● Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Limoges, Orléans-Tours, Poitiers, Rennes, Nantes

1) Tous les problèmes peuvent-ils

avoir une solution technique ? 2) La conviction d'avoir raison fait-elle obstacle au dialogue ? 3) Commentaire d'un texte d'Alain sur l'ordre et la liberté

● Besançon, Dijon, Grenoble, Lyon, Nancy-Metz, Reims, Strasbourg

1) L'homme a-t-il besoin de l'art ? 2) Le droit ne fait-il que traduire un rapport de forces ? 3) Commentaire d'un texte de Bergson sur la conscience

● Aix-Marseille, Corse, Montpellier, Nice, Toulouse

1) Peut-on échapper aux exigences de la conscience ? 2) Le droit a-t-il pour seul but de pacifier les relations humaines ? 3) Commentaire d'un texte de Rousseau sur la liberté et la loi

INÉDIT. Le FAIT FRANÇAIS dans le monde. Tome II

LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ

(suite de la « France 3 » superpuissance). Ressources, économie des 43 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont bien des prolongements territoriaux des États riverains (France : 2^e domaine territorial mondial). Structure des États d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, confédération franco-africaine (40 nations), ACTI (40 nations), et la possible UDELF (Union des États de langue française : 43 nations). 250 p., 98 F. (Tome I : 90 F. Les deux tomes : 140 F. franco). Franco chez l'auteur.

lais kland omise

Un conseiller municipal corse interpellé dans une affaire de meurtre

ALACCIO

Plusieurs jours après la condamnation de la femme de l'homme assassiné, le conseiller municipal de l'île de Corse, Jean-Claude Basso, a été interpellé par la justice dans une affaire de meurtre. Basso, 45 ans, est un homme politique corse, ancien conseiller municipal de l'île de Corse, et ancien conseiller régional de Corse. Il a été interpellé par la justice dans une affaire de meurtre, après avoir été condamné à la prison à perpétuité pour avoir tué son épouse. Basso a été condamné à la prison à perpétuité pour avoir tué son épouse, après avoir été condamné à la prison à perpétuité pour avoir tué son épouse.

ES CAHIERS

SCIENCE & VIE

ANDS INGENIEURS

Marcel Dassault

es années "Mirage"

ingénieur et industriel, Marcel Dassault a marqué l'histoire de l'aéronautique mondiale. Revivez l'histoire des prototypes jusqu'à la mise au point définitive.

DES HISTOIRES RICHES EN DÉCOUVERTES

RECLASSEMENT

Ex-salariés en quête d'employeurs page IV



TRIBUNE

par Emmanuel Borgues page IV

Le Monde des INITIATIVES

MERCREDI 19 JUIN 1996

EMPLOI



ANNONCES CLASSÉES

de la page V à la page XIV

DANS INITIATIVES MÉTIERS

DU 25 JUIN

Gestionnaires de cliniques privées



L'intégration des jeunes est toujours un moment délicat. Pour eux comme pour les entreprises

Les premiers pas dans la vie active

En se présentant pour un entretien d'embauche dans une banque de grande tradition, l'impressionnant, un jeune diplômé, n'avait de cesse de démontrer ses capacités professionnelles. Il argumentait donc pour faire valoir ses connaissances, donnait à deviner son dynamisme, et soulignait, montrant combien il était acquis aux conceptions modernes du management.

Ce fut son erreur, et son interlocuteur ne tarda pas à lui dire vertement, avant de refuser sa candidature, pourquoi irraisonnable. « Vous n'avez pas le profil maison, lâcha le responsable du recrutement. Nous avons ici des valeurs auxquelles nous tenons beaucoup et auxquelles vous ne vous êtes pas référés. » Mortifié, le jeune homme venait de comprendre à ses dépens que l'on n'aborde pas une entreprise d'importation comment ni avec son dossier pour seul véhicule. « Je savais tout cela, pourtant, s'exclama-t-il plus tard. Cette banque a toujours voulu se tenir à part et met en avant sa culture antidémocratique. »

Des mésaventures de ce genre, il s'en produit continuellement. Et tout spécialement à cette saison-ci, entre la fin de l'année scolaire ou universitaire et la rentrée, quand les jeunes essaient de faire leurs premiers pas dans la vie professionnelle autrement qu'en « touristes », pour un stage d'été. A cette occasion, ils découvrent un autre visage de l'entreprise, plus sévère, plus exigeant, et qui ne pardonne surtout rien. Aussi, la moindre faiblesse est sanctionnée, et les démissions sont alors à la hauteur des espoirs mis dans une intégration réussie sans coup feint dans le monde jusqu'à présent inconnu du travail.

Que cela se produise encore aujourd'hui à l'heure où l'on croit que la pratique du stage de connaissance du milieu professionnel s'est, en effet, largement banalisée au cours de ces dernières décennies. Il y a des tristes, maintenant, que les élèves des grandes écoles ou des universités sont rompus à l'exercice de l'immersion temporaire dans l'univers de l'entreprise et qu'ils ont appris à s'y repérer. De la même manière, les po-

litiques de rapprochement entre l'éducation nationale et les entreprises commencent à porter leurs fruits. Initiées à partir de 1989, pour les filières techniques et professionnelles, elles touchent maintenant près de 700 000 lycéens ou collégiens par an, pour plus de trois millions de semaines de stages qui posent cependant de sérieux problèmes d'accueil aux entreprises.

Malgré cela, le passage de l'un à l'autre demeure délicat. D'expérience, les jeunes constatent d'ailleurs qu'il existe une marge entre la situation d'observateur, qui a été la leur pendant leur scolarité, et celle de demandeur potentiel qui devient leur lot quand ils cherchent activement à se faire embaucher. Avant, ils pouvaient prendre leur temps dans l'exécution d'une tâche, ils ne subissaient pratiquement pas de pression, et la communauté de travail, conciliante, leur prodiguait des conseils ou leur accordait une aide. Dès que la perspective change, la relation se modifie. On leur demande d'être productifs, il leur faut suivre le rythme imposé et, plus brutalement, ils sont jugés sans excuse. Là où on pou-

vait encore tolérer le dilettantisme, l'entreprise, mais aussi les collègues exigent de la compétence, et également de l'implication.

Ce dur rappel aux réalités s'accompagne aussi de découvertes transformatrices. Au fil des stages, et au fur et à mesure de leur objet, il faut quitter la zone de l'insouciance relative pour saisir les enjeux de la présence au travail, puis mesurer le caractère aléatoire de cette relation. C'est ainsi que commence, si ce n'est pour tous, du moins pour une majorité de plus en plus importante de jeunes, cette longue période de la galère où il faudra alterner des périodes d'emploi avec des moments décourageants de non-activité.

Quand ces épreuves se terminent, il faut encore s'initier à des rites nouveaux pour le meilleur comme pour le pire. D'autant qu'il y a des erreurs à ne pas commettre et qui nuisent d'emblée à une bonne intégration. S'il faut ne pas se tromper d'entreprise, ou comprendre qu'il puisse y avoir un décalage entre les vertus qu'elle professe et la réalité de ses pratiques, encore convient-il d'observer, de se livrer à une lente acclimatation

de plusieurs semaines avant d'avoir saisi tous les mécanismes et décrypté avec certitude les coutumes. Là aussi, le moindre faux pas peut se révéler fatal, tandis que certains comporte-

ments spécifiques telles que le costume ou de ne pas tenir compte de la réalité sociologique d'un milieu donné puisse agir comme un facteur d'exclusion. Il y a même des cas, notamment quand on est une femme, où l'objectif d'avoir un bébé ou simplement de se marier avec un collègue relève de la stratégie appliquée à la vie personnelle pour éviter de se trouver condamnée professionnellement.

Mais il ne faut pas se désespérer. Bientôt, les signes d'intégration peuvent venir - et ils viennent - autant des autres salariés que de l'employeur. A un regard, à une marque de confiance, la glace se brise. De l'indifférence on passe aux témoignages de reconnaissance, très liés au statut dans l'entreprise, qui vont de l'incorporation à un groupe, à la fin des déjeuners en solitaire en passant par l'indiscutable « nous » collectif ou, mieux, l'augmentation, qui vaut assomilation.

Qu'on se rassure. De plus en plus d'entreprises, et notamment les plus performantes, se soucient de mettre en place des programmes d'accueil, parfois sophistiqués. Parce qu'elles savent que ces moments sont décisifs à vivre et déterminants pour la suite comme pour l'efficacité du groupe, elles suivent les nouveaux pas à pas, quelquefois pendant deux ou trois ans s'il s'agit de jeunes cadres, et font en sorte que des patrons, des tuteurs ou des conseillers plus âgés facilitent la relation. Et cela, parce que ces entreprises risquent sur la mobilisation de tous autour des mêmes objectifs.

Alain Lebaube

- ▼ De l'art de décrocher et de conserver son premier emploi par **Martine Larocque**
- ▼ La difficile approche de l'entreprise par **Francine Alécovici**
- ▼ Chez Renault, les règles d'or du parcours initiatique par **Christine Robre**
- ▼ Les stages, marchepieds obligés vers le monde du travail par **Philippe Baverel**
- ▼ De grands groupes construisent de véritables parcours d'intégration par **Catherine Leroy**
- ▼ L'intégration par les collègues par **Nathalie Mlekuz**

Lire pages II et III

ments apparaissent rédhibitoires. Dont, en tête de liste, la morgue, la suffisance ou le fait d'afficher en toutes circonstances ses certitudes qui vous vaudront l'immixtion de tous. Encore que les fautes de goût par rapport à des règles non écrites ou, plus simplement, le fait de ne pas se conformer aux usages, aux conven-

L'Ecole Supérieure de Vente SUP DE V

de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles Val d'Yvelines vous propose de devenir

VENDEUR DE HAUT NIVEAU

- Admission : être âgé de moins de 26 ans
- Niveau : Bac + 2 ou Bac + 4
- Durée : 2 ans ou 1 an suivant niveau
- Diplôme : Titre homologué par l'Etat au niveau II ou DESS en partenariat avec l'UPCM Paris VI
- Rentrée : 02.09.96

Votre entreprise vous propose d'évoluer ou vous souhaitez vous reconstruire

- Admission : Technicien ou Administratif, 3 ans d'expérience professionnelle
- Niveau : Bac + 2, bases en anglais
- Durée : 2 ans, soit 700 h. hors temps ouvrable (samedi et soir)
- Diplôme de la CCI de Versailles Val d'Yvelines avec le concours du Centre Régional CNAM
- Rentrée : 12.10.96

Contact : SUP DE V - Véronique MAUX
Tél : 39.10.78.78 - 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Vos talents manquent de place pour s'exprimer

Retrouvez nous en rubrique **Cadres**

Bipe conseil

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

The Link Between Continents Since 1980

114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

MBA Master of Business Administration for International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Autres programmes de l'université : **BACHELOR, DOCTORATE** of Business Administration

- European Information Center :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : (1) 45-51-62-82 - Fax : (1) 45-51-09-08
- 114 Sansome St. San Francisco CA 94104
Tél. : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA @ IUA. EDU

IUA SAN FRANCISCO

De l'art de décrocher et de conserver son premier emploi

Mieux vaut éviter certains faux pas si on veut passer le cap de l'entretien d'embauche ou de la période d'essai

LORSQUE Christophe s'est vu signifier son licenciement, il est tombé des nues. Après huit mois dans un grand groupe de cosmétique française, ce diplômé d'HFC pensait bien en graver les échelons. Mais la direction des ressources humaines a tranché : « Approche trop intellectuelle de votre travail ». Aujourd'hui, le jeune homme s'est reconverti dans la fonction publique. « Je me suis pris les pieds dans le tapis, explique-t-il. Il existe un décalage entre les valeurs d'ouverture, de créativité et de curiosité que prône l'entreprise, et la réalité ». Car celle-ci peut être rude pour ceux qui s'aventurent hors rang.

Les stages sont là pour éviter ce

lectif et réfléchir très tôt à son projet professionnel. On a le droit de dire non. » Un droit difficile à exercer dans un marché de l'emploi rétréci, particulièrement pour les plus faiblement qualifiés. Armelle Rivière, coordinatrice emploi à la PAIO (permanence d'accueil, d'information et d'orientation) de Nanterre, conseille, pour sa part, « de ne pas se décourager, d'avoir confiance en eux et d'attendre, même si les débuts sont décevants ». Trop de contrats d'apprentissage sont rompus « car les jeunes ne vivent pas les premières semaines comme ils l'imaginaient ».

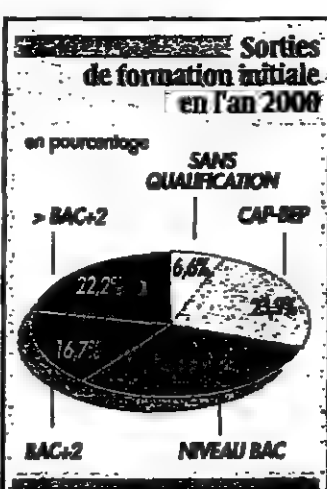
Chaque entreprise a sa personnalité qu'il faut décrypter. Christian Quintard, directeur du personnel de Mitsubishi France, s'occupe d'une

bishi avec la Sécurité sociale », un entretien d'embauche particulièrement raté. « Tout juste si l'ingénieur postulant n'était pas en train de m'apprendre mon métier ». Dans cette société japonaise, qui a choisi la Bretagne pour son respect de la valeur travail et des organisations, on comprendrait probablement mal l'inscription dans un syndicat. D'ailleurs, il n'y en a pas. « C'est plutôt un satisfait qui en doit s'adresser, car nous avons mis en place un système de management qui respecte les hommes », assure le directeur du personnel.

Autre société, autres mœurs. Au CCF, on annonce qu'on ne vous fera pas grief de vous inscrire à un syndicat. On vous en voudra à peine d'avoir abordé la question des avantages acquis lors de l'entretien d'embauche.

« même si c'est toujours surprenant de voir un jeune s'enquérir de l'âge de la retraite ». En revanche, on ne vous pardonnera pas d'afficher vos opinions trotskistes dans une banque d'affaires ou d'avoir troqué le costume bleu marine contre le blue-jean ! « Il faut intégrer la réalité sociologique de l'entreprise, du point de vue vestimentaire et des idées qu'on affiche ».

Directeur des ressources humaines de Chronalloy France, une entreprise américaine spécialisée dans la réparation de moteurs d'avions, Fernand Riort prête une grande attention à l'attitude du postulant lors de l'entretien d'embauche afin de détecter son degré de motivation. Une moue mal venue est un mauvais point, de même qu'un soudain appui de la fiche de paie. Mieux vaut éviter aussi d'avoir répondu à tout, comme « ces candidats, à qui on a dû apprendre une certaine technique de commercialisation de leur savoir ». Un CV de



sept, huit pages apparaît comme présentateur, une lettre d'accompagnement tapée à la machine tra directement au panier. Et si, par bonheur, elle est manuscrite, on commence pas sur le thème « J'ai retenu votre entreprise pour son dynamisme et sa compétitivité ».

Une fois embauché, l'heureux élu devra faire preuve d'un équilibre subtil dans ses initiatives. On ne lui pardonnera pas de rester les bras ballants. Mais il sera déçu d'en faire trop. Il devra faire preuve de disponibilité, ce qui n'est pas uniquement une question de pendule, mais suppose pour l'encadrement « d'être à l'écoute des autres », et pour les opérateurs de savoir établir des priorités dans leur travail et d'accepter une certaine polyvalence. Dernier conseil, mieux vaut éviter de donner - trop rapidement - l'impression à votre chef que vous êtes candidat à sa succession.

Martine Larouche

La difficile approche de l'entreprise

Les immersions dans la vie active font évoluer la vision des jeunes et leurs attentes

LE monde du travail, Chantal, vingt-trois ans, l'a « beaucoup aimé » au cours du stage d'observation d'un mois qu'elle a effectué en 1992, dans le cadre de son BEP de comptabilité. Ensuite, elle a suivi trois autres stages jusqu'à l'obtention de son baccalauréat professionnel. Une fois diplômée, elle a obtenu trois contrats précaires et vécu une longue période de chômage. Lors de chacune de ses expériences, son attitude et sa vision du monde du travail ont évolué. D'observatrice, elle a, au fil des étapes, adopté un comportement de plus en plus « demandeur », tandis que l'entreprise s'est, elle, montrée de plus en plus exigeante. Avec la multiplication des stages durant les études et les difficultés d'entrée dans la vie active, presque tous les jeunes ont, comme Chantal, connu le monde de l'entreprise sous de multiples visages.

Dans la petite société de transport routier où s'était déroulé son premier stage, Chantal estime que l'accueil a été « très bon ». « On s'occupait bien de moi », précise-t-elle. « La comptable m'expliquait ce que je ne comprenais pas et me disait de prendre mon temps ». Nativement, Chantal a pensé que « c'était partout pareil ». Mais elle comprend, d'après les témoignages de ses camarades de classe dont les stages se sont mal passés, qu'il n'en est rien. Son deuxième stage, Chantal l'a effectué au service comptable d'une entreprise de transport de fret de plus de cinquante salariés où elle gère les notes de frais. Cette fois, personne ne contrôle son travail, ce qui l'a étonnée. Mais des collègues l'aident. Les tâches à réaliser se succèdent. Cependant, « on me laissait travailler à mon rythme ». Elle a alors le sentiment d'être « intégrée » dans ce service où elle reviendra six mois plus tard, pour un nouveau stage.

1995, sa dernière année d'étude. Son stage de deux mois a lieu dans un cabinet d'avocats dans lequel elle travaille avec la comptable. « Là, je n'observais plus rien. J'étais une employée qui devait produire ». Quand sa responsable sort d'un placard des « piles de vieux dossiers » pour lesquels il faut établir des factures, Chantal ne réchigne pas. Un contrat de travail est peut-être à la clé. Justement, en milieu de stage, le cabinet lui propose de prendre sur-le-champ le poste d'une secrétaire qui vient d'être licenciée. Chantal accepte. Pourtant son proviseur s'oppose à ce qu'elle interrompe ainsi son stage et lui demande de passer son baccalauréat. Son premier emploi, elle l'obtient en contrat à durée déterminée (CDD) d'un mois, en qualité d'agent hospitalier dans une maison de retraite. L'état d'esprit « hypocrite » du personnel lui déplaît fortement. « Je n'avais jamais vécu ça. Il fallait dire bonjour à tout le monde, sourire... Moi, je faisais mon travail, un point c'est tout ».

Néanmoins, Chantal demande à

prolonger son CDD : « J'aimais bien mes petits vieux ». Et puis, quand on ne trouve pas d'autre travail... Mais la maison de retraite refuse de la garder. Après sept mois de chômage, elle décroche un contrat emploi-solidarité (CES) à La Poste, puis un CDD de trois mois, comme employée de bureau dans une société pétrolière pour laquelle elle travaille toujours. Elle y gère le courrier d'une trentaine d'ingénieurs et fait des photocopies... « Au début, dit-elle, c'était dur. On ne m'avait pratiquement rien expliqué ». Aujourd'hui, elle estime avoir « bien assimilé les choses » et s'entend bien avec ses collègues du secrétariat. « Mais le rythme est "hyperspeed". On n'a pas le droit à l'erreur », Chantal s'accroche. Sa chef, « très exigeante », l'a prévenue qu'il existait une possibilité de monter d'échelon, voire d'être embauchée. Aussi, elle n'a pas bronché lorsque son chef a refusé de lui laisser récupérer des heures supplémentaires, sans motif valable. « Je pense que, si j'avais été stagiaire, je lui en aurais fait la remarque ».

PARCOURS MONCLÉ

Titulaire d'un DESS (bac +5) en ressources humaines, Virginie, vingt-trois ans, a une approche du monde du travail très différente de celle de Chantal, mais son parcours est tout aussi accidenté. En 1991, au cours d'une première année en maîtrise de gestion, elle suit un stage d'observation de deux mois au service financier d'une maison de production de disques. Son arrivée n'est pas préparée, personne ne se charge de l'accueillir. « Je n'ai vu l'entreprise qu'à travers des chiffres. C'était un peu comme une jungle ». Pour sa première année de maîtrise, elle se réoriente vers les ressources humaines. Nouveau stage d'observation à la direction des ressources humaines d'une société pétrolière pour laquelle elle doit réaliser l'audit d'un service. « Je savais que j'allais continuer mes études avec un DESS ensuite. Aussi, je ne me suis pas vraiment impliquée ». Mais elle se sent désormais « plus apte à aller chercher des informations, à comprendre le fonctionnement de l'entreprise ».

Pour son dernier stage, elle doit à nouveau s'occuper de l'audit d'un service dans une autre société. Cette fois, elle « s'implique beaucoup ». « Je sentais l'éventualité d'avoir un contrat à durée indéterminée (CDI) au bout du stage ». En fait, ce sera un CDD de quatre mois. Puis suivra un « faux stage » de trois mois dans un cabinet conseil en gestion de ressources humaines. Elle n'a ni convention de stage ni contrat de travail. Son indemnité, minime, est payée au noir. Mais ses responsabilités sont importantes. « C'est une petite structure où la communication est importante. J'ai l'impression d'être l'un des maillons d'une chaîne ». Un parcours morcelé qui ne lui donne pas une vision globale du monde de l'entreprise. En revanche, elle sait que son choix des ressources humaines est le bon et qu'elle a « envie de s'y réaliser ».

Francine Atzicovici

Maternités à risques

Dans cette société d'audit américaine - une des Big Six -, les embauches ne manquent pas, surtout si l'on est une femme. Tailleuse obligatoire, couleurs discrètes requises, bonne humeur de rigueur, cela va sans dire. « Il faut rentrer dans le moule rapidement, essayer de passer inaperçue, ne surtout pas essayer de briller par son esprit quand on arrive et ne pas s'étonner si l'on vous dit, à 20 heures, que c'est le milieu de l'après-midi », soupire une jeune avocate de vingt-quatre ans. Quant au désir de maternité, il existe une règle - qui va évidemment elle aussi sans dire - selon laquelle on évite de faire des bébés les premières années. « On ne vous mettra pas à la porte des votre retour, mais on ne vous donnera plus de boulot, on ne vous augmentera plus jusqu'à ce que vous vous découragez ».

genre de déconvenues et décoder la culture maison. Et le premier péché originel, l'erreur fondamentale, consiste tout bêtement à se tromper d'entreprise. D'où l'intérêt de jouer cartes sur table dès l'entretien d'embauche. « Il faut être le plus naturel possible, ne pas adopter l'image qu'on croit être recherchée, estime Odile Lasserre, responsable orientation et carrière du groupe ESC Lyon. L'explication aux étudiants qu'il faut être sé-

ualité de production de 300 personnes et d'un centre de recherche et développement près de Rennes (Ille-et-Vilaine). « Nous sommes une entreprise japonaise où l'on ne peut se permettre d'être trop individualiste. Chez nous le "moi, je" ne marche pas. Quelqu'un qui montre trop de quant-à-soi, de certitudes ne fera pas l'affaire. » Il évoque une période d'essai interrompue - « un jeune technicien qui avait confondu Mitsub-

Chez Renault, les règles d'or du parcours initiatique

JEUNE diplômé, vous êtes curieux, passionné de voitures et vous avez l'œil qui brille d'énergie ? Alors vous risquez d'intéresser Renault. Comme le revendique Michel Douzich, responsable du recrutement des ingénieurs et cadres chez le constructeur automobile, « Renault n'est pas une entreprise à sang-froid, la culture produit y est très forte ». Bref, l'enthousiasme est de rigueur. Cette année, le constructeur des « voitures à vivre » devrait recruter quelque 350 ingénieurs et cadres - dont 80 % de jeunes diplômés -, contre 470 en 1995. Les ingénieurs représentent 70 % du total des embauches, loin devant les cadres commerciaux (25 %) et ceux des directions finances et ressources humaines, qui se partagent les 5 % restants.

Une fois recruté dans cette entreprise, qui ne compte pas moins de 59 200 personnes, l'heureux élu doit « faire son trou ». Quelles sont les règles d'or ? Pas de surprise : comme dans toute grande entreprise qui se respecte, le jeune cadre doit avant tout réussir son parcours d'intégration. Chez Renault, cette période s'appelle « parcours d'initiation de carrière » et dure... trois ans. « Durant ses premières années, le jeune doit s'ouvrir le plus possible. A cette fin, il existe quatre types de dispositifs », explique Michel Douzich. Le premier consiste en cinq journées d'information qui visent à donner aux jeunes une vision globale de l'entre-

prise : son histoire, sa situation financière et commerciale, ses grands axes stratégiques, etc. Ces grandes-messes rassemblent les nouveaux bataillons sous services confondus, et il existe d'autres réunions du même type à l'échelle de chaque direction. Seconde étape : une descente sur le terrain, où le jeune cadre effectue un stage ouvrier d'un mois. Troisième support - au sens propre du terme : le conseiller en suivi de carrière. Il est chargé de suivre l'évolution de la nouvelle recrue au cours d'entretiens qui ont lieu au minimum une fois tous les six mois : les deux parties font alors le point sur l'adaptation au poste et à l'environnement et, le cas échéant, elles évaluent une réorientation. Le conseiller peut aussi aider le jeune à mieux cibler ses formations en fonction de ses projets de carrière. C'est le quatrième point : le jeune cadre est invité à suivre deux types de formations, liées d'une part à la culture d'entreprise (connaissance du produit, méthodes de qualité, etc.), d'autre part au poste qu'il occupe.

BAUAGES

Ces quatre baïlles sont complétées par un statut « jeune cadre », sorte de régime de faveur en termes de rémunération : pendant trois ans, les augmentations de salaires - par ailleurs liées à la performance - seront légèrement supérieures à celles des cadres déjà intégrés. Au final, ce par-

cours du jeune combattant n'en laisse-t-il pas quelques-uns au bord de la route ? « En général, notre promesse de départ s'avère juste. A l'arrivée, c'est-à-dire à l'issue des trois ans, seuls 2 % à 3 % des effectifs ont quitté les rangs », assure le responsable du recrutement. « Ces cas types d'échecs sont les jeunes qui ont tendance à se briser sur leurs certitudes et ont de ce fait le nez dans le guidon », poursuit-il. Les premiers de la classe ? On aura compris qu'il s'agit d'individus qui, au-delà de leurs bons profils, sont adaptables et traitent les problèmes en généralistes. Un jeune cadre n'a pas vocation à se spécialiser tout de suite. Mais il existe aussi des indices de bonne intégration : « Je suis toujours agréablement surpris lorsqu'un jeune fait part spontanément de ses impressions à l'issue de son stage ouvrier, alors que les comptes rendus ne sont pas obligatoires. Par ailleurs, il est très instructif d'observer la manière dont les nouveaux recherchent l'information, notamment auprès de la hiérarchie, et tirent les ficelles », conclut Michel Douzich. Là, c'est la qualité des relations, plus informelles, qui fera la différence : Renault pratique aussi les petits déjeuners entre hauts dirigeants et jeunes cadres, durant lesquels, entre deux bouchées de croissant, les seconds planent des nouvelles fraîches et commencent à tisser leur toile.

Clarisse Fabre

Les stages, marchepieds obligés vers le monde du travail

SÉQUENCES éducatives en entreprise, périodes de formation en milieu professionnel... Dans le jargon de l'éducation nationale, les dénominations ne manquent pas pour désigner les stages que la loi d'orientation du 10 juillet 1989 a rendu obligatoires dans toutes les formations professionnelles ou technologiques. Depuis sept ans, tous les élèves préparant un CAP,

un BEP, un bac professionnel ou un BTS (brevet de technicien supérieur), soit 700 000 jeunes pour l'année en cours, sont donc tenus d'effectuer une, voire plusieurs, périodes de stage. Au total, trois millions deux cent quatre-vingt mille semaines de séquences éducatives en entreprise ont ainsi été réalisées en 1992-1993, l'ambition étant d'atteindre six millions en l'an 2000.

D'une durée variable selon les diplômes (douze semaines en CAP, huit en BEP, douze à vingt-quatre en bac pro, six à douze en BTS), ces périodes de formation en milieu professionnel répondent à un double objectif : « Faire acquérir aux élèves des compétences qui ne peuvent l'être qu'en situation réelle de travail et faciliter leur insertion professionnelle future ».

SAGE DE CÉLÉBRITÉ

Aux yeux de Daniel Vimont, à la direction des lycées et collèges au ministère de l'éducation nationale, « la pratique des stages permet de s'assurer que les formations dispersées à l'école correspondent au besoin de l'entreprise : en cela, c'est un gage de crédibilité du diplôme préparé. Mais c'est aussi un bon moyen d'ouvrir la porte du monde professionnel aux élèves, surtout en période de chômage ». Et de se féliciter de la « révolution tranquille » qui s'est opérée, selon lui, dans la relation entre l'école et

l'entreprise : « Il y a vingt ans, l'idée d'envoyer les élèves en stage n'était pas très bien accueillie dans les lycées ».

L'instauration des stages induit aussi une responsabilité nouvelle pour les équipes pédagogiques, puisqu'il importe en effet d'aider les élèves à trouver un stage correspondant à leur spécialité. D'après une enquête réalisée au premier trimestre de l'année 1995-1996, par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) auprès d'un échantillon de 833 lycées, moins d'un établissement sur dix (9,6 %) estime que « la recherche d'une entreprise d'accueil est de la seule responsabilité de l'élève ». En fait, la quasi-totalité des lycées apporportent une aide non négligeable aux jeunes, souvent par l'entremise d'un professeur nommé coordonnateur des stages ou par le biais de fichiers d'entreprises, dont 93 % des établissements sont dotés. « Sans oublier que le ministère de l'éducation nationale est lié par convention à plu-

sieurs grands groupes (Elf Aquitaine, Rhône-Poulenc, EDF-GDF...) qui s'engagent à offrir des stages, académie par académie », ajoute Daniel Vimont. Conclusions de l'enquête : « L'initiative est laissée à l'élève dans un premier temps pour lui apprendre à chercher, à prendre contact, et à se présenter, cette prospection constituant un apprentissage de la recherche d'un premier emploi. L'établissement prend ensuite le relais si nécessaire ».

Plus encore que leurs cadets lycéens, les étudiants se montrent particulièrement friands de stages. Comme dans l'enseignement secondaire, les filières les plus professionnelles recourent à des périodes de formation obligatoires en entreprise. C'est le cas des IUT (instituts universitaires de technologie), des IUP (instituts universitaires professionnalisés), des classes préparant au DESS et des écoles d'ingénieurs. Quant à l'université, elle ne prévoit pas, en principe, de stages obligatoires,

sauf pour les étudiants de technologie industrielle, de langues étrangères appliquées, d'administration économique et sociale et d'information-communication.

Obligatoires ou non, rémunérées ou non, les périodes de formation en entreprise rallient tous les suffrages de la gent étudiante. Si beaucoup utilisent le réseau des anciens (surtout dans les grandes écoles), les bourses aux stages et autres cellules universités-entreprises, les plus débrouillards rédigent par eux-mêmes, dès janvier, des lettres de candidature spontanée, par brassées, qui leur permettront peut-être de faire leurs premiers pas professionnels. « Tous sont convaincus, analyse Jean-François Cuisinier, à la direction générale de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation nationale, que l'expérience professionnelle, aussi brève soit-elle, compte autant que le diplôme pour trouver un emploi ».

Philippe Baverel

FACULTE DE BAYONNE (U.F.P.A.)

D.E.S.S. "JURISTES ET CADRES EUROPEENS"

Objectif : former et spécialiser les cadres d'entreprises et de collectivités publiques à l'action européenne.

Domaines : réglementations et techniques d'intervention européennes applicables aux entreprises et aux collectivités publiques, outils de communication.

Modalités : Enseignements théoriques et pratiques, stage de 8 semaines minimum.

Renseignements et dossiers de préinscription à retirer avant le 21 septembre 1996 à :

Faculté Pluridisciplinaire de Bayonne-Anglet-Biarritz
29-31, Cours du Comte de Cabanis
64100 BAYONNE - Tél : 59.52.50.25 - Fax : 59.63.07.77

Licenciements ou réduction du temps de travail

par Emmanuel Borgues

EST-IL légitime, ou simplement naïf, de s'interroger sur la préférence des chefs d'entreprise pour les licenciements économiques au détriment de la réduction du temps de travail, quand ils sont confrontés à des difficultés économiques ? Il est vrai que, si celles-ci sont d'ordre structurel, le licenciement se justifie, et le code du travail se limite à en atténuer les effets. Si en revanche elles sont conjoncturelles, une réduction du temps de travail (RTT) provisoire devrait permettre aux entreprises d'éviter les coûts associés aux licenciements et aux embauches ultérieures en même temps qu'elle épargnerait aux salariés l'angoisse du chômage ainsi que les aléas d'une réembauche.

L'évolution de la législation semble avoir tenté de contrecarrer cette préférence et chercher à orienter l'arbitrage des chefs d'entreprise vers le RTT. Depuis la suppression de l'autorisation administrative de licenciement en 1986, les obligations des entreprises ont été renforcées pour les licenciements importants (cf. loi du 2 août 1989 et loi « Martine Aubry » du 27 janvier 1993) : obligation de présenter aux représentants du personnel et à l'inspection du travail un plan de reclassement visant à réduire le nombre de licenciements, contraintes quant à l'ordre des licenciements, protection particulière des travailleurs âgés, des personnes chargées de famille particulièrement quand elles sont monoparentales, des travailleurs handicapés. Dans la loi quinquennale pour l'emploi, le gouvernement Balladur a introduit « le temps réduit indemnisé de longue durée » (TRILD), qui améliore le régime du chômage partiel : les salariés perçoivent 50 % de leur salaire pour les heures non travaillées, le coût supporté en partie par l'Etat et par l'Unedic - 25 francs par heure -, sur 18 mois et 1 200 heures non travaillées au maximum, soit la possibilité de réduire le temps de travail jusqu'à 40 %.

Malgré l'alourdissement des

contraintes, et par conséquent des coûts, qui pèsent sur les licenciements, malgré l'allègement du coût de la RTT, il n'y a pas eu de modification significative des arbitrages réalisés par les entreprises. Le chômage partiel, avant le TRILD, n'avait déjà qu'un succès relatif (il n'aurait protégé que 50 000 emplois en équivalent temps plein au cours de l'année de récession 1993). Par la suite, seules quelques grandes entreprises fortement sollicitées par le gouvernement ont mis en œuvre le TRILD (Thomson CSF, Sollac).

Notre propos n'est pas de restreindre le « droit de gérer » du chef d'entreprise, qui peut chercher à réduire définitivement son activité si ses marchés se contractent structurellement, qui peut aussi souhaiter introduire des innovations de produit, de procédé ou d'organisation, ce qui élève le niveau des qualifications requises et en rend d'autres inadaptables. Mais on peut craindre que l'incertitude qui caractérise la situation économique actuelle ne conduise les chefs d'entreprise à privilégier les décisions de court terme et ne braise leurs anticipations en leur faisant considérer comme structurelles des évolutions qui, après coup, se révéleront conjoncturelles.

Or, selon l'Association des directeurs et cadres de la fonction publique (ANDCF), « le licenciement est de loin la mesure d'un plan social qui coûte le moins cher aux entreprises », affirmation vérifiée à fortiori quand les licenciements économiques ne sont pas réalisés dans le cadre et avec les protections d'un plan social, ce qui concerne les trois quarts d'entre eux. Selon nous, toutefois, l'incertitude et les coûts financiers sont insuffisants à expliquer le caractère massif des arbitrages privilégiant les licenciements : les salariés, qui doivent répondre à la question du choix de la sauce à laquelle ils vont être mangés, ne s'opposent guère aux options des employeurs.

Les salariés paraissent en effet peu favorables au chômage partiel, qui leur fait perdre des sommes substantielles dès lors qu'il se pro-

longe. De plus, il est source de tensions dans le collectif de travail dès lors que la RTT est fortement différenciée entre les salariés et qu'un surcroît d'effort est demandé aux services fonctionnels pour soulager les difficultés de l'entreprise. Si l'annonce de licenciements constitue à l'évidence un événement traumatisant, celui-ci est bref (sauf plans sociaux en cascade) et réduit l'incertitude quant au futur, car la nouvelle production « amalgamée » garantit à échéance de quelques trimestres la stabilité d'emploi des salariés non licenciés.

Or, la connaissance précoce de la liste nominative des personnes à licencier - malgré les précautions réglementaires pour que ne soient connus dans un premier temps que le nombre de salariés et les catégories professionnelles visées - peut inciter ceux qui n'en font pas partie, et qui vont par conséquent conserver et leur emploi et leur rémunération, à se désolidariser de leurs collègues menacés. Malgré la divergence d'intérêts, on voit que l'incertitude de l'avenir provoque un risque de « collusion objective » entre salariés et chef d'entreprise, laquelle permet à ce dernier de mettre en œuvre la solution la moins onéreuse de son point de vue. Mais pas nécessairement de celui de l'économie dans son ensemble.

Si la RTT devenait sans ambiguïté la meilleure solution du point de vue des salariés, cette conclusion serait rompue, le contrepoint opposé par les salariés renforcé, les choix des chefs d'entreprise déplaçant au profit d'un meilleur équilibre entre licenciements structurels et réduction conjoncturelle de la durée du travail. Pour cela, contrairement au TRILD, il conviendrait qu'ils ne perdent pas d'argent du fait d'un affaiblissement de la conjoncture générale, et cela indépendamment des problèmes spécifiques à une entreprise ou à un secteur : l'intégrité de leur baisse de revenu due à la RTT serait prise en charge par les finances publiques. Le dispositif retenu, de nature contra-cyclique, pourrait par exemple être endon-

ché quand la croissance du PIB constatée sur deux trimestres successifs serait négative. Il serait démantelé dès que la croissance ex-céderait la croissance potentielle - soit environ 2,5 % par an ou 0,6 % par trimestre - pendant deux trimestres successifs : la prise en charge de la RTT par les finances publiques serait donc progressivement supprimée. Ainsi seraient déconnectés de façon lisible le soutien conjoncturel, qui est du domaine de la puissance publique, et les décisions structurelles, qui sont du ressort des entreprises.

Dans le dispositif que nous proposons, la prise en charge complète de la RTT par les finances publiques, et non pas seulement partielle et avec participation des entreprises, constitue un avantage pour les salariés et pour les entreprises ; et bien entendu également pour l'économie dans son ensemble, si elle réduit le nombre de licenciements sans que ces derniers ne soient simplement retardés. Mais elle dégrade les finances publiques, du moins en apparence, puisque son coût est supérieur aux économies d'allocations chômage associées au nombre de licenciements évités (l'allocation chômage est en effet inférieure au salaire). Il est cependant vraisemblable que le coût net effectif sera faible.

Il y a bien un coût supplémentaire quand les licenciements sont seulement décalés dans le temps, mais il y a au contraire gain quand les licenciements sont durablement évités. Dans ce cas, en effet, la balance des coûts (leur écart par rapport aux allocations chômage) et des coûts élevés (le cumul des allocations chômage - de celle du FNE - qu'il eût fallu jusqu'à leur retraite verser à des salariés qui ont peu de chances de retrouver du travail dans le contexte économique français) peut se révéler au contraire très favorable aux finances publiques.

Emmanuel Borgues est économiste

Conseils de pilotage

DIRIGEANT DE SOCIÉTÉ : UN MÉTIER À RISQUES
de Dominique Miellet et Bertrand Richard
Les Éditions d'organisation, 288 p., 158 F.

L'ACCÈS à la fonction de mandataire social d'une société est « une étape souvent mal préparée : plus de 92 % des dirigeants reconnaissent être insuffisamment avertis et formés sur les risques personnels » qu'elle comporte. Ils n'auront désormais plus d'excuses à faire valoir, car ce livre dit l'essentiel sur les textes qui encadrent leurs responsabilités civiles et pénales, sur les conditions de leur nomination et de leur révocation, ainsi que sur les possibilités de cumuler leur mandat et un contrat de travail - filet de sécurité.

L'exposé juridique s'accompagne d'appels à la vigilance. En effet, « si le dirigeant français est, en pratique, à l'abri de l'action individuelle de ses actionnaires, à la différence de son homologue américain, il peut se voir mis en cause sur le plan civil dans beaucoup plus de cas qu'il ne le pense généralement ». De même, selon les auteurs, il a tendance à sous-estimer les risques d'infractions pénales qu'il peut commettre, car, « bien souvent, il y a une grande divergence de vues entre l'entrepreneur et l'homme de loi », le deuxième « qualifiant de pratiques frauduleuses » ce que le premier considère comme « des actes dynamiques de gestion ». En cause, « l'absence de culture juridique de beaucoup de chefs d'entreprise ». Dominique Miellet et Bertrand Richard leur donnent un cours de rattrapage, avec force conseils sur la manière de remplir leurs fonctions, de piloter un conseil d'administration, de pratiquer la délégation de pouvoirs...

Égalité : la longue marche

PORTRAIT D'EUROPE AVEC DAMES
Cadres CFDT-UCC, n° 372 (76 p., 80 F.)

DE plus en plus présentes sur le marché du travail, de plus en plus nombreuses parmi les cadres, les femmes ne semblent pourtant toujours pas atteindre les sphères dirigeantes. En effet, les numéros un des deux cents plus grandes entreprises sont exclusivement masculins, que ce soit en France, en Allemagne ou au Royaume-Uni. Problèmes de mentalité, de fonctionnement de la société et de l'entreprise... La revue des cadres CFDT pointe ces disparités et montre comment le droit européen défend l'égalité des sexes sur le marché du travail et en matière de protection sociale. Favoriser l'accès des femmes à des postes de responsabilités requiert une « transformation » profonde des méthodes d'organisation du travail et des systèmes de gestion des entreprises afin de trouver cet « équilibre plus satisfaisant entre vie professionnelle et vie familiale, sociale » largement souhaité mais bien peu concrétisé. Ah ! ces réunions « systématiquement placées à 18 heures » qui, bien sûr, « compliquent plus souvent la vie des femmes que celle des hommes ».

Quel rôle pour le consultant ?

L'ART DU CONSEIL
de Jeswald W. Salacuse, éditions du Seuil
(150 p., 119 F.)

« Le monde entier est conseil », affirme d'emblée ce spécialiste américain bardé de références. Heureusement, il est ensuite beaucoup plus précis et prodigue force remarques de bon sens et suggestions sur le rôle et l'intervention du consultant. Elles serviront surtout aux praticiens, mais peuvent aussi intéresser les entreprises qui font appel à eux et qui peuvent jouer un rôle de « client actif ».

Daniel Urbain

Ex-salariés en quête d'employeurs

Victimes du Groupement, une société de vente directe mise en liquidation judiciaire en 1995, ils tentent de s'organiser pour retrouver un emploi

M I-JUIN, l'antenne emploi de Fleury-sur-Andelle (Eure) aura fermé ses portes après huit mois d'existence. A l'évidence, les 110 à 120 personnes qui la fréquentaient régulièrement ne seront pas toutes reclassées à cette date. Fin mai, le bilan serait de « quarante contrats à durée indéterminée, quatre à durée déterminée et quatre projets de création d'entreprises », selon le cabinet UIP Consultants, chargé d'animer cette structure. Un mauvais score. Alors, bien sûr, l'ambiance est parfois morose. Mais on ne baisse pas les bras. Les épreuves que ces « chercheurs d'employeurs », comme on dit ici, ont traversées ensemble les ont visiblement soudés.

Leur ex-employeur, c'était Le Groupement, mis en liquidation judiciaire en novembre 1995 et qui a tant défrayé la chronique. Rebaptisée Cédipac mi-1995, cette société de vente directe fondée en 1988 à Fleury-sur-Andelle figure dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les sectes (Le Monde du 11 janvier 1996). « Nous n'avons rien à voir avec une secte », martèlent ses anciens salariés, qui travaillaient au siège de l'entreprise et non dans le réseau de vente pyramidale, dont les méthodes ont été mises en cause.

Aussi, à leurs yeux, c'est la presse qui a provoqué la chute de Cédipac et les a « cassés », et non leur ancien patron. C'est oublier la mise en examen de certains dirigeants de l'ex-Groupement. En outre, 200 salariés, selon le liquidateur, n'ont pas encore pu récupérer les 4 millions de francs de participation aux bénéfices que Cédipac n'a jamais versés à un organisme de gestion.

Octobre 1995 : 57 licenciements. En novembre, c'est la liquidation. En décembre, 130 nouveaux licenciements. Seuls 96 salariés, sur 283, sont reclassés chez le repreneur, Soladis. Fleury-sur-Andelle, 2 100 habitants, s'en remettra : grâce à la venue du repreneur et au développement d'une autre entreprise, la perte de recettes pour la commune sera « minime, de l'ordre de 200 000 francs », calcule Jean-Claude Remy, le maire (RPR), vice-président du conseil régional de Haute-Normandie.

Mais, pour les ex-salariés victimes du Groupement, c'est une autre histoire. Comment reclasser des personnes qui ont vécu un scénario si peu banal ? Il y a d'abord les difficultés classiques de la recherche d'emploi dans une région en crise. Dans l'Eure, comme dans la Seine-Maritime toute proche, le taux de chômage est supérieur à la moyenne

nationale. Peu qualifiés, les préparateurs de commandes et les conditionneuses ont beaucoup de mal à retrouver du travail. « Il y a surtout des offres de manutentionnaires, de chauffeurs poids lourds, etc., des métiers d'hommes », indique Odile, quarante-huit ans, aide-comptable. En outre les emplois disponibles sont souvent à l'autre bout du département et mal rémunérés. Quant aux « cadres et agents de maîtrise, ils doivent quitter la région », affirme Philippe, trente-sept ans, analyste-programmeur.

ÉTUQUETTE

Ce qui leur pèse aussi, c'est l'étiquette du Groupement ou même de « Cédipac », tout aussi connue dans la région pour sa « mauvaise réputation ». « Les gens du Groupement, on n'en veut pas », leur ont dit certains employeurs. Ce que souligne Danièle, trente-neuf ans, conditionneuse. Face à ces réactions, « le moral retombe à zéro », lâche Béatrice, vingt-cinq ans, secrétaire. Mais, paradoxalement, la nostalgie de ce qu'elles décrivent comme une « entreprise modèle » reprend le dessus. C'est sans doute tout ce contexte qui leur a donné la force de se battre. « Ils venaient de recevoir une douche glacée. Aussi notre volonté a été de rebondir vite

pour créer une dynamique », expliquent Martine Le Gonichec et Pierre-André Bidault, directeurs associés de UIP Consultants. Des sessions de technique de recherche d'emploi sont alors organisées en mêlant toutes les catégories de personnes pour que se crée une cohésion. « Nous avons eu face à nous des gens ouverts à une démarche d'accompagnement et non d'assistance », souligne Pierre-André Bidault. Puis des groupes de six à douze personnes se sont formés pour construire chacun un « projet ». L'un d'eux, baptisé Adrenaline, a fabriqué une carte de vœux contenant six mini-CV. Cette carte, envoyée à 250 chefs d'entreprise, a permis à ces six personnes d'obtenir de très nombreux entretiens. Tous ont retrouvé un emploi, mais parfois en CDD, comme Virginie : « Pour moi, le deuil est fait. Sur mon CV, une expérience vient après celle du Groupement. Il y a une vie ailleurs. » Un autre groupe s'est inspiré d'Adrenaline pour réaliser une disquette informatique contenant cent cinquante CV classés par « compétences » et expédiée à 1 650 entreprises de la région. Jacques, informaticien, a conçu le logiciel. Depuis, le groupe a trouvé des sponsors.

Francine Altzicovici

FORMATION
PROF
SSIONNELLE

**Vous avez un projet ?
créer, reprendre ou diriger
une entreprise**

formation en alternance sur 18 mois
possibilités de rémunération
Diplôme d'Université (bac +3)

ESCAM, Quimper (29) Tél. (16) 98 76 46 46
ESCAM, Bordeaux (33) Tél. (16) 56 99 91 02
ESCAM, La Roche-sur-Yon (85) Tél. (16) 51 36 53 13

FORMATION

■ RÉSEAU INTERNET

Le Crefac, centre de formation, va lancer à partir du 7 octobre le premier cycle de formation longue à la maîtrise d'Internet organisé en France avec l'aide des pouvoirs publics. Destinée en priorité à la reconversion des cadres informatiques demandeurs d'emploi, ce cycle d'une durée de 19 semaines, dont 6 en mission en entreprise, permet d'acquérir une connaissance pratique de la création et de la programmation d'un site Internet (outil de programmation, traitement des sons, des images fixes, des images vidéo) et de la gestion de ce site.

Lieu de la formation : Crefac (Centre d'étude et de formation), 14, rue Scandicci, 93500 Pantin. Contact : Nadia Harami, tél : (16-1) 48-46-51-99. E-mail crefac1@club-internet.fr

EMPLOI

■ ANPE ÎLE-DE-FRANCE

Depuis le 14 juin, l'ANPE Île-de-France (Yvelines) dispose d'un nouveau service interactif vocal, fonctionnant 24 heures sur 24, destiné aux entreprises désireuses de faire connaître leurs offres d'emploi. Il est également ouvert aux personnes souhaitant diffuser leur CV pour accéder à un poste. Numéros de téléphone : 30-61-92-00 (entreprises), 39-73-07-07 (candidats), 30-61-92-11 (emplois familiaux).

LES DIRIGEANTS

Grand Sud

Dans le cadre d'une nouvelle organisation, notre important établissement public recherche un

Directeur des Ports



Rattaché au Directeur Général et en relation avec les directions fonctionnelles, vous aurez pour mission d'élaborer et de mettre en oeuvre la politique de développement et d'animation des ports et d'en assurer les résultats économiques. En véritable "pro" du marketing international, vous saurez développer les activités et services portuaires comme la croisière, la plaisance, etc...

Garant d'une qualité d'accueil et de service de très haut niveau, vous encadrerez une équipe d'environ 80 personnes.

Pour mener à bien votre mission vous maintiendrez et développerez de très bonnes relations de partenariat avec les collectivités locales et les différentes administrations.

De formation supérieure (commerciale ou ingénieur) vous avez une connaissance de l'environnement maritime et du marketing international. Votre expérience (environ 15 ans) de gestionnaire de centre de profit dans un environnement similaire (gestion, finances, management grande équipe) vous a habitué à des contacts de très haut niveau. La parfaite maîtrise de l'anglais (indispensable) et de très bonnes aptitudes aux fonctions "marketing" et "commerciale" sont des atouts indispensables pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, présentations) sous réf. 98608 à
EURO RSCG FUTURS 2 rue Marengo - 75001 PARIS

La Société d'Economie Mixte du Grand Caen recherche son

Directeur

Missions

- met en oeuvre les décisions du Comité d'Animation,
- assure la gestion courante de la société,
- dirige et anime une équipe opérationnelle,
- prend tous contacts et initiatives dans le cadre des contrats signés par la SEM et recherche de nouveaux débouchés,
- assume une fonction de recherche-développement,
- assure le suivi et la qualité des relations entre la SEM, le District et les communes concernées.

Profil

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Economiques, Gestion, Ingénieur), le Directeur de la SEM est un homme de terrain confirmé. Manager-animateur d'équipes éprouvé, il peut se prévaloir d'une expérience opérationnelle réussie de conception, montage, pilotage et commercialisation de projets complexes, importants et diversifiés en matière d'aménagement urbain et de développement économique.

Merci d'adresser un dossier de candidature à
Monsieur le Président de la SEM du Grand Caen,
District du Grand Caen,
4 rue des Boutiques, 14050 CAEN Cedex

Optimiser le présent et engager le futur

Nous sommes un important groupe (3,5 MdF/CA) d'ingénierie et de travaux d'installation en énergie électrique, traitement de l'information et communication. Notre croissance et notre notoriété auprès d'une clientèle large, diversifiée et exigeante d'entreprises publiques et privées, parfois dans des environnements particuliers (pétrole, nucléaire...), reposent sur le professionnalisme de nos équipes. Notre organisation en réseau d'entités opérationnelles autonomes, très implantées en région et complémentaires en terme de métiers, favorise notre cohésion et optimise notre disponibilité et l'efficacité du service apporté à nos clients. Pour poursuivre notre stratégie vers des marchés nouveaux, très prometteurs, nécessitant innovation technologique, réactivité commerciale et esprit d'entreprise, nous intégrons plusieurs jeunes managers à la fois développeurs d'affaires, animateurs d'équipes et gestionnaires rigoureux dont le potentiel humain et technique s'exprimera de manière évolutive au sein de notre Groupe.

Directeurs de Région

Ile-de-France/Pays-de-Loire/Centre

Réf. LM/3294/F

A la tête de plusieurs entreprises complémentaires sur une région, vous êtes chargé d'orienter les stratégies de développement vers les nouveaux métiers et services dont ont besoin nos clients. Vous faites progresser vos chefs d'entreprise et leurs équipes sur le plan organisationnel, technique et commercial en vous engageant pleinement à leurs côtés pour optimiser et coordonner leurs talents afin d'améliorer leur efficacité.

A 35 ans environ, ingénieur ESE, ESME, ENSAM, Centrale, ENSAIS, ENSTA... homme de terrain et très bon organisateur, vous savez convaincre et entraîner des hommes. Vous avez un esprit de prospective et souhaitez être aujourd'hui en première ligne en pilotant un ensemble d'entreprises, représentant un CA d'environ 250 MF, dans un contexte très responsabilisant et aux valeurs fortes d'implication et d'autonomie. La réussite dans ce poste très stratégique mais aussi très opérationnel vous permettra d'accéder à des fonctions plus importantes encore au sein de notre Groupe.

Directeurs d'Agence

Ile-de-France/Pays-de-Loire/Centre/Normandie

Réf. LM/3294/G

Responsable d'une entreprise d'environ 30 personnes, vous êtes en charge de ce centre de profit sur le plan technique, commercial, humain et gestion. Vous consolidez notre présence sur la région confiée et développez votre volume d'affaires en apportant une impulsion innovante en terme de service et de prestation technique. Autonome, combatif, rigoureux, vous savez mobiliser votre équipe et la faire progresser pour assurer l'expansion de votre agence.

A 30 ans environ, ingénieur Electricien ou Généraliste, vous avez fait la preuve de votre goût pour le terrain et de vos qualités de meneur d'hommes et d'affaires complexes. Nous vous offrons de diriger aujourd'hui une entreprise à taille humaine, avec une forte délégation de responsabilité ainsi que les moyens et le dynamisme d'un groupe solide et en croissance. Véritable patron d'entreprise, vous pourrez ensuite élargir votre zone d'action au sein de notre Groupe.



Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence choisie et la région souhaitée à notre conseil CHP
2 bis, rue Michelet - 92441 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX, qui vous garantit toute confidentialité.

UN CENTRE DE PROFIT A MANAGER POUR UN « PRO » DE LA DISTRIBUTION PAPETERIE.

Nous sommes un groupe papeterier intégré européen - 1,5 milliard de francs - déjà présent en France et qui prend aujourd'hui les moyens de son développement. Nous disposons pour cela d'atouts importants en matière de R&D, logistique européenne, certification ISO 9001, ressources humaines, formation... C'est peut-être l'occasion que vous attendiez pour « passer à la vitesse supérieure » et prendre la responsabilité complète et autonome d'un centre de profit - bientôt 10 personnes - sur un marché porteur.

Une bonne dizaine d'années d'expérience commerciale de la distribution de papiers ont confiné en vous le goût du terrain et développé le sens du marché : vous savez l'analyser, vous aimez le conquérir, vous êtes sensible à sa rentabilité. Les équipes que vous animez peuvent témoigner de votre présence et de votre soutien. On vous reconnaît homme d'impulsion et de réalisation. C'est pourquoi nous vous offrons d'être le patron de notre structure française.

Ce sont une excellente formation de base (Bac +5) et votre profil personnel qui feront la différence : hauteur de vue, engagement, autonomie, loyauté... et la motivation indispensable pour une petite structure souple et réactive. Votre anglais est opérationnel et vous souhaitez en savoir plus ? Alors écrivez à notre Conseil, Anne Cousin-Giard, SIRCA, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, sous référence 880 773 B/LM. Localisation en région parisienne.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE



Venez piloter notre croissance

Directeur Général France

Nous sommes l'une des compagnies aériennes les plus reconnues et récompensées au monde pour son degré très avancé de qualité, d'exigence de service et de prestations innovantes.

Nous vous confions dans ce poste la totale responsabilité de nos résultats économiques et commerciaux, ainsi que de nos opérations en France.

Garant de la parfaite connaissance par vos équipes des produits, tarifs, services, vous coordonnez l'action commerciale en analysant en permanence le marché. Dans le respect des objectifs fixés avec le siège, vous développez le chiffre d'affaires et les profits. Vous représentez EMIRATES auprès des autorités et des partenaires.

A 40 ans au moins, vous avez une quinzaine d'années d'expérience réussie dans le marketing, la vente et les opérations aériennes d'une compagnie importante. Vos qualités d'organisateur, d'homme de communication et de développement des équipes vous permettent de réussir avec nous.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre + CV en anglais) à notre Conseil,
Mme Grace LEE, sous référence 120 LM



ALEXANDRE TIC SA
9, RUE ROYALE - 75008 PARIS

صكنا من الاعمال

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Bloomberg
Financial Information

Telecommunications Graphic Artist

Bloomberg L.P. is a leading high-tech, multimedia information firm, providing sophisticated data and analysis to investment professionals and major companies around the world.

Global news organisation has an excellent opportunity for a talented graphic artist to work on a French language program to be broadcast throughout French speaking Europe. Based in London, the responsibilities of this dynamic position will include the daily production of computerised graphics, the creation of a French language graphics database and the building of archive materials. Requirements include:

- A minimum of 2 years experience as a computer graphic artist
- Proficiency in Adobe Photoshop 3.0
- Willingness to work a variety of schedules including some overnight shifts and early morning hours
- Fluency in both French and English

Please send CV to Howard Harder - Human Resources, Bloomberg L.P., 38-45 Plushbury Square, London EC2A 1PD or to fax please dial (UK) 44-171-330-7228.

Equal Opportunity Employer EOE/M/F/V/D

European Senior Vice President's Executive Assistant

Attractive salary + benefits

Berkshire, England



Dell and the Dell logo are registered trade marks of Dell Computer Corporation

At Dell Computer Corporation we have an exciting opportunity for a talented professional, working for our Senior Vice President for Europe, the Middle East and Africa. This is your chance to gain a unique insight into the running of a large multi-national Personal Computer business that's recently produced record breaking results.

Your role will be essential in enabling him to have maximum impact on the business. You will for example, provide pre and post meeting support for operational reviews of each country's performance. This will range from information gathering and briefing, through to collating and analysing statistical data relating to such things as operational and product performance. In addition, you will prepare presentations for key meetings, organise management meetings and facilitate effective communication between the Vice President and his senior management team.

You'll be expected to call on the help of other departments and country operations to complete project activities, but you must be completely at home with Microsoft tools and

have the initiative, commitment, organisational skills and self-discipline to produce results to exacting timescales. You'll be commercially aware, have strong influencing skills and will be able to deal effectively with senior management across Europe. Other essential qualities are self-confidence, tact, diplomacy and a willingness to work beyond normal hours.

As for your background, you may already have commercial experience in marketing or finance, or you may be a recent business school graduate looking for a challenging and developing role. Wherever you are, you'll have a business degree, completely fluent English and will be capable of working in at least one and preferably two or more other European languages.

In return we offer a stimulating and varied career with one of the world's most innovative and exciting companies. To apply, please send your CV quoting reference 08/932/LM to: LJA Recruitment Management, 12 Colbridge Mews, Portchester Road, London W2 6EU. Telephone: 19 44 171 243 1888. Fax 19 44 171 792 9016.

Responsable nouvelles filiales internationales

BTP - Ingénierie

Paris - Ce Groupe International, ayant des filiales dans le monde entier, est spécialisé dans la conception et la livraison "clé en main" de complexes importants. Il se développe et crée de nouvelles filiales. Pour piloter les plus récentes, les assister dans leur gestion technique, humaine, financière et travaux, anticiper leurs besoins et effectuer le reporting, la Direction Internationale souhaite être renforcée par un manager. Il sera capable de synthétiser et fiabiliser les informations internationales, d'assister les filiales dont il aura la responsabilité pour les amener en phase de maturité. Il sera bien entendu assisté par tous les services fonctionnels du siège. Ce poste intéresse un manager international, de formation ingénieur, âgé de 38 ans minimum, rodé à ce type de fonction. Il aura une solide habitude de la gestion à l'international, dans le domaine du BTP ou de l'ingénierie, ainsi qu'une expérience de direction de filiale à l'étranger. De nombreux déplacements sont à prévoir. L'anglais est indispensable, l'espagnol souhaité. Les marchés traités et la solidité du groupe sont de nature à intéresser des candidats de tout premier plan. Les entretiens auront lieu à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle en précisant la référence 105 à QUADRA, Henri Micheron, BP 302, 13798 Aix-en-Provence cedex 03.



Henri Micheron & Associés

Our client is a global joint venture in the telecommunications sector. Amongst others, they provide data and voice transmission services for multinational businesses as well as international consumer services like calling cards. As a growing company in a very competitive environment, their European headquarters in Brussels are expanding, creating the new position (m/f) of a

Corporate Communications Manager

Reporting to the Corporate Communications Director, his/her responsibilities will include:

- press relations in Europe in co-ordination with the team based in US and the Joint Venture's parent companies;
- creation and publication of external information materials;
- support of European part of global consultant relations programme;
- evaluation and implementation of sponsoring opportunities in Europe.

The successful candidate will be between 30 to 40 years old and will have a university degree with a minimum of 4 years experience in press relations in an international corporate environment.

The ideal candidate will be of English mother tongue and fluent in French and German, enjoy writing good texts, have political sensitivity and will be able to master complex situations and projects.

For this position, human openness, flexibility and adaptability to a multicultural environment, as well as outstanding communication skills are needed.

In return, the company offers an attractive salary package, as well as outstanding career opportunities in a fast growing organisation and industry.

We look forward to talking to you about a fascinating communication challenge, but please apply only when you are seriously interested and correspond to the criteria mentioned above.

Interested applicants can send their detailed curriculum vitae with photograph to our advertising agency, Universal Communication, chaussée de La Hulpe 154, 1170 Brussels, who will centralize and forward them confidentially. Please indicate on the envelope the reference nr 315.

Pour insérer votre annonce dans Initiatives
Appelez Le Monde Publicité
au
44-43-76-03 - 44-43-77-34
Fax : 44-43-77-32

Manager

هكذا امتحان

NALES

President's
Assistant

Have the ability to manage a team of people and to work with a variety of people in a professional manner. You will be responsible for the day-to-day operations of the office and for the coordination of the President's schedule. You will also be responsible for the preparation of reports and for the management of the office budget. You will be required to travel frequently and to represent the company at various events. You will be expected to work long hours and to be available at all times. You will be required to have a minimum of 5 years of experience in a similar position. You will be required to have a minimum of a Bachelor's degree in Business Administration. You will be required to have excellent communication skills and to be able to work under pressure. You will be required to have a minimum of 5 years of experience in a similar position. You will be required to have a minimum of a Bachelor's degree in Business Administration. You will be required to have excellent communication skills and to be able to work under pressure.

GESTION - FINANCE

Financiers à fort potentiel

Multinationale américaine leader

350-500 KF

Villes européennes de 1er plan

Exceptionnelles opportunités, pour des professionnels reconnus dans leur domaine en finance, de participer au développement, dans le monde, d'un groupe leader

LA SOCIÉTÉ

- ◆ 60 milliards de \$ de CA.
- ◆ 220 000 personnes.
- ◆ Présente et leader sur les 5 continents.
- ◆ Multisecteur.

LE POSTE

- ◆ Au sein d'équipes de projets de tout premier plan, dans le cadre de la Direction Financière Internationale du groupe, en fonction de vos expertises, vous :
- assurerez la réalisation d'études et d'analyses sur les sociétés du groupe, en veillant à proposer des recommandations et des plans d'actions précis et efficaces,
- sur un pays ou au sein d'une filiale, vous prendrez pour certains d'entre vous, des responsabilités plus opérationnelles de

spécialistes ou de généralistes dans le domaine financier.

- conseillerez, sur votre expertise, les directeurs financiers des sociétés du groupe, avec un fort souci de résultats,
- participerez aux réflexions concernant les acquisitions, les fusions et accompagnerez les projets jusqu'à leurs fins.

PROFIL RECHERCHÉ

- ◆ Formation supérieure de tout premier plan avec une expérience réussie en finance au sein d'une entreprise internationale ou en cabinet.
- ◆ Parfaite maîtrise de l'anglais, une troisième langue serait un plus.
- ◆ Mobilité géographique obligatoire et absolue.
- ◆ Prêt et rompu à s'investir sur le long terme dans un environnement très international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60605 à N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

N.B.S. SELECTION LTD.
a NBS Resources plc companyParis - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

Dans le cadre de la refonte de son système d'information, la Direction organisation/informatique d'un important établissement financier disposant d'un réseau national puissant, renforce ses équipes parisiennes en accueillant

Plusieurs organisateurs bancaires confirmés

Vous assurez la maîtrise d'ouvrage déléguée en définissant les circuits d'information, les règles de gestion, les procédures, et prenez en charge la conduite du changement auprès des utilisateurs. Les domaines d'activité concernent les moyens de paiement, le réseau d'agences, la gestion clients, l'épargne, etc.

A 35/45 ans, de formation supérieure, vous avez l'expérience de la conduite de projets bancaires lourds, dans un environnement multi-sites. (réf. 125/M)

Un responsable de division statistiques

Rattaché au chef de département consolidation et contrôle de l'activité financière, vous gérez les référentiels nationaux et en garantissez la fiabilité.

Votre expérience comme responsable de système d'information de gestion (côté utilisateurs) en milieu bancaire ou financier vous rend immédiatement opérationnel. (réf. 126/M)

Un trésorier des échanges interbancaires

Pour accompagner la mise en place du programme de sécurisation des échanges interbancaires, vous assurez le fonctionnement et garantissez la fiabilité de la plate-forme d'échanges des virements de gros montants.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de back-office trésorerie et/ou de centralisation et de contrôle d'information de trésorerie. (réf. 127/M)

Un organisateur comptable

Vous définissez la méthodologie et les principes de l'organisation comptable, élaborez le schéma directeur s'inscrivant dans le schéma directeur informatique.

De formation ingénieur ou école de commerce + DECS, vous avez l'expérience de la mise en œuvre d'un système d'information comptable d'un établissement bancaire ou financier. (réf. 128/M)

Un juriste

responsable des contrats informatiques

Vous assurez la rédaction des contrats d'acquisition de matériels et de logiciels, en liaison avec les équipes de projets informatiques, dans les meilleures conditions de rapidité et d'efficacité. Véritable patron, vous avez acquis votre expérience dans un environnement similaire. (réf. 129/M)

Notre Consultante, Marie-Claude Tessier, vous remercie de lui écrire sous la référence correspondante à "Carrières Banque/Finance".

ALEXANDRE TIC SA
9, RUE ROYALE - 75008 PARIS

vamo mills

VAMO-MILLS, filiale du groupe alimentaire belge VANDENBOORTELE, est une société spécialisée dans la transformation des oléagineux. Nous recherchons pour nos filiales françaises un

Contrôleur de Gestion (h/f)

responsable des services comptables
basé dans la région Clermontoise

Votre fonction : à la tête d'une petite équipe de 6 personnes, vous serez notamment chargé du : • contrôle budgétaire; • élaboration mensuelle des résultats et de leurs analyses; • suivi et élaboration des comptes annuels; • production des états réglementaires et déclarations fiscales; • consolidation des comptes et des résultats des filiales et sociétés françaises.

Votre profil : • vous saurez allier vos qualités relationnelles et vos talents de communication à votre aptitude à concrétiser vos projets; • âgé de 30 à 35 ans, bilingue anglais, vous avez complété votre formation supérieure (Grande Ecole de Gestion, Université, MBA) par une expérience de 5 à 7 ans en contrôle de gestion; • une double expérience en cabinet et industrie est un plus; • vous avez le potentiel nécessaire pour évoluer vers le poste de Directeur Administratif et Financier; • vous êtes prêt à effectuer de nombreux déplacements en Europe.

Vamo Mills vous offre un emploi passionnant au sein d'une entreprise internationale en pleine évolution, tout comme une rémunération à la hauteur des responsabilités qui vous seront confiées.

Intéressé(e) ? Envoyez votre candidature + cv à
VAMO MILLS, Jean-Paul BRUN, BP 10, 63190 LEZOUX.

groupe vandemoortele

INTERNATIONAL & MULTIDISCIPLINAIRE

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI
Dirigeants
Organisation & gestion des entreprises

- Gestion/Finances • Conseil/Audit • Juristes/Ressources Humaines,
- Marketing & Communication • Fonction Commerciale,

Le Monde des Cadres
Carrières Internationales

Donc Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

Etablissement public intervenant dans le domaine de la santé recruté dans le cadre de son développement et pour son siège parisien un

Analyste Financier

(Réf. SR13973)

250/270 KF

Rattaché au Directeur du Département Organisation, vous occupez une fonction polyvalente qui vous conduit à réaliser des missions d'analyse, de planification et d'inspection financières. Vous devez ainsi effectuer le suivi des budgets et des plans prévisionnels, analyser l'activité d'établissements à gestion publique ou privée, etc. Des études ponctuelles vous sont également confiées.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce et/ou Université de Gestion) complétée par un cursus comptable de type DECF, vous justifiez d'au moins 3 ans d'expérience dans une fonction similaire ou en cabinet d'audit.

Gestionnaire des Ressources Humaines

(Réf. SR13973)

200/220 KF

Rattaché au Secrétaire Général, vous créez votre fonction et mettez en place des outils de gestion (grille des rémunérations, règlement intérieur, tableaux de bord...). Vous êtes en charge des relations sociales, du plan de formation et conduisez des missions de recrutement.

Agé d'environ 30 ans, vous êtes de formation supérieure et justifiez au minimum de 3 ans d'expérience dans une fonction et un contexte similaires, de préférence dans un établissement public.

Adresser CV + Photo + N° de tsi + rémunération actuelle à Sylvain Rougeau, Michael Page Finance, Banque & Comptabilité, 3, boulevard Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou taper votre CV sur 3617 code MPage (Consultez l'annuaire sous la référence choisie).

Michael Page Finance, Banque & Comptabilité
Le Spécialiste du Recrutement Financier

صكرا من الامل

GESTION - FINANCE - FONCTION COMMERCIALE

Assistant trésorier international

Lu, Pontoni, Danone, Evian, Kronenbourg, le groupe DANONE est le 3^e groupe alimentaire européen : 77 Mds de F de CA, 68.000 personnes, plus de 100 filiales, implantées dans 37 pays.

Pour faire face à son expansion internationale, en particulier dans des pays émergents à fort potentiel, le Groupe Danone renforce son équipe trésorerie internationale. Evoluant au sein du Département Financier, vous serez rattaché au trésorier international dans un rôle alliant l'opérationnel et les études. Vous aurez la responsabilité de l'analyse des besoins de financement et du contrôle des risques (notamment en Europe de l'Est, Amérique latine et Asie). Vous serez associé étroitement à toute décision visant à optimiser la liquidité, maîtriser les risques et garantir la sécurité des transactions. Vous assurerez directement le suivi des lignes et conditions bancaires. Vous conseillerez et assisterez les filiales et responsables de zones dans la mise en place des procédures et systèmes d'information Groupe. Des déplacements fréquents sont à prévoir. Pour ce poste, nous recherchons un jeune cadre, diplômé d'une école de commerce ou d'une université en gestion (DESS) ayant une expérience de 2 à 4 ans dans une Direction Financière de grand groupe ou de banque. Anglais courant exigé plus espagnol souhaité. Au-delà de bonnes capacités d'analyse, une réelle autonomie, un excellent relationnel, une large disponibilité vis-à-vis d'interlocuteurs internes et externes sont des atouts essentiels pour réussir dans la fonction.

Merci d'adresser votre dossier (CV + lettre de motivation) sous référence FBS3M à notre conseil : Infranap, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris.



DANONE



LE PREMIER ASSUREUR FRANÇAIS DE LA CONSTRUCTION
CA consolidé : 4,4 milliards - effectif : 1500 personnes
Nous recherchons un

SPÉCIALISTE COMPTABILITÉ FINANCIÈRE

BASÉ À PARIS

Sous la responsabilité du Directeur des Investissements, votre mission revêt une double dimension. Vous êtes dans un premier temps le maître d'œuvre de la refonte du système d'information et de gestion des services financiers. En liaison avec les utilisateurs et la Direction Informatique, vous analysez les systèmes existants, étudiez les attentes des utilisateurs et participez au choix et à l'implantation des nouvelles applications informatiques. A l'issue de cette mission, vous prenez la responsabilité du back office des services financiers, animez l'équipe - 8 personnes - et étudiez les évolutions comptables et fiscales propres à ces services.

A 35 ans, de formation supérieure financière (Bac + 5 Gestion/Finances), vous disposez d'une solide expérience de la comptabilité des Assurances acquise en compagnie ou en Cabinet d'Audit-Conseil et avez une forte culture informatique.

Au-delà de la rigueur du financier, vous êtes un homme de communication et vous vous sentez apte à prendre à terme la responsabilité d'une équipe. Nous vous proposons une mission évolutive et passionnante, au sein d'une structure à dimension humaine.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo, 92563 Rueil Malmaison Cedex, sous la référence 51.3844/LM, portée sur lettre et enveloppe.

CHIMIE DE SPÉCIALITÉ

Directeur Commercial France et Exportation

Nous sommes une PME liée à un groupe important, et dans notre domaine de spécialité, notre entreprise est un des grands opérateurs mondiaux. Nous avons nos moyens de recherche, production et vente.

Nous recherchons notre Directeur Commercial France et Exportation.

Vous êtes Ingénieur chimiste et 5 à 10 ans d'expérience vous ont permis de révéler votre profil de "grand vendeur international".

Voyager, négocier, maintenir et développer d'étroites relations de collaboration avec des clients importants correspondent à vos motivations et à vos talents.

Vous appréciez également d'apporter votre contribution aux stratégies de développement de votre entreprise et d'être étroitement associé à ses résultats.

Si vous connaissez les industries de la peinture, vous serez plus rapidement opérationnel, mais la solidité de votre expérience et de vos qualités sera le critère déterminant du choix.

Bien évidemment, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Votre poste sera situé à Paris.

Si vous correspondez à ce profil, merci d'écrire en précisant la référence 26A 3053 GM (sur lettre et enveloppe) à : PUBLIPANEL - 15 rue Rosenwald - 75016 Paris qui transmettra.

Directeur Marketing / Ventes France et Export



CONCEPTEUR ET RÉALISATEUR D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

LEADER MONDIAL DES ESCALIERS MÉCANIQUES ET TROTTOIRS ROULANTS À USAGE INTENSIF (METRO, GARE, AÉROPORT...)

GROUPE CNIM, 2400 PERSONNES, 2,4 MILLIARDS CA

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : M. MARCAILLON - CNIM - B.P. 208 - 83507 LA SEYNE-SUR-MER Cedex - Tél. : (06) 1 - 94 30 32 16 Confidentialité assurée (les entretiens auront lieu à Paris)

Rattaché au Directeur Général, vous êtes responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie commerciale de la Division ESCALATORS en pleine expansion. À la tête d'une petite équipe d'ingénieurs Commerciaux, vous avez en charge :

- l'étude des marchés et la politique de prospection de nouveaux clients en France et à l'Export

- l'établissement des propositions commerciales et la négociation des contrats.

Vous assurez cette mission en liaison permanente avec les services industriels et les filiales de la Société.

Âgé d'environ 35 ans, Ingénieur Généraliste, vous justifiez d'une expérience commerciale à l'international et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Vos qualités d'homme de terrain et de réflexion alliées à votre mobilité et à votre disponibilité sont les garants de votre réussite à ce poste basé à Paris.

JCDecaux

Pour dynamiser nos ventes : votre enthousiasme et votre talent ?

Leader européen du Mobilier Urbain, notre groupe de dimension internationale fonde sa notoriété sur la créativité et la qualité de ses produits et prestations. Depuis 30 ans, nous avons équipé plus de 1 000 villes en Europe. Les relations privilégiées que nous avons su créer et entretenir avec les collectivités locales et les annonceurs sont le garant de notre succès. Pour développer la vente de nos espaces publicitaires au plan national, nous recherchons un

COMMERCIAL DE TRÈS HAUT NIVEAU

Au sein de notre Direction Commerciale France, basée à Neuilly (92), vous apprendrez toutes les richesses de notre métier et ses complexités.

Excellent vendeur, vos qualités relationnelles et votre aptitude à la négociation vous permettront de vous imposer comme l'interlocuteur privilégié de nos clients : grands groupes internationaux, agences de communication et de publicité.

A 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, Sup. de Co...), vous êtes un professionnel de la vente.

Homme de terrain, votre aisance relationnelle vous permet de vous adapter à des interlocuteurs de tous niveaux.

Votre réussite dans ce poste vous permettra de saisir, à moyen terme, de réelles opportunités de carrière au sein de notre groupe.

Si cette mission vous motive, merci d'adresser, en indiquant la référence B60507, votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV avec photo) à notre Conseil, FAVREAU CONSULTANTS, Béatrice Golevsky, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.

JCDecaux

CHEFS DE PUBLICITÉ

PRO DE LA P.A.

Nous sommes une des plus jeunes agences dans le domaine de la communication pour les Ressources Humaines. Nous nous sommes installés rapidement parmi les grandes agences indépendantes grâce à une extraordinaire progression en 1995, ce qui nous amène à recruter des Chefs de publicité.



PARANNONCES

La petite annonce est notre métier et nous l'aimons : pas d'esbroufe, ni de termes pompeux. Nous cherchons tout simplement des professionnels qui connaissent et qui aiment leur métier.

GESTIONNAIRES, CHEFS DE GROUPE, DÉVELOPPEURS...

Tous les profils nous intéressent si vous possédez une expérience vous permettant d'intégrer une petite équipe sympathique et qui va de l'avant.

Vous ne nous connaissez peut-être pas, prenez contact avec nous pour découvrir une agence qui évolue rapidement sans se prendre trop au sérieux. CONFIDENTIALITÉ ASSURÉE.

Veuillez adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à JEAN-PHILIPPE BARUCH, PARANNONCES, 13 rue Charles Lecocq, 75737 PARIS CEDEX 15.

de projet tourisme culture

REPRODUCTION INTERDITE

ANCAIS DE LA CONSTRUCTION

PTABILITE

BANQUE A PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 JUIN 1996 / IX

LE MONDE DES CADRES

Élargissez vos talents, de la prospective à la recommandation stratégique

RPE CONSEIL, 60 MF de chiffre d'affaires, 60 consultants, une des premières sociétés d'études économiques et de conseil en Europe, recherche pour assurer son développement

Pour son pôle de compétences "Economie-Emploi-Finances"

1 Economiste-Consultant

De formation économique de haut niveau (Docteur d'Economie, ENSAE, Grandes Ecoles...), vous avez 3 à 4 ans d'expérience de modélisation et d'économie. Vous savez allier le raisonnement des outils et le raisonnement économique. Exposer et rédiger les résultats de vos études pour des publics variés n'est pas un problème. Une connaissance du système financier est un plus. Vous intervenez dans le cadre de la préparation des prévisions économiques et financières de RPE Conseil, et vous êtes spécifiquement responsable du développement des études nouvelles pour le client financier. La maîtrise de l'anglais et/ou d'une autre langue est indispensable. **DEL 02**

Economistes juniors

De formation économique de bon niveau (Docteur en Economie, ENSAE, Grandes Ecoles...), vous souhaitez faire vos premiers pas au sein d'une équipe qui œuvre au développement des relations de l'environnement économique et leurs liens avec les dynamiques sectorielles et celles de l'emploi. Vous avez de solides bases dans le domaine des méthodes quantitatives et de la modélisation et êtes capable d'utiliser ces outils pour mieux comprendre

l'environnement économique. Vous maîtrisez l'anglais et disposez d'une réelle aisance dans la communication orale et écrite. Ce premier poste vous donne la possibilité de poser vos marques dans les métiers de l'intelligence économique. **DEL 02**

Pour son pôle de compétences "Construction-Environnement-Services"

2 Consultants juniors

De formation supérieure intégralement acquise de Grandes Ecoles d'ingénieurs, ENSAE ou titulaire d'un Doctorat d'Ingénierie, vous avez une à deux années d'expérience professionnelle dans le secteur de la Construction. Vous intervenez dans le cadre de missions de conseil, auprès de clients institutionnels et d'entreprises industrielles de la Construction. La maîtrise de l'anglais, et/ou d'une autre langue de l'Union Européenne est indispensable. **DEL 02**

Pour son pôle de compétences "Télécommunications"

1 Directeur d'Etudes

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ENST...), ou de Commerce, vous avez nécessairement cinq années d'expérience professionnelle acquise au sein d'une entreprise de Conseil ou du secteur des Télécommunications ou des Médias. Auprès du Directeur du Pôle,

vous êtes responsable du développement de l'activité. Autonome et maîtrisant l'anglais, et si possible l'allemand, vous pouvez encadrer une équipe de consultants. Le mode de rémunération tient compte de vos performances commerciales. **DEL 02**

1 Consultant expérimenté

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou Universitaire Bac + 5, vous avez acquis environ 3 à 5 ans d'expérience dans l'industrie sur le secteur de l'automatisation industrielle, de l'énergie, des biens d'équipement ou dans un cabinet de conseil. Mobile, vous maîtrisez l'anglais et vous pouvez intervenir en France ou dans d'autres pays de l'Union Européenne. **DEL 02**

Nous vous offrons une rémunération motivante selon vos compétences et de réelles perspectives d'évolution. Pour nous rencontrer rapidement, appelez nous au :

01 39 00 09 40 et les 18, 20, 21 et 24 juin de 14h à 17h ou : 01 39 00 09 40

Bipe conseil

3 mois pour apprendre à maîtriser la relation commerciale avec le Japon

La Communauté économique européenne a développé avec la Ministère de l'Industrie et du Commerce international du Japon (MITI) un programme de formation qui a pour objectif d'augmenter le volume

des échanges commerciaux entre ces deux pays grâce à une meilleure connaissance du Japon.

des échanges commerciaux entre ces deux pays grâce à une meilleure connaissance du Japon.

Cadres dirigeants européens à l'écoute du Japon

Cette formation d'une durée de 3 mois dispensée au Japon permet d'apprendre à maîtriser la relation commerciale avec toute entreprise japonaise et de mettre ainsi tous les atouts de son côté dans le cadre d'échanges avec ce pays. Elle se décompose en deux parties. Pour tous les participants, un premier tronc commun s'attache à vous familiariser avec la langue, la culture, la vie, et les valeurs de la société japonaise. Le deuxième tronc, qui tourne vers le développement du tissu économique, la structure des sociétés et le style de management pratiqué. Cette

deuxième partie est l'occasion pour chacun d'approfondir sa connaissance d'un secteur en particulier et de découvrir plus de 20 sociétés. Le coût de la formation est à la charge de la CEE. Reste aux entreprises à financer les frais de déplacements et d'hébergement sur place de leur collaborateur. Quelles sont les conditions pour pouvoir bénéficier de cette formation ?

Être membre de la Communauté économique européenne □ avoir au minimum 35 ans □ avoir 10 ans d'expérience professionnelle □ occuper actuellement une fonction managériale ou spécialisée □ être disponible du 1^{er} janvier à fin mars 1997 □ être sponsorisé financièrement par son entreprise □ parler anglais couramment □ remettre un rapport au fin de formation. Entrepreneurs et cadres dirigeants, si cette opportunité vous intéresse, merci de contacter Kienbaum S.A. sous la référence 37000/07 LM, 13 boulevard Malesherbes, 75008 Paris, ou faxer au (1) 53 43 84 05.



Kienbaum

Conseil international en ressources humaines

Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Dresde, Francfort, Hambourg, Hanovre, Karlsruhe, Munich, Stuttgart, Paris, Prague, Vienne, Zurich, San Francisco, São Paulo, Johannesburg, Certifié ISO 9001

LE CONSEIL GENERAL DES ALPES-MARITIMES
2321 agents - Un budget de 4,7 milliards

RECRUTE

UN

RISK MANAGER

Vos missions : sous l'autorité du Directeur général adjoint pour les affaires sociales, l'insertion, les ressources humaines et les systèmes d'information, vous devrez :

- gérer les risques pouvant affecter l'ensemble du patrimoine de la collectivité (600.000 m² de plancher),
- participer à l'élaboration d'un schéma directeur sûreté-sécurité,
- assister, informer, former les directions, services et personnels en matière de sûreté et sécurité,
- mettre en place une gestion prévisionnelle des risques afin de proposer une politique d'actions aux instances dirigeantes de la collectivité.

Vos qualités : vous possédez une expérience confirmée de la sécurité et de la sûreté. Rigoureux, vous avez un sens de la négociation aigu et saurez assurer la coordination des différents partenaires et instances concernés.

Votre profil : titulaire d'un diplôme de l'Institut des Hautes Etudes de Sécurité Interneure, de l'Institut du Management des Risques de Bordeaux ou du Master de Risk Management de l'Ecole Centrale de Paris, vous êtes fonctionnaire territorial de haut niveau (Ingénieur en chef 1^{re} catégorie, administrateur, membre du corps préfectoral ou issu d'un grand groupe privé).

Ce poste est disponible immédiatement

Etudiées avec la collaboration d'Espace Risk Management, les candidatures (curriculum-vitae, lettre) sont à adresser à :

Monsieur le Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes
Direction des Ressources Humaines - Bureau des Effectifs et des Concours
BP N° 7 - 06201 NICE Cedex 3

avant le 30 juillet 1996

AVEYRON

chef de projet tourisme culturel

Le Conservatoire Luzzati, Pays Tempérier et Hospitalier, est une association portée par les Collectivités Locales et le Département. Elle s'appuie également sur un Conseil Scientifique. Elle vient d'être créée pour développer un projet de tourisme culturel en Aveyron et en obtenir des retombées économiques. Elle vous propose d'en prendre la responsabilité.

Votre mission :

- Agissez en véritable responsable de tourisme culturel vous :
- menez et assurez la conduite du projet de valorisation des sites Tempériers et Hospitaliers intégrant la conception d'un Centre International d'interprétation,
- animez et coordonnez la démarche avec

l'ensemble des partenaires, • gérez l'équipe, • recherchez des médiateurs, • concevez et commercialisez des produits liés au projet.

Votre profil :

- formation supérieure, • formation en aménagement de tourisme culturel ou expérience équivalente, • forte motivation pour une démarche de développement en milieu rural, • bonne connaissance de l'anglais.

Une expérience dans un poste similaire serait un atout important

Conditions à débattre. Lieu de résidence Milou ou environs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : Catherine JULIEN - MILAN CONSEIL (RM 6802) 37, rue de l'Industrie - 31000 TOULOUSE

L'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne

recrute son

DIRECTEUR (H/F)

Il devra bénéficier d'une solide expérience dans les domaines de l'urbanisme, du développement local, comme de l'économie et du social. L'animation d'une équipe dans une structure comparable travaillant sur des territoires urbains et ruraux, ainsi que l'expérience des relations avec les collectivités constituent les principales compétences requises.

Envoyer C.V. références et prétentions à
Monsieur le Président de l'Agence d'Urbanisme
1, rue des Orphelins 68200 MULHOUSE

Les candidatures devront être envoyées avant le 15 juillet 1996

LE MONDE DES CADRES



A 1 H.30 DE PARIS,
PARTAGEZ NOTRE PASSION
D'ENTREPRENDRE

Créée en 92, l'ESC Troyes passe à la vitesse supérieure : Pour assurer le développement d'un programme de tutorat renforcé, l'ouverture d'une filière alternance (96), d'un programme de formation continue (97) et de deux DESS (96 et 97), elle recrute :

Le Responsable du Département Marketing et Actions Marchandes : (poste à 3 ou 4 j./sem.), spécialiste Marketing/Vente, titulaire d'un Doctorat, d'un PhD ou équivalent, vous justifiez d'une expérience reconnue tant en pédagogie qu'en encadrement de programmes (6/8 ans minimum). Expérience en entreprise appréciée.

Un spécialiste en contrôle de gestion : (poste à 2 ou 3 j./sem.), rattaché au Département Finance, Audit, Comptabilité, titulaire d'un Doctorat ou thèse en cours vous justifiez d'une première expérience d'enseignement (3 ans minimum). Intervenant en formation initiale et continue, vous participez aux projets de recherche. Un intérêt pour les marchés financiers serait apprécié.

Pour ces deux postes, et quelle que soit votre nationalité, vous enseignerez en français et en anglais.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV détaillé + photo à : Dominique MARTINET, Directeur Général de l'ESC Troyes, 217 Av Pierre Brassolette - BP 710 - 10002 TROYES CEDEX

un(e) chargé(e) de recherche confirmé(e)

Aujourd'hui,
notre cabinet

généraliste de conseil en recrutement
de 8 personnes, basé à Paris, fait partie
d'un des premiers groupes mondiaux
de télécommunications.

Vous travaillerez en binôme avec chaque consultant, et serez totalement responsable de l'identification et de l'approche directe des candidats. Vous gérerez le fichier ainsi que la documentation interne du cabinet. Vous serez amené(e) à encadrer des collaborateurs. Vous possédez une expérience significative d'un moins deux ans à ce type de poste. Vous maîtrisez bien l'environnement et les métiers de l'informatique et des télécoms. Votre disponibilité et votre capacité d'adaptation seront des atouts essentiels pour réussir dans ce poste. Merci d'adresser votre candidature sous référence 29345 à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

TOULOUSE

Important Organisme HLM
recrute son

Directeur des relations locataires

Membre du Comité de Direction, vous serez en relation permanente avec les élus et les instances politiques locales.

Par délégation du Directeur Général vous conduirez :

- la politique d'attribution des logements
- la politique tarifaire (loyers, charges)
- le suivi social et les relations avec les locataires
- le service informatique

Vous coordonnerez et animerez un service de 15 personnes environ. Votre parcours diversifié vous a conduit à occuper des postes de Direction, à concevoir et mettre en œuvre des stratégies complexes et à donner des orientations en termes de gestion, notamment dans le domaine de l'habitat et plus particulièrement dans le secteur du logement social.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. LM148E à notre Conseil APPORTS, 55 avenue Louis Bréguet Bâtiment Hermès - 31400 Toulouse.



CONSULTANTS

Partenaire reconnu des collectivités locales et des acteurs territoriaux depuis quinze ans, nous recherchons, dans le cadre de notre croissance, plusieurs consultants

A 30 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous disposez d'une expérience confirmée du conseil en développement économique territorial ou développement social et politiques publics.

Dynamique et autonome, vos compétences vous permettent de conduire des missions opérationnelles, et de participer ainsi à notre développement commercial.

Si l'un de ces postes répond à votre envie d'évoluer, merci d'adresser votre dossier de candidature complet à notre conseil Alain DUMESNIL ALGOE - 28 avenue de Messine 75008 PARIS.

GROUPE
ALGOE

Le Conservatoire National des Arts et Métiers

Grand Etablissement Public d'Enseignement
Supérieur et de Recherche, recrute un

Directeur

pour l'Institut d'Informatique d'Entreprise

Ecole d'ingénieurs de plus de 300 élèves recrutés
sur concours des écoles Centrale/Supélec.
Effectif permanent de 30 enseignants-chercheurs.

Vous êtes professeur d'université ou ingénieur de haut niveau et justifiez d'une solide expérience dans le domaine de la formation. Une expérience industrielle dans le secteur informatique serait appréciée.

Poste à pourvoir à Evry (Essonne), éventuellement par voie de détachement.

MERCI D'ADRESSER
VOTRE DOSSIER (LETRE, CV) À
M. l'Administrateur général,
Conservatoire National des Arts et Métiers,
292, rue Saint-Marin,
75141 Paris cedex 03.

REXEL

(GROUPE FINALET - PRINTEMPS-
SEDUTE), LEADER MONDIAL
DE LA DISTRIBUTION DE
MATÉRIEL ÉLECTRIQUE
BASSE TENSION, IMPLANTÉ
DANS LE MONDE, RECHERCHE
LE POTENTIEL DE SA

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION, AFIN D'APPORTER À SES DIFFÉRENTS SITES RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX LA MEILLEURE QUALITÉ DE SERVICE ET DE MOYENS POUR ACCOMPAGNER LA CROISSANCE DU GROUPE. UN SCHEMA DIRECTEUR A ÉTÉ LANCÉ DEPUIS 3 ANS (INSTALLATION DANS CHAQUE SITE D'UNE ARCHITECTURE CLIENT/SERVEUR). AUJOURD'HUI, LA D.S.I. SOUHAITE INTÉGRER, EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE, DE NOUVEAUX :

Consultants organisateurs et formateurs

Vous définirez le processus d'installation, préparerez et suivez la mise en place, des nouveaux systèmes d'information, dans les entités opérationnelles : procédure, méthode, préparation du « terrain », paramétrage des logiciels, développement et mise en place des différents programmes de formation...

Vous justifiez d'une première expérience de mise en place ou d'assistance d'un projet d'envergure, dans un contexte de décentralisation, de préférence dans le négoce ou le service en Entreprise.

Pour l'ALLEMAGNE, vous intervenirez pour la traduction et l'adaptation, à la culture allemande, des supports de formation et d'organisation et par conséquent, vous possédez une bilinguisme évidente.

Pour ces postes basés à Paris (réf. LM/463) ou à Francfort (réf. LM/462), merci d'adresser votre candidature (en français) à notre Conseil, Carole MOULIN ORYADE - 16, avenue Hoche 75008 PARIS.

oryade
Membre de Syntec
Conseil en Ressources Humaines

LES EDITIONS MASSON

recherchent
pour leur département éditorial "Paramédical"

EDITEUR JUNIOR (H/F)

Sous la responsabilité de la Directrice éditoriale du paramédical, vous serez chargé de :

- travailler sur la mise au point des projets avec la Directrice éditoriale,
- mettre au point des manuscrits,
- réaliser les ouvrages qui vous sont confiés,
- participer aux actions de promotion,
- prendre contact avec des auteurs.

Le poste sera offert à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur dans le domaine médical ou paramédical ayant une expérience de secrétaire d'édition et ayant réalisé des ouvrages de type manuel illustré et/ou des ouvrages parascolaires.

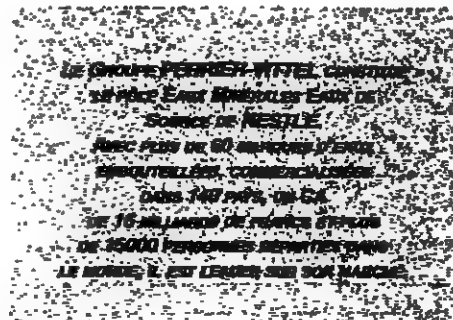
Qualités :

- organisé et rigoureux, sens du travail en équipe,
- pratiquer WORD 6 et, si possible, connaître les logiciels de PAO.

C.V., photo et prétentions accompagnés d'une lettre manuscrite sont à adresser à :
Guy DELFOURD, Directeur des Ressources Humaines
120 Bd Saint-Germain - 75006 PARIS

PERRIER VITTEL S.A.

Groupe Nestlé



Sous la responsabilité du Directeur Informatique International, vous êtes chargé d'un projet d'envergure : développer et standardiser l'informatisation des filiales du Groupe, principalement en Europe.

Impliqué dans l'élaboration des standards, vous veillerez à leur respect et à leur mise en œuvre, tout en prenant en compte les spécificités locales. Vous êtes assisté d'une équipe de consultants internes et externes dont vous coordonnez les interventions.

Votre mission implique donc une bonne appréhension de nos métiers et des besoins des directions utilisatrices au sein des filiales afin de pouvoir concevoir et mettre en œuvre des solutions efficaces.

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Elle implique également un excellent sens de la communication, la maîtrise de l'anglais, du français, et si possible d'une autre langue (allemand et allemand apprécié).

A 30/35 ans, votre parcours s'est essentiellement déroulé au sein d'une SSI ou encore dans une entreprise liée à l'univers de la grande distribution, à fortes contraintes commerciales et logistiques. Vous avez développé une solide expertise en management de projet, idéalement en multisites et à l'international. Vous avez une formation supérieure technique ou économique.

Votre sens du service, vos facultés relationnelles avec de multiples interlocuteurs internes et externes au groupe, votre capacité de management sont vos atouts principaux, tout comme votre disponibilité, car vous êtes en déplacement près de 80 % de votre temps.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V., photo et prétentions s/réf. LM/18 à BOUTIER & Co - 66, avenue Victor Hugo 75116 PARIS.

Responsable Recueil de données

Votre mission consistera à :

- Optimiser en permanence le système recrutement de données et les procédures de collecte de l'information.
- Suivre avec obligation de résultats, notamment quant à la qualité, les différentes étapes de la Production.
- Manager et coordonner les activités d'une équipe de 10 personnes.

De formation Universitaire en Statistiques, vous disposez d'une expérience confirmée d'au moins 5 années de la fonction avec management et souhaitez vous investir dans une structure motivante.

Nous apprécierons votre sens de l'organisation, votre implication, vos capacités à manager l'équipe et à la rendre performante.

Des connaissances informatiques ainsi qu'un bon niveau d'anglais sont indispensables.



Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la réf. 5629245 sur l'enveloppe à EUROMESSAGERIES - 78 boulevard de la République - 92614 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

Donnez une dimension internationale à vos projets

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

سكرا من الامال

MARKETING - COMMUNICATION

Spécialisés dans la prestation de services à forte valeur ajoutée intellectuelle, nous évoluons sur un marché à la fois concurrentiel, porteur et riche en matière de créativité. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un :

Commercial
au talent de
Développeur

H/F - Région Parisienne

- Vous intégrez une équipe à taille humaine, jeune et enthousiaste. Votre mission consistera à développer notre activité auprès des entreprises PME/Grands groupes, en vous appuyant sur l'expérience, le savoir-faire et les références de notre société.
- Agé de 26/30 ans, de formation ESC, vous justifiez bien sûr d'une expérience réussie de la vente de services aux professionnels. A l'écoute de votre marché, adaptable et réactif, vous recherchez un challenge qui vous permettra de vous réaliser et d'évoluer grâce à vos qualités de négociateur liées à un sens relationnel évident.

UN
des
TROIS

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions), sous la référence TL/96/061, à notre Conseil : UN des TROIS Ressources Humaines 101, rue Saint-Hazare - 75009 Paris.
Conseil en dynamique Humaine

NIPIM MAPIC NIPIM-ASIE

Organisateur de salons professionnels internationaux, à Cannes, Hong Kong et Singapour (NIPIM, MAPIC, MIDEM, MAPIC, MILIA) recrute dans le cadre de son développement international :

Responsable Presse et
Conférences H/F
Service Immobilier

Vous serez rattaché au Directeur de la Division Immobilier, à la tête d'un service de 5 personnes, vous serez responsable de :

- la communication bilingue anglais-français du NIPIM, MAPIC, NIPIM-ASIE auprès de la presse internationale professionnelle et grand public (économique, immobilier, économie et finances),
- l'organisation des conférences internationales et l'invitation des professionnels participants à ces manifestations.

Vous avez acquis une expérience de communication presse et événementielle d'au moins 5 ans à l'international et rédigez parfaitement en français comme en anglais. La connaissance des secteurs de l'immobilier et de la distribution, ainsi que la maîtrise d'une seconde langue européenne (espagnol, allemand, italien) seraient un plus. Ce poste basé à Paris est à pourvoir très rapidement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : REED MIDEM ORGANISATION - Service du Personnel 179, Avenue Victor Hugo - 75116 Paris



ERASTEEL

ERASTEEL : 1000 personnes, 1 Milliard CA, filiale à 100% du groupe ERAMET. Nous sommes leader mondial sur le marché des aciers spéciaux. Pour renforcer encore notre présence et anticiper les évolutions de notre marché, nous créons le poste de

RESPONSABLE
MARKETING INDUSTRIEL

Basé à Paris Bilingue anglais

Votre mission : Rattaché au Directeur Commercial • en relation étroite avec nos filiales dans le monde (US, GB, Europe, Asie), en collaboration avec nos commerciaux et en contact avec nos clients • vous analysez notre marché • à l'écoute des indicateurs (économiques, industriels,...) vous établissez vos prévisions sur deux à trois ans • vous présentez vos conclusions à notre direction deux fois par an (analyse statistique et rédactionnelle) et participez ainsi à notre orientation stratégique.

Votre profil : 28-35 ans • formation supérieure de type Grande Ecole • bilingue anglais • une expérience d'au moins 3 ans à un poste similaire • esprit d'analyse et de synthèse, capacités rédactionnelles, sens des contacts et du terrain.

Pour ce poste très évolutif en France et à l'étranger, nous vous proposons un entretien individuel avec la société à Paris

Adressez ou télécopiez CV, lettre, photo et rémunération actuelle à OPTÉAMAN - 129 rue Servient - 69431 Lyon Cedex 03. Fax : (1) 78 63 75 78 en indiquant la référence 66 sur la lettre et l'enveloppe.

OPTÉAMAN

CONSEIL ET AUDIT



INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES

LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MANCHESTER - PARIS - MILAN - MADRID - FRANCFORT

IMR est une société de conseil en management qui opère dans 12 pays avec 450 professionnels.

Nous sommes reconnus comme des spécialistes du management du changement, avec comme objectif une amélioration de la performance des entreprises. Notre approche très participative dans le développement de solutions adaptées aux problèmes de nos clients, et le fait que nous mettions en place nos recommandations, a résulté dans une forte croissance de nos activités en Europe.

En conséquence, nous souhaitons étoffer nos opérations européennes avec des candidats bi-culturels franco-portugais, franco-espagnol et franco-italien. Après une phase de formation à nos méthodes en France, ces candidats pourront intervenir dans nos filiales étrangères. L'anglais est la langue véhiculaire d'IMR. Le partenariat avec nos clients et notre approche très pragmatique du conseil font que les personnes recherchées doivent :

- avoir une forte capacité d'analyse,
- pouvoir développer et mettre en place des actions concrètes avec nos clients,
- travailler en équipe.

Nous sommes intéressés par deux types de candidats.

CHEFS
DE PROJET

(Réf. PM)

Pour encadrer des équipes de consultants afin de délivrer ce qui a été vendu au client et développer, avec nos équipes de vente, les comptes qui vous ont été confiés, vous devez avoir :

- entre 32 et 38 ans,
- un diplôme de grande école de commerce/ingénieur,
- 4 à 6 ans d'expérience du conseil dans une société de renom international,
- une expérience significative dans le management du changement,
- un sens relationnel très développé.

→ Veuillez adresser votre CV avec une lettre manuscrite et une photo obligatoire à :
→ IMR - Service du recrutement - 34, avenue de Messine - 75008 Paris, en précisant la référence du poste choisi.

SENIOR/JUNIOR
CONSULTANTS

(Réf. SJC)

Pour mettre en place, avec nos clients, les changements nécessaires à leur amélioration, vous devez avoir :

- entre 27 et 35 ans,
- 2 à 5 ans d'expérience en milieu industriel/commercial ou 1 à 4 ans d'expérience du conseil,
- une forte capacité de travail et un grand sens de l'adaptabilité,
- un sens du travail en équipe,
- une expérience réussie dans la mise en place de projets débouchant sur des améliorations de performance.



Audit
Fiduciaire de France

recherche des

Auditeurs
Informatiques

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou équivalent, option informatique, vous avez acquis une expérience de 2 ans dans le secteur de l'informatique et de l'organisation.

Vous souhaitez enrichir votre expérience et vous ouvrir à de nouveaux domaines. Intégrés à nos équipes d'audit, vous participez sur le terrain à des missions d'analyse des systèmes d'informations. Vos qualités, qui vous permettent d'être immédiatement opérationnels, sont complétées par des cycles de formation organisés au niveau national et international.

Pour ces postes, les perspectives d'évolution dans un environnement international demandent une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature à : KPMG Audit, Marie-Christine Bronard, Département Informatique, 47, rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine.



Avez-vous ce plus
que nos clients attendent d'un
consultant en systèmes d'information ?

Vous cherchez plus de diversité,
plus d'envergure
dans vos projets, de réelles
perspectives d'évolution
en France et à l'étranger.
Ecrivez-nous :
le Conseil avec Peat Marwick
Consultants, c'est à peu près
ce que vous imaginez, en mieux.

Leader mondial du Conseil et de l'Audit, le réseau KPMG, présent dans 142 pays, compte plus de 70 000 collaborateurs.

Peat Marwick Consultants, membre de ce réseau, accompagne les projets de systèmes d'information des grandes entreprises dans tous les secteurs de l'économie : Industrie, Services, Banque et Assurance.

Nos clients nous consultent pour notre connaissance de leur métier et de leurs marchés, ils nous choisissent pour notre personnalité et notre savoir-faire capitalisé au niveau international.

Diplômé(e) d'une grande école, bilingue, vous avez au moins trois ans d'expérience réussie dans l'un des domaines suivants :

- stratégie informatique et schémas directeurs,
- pilotage de grands projets,
- implantation de progiciels.

Vous avez surtout ce plus que nos clients attendent et qui fait la différence entre le bon et l'excellent.

Marie-Odile RIBATTO vous remercie de lui adresser votre candidature, sous référence 535, à Peat Marwick Consultants - Tour Framatome - Cedex 16 - 92084 Paris-La Défense.

KPMG Peat Marwick Consultants

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 JUIN 1996 / XIII

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Cabinet d'avocats français recherche un Collaborateur en Droit des Sociétés

Sud
Rattaché aux Associés du Cabinet, vous interviendrez de façon autonome auprès d'une clientèle principalement composée de PME/PMI, en matière de droit des sociétés, notamment dans le cadre de toute opération de structure (fusions, acquisitions, etc.). Vous assurerez également le suivi juridique des sociétés (formalités, préparation des Assemblées générales, procès-verbaux, etc.).
Agé de 30 ans environ, Avocat de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE, etc.), vous avez acquis une expérience du conseil en droit des sociétés d'environ 5 ans, au sein d'un cabinet d'avocats (traditionnels ou anciens conseils juridiques).
Excellent technicien, vous êtes de plus rigoureux, disponible, autonome et doté de bonnes dispositions relationnelles.
Une bonne maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.
Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à **Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal**, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 code MPage (Courriel: 3.48741m) sous réf.: CB14130



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Société spécialisée dans les opérations de "défense" de créances immobilières
d'un important établissement financier recherche un

Chargé d'Affaires Contentieux Immobilier


Paris **350 K€±**
Au sein de l'équipe chargée de la gestion des contentieux immobiliers, vous assurerez en totale autonomie la gestion des dossiers contentieux qui vous seront confiés.
Excellent rédacteur et bon négociateur, vous maîtrisez le droit des sûretés, les voies d'exécution, les procédures collectives, le droit immobilier et avez l'habitude des relations avec les mandataires de justice, les liquidateurs, les avocats, etc.
Agé d'environ 35 ans, de formation juridique supérieure (Maîtrise, DEA, DESS, etc.), vous avez une expérience d'au moins 8 ans en contentieux immobilier acquise en entreprise, en cabinet ou au sein d'un établissement financier.
Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à **Christophe Blanc, Michael Page Tax & Legal**, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 code MPage (Courriel: 3.48741m) sous réf.: CB14134



Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Groupe de Conseil et de Formation recherche :

Consultant(e) confirmé(e) En Qualité Totale En Ressources Humaines et Management

30-40 ans
Bilingue anglais, expériences du multicultural, désireux d'intégrer une équipe dynamique
Préférences : Origine grandes écoles *Base :* Luxembourg / Paris
Maîtrise de l'animation et du Conseil
Contact : N. GUIGUES  11, Chemin du Vieux Chêne - 38240 MEYLAN

PARIS-EST
Quartier Porte Maillot

GRUPE
INTERNATIONAL
DE CONSEIL
DE GRANDE
NOTORIÉTÉ
cherche

Juriste d'affaires

Chargé, notamment, de constituer et de suivre des dossiers contentieux et juridiques dans le domaine de la responsabilité civile, de l'immobilier, de l'assurance et du droit des affaires.
Pour ce poste autonome et évolutif qui suppose une grande disponibilité pour se déplacer, il est nécessaire d'avoir une formation de base au moins équivalente à une maîtrise et une expérience professionnelle d'au minimum 3 à 4 ans, acquise si possible dans un service contentieux. La pratique de l'anglais serait un atout très apprécié.
Ecrire avec CV, références et prétentions sous réf. 29821 à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

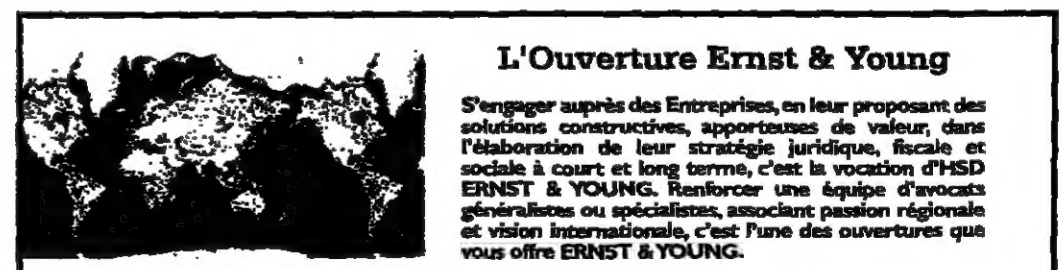
Avocat spécialisé en fiscalité

SCP D'AVOCATS,
PARIS SEINE
SPECIALISÉE EN DROIT DES
AFFAIRES ET FISCALITÉ
RECHERCHE EN VUE D'UNE
ASSOCIATION UN AVOCAT
SPECIALISÉ EN FISCALITÉ

Agé(e) de 35/45 ans, de préférence de formation ENI, complétée par une expérience en cabinet, vous justifiez d'au moins dix années de pratique.
A dresser votre CV, lettre manuscrite, photo à E. DARRAS, 69 rue Darnémont, 75018 PARIS, en mentionnant la référence sous réf. 3912MO sur l'enveloppe.
Vous aurez la responsabilité fiscale du cabinet, en forte progression.

Consultant Responsable de la structure recrutement

A partir des structures déjà existantes, vous gèrerez le potentiel de la filière Recrutement par le développement du portefeuille clients, la prospection de nouveaux comptes, sans perdre de vue la supervision et le traitement des missions.
De formation supérieure complétée par 10 ans d'expérience, vous justifiez de réelles compétences dans le secteur bancaire en tant qu'opérationnel ou fonctionnel, puis en cabinet conseil en Ressources Humaines. Naturellement, vous maîtrisez parfaitement toutes les techniques de recrutement (par annonce ou par approche directe) ainsi que la conduite d'entretien et la rédaction de dossiers de synthèse.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) ENTREPRISE & DECISIONS Valérie DUCHATEAU - 4, rue Marbeuf 75008 PARIS.



L'Ouverture Ernst & Young

S'engager auprès des Entreprises, en leur proposant des solutions constructives, apportées de valeur, dans l'élaboration de leur stratégie juridique, fiscale et sociale à court et long terme, c'est la vocation d'HSD ERNST & YOUNG. Renforcer une équipe d'avocats généralistes ou spécialistes, associant passion régionale et vision internationale, c'est l'une des ouvertures que vous offre ERNST & YOUNG.

HSD ERNST & YOUNG RHÔNE-ALPES RECHERCHE

- **Avocat judiciaire** (Réf. LM/AJ) Lyon
De formation supérieure en Droit Commercial et Droit des Affaires, bilingue Anglais, avocat inscrit, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 à 7 ans en Cabinet renommé, où vous avez traité des dossiers de MGE Nationales et Internationales.
 - **Avocat Fiscaliste** (Réf. LM/AF) Lyon
Agé de 30 ans environ, de formation fiscale universitaire ou ancien élève de l'ENI, vous avez acquis une expérience de 5 ans, de préférence en Cabinet.
 - **Avocat droit social** (Réf. LM/AS) Bourg
Avocat spécialiste du droit social, vous avez une expérience de 2 à 3 ans en Cabinet. Vous souhaitez participer au développement de notre activité de Bourg en Bresse.
- Vous êtes apprécié pour votre esprit d'analyse et votre sens critique. Vous avez des talents de développeur et de réalisateur. Vous possédez de réelles capacités d'ouverture et un sens aigu du service client. Très vite parlons de votre avenir au sein d'Ernst & Young. Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à : HSD ERNST & YOUNG - Valérie CINI - 113, Bd Salingrad 69626 VILLEURBANNE Cedex.

HSD ERNST & YOUNG
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

صكنا من الاجل

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Filiale française d'un groupe industriel international, leader sur son marché, nous recherchons notre

Responsable Juridique Groupe

De formation juridique supérieure, à 35 ans environ, vous possédez une expérience reconnue de juriste en entreprise et/ou cabinet qui vous a permis d'acquérir rigueur et professionnalisme.

Fort de ces compétences, vous souhaitez élargir vos responsabilités.

Rattaché(e) au Secrétaire Général, vous animez une équipe de jeunes juristes. Garant de la sécurité juridique et de la régularité de toutes les opérations du groupe, vous contribuez par votre technicité à défendre au mieux les intérêts de l'entreprise :

- présence et conseil en amont auprès des opérationnels et de la Direction Générale,
- gestion des dossiers contentieux et du portefeuille d'assurances,
- participation au montage d'opérations spécifiques notamment en matière de marchés publics.

Ce poste, très opérationnel, nécessite une forte capacité d'investissement ainsi que de bonnes aptitudes au management et à la communication.

Votre esprit d'initiative et votre sens des responsabilités vous permettront d'évoluer au sein de notre groupe en fonction de votre potentiel et de vos aspirations.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et photo sous la réf. 1653 à AUSTIN KNIGHT 26, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

LVMH
MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

La Direction Juridique de notre Groupe, basée à Paris, recherche

Juriste Droit des Affaires

Sous la responsabilité du Directeur Juridique et en étroite relation avec la Direction Financière et les Directions Opérationnelles, vous intervenez sur tout type de dossiers en droit des affaires : droit des contrats, de la distribution, de la concurrence, droit financier...

A 26-28 ans, vous possédez une solide formation juridique complétée par une Grande Ecole de Commerce ou l'IEP. Vous justifiez d'environ 3 ans d'expérience acquise au sein d'un cabinet d'affaires à vocation internationale ou d'un grand groupe international.

Excellent juriste, bilingue anglais-français, vos compétences techniques alliées à un très bon sens des contacts vous permettront d'évoluer au sein de ce Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et présentations) en mentionnant la référence LCC01 à INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75008 Paris.

LYON

Important cabinet d'avocats d'affaires (25 professionnels), fortement implanté dans la région Rhône-Alpes et intervenant auprès d'entreprises importantes, recherche un

Conseil en Droit des Sociétés et Droit boursier

Au sein de notre équipe d'avocats conseils, vous intervenez auprès de nos clients (entreprises cotées ou non) en matière de Droit des sociétés et notamment dans les domaines suivants : appel public à l'épargne, opérations en fonds propres, restructurations financières, opérations sur titres en Bourse, conventions d'actionnaires.

A environ 35 ans, titulaire d'une formation juridique supérieure (DJCE, DESS, DEA), vous justifiez d'une expérience professionnelle de 5 à 7 ans du conseil en Droit des sociétés acquise dans un cabinet ou une institution financière. Spécialiste du Droit boursier, doté de solides aptitudes relationnelles, vous êtes motivé par la perspective de développer cette activité au sein d'une équipe jouissant d'une excellente notoriété.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae), sous réf. 11-32057, à notre conseil ONOMA, Tour du Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 3.

Onoma

GRUPE COURTAUD

Société de distribution de biens d'équipement de la personne, (600 MF - 80 points de vente en France), filiale d'un groupe international recherche pour son siège à Paris un

JURISTE

Gestionnaire de patrimoine immobilier

Rattaché au directeur administratif et financier, vous prenez en charge la gestion du patrimoine immobilier : évaluation et optimisation du parc (locaux commerciaux et à usage d'habitation), élaboration et suivi du budget, mise en oeuvre des projets d'investissement et de désinvestissement, rédaction des actes (compromis, protocoles...), négociations (achat, vente, renouvellement des baux), relations avec les partenaires (agences, notaires, avocats...).

A 30/35 ans, de formation juridique supérieure (Bac + 4/5), vous avez impérativement acquis une spécialité en droit immobilier. Vous disposez d'une expérience de plus de 3 ans dans un poste similaire en entreprise ou en cabinet conseil ou dans une autre structure du secteur immobilier. Vous maîtrisez les outils micro-informatiques. Vous alliez rigueur, sens de la négociation et goût du terrain.

Déplacements réguliers en province. Poste évolutif vers une fonction de juriste généraliste.

Merci de confier votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel) à notre conseil, qui le traitera en toute confidentialité.

LAÏNOS

ELAINOS
11, rue Marsollier - 75002 PARIS.

Alliez vos compétences à notre savoir-faire pour faire évoluer votre carrière.

Vous possédez une expérience opérationnelle en entreprise industrielle et en cabinet. Véritable professionnel en recrutement, bilan, évaluation de compétences, formation, out-placement, vous savez élaborer et conduire avec efficacité des missions diversifiées dans le domaine des Ressources Humaines.

Entrepreneur et réalisateur, vous effectuez des visites auprès des décideurs des entreprises qui ne nous connaissent pas encore.

En fonction de vos résultats, vous pourrez accéder à des responsabilités toujours plus larges.

MC Recrutement Management Conseil, implanté depuis 8 ans sur Rouen, connaît un développement constant de son activité.

La confiance des entreprises et la synergie du travail effectué ont contribué à ce succès.

Si vous êtes intéressé, merci de nous adresser une lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. 90891 à MC Recrutement, Management Conseil, 46 quai du Havre, Bénédictine - Le Fort de Seine - 76000 Rouen.

Michael Page

N° 1 du recrutement spécialisé et personnalisé

nouveau
numéro de téléphone
à partir du 21 juin :

40 89 15 25

MP

3 Boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

JURISTE EN DROIT DES CONTRATS

Cabinet d'avocats implanté à LYON recherche juriste ou avocat ayant acquis une expérience de 7 à 10 ans, en entreprise ou en cabinet, dans le domaine du droit des contrats.

Au sein d'un cabinet de plus d'une vingtaine de professionnels et au service d'une clientèle régionale, nationale et internationale, sa mission consistera à étudier, concevoir, négocier et établir des accords et contrats dans le domaine de la distribution, la représentation, la coopération, la propriété industrielle, la recherche, des rapprochements industriels, des transferts de technologie...

Une bonne pratique de l'anglais parlé et écrit ainsi qu'une bonne connaissance du droit économique et de la concurrence seront déterminantes.

Destiné à une personnalité dynamique, créative, ayant le sens du relationnel et du travail en équipe, le poste pourra évoluer vers des responsabilités élargies.

Adresser lettre de candidature manuscrite + CV + photo (sous réf. N° 9022) à :
LE MONDE Publiée - 133, avenue des Champs-Élysées - 75400 PARIS Cedex 08

Consultant Senior

Stratégie Sociale

Société de conseil leader dans son segment, nous intervenons dans le conseil en stratégie sociale pour des entreprises françaises et internationales. Nous souhaitons renforcer notre équipe de 7 consultants partenaires.

De formation supérieure, vous possédez une connaissance de la législation sociale et vous avez une bonne approche des Directions Générales. Le niveau de rémunération ne sera pas inférieur à 700 K.F.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 5665/M à CURRICULUM, 6 passage Lathuille - 75881 Paris cedex 18.